

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Katia Dorey,
Marc Goloviznine, Colette Hublet, Frank La Brasca, Claudie Lescot,
Jean-Jacques Marie, Jean-Pierre Molénat, Jacqueline Trinquet.

Publié par Le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier*
c/o Jean-Jacques Marie - Bâtiment Les Charmes
36, rue de Picpus - 75012 Paris.
Adresse mail : jj.marie@club-internet.fr
Imprimerie PELLEGRINO :
19 Rue des Pyrénées - 91090 LISSES

Avertissement à nos lecteurs

Les articles publiés par les CMO relèvent tous de l'histoire complexe et plurielle du mouvement ouvrier. Ils ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Comité de rédaction ou de tel ou tel membre de cette instance. Le courrier des lecteurs permet à ceux qui le souhaitent de contester le contenu des articles publiés, en tenant compte du principe énoncé ci-dessus.

Site des CMO

Pour vous connecter : cahiersdumouvementouvrier.org

Ce site met en ligne presque tous les numéros d'avril 1998 à 2020, tous les sommaires jusqu'à ce n° 85, un tableau classant plus de 1 700 articles et documents par thèmes ... Les numéros manquants seront publiés prochainement.

Des vidéos sont peu à peu installées sur le site. La dernière en date, de Sonia Combe, l'est déjà, ainsi que des conférences de Jean-Jacques Marie.

Les numéros futurs paraîtront exclusivement sur le site, en accès libre.

Toutefois le Comité de rédaction se réserve la possibilité d'en faire paraître de temps en temps sous la forme imprimée, comme celui-ci. Les lecteurs seront prévenus par le site, à la page « *Actualités des Cahiers* », et directement pour ceux qui nous ont communiqué leur adresse-mail. Vous pouvez, si ce n'est déjà fait, nous la faire parvenir à l'adresse suivante :

diffusion@cahiersdumouvementouvrier.org

Il est toujours possible de commander des numéros anciens, en vous adressant à cette adresse mail, ou directement à Colette Hublet, 78 rue Haxo - 75020 Paris

Pour toute question, demande ou observation relative aux travaux et publications des Cahiers du mouvement ouvrier, vous pouvez écrire à la rédaction :

redaction@cahiersdumouvementouvrier.org

Pour toute question, demande ou observation relative à ce site, vous pouvez écrire à l'administrateur (fonctionnement du site) :

admin@cahiersdumouvementouvrier.org

Sommaire

des Cahiers du mouvement ouvrier n°85

- Présentation p. 5

Dossier :

A PROPOS DES PROCES DE MOSCOU (avec de nombreux documents inédits)

- A la veille de la sortie d'un ouvrage d'un universitaire fou « furieux » américain, rescapé néanderthalien des grandes heures du stalinisme, qui utilise les « aveux » extorqués aux vieux bolcheviks alors liquidés pour « démontrer » (?), comme jadis la Pravda, que Trotsky travaillait la main dans la main avec Hitler pour détruire l'URSS - par Jean-Jacques Marie p. 8*
- Un document remarquable - par Marc Goloviznine p. 16
 - Lettre de Karl Radek (condamné à mort du 2^{ème} procès de Moscou) à Iejov p. 17
 - Pourquoi ils ont avoué - par Marc Goloviznine p. 26
 - Interrogatoire de Iagoda (chef du NKVD de 1934 à 1936), condamné à mort du troisième procès de Moscou, par Nicolas Iejov, son successeur, lui-même arrêté au début de 1939, contraint d'« avouer » qu'il était un agent allemand... et fusillé (sans procès). p. 29
 - La confrontation Smirnov - Mratchkovski (condamnés à mort du 1^{er} procès). p. 35
 - Ivan Smirnov au procès. p. 40
 - Ivan Smirnov, fragments d'interrogatoire. p. 43
 - Interrogatoire d'Olga Smirnova, la fille d'Ivan Smirnov (introduction de Katia Dorey). p. 44
 - Interrogatoire d'Ivar Smilga, fusillé sans avoir « avoué ». p. 49
 - Pourquoi Racovski a-t-il craqué ? p. 53
 - Le procès et la condamnation à mort du docker Ivan Demoura - extrait de Reabilitirovan postsmertno, tome 3, de Iouri Feofanov, paru en 1991. p. 54
 - Un « chef d'œuvre » stalinien oublié : Sayers et Kahn :
« La grande conspiration contre la Russie » – par Jean Jacques Marie p. 62

DOSSIER SUR L'AFFAIRE MARTY

- *L'affaire André Marty (membre du Bureau politique et du Secrétariat du PCF exclu en 1952, dénoncé dans l'Humanité comme « flic ») : la brochure de la défense...* présentée par Jean-Jacques Marie..... p. 68
- *L'affaire Marty* : facsimilé de la brochure..... p. 71
- *Extrait portant sur l'affaire Tillon de l'ouvrage de Pierre Daix, Les hérétiques du PCF, (Paris, Robert Laffont, 1980), présenté et commenté par Frank Labrasca* p. 107

Textes inédits (en France) de Léon Trotsky

- *A propos de l'obligation du travail* (janvier 1920)p. 118
- *Lettres de Léon Trotsky à Andreu Nin* (sept.-nov. 1930). p. 124

Deux moments de la guerre déclenchée par Hitler contre l'URSS en juin 1941

- *L'éphémère gouvernement fasciste ukrainien Bandera-Stetsko (juin 1941) - par Jean-Jacques Marie* p. 136
- *Les « qualités » inoubliables et coûteuses de Joseph Staline chef de guerre, détaillées par Jean Lopez et Lasha Okhtmezuri - par Jean-Jacques Marie* p. 140

Deux documents rares

- *Le problème de l'« émancipation de la femme » au troisième congrès ouvrier de Marseille (octobre 1879) qui débouche sur la fondation de la Fédération des travailleurs socialistes de France.* p. 144
- *Lettre de Molotov du 31 mars 1954 adressée aux gouvernements français, anglais et américain demandant l'adhésion de l'URSS à l'OTAN. (Document inédit en français)* p. 147

Présentation

Jean-Jacques Marie

La rédaction des Cahiers du mouvement ouvrier a décidé, vu son contenu exceptionnel, de publier imprimé le numéro 85, qui sera mis, bien entendu aussi sur le site cahiersdumouvementouvrier.org

Ce numéro est d'abord consacré à un ensemble de documents, dont la majorité inédits, sur les procès de Moscou et sur la campagne internationale, assassine au sens premier et littéral du terme, menée par Moscou et par l'appareil stalinien international pour l'extermination des trotskystes et, en URSS même, de l'écrasante majorité des bolcheviks qui avaient pris part à la révolution d'octobre et à la guerre civile. Les extraits de l'ouvrage guépéoutiste classique de Sayers et Kahn, *La grande conspiration contre la Russie* en donnent un reflet éclairant.

Sous une forme certes aujourd'hui misérable et ridicule en l'absence d'un Guépéou chargé de la traduire en actes, cette campagne se mène toujours par des nains rescapés du stalinisme, représentés entre autres par l'universitaire américain Grover Furr. Ses pamphlets ultra-staliniens, simple paraphrase des « aveux » extorqués aux vieux bolcheviks liquidés une fois qu'ils ont accepté d'« avouer » que Trotsky - et eux-mêmes sous ses ordres - travaillaient la main dans la main avec Hitler pour détruire l'URSS, sont systématiquement publiés dans la Russie de Poutine, où ils ravissent les débris du stalinisme et les ultra-nationalistes de l'ultra-réactionnaire clergé orthodoxe présidé par le patriarche Cyrille II, dont la maigre fortune était estimée, au lendemain de son avènement, à un milliard et demi de dollars.

On trouvera entre autres dans ce numéro :

- 1) Marc Goloviznine : Un document remarquable.
- 2) *Lettre de Karl Radek (condamné à mort du 2^{ème} procès de Moscou) à Iejov.*
- 3) Marc Goloviznine : *Pourquoi ils ont avoué.*
- 4) *Interrogatoire de Iagoda (chef du NKVD de 1934 à 1936), condamné à mort du troisième procès de Moscou, par Nicolas Iejov, son successeur, lui-même arrêté au début de 1939, contraint d'« avouer » qu'il était un agent allemand...et fusillé (sans procès).*
- 5) *La confrontation Smirnov - Mratchkovski (condamnés à mort du 1^{er} procès).*
- 6) *Ivan Smirnov au procès.*
- 7) *Ivan Smirnov, fragments d'interrogatoire.*
- 8) *Interrogatoire d'Olga Smirnova, la fille d'Ivan Smirnov (introduction de Katia Dorey)*
- 9) *Interrogatoire d'Ivar Smilga, fusillé sans avoir « avoué ».*
- 10) *Pourquoi Racovski a-t-il craqué ?*
- 11) *Le procès et la condamnation à mort du docker Ivan Demoura.*

Jean Jacques Marie : Un « chef d'œuvre » stalinien oublié : Sayers et Kahn : *La grande conspiration contre la Russie*, suivi de la chronique des falsifications.

En plus de cet ensemble ce numéro publie les textes suivants qui n'y sont pas reliés.

Des extraits du discours d'Hubertine Auclert sur l'émancipation de la femme, au congrès ouvrier socialiste de France tenu à Marseille en octobre 1879 et qui proclama la première organisation socialiste du pays.

Des extraits d'un texte inédit en français de Léon Trotsky sur l'obligation du travail prononcé en janvier 1920.

Des extraits d'une correspondance inédite entre Léon Trotsky et le révolutionnaire espagnol Andreu Nin datant de l'automne 1930.

La brochure diffusée en 1953 par André Marty (membre du Bureau politique et du Secrétariat du PCF, exclu en 1952, dénoncé comme « policier » et « flic » dans l'*Humanité* par tous les dirigeants du PCF d'Auguste Lecoœur à Jacques Duclos en passant par Etienne Fajon.

Un texte inédit en français et jamais cité ou presque de Viatcheslav Molotov, en 1954 ministre des affaires étrangères de l'URSS : sa lettre du 31 mars 1954 aux gouvernements américain, anglais et français demandant l'adhésion de l'URSS à l'OTAN.

Deux moments de la guerre déclenchée par Hitler contre l'URSS en juin 1941 :

- 1) L'éphémère gouvernement fasciste ukrainien Bandera-Stetsko (juin 1941).
- 2) Les grandioses « qualités » politiques et militaires de Joseph Staline, détaillées par Jean Lopez et Lasha Okhtmezuri dans leur ouvrage *Barbarossa* et qui permettent d'ajouter à son palmarès une part non négligeable des 27 millions de morts que la guerre de 1941-1945 coûta à l'URSS... ■

A PROPOS DES PROCÈS DE MOSCOU

***(AVEC DE NOMBREUX
DOCUMENTS INÉDITS)***

Traduction : Katia Dorey

Présentation du dossier :

A propos des procès de Moscou

Par Jean-Jacques Marie

Staline prépare depuis des mois une opération chirurgicale sanglante en URSS. Le 5 juin la *Pravda* proclame : « *D'une main ferme nous continuerons à anéantir les ennemis du peuple, les monstres et furies trotskystes quel que soit leur habile camouflage* ». Détenus depuis plusieurs mois dans les cellules de la Loubianka, Zinoviev, Kamenev (avec qui en 1926 Trotsky avait formé l'Opposition unifiée), Smirnov, Mratchkovski (deux des fondateurs de l'Opposition de gauche en 1923) après avoir longtemps résisté à toutes les pressions, les menaces (contre eux et leur famille) et aux coups, sept autres communistes soviétiques et cinq communistes juifs allemands ont fini par avouer tout ce que le Guépéou, dirigé alors par le chef du Guépéou Iagoda - futur accusé du troisième procès de Moscou ! - a exigé d'eux.

Le 29 juillet le Secrétariat du Comité central adresse aux cadres du parti une lettre ultra-confidentielle affirmant : l'enquête du Guépéou qui « *n'avait pas d'abord réussi à faire la lumière sur le rôle des trotskystes dans l'assassinat de Kirov* » a progressé. Selon cette lettre, le bloc éphémère des oppositions esquissé en 1932 visait à organiser des attentats contre les dirigeants du parti. Lors des interrogatoires des 23 et 25 juillet Zinoviev a craqué et déclaré : « *Trotsky a donné des instructions directes de se préparer à tuer Staline* ». Selon Mratchkovsky, Trotsky a

avalisé le bloc de 1932 « *à condition que les groupes entrant dans le bloc acceptent la nécessité de l'élimination forcée des dirigeants du Parti communiste russe, au premier chef de Staline* ». Kamenev évoque « *un ordre direct de Trotsky pour préparer des attentats contre Staline et Kirov* ». Dreitser affirme avoir reçu une lettre de Trotsky exigeant de « *se débarrasser de Staline et de Vorochilov* »¹. Mratchovsky confirme avoir vu cette lettre - évidemment disparue. Pour préparer ces attentats les conjurés ont dérobé 30 000 roubles à la Gosbank (la banque centrale d'Etat), dont le responsable, Grigori Arkous, accusé d'avoir détourné des fonds pour Trotsky est fusillé. La lettre, en transformant une éphémère alliance politique en complot terroriste, prépare l'appareil du parti à la purge qui s'annonce et va le frapper lui-même : elle souligne en effet, à quatre reprises que seule l'absence de vigilance bolchevique des membres et surtout des cadres du parti a rendu possibles ces préparatifs terroristes.

Trotsky souligne alors dans la *Révolution trahie* en cours d'impression la violence de la répression bureaucratique contre les opposants, « *la cruauté de ses proscriptions et la bassesse de ses calomnies* ». Persuadé que la terreur stalinienne suscite dans la jeunesse la

¹ Izvestia Ts K KPSS, n° 8, 1989, août, pp 104-106

tentation de l'attentat, il condamne cette pratique à ses yeux stérile : « *les actes terroristes sont par eux-mêmes tout à fait incapables de renverser l'oligarchie bureaucratique. Le bureaucrate, considéré individuellement, peut craindre le revolver ; la bureaucratie dans son ensemble exploite avec succès le terrorisme pour justifier ses propres violences, non sans accuser ses adversaires politiques* »². Il n'imagine pourtant pas que faute d'attentats réels, Staline en invente alors de virtuels attribués à Trotsky.

Le 14 août au matin, l'agence Tass annonce l'ouverture prochaine d'un grand procès à Moscou contre Zinoviev, Kamenev, Ivan Smirnov, Mratchkovski, sept autres anciens dirigeants bolcheviks, et cinq communistes juifs allemands, accusés comme membres d'un prétendu « centre zinovieviste-trotskyiste », d'avoir assassiné Kirov et préparé de multiples attentats contre Staline et d'autres chefs bien aimés du peuple Vorochilov, Jdanov, Kaganovitch, Ordjonikidzé, Kossior, Postychev (Staline lui-même fera abattre les deux derniers en 1938. Les deux seules victimes des attentats prétendument projetés par les accusés ... seront abattus par la police de Staline !). Trotsky refuse d'abord de croire à la nouvelle. Il déclare au socialiste norvégien Knudsen qui l'héberge : « *Tout de même il y a des limites à tout ! Un tel communiqué ne peut être que l'oeuvre d'un agent provocateur ivre et par surcroît illettré* »³.

Mais Staline peut faire mieux qu'un agent provocateur ivre et illettré. Le procès des Seize s'ouvre le 19 août et se clôt le 24. Le procureur Vychinski, ancien menchévik, qui en juillet 1917 avait, au titre de ses fonctions administratives dans son arrondissement, signé le mandat d'amener lancé par le Gouvernement provisoire contre Lénine qualifié d'agent allemand, se déchaîne contre les « *agents de la Gestapo* », « *clowns* », « *pygmées* », « *chiens enragés* » « *amas fétides de débris humains* », « *chiens vénéneux* », « *aventuriers qui ont essayé de piétiner de*

leurs pieds les fleurs les plus odorantes du jardin socialiste ».

Les accusés « avouent » avoir appartenu à un imaginaire centre trotskyste-zinovieviste, dirigé par Trotsky : sous sa coupe, ils ont manigancé l'assassinat de Kirov et prémédité des attentats (tous virtuels) contre Staline. Le Centre a décidé d'organiser « *une série d'actes terroristes ayant pour but de décapiter la direction et de s'emparer du pouvoir* » à l'initiative de Trotsky, auteur lui-même de « *l'idée qu'il était nécessaire d'assassiner Staline* ». Mratchkovsky jure : « *c'est la liaison avec Trotsky qui m'a conduit dans la voie de la contre-révolution* ». Fritz David s'écrie « *je maudis cet homme (...) qui m'a poussé à cet abominable crime* ». Bakaïev tonne : « *Trotsky est l'âme et l'organisateur du bloc terroriste contre-révolutionnaire et des zinovievistes* ». Zinoviev affirme : « *Le trotskysme est une variété du fascisme* ». Trotsky est dénoncé comme « *l'âme et l'organisateur du groupe terroriste* »⁴ et le trotskysme comme une agence de la Gestapo et du fascisme, le mois même où soixante-dix dirigeants du PC italien appellent les « *fascistes de la vieille garde* » et de la « *jeune garde* » à appliquer avec eux « *le programme fasciste de 1919* »⁵ !

Le 24 août le verdict tombe : les Seize sont condamnés à mort. Ce jour-là la Pravda publie un article d'Antonov-Ovseenko l'ancien opposant de gauche repentini qui propose d'étrangler les condamnés de ses propres mains ... mais que Staline fera lui-même fusiller l'année suivante. Pour nombre d'intellectuels progressistes, comme pour la Ligue des droits de l'homme, les accusés ont avoué donc c'est vrai.

² Léon Trotsky, *La Révolution trahie*, op.cit, pp. 287-288 ...

³ Léon Trotsky, *Oeuvres*, t. 11, p. 36.

⁴ Le procès du centre terroriste trotskyste-zinovieviste, Moscou, 1936, pp. 169-176

⁵ Voir le CMO n° 4, p. 105 : *Déclaration du PC italien du 1^{er} août 1935 à destination des fascistes italiens*.

Ce premier procès répond à des nécessités intérieures et internationales. Necessités intérieures ? Staline l'exprime à sa manière dans le télégramme que, de Sotchi où il prend ses vacances, il adresse au Bureau politique. Il y affirme la nécessité de remplacer à la tête du NKVD Iagoda par Iejov. Pourquoi ? « *Iagoda, écrit-il, ne s'est manifestement pas montré à la hauteur de sa tâche pour démasquer le bloc trotskyste-zinovieviste. Le Guépéou a quatre ans de retard dans cette affaire.* » Au plenum du comité central de février-mars 1937 Staline déclare : « *Le commissariat du peuple à l'Intérieur a pris un retard d'au moins quatre ans pour démasquer les pires ennemis du peuple* », au moins quatre ans c'est-à-dire depuis 1932 ...

Pourquoi 1932 ? Parce que la lutte des classes fait alors brutalement irruption en URSS en avril de cette année. Dans son édification accélérée du « socialisme » la bureaucratie dirigeante décide de réduire sévèrement les quantités de pain auxquelles donnent droit les cartes de rationnement : de 12 à 8 kilos par mois pour les travailleurs et de 8 à 4 kilos pour les personnes à charge dans les familles.



Soulèvement de Vitchouga. Kalinine parle aux ouvriers (bien sûr il a choisi de parler aux ouvriers d'une usine qui n'était pas en grève).

En s'adressant à Kalinine, dirigeant du Conseil des Soviets et non à Staline, les grévistes manifestaient qu'ils reconnaissaient le pouvoir des soviets et non celui d'un seul parti.

Cette nouvelle provoque une explosion dans la ville de Vitchouga, l'un des fleurons de l'industrie textile de la région d'Ivanovo-

Voznessensk, qui avait été l'un des bastions de la révolution de 1905. Des ouvriers d'une usine se mettent en grève, saccagent les locaux administratifs, balaient les forces de l'ordre venues à leur rencontre, poussent les ouvriers d'une seconde usine à débrayer, envoient des délégations vers d'autres villes du secteur. Confronté à un mouvement susceptible de s'étendre le Kremlin recule : il rétablit les cartes de pain et augmente la dotation en pain et pour améliorer le ravitaillement il autorise l'installation de « bazars soviétiques » c'est-à-dire de marchés libres où les kolkhoziens pourront venir vendre la production de leur potager privé. Il annonce enfin la création de jardins privés près des entreprises pour les ouvriers de ces dernières. Au comité central de février-mars 1937, où se prépare le troisième procès de Moscou visant à liquider l'ex-opposition de droite (Boukharine, Rykov, etc.) après les deux premiers consacrés à liquider les anciens trotskystes et zinovievistes, Iejov affirmera que la grève de Vitchouga a été provoquée par les droitiers.

L'opposition à partir de 1935 ne cesse de se renforcer en URSS⁶. Des ralliés reviennent officiellement sur leur repentir, sans se douter qu'ils se condamnent ainsi à mort. La terreur n'empêche pas des bouches de s'ouvrir. Lors d'une réunion de la faculté ouvrière de Rostov-sur-le Don, l'étudiant Kozlov déclare : « *Trotsky a rendu des services considérables au pays (...) c'est l'un des dirigeants les plus populaires de la révolution* ». Le NKVD demande un mandat d'arrêt contre lui au procureur Startsev qui refuse en déclarant « *Trotsky a bien rempli les fonctions dont a parlé Kozlov à la réunion* ». Dans la région de Koursk un conducteur de tracteur déclare lors d'un meeting sur le procès : « *Trotsky a des mérites qui devraient figurer dans l'Encyclopédie* ». A Zaporoujé un chauffeur qualifie publiquement les trotskystes de « *révolutionnaires éminents* », le chef de la section des cadres de l'usine Engels et le

⁶ Voir les CMO n° 62 et 63 sur l'opposition en URSS et notamment l'article *Une nouvelle vague d'opposition* p. 39 du CMO n° 62.

directeur de l'usine de construction mécanique dénoncent le culte de Staline, un ouvrier membre du comité exécutif du soviet déclare à une assemblée de jeunes communistes : « *La liberté de parole, la liberté de la presse n'existent chez nous que sur le papier* »⁷.

Par ce procès Staline veut discréditer et isoler Trotsky terroriser son propre parti, lancer une gigantesque purge sanglante en URSS aligner les partis communistes étrangers sur sa politique d'union nationale, traquer par le monde les courants indépendants du mouvement ouvrier, pour les subordonner au Kremlin. En Espagne le Kremlin entreprend de se subordonner la direction du puissant syndicat anarchiste la CNT, lui fait avaliser la défense de la propriété privée des moyens de production, le renvoi de la révolution aux calendes grecques, puis le refus de défendre ses propres militants emprisonnés. Cette normalisation passe par une chasse à l'homme de tout individu ou groupe dénoncé par le Guépéou comme trotskyste, ou selon l'expression de Karl Radek au second procès de Moscou, de « *huitièmes de trotskyste, quarts de trotskyste, moitiés de trotskyste* »⁸, c'est-à-dire manifestant leur indépendance politique même partielle. Ce procès accélère et amplifie leur traque et la campagne internationale de diffamation contre les trotskystes dont *L'Humanité*, le 9 novembre 1936, exige la mise hors-la-loi en France.

Peu après s'ouvre le second procès de Moscou, (du 23 au 30 janvier 1937), où sont rassemblés dix-sept accusés, dont quatorze seront condamnés à mort. En laissant momentanément la vie à trois d'entre eux (dont Radek et Sokolnikov qui seront massacrés plus tard au Goulag par des agents du NKVD déguisés en détenus et bientôt promus à de hautes fonctions), Staline veut donner l'apparence d'un vrai procès. Sur le banc des accusés ne figurent que de vieux opposants usés par une lutte longue et difficile qui, au fil des défaites répétées, leur est apparue sans espoir. Depuis 1936 le NKVD a déporté au Goulag des milliers de trotskystes, anciens

et nouveaux ; or il ne peut en règle générale obtenir d'eux aucun « aveu » de quelque activité si peu que ce soit « contre-révolutionnaire ». Pourtant les déportés étiquetés KRTD (Activité Trotsky contre-révolutionnaire) à la différence des simples KRD étaient promis à l'extermination. Les gardiens leur faisaient la chasse et aucun chef n'aurait voulu étaler de faiblesse dans l'extermination de ces « ennemis du peuple ».

Alors que le premier procès se contentait d'imputer aux accusés des projets d'attentats contre les dirigeants de l'URSS sur ordre de Trotsky, le second leur impute, toujours sous la houlette de Trotsky, l'organisation de sabotages multiples et l'alliance avec l'Allemagne et le Japon pour démembrer l'Union soviétique. Selon l'acte d'accusation « *Sur les instructions directes de l'ennemi du peuple L. Trotsky...* » a été constitué dès 1933 un « *centre antitrotskyiste parallèle clandestin* » visant à « *renverser le pouvoir soviétique en URSS et à restaurer le capitalisme (...) à hâter l'agression militaire contre l'URSS, à aider les agresseurs étrangers et à provoquer la défaite de l'URSS* » en liaison avec l'Allemagne et le Japon. Trotsky a rencontré personnellement le numéro deux du régime nazi, Rudolf Hess, et lui a promis, « *au cas où un gouvernement trotskyste arriverait au pouvoir à la suite de la défaite de l'Union soviétique* » de céder l'Ukraine à l'Allemagne et la région de Vladivostok au Japon. Livchitz bredouille qu'il a consacré son activité de vice-commissaire aux transports à faire dérailler des trains, sur ordre de Trotsky ; ce dernier a aussi inspiré des explosions dans des usines chimiques, transmis au témoin Vladimir Romm, correspondant des *Izvestia* une « directive terroriste » écrite ... mais perdue. Radek évoque trois lettres de Trotsky du même contenu, elles aussi, bien sûr, perdues et ainsi de suite.

⁷ Vadim Rogovine, 1937, Moscou, 1996, pp. 359-360

⁸ *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, Moscou, 1937, p. 573.

Piatakov enfin affirme avoir reçu à Oslo à la mi-décembre 1935 des confidences de Trotsky sur ses prétendus entretiens avec Rudolf Hess. Au procès de Nuremberg en 1946 la délégation soviétique s'opposera à ce que l'on interroge Hess sur ces rencontres imaginaires.



Vychinski lisant l'acte d'accusation du procès Centre antisoviétique trotskyste de réserve en janvier 1937 (procès de Piatakov-Radek)

Le procureur général Vychinski, le 28 janvier 1937, accuse dans une longue litanie hystérique « *les bandits trotskystes (...) vulgaires mouchards et espions* » de lutter contre l'URSS « *sans reculer devant rien ni devant le sabotage, ni devant les actes de diversion, ni devant l'espionnage, ni devant l'activité terroriste, ni devant la trahison de la patrie (...). Le trotskysme contre-révolutionnaire est devenu depuis longtemps déjà le pire détachement d'avant-garde du fascisme international (...). Le trotskysme s'est converti en une des succursales des SS et de la Gestapo, (...) transformé en un détachement de vulgaires bandits, d'espions et d'assassins, qui se sont entièrement mis à la disposition des services d'espionnage étrangers (...). Trotsky et les trotskystes sont devenus (...) un bataillon d'assaut du fascisme* ».

Lorsque les accusés, brisés, se lèvent, c'est pour se reconnaître coupables et accuser à leur tour et montrer de l'index à leur bourreau l'irréductible ennemi à abattre : Trotsky. Piatakov « *regrette profondément que ne soit pas assis avec nous sur le banc des accusés le principal criminel, non repent, ce criminel jusqu'au bout qu'est*

Trotsky ». Radek fulmine : « *Le trotskysme c'est le saboteur du mouvement ouvrier (...) c'est un instrument des fauteurs de guerre* ». Sokolnikov profère : « *Trotsky est démasqué en tant qu'allié du capitalisme, en tant que sinistre agent du fascisme, en tant que fomentateur de la guerre mondiale que les masses abhorrent, et elles le poursuivront partout de leur haine (...). Le trotskysme est mort ; il est désormais abhorré par les masses, il est enterré, il ne pourra pas se relever* ». Même Mouralov, le vieil ami, qui avait résisté jusqu'à la fin de 1934, jusqu'à ce que le NKVD le menace de déporter son fils de 16 ans, qualifie Trotsky de « *malfaiteur du mouvement ouvrier, agent fasciste digne de tout mépris* »⁹. Le verdict conclut : « *Les ennemis du peuple Trotsky Lev Davidovitch et son fils Sedov Lev Lvovitch (...) doivent, s'ils sont découverts sur le territoire de l'URSS être immédiatement arrêtés et déférés devant la chambre militaire de la Cour Suprême de l'URSS* »¹⁰. Staline préférera les faire assassiner¹¹. C'est plus sûr.

L'ambassadeur américain à Moscou, Joseph Davies, avocat de métier et affairiste de vocation, cautionne la validité du deuxième procès de Moscou qu'il appelle « *le procès Trotsky-Radek* ». Invité à déjeuner le dimanche 10 février chez Rosengoltz, commissaire au commerce (et future victime du troisième procès de Moscou, ce que Davies ne peut évidemment deviner), il est d'abord frappé par le confort de ces « *commissaires du peuple* », qui dit-il « *vraiment se soignent bien* ». Et Davies s'y connaît. Il y rencontre Vychinski dont il dit : « *Il a conduit le procès des traîtres d'une manière qui a gagné mon admiration et mon respect d'avocat* »¹²... Ses souvenirs d'un pro-

⁹ Sur la technique d'obtention des aveux, lire le dossier Mouralov (accusé du 2^{ème} procès de Moscou), voir le CMO n° 11

¹⁰ Le procès du centre antisoviétique trotskiste, *op.cit.*, pp. 483,490,603

¹¹ Sur la mort de Léon Sedov, voir le CMO n° 5, p. 31.

¹² J. Davies, *Mission à Moscou*, p. 73-74

stalinisme apparemment naïf, obtiennent un grand succès de librairie aux Etats-Unis où 700 000 exemplaires sont vendus.

En 1942, le cinéaste Michael Curtiz, à l'invitation de l'office d'information de la guerre de Roosevelt, en fera un film de propagande stalinienne, *Mission to Moscow*, qui exalte les procès de Moscou. Il faut bien plaire à l'oncle Joe, comme Roosevelt appelle Staline. L'auteur du script, en rajoute sur la prétendue rencontre de Trotsky avec Rudolph Hess, qui lui paraît sans doute un personnage trop secondaire ! Il imagine une rencontre entre Trotsky et le ministre des affaires étrangères allemand Ribbentrop à Oslo, et, scoop suprême, une rencontre en Bavière entre Trotsky, Hitler, Goebbels et Ribbentrop. C'est bien connu, qui trop embrasse mal étreint. Cette rencontre en Bavière risque d'apparaître quelque peu exagérée même aux gogos prêts à avaler les couleuvres les plus énormes. L'auteur du scénario final, Howard Koch, sympathisant du parti communiste américain, gommara ces excès trop outranciers.

Le 2 mars 1938, deux semaines après l'assassinat à Paris de Léon Sédov, s'ouvre le troisième et dernier procès de Moscou dit du centre des droitiers et des trotskystes qui rassemble sur le banc des accusés Racovski, Boukharine, Rykov, des dignitaires staliniens, dont quatre commissaires du peuple, Rosengoltz, Grinko, Tchernov et Ivanov, et, le plus étonnant de tous l'ancien chef du Guépéou Iagoda lui-même, avec son adjoint Bessonov, flanqués de trois médecins, accusés d'avoir empoisonné, entre autres Gorki. Trois mois avant l'ouverture du procès, le 10 décembre, Boukharine, son principal accusé, a, du fond de sa prison, proposé un étrange marché à Staline : Staline lui laisse la vie sauve et l'envoie en mission en Amérique pour « n » jours. « *Je mènerais une campagne sur les procès, je mènerais une lutte à mort contre Trotsky, je raccrocherais de grandes couches de l'intelligentsia qui hésitent, je serais factuellement l'Anti-Trotsky, et*

j'accomplirais cette tâche avec ampleur et enthousiasme » Que Staline le fasse accompagner par un « *tchékiste qualifié* » ? « *Et Staline verra, conclut-il, comment j'écraserai la gueule de Trotsky* »¹³. Dans son désespoir, Boukharine, qui connaît pourtant bien Staline, ne comprend pas que ce dernier ne saurait une seule seconde envisager un quelconque débat sur les procès et leur avalanche de faux. Trop risqué ... La seule campagne c'est la répétition des slogans et des vociférations de Vychinski.

Le jour de l'ouverture, Trotsky se demande si cette fois on ne verra pas « *certaines accusés, fidèles au rôle qu'on leur a assigné, nier leur culpabilité afin de se reconnaître coupables à l'issue du contre-interrogatoire* »¹⁴. C'est ce qui se passe le jour même ! Krestinski revient par deux fois sur ses aveux. Le lendemain Trotsky s'interroge sur ces dénégations : « *Pendant la nuit Krestinski doit retourner dans sa cellule (...) Que dira Krestinski demain si on l'a prévenu pendant la nuit que sa femme et sa fille peuvent être les premières victimes de son audace ?* »¹⁵. Le lendemain Krestinski revient sur ses dénégations et se reconnaît coupable. Trotsky penche alors pour la comédie. Un médecin du Kremlin affirmera plus tard que Krestinski a été ignoblement torturé pendant la nuit. Vrai ou faux ? Qui sait ?

Le procès trace un tableau apocalyptique de la « construction du socialisme » en URSS alors que Staline annonce l'entrée prochaine du pays dans l'ère du communisme, c'est-à-dire de l'abondance et de la disparition de l'Etat. On y apprend que de 1929 à 1935 toute une génération d'enfants n'a pas pu manger de beurre (sauf bien sûr ceux des privilégiés disposants des magasins spéciaux où l'on paye en rarissimes devises étrangères). De plus le beurre est souvent rempli de verre pilé. En 1936 Moscou a souvent manqué d'oeufs dont 50 wagons entiers ont été

¹³ *Istotchnik*, 1993, n° 0' sic (!) pp 24-25.

¹⁴ Léon Trotsky, *Œuvres*, t.16, p. 221.

¹⁵ *Ibid*, p.222.

perdus. Les élèves des écoles ont souvent été privés de cahiers ; 30 000 chevaux de Biélorussie sont morts d'anémie et la majorité des porcs de la même Biélorussie sont morts de la peste. Et ainsi à l'infini ou presque.

Le coupable de tous ces maux ce n'est pas le chef génial Staline, c'est, du fond de sa retraite, Trotsky, saboteur, traître et agent nazi, le mauvais génie de l'impossible construction du socialisme dans un seul pays et de ses incroyables faux frais : la faillite de l'agriculture, c'est Trotsky, la pénurie de pain et de saucisson, c'est Trotsky, les trains qui déraillent, c'est Trotsky, les explosions dans des usines construites en hâte ou dans des mines aux règles de sécurité bafouées, c'est Trotsky, les moutons qui meurent d'épidémies c'est Trotsky, le verre pilé, sans doute glissé dans le beurre par des kolkhoziens furieux, ou le charançon qui ronge le blé, stocké avec négligence, c'est Trotsky, les porcs morts de Biélorussie parce que les kolkhoziens, enragés par leurs conditions d'existence lamentables les laissent végéter sans soin, les wagons d'œufs qui pourrissent, parce que les trains restent sur les voies de garage pendant des jours sans que personne ne se soucie de les faire bouger, les cahiers qui manquent aux élèves, tous ces succès du « socialisme réalisé », que les délégations étrangères complaisantes, bernées ou corrompues ne remarquent pas, c'est Trotsky, toujours Trotsky.

... Dans un article railleur, Trotsky souligne le gigantisme de l'imposture : le chef du Guépéou pendant dix ans, Iagoda, la majorité des membres des gouvernements des républiques nationales, de nombreux commissaires du peuple, les anciens dirigeants de la droite (Boukharine et Rykov) « obéissaient aux ordres de Trotsky ». Pour couronner le tout, commente-t-il, « les médecins du Kremlin eux-mêmes empoisonnaient leurs patients pour mon bon plaisir »¹⁶. Et tout cela du fond de sa retraite dans la banlieue de Mexico pendant que Staline trône au Kremlin. Lorsque Staline liquidera un an plus tard Iejov, monteur de ce procès, il

l'accusera d'avoir, lui aussi, organisé un complot trotskyste au sein du Guépéou. Ainsi l'homme qui avait démasqué en Iagoda un agent de Trotsky était, lui aussi un agent de Trotsky, véritable metteur en scène du procès qui le stigmatisait à la face du monde. Staline dut juger la ficelle un peu grosse même pour les laquais les plus complaisants. Il ne rendra pas l'accusation publique et fera fusiller Iejov discrètement.

Vychinski n'utilise pas le rapport d'Etienne qui continue à s'occuper du Bulletin de l'Opposition en russe. En revanche, s'appuyant sur l'anecdote racontée par Boukharine contre l'opposition de gauche en décembre 1923, il fait commencer le « *complot antisoviétique* » en 1918 lors de Brest-Litovsk. Boukharine, Trotsky et leurs amis (alors largement majoritaires au gouvernement et au comité central du parti bolchevique !) auraient fomenté avec les socialistes-révolutionnaires, « *un complot (...) pour renverser le gouvernement des Soviets, faire arrêter Lénine, Staline et Sverdlov* ». Lors de son ultime déclaration Boukharine sème deux grains de sable dans la machine « *l'aveu des accusés*, dit-il, *est un principe juridique moyennâgeux* » et il rend un hommage ambigu à Trotsky : « *Il faut être Trotsky pour ne pas désarmer* »¹⁷.

Ce troisième procès est une fabrication encore plus grossière que les deux premiers. Trotsky en est abasourdi. « *Depuis un an et demi, note-t-il le 3 mars, je vis presque continuellement dans l'atmosphère des procès de Moscou. Pourtant quand je lis un nouveau télégramme qui parle des préparatifs de Boukharine pour assassiner Lénine, des liaisons de Racovski avec l'état-major général japonais ou de l'empoisonnement du vieux Gorki par les médecins du Kremlin, il me semble que je rêve et que je délire* »¹⁸. Les aveux des accusés

¹⁶ Ibid, p.233.

¹⁷ Le procès du bloc des droitiers et des trotskystes antisoviétiques, Moscou 1938, p. 826.

¹⁸ Léon Trotsky *Œuvres*, t.16, p. 233.

multiplient les incongruités. Ainsi Krestinki dit avoir rencontré, en 1929 et 1930, le fils aîné de Trotsky, Leon Sedov à Berlin où ce dernier n'est arrivé qu'en février 1931, quand Krestinski ne s'y trouvait plus. Bessonov affirme avoir envoyé une lettre à Trotsky en Norvège à la fin de 1936 ou au début de 1937. Trotsky, expulsé par le gouvernement travailliste norvégien menacé par Staline de ne plus lui acheter de poisson, se trouvait alors sur le pétrolier Ruth en voyage vers le Mexique dont le président, Cardenas lui avait offert l'asile politique. De plus depuis septembre 1936 tout son courrier était réceptionné, enregistré et collationné par la police norvégienne, contrainte de démentir. Iejov ne survivra pas à toutes ces ratés. Après avoir imposé à Iagoda d'avouer qu'il était un « *agent allemand* » il sera à son tour accusé d'en être un. Mais Staline, prudent, n'organise aucun procès public avec Iejov, seulement un procès à huis-clos, entre amis d'hier ... mais plus d'aujourd'hui. Prudence justifiée ... si Beria qui lui succède, lui extorque les aveux nécessaires, lors de son procès Iejov les renie...

Tous les partis de l'Internationale communiste, dont il avait écrit le *Manifeste de fondation* reprennent cette antienne et participent à la traque universelle. Staline continuera à fabriquer des complots trotskystes imaginaires, mais en catimini. Il fera ainsi créer en 1939 une « organisation trotskyste des conjurés et saboteurs » dans le monde de l'art rassemblant Chostakovitch, les écrivains Ilya Ehrenbourg, Boris Pasternak, Iouri Olecha et Serge Eisenstein, sous la direction de l'écrivain Isaac Babel et du

metteur en scène Meyerhold. Serge Eisenstein, envoyé à Hollywood par Staline pour étudier en détail le cinéma parlant, y traîne plus longtemps que prévu. Staline le soupçonne de se rallier à Trotsky. Edmund Stievens, correspondant américain à Moscou, désireux de plaire aux autorités staliniennes, « informe » le NKVD qu'Eisenstein aux Etats-Unis a plusieurs fois exprimé sa sympathie pour Trotsky. Babel et Meyerhold seront fusillés, incinérés et leurs cendres jetées avec celles de Iejov, dans une fosse commune, les autres ne seront jamais informés de leur dossier, que Staline garde sous le coude comme moyen de pression ou de chantage.

Au lendemain de la guerre un ouvrage signé par deux folliculaires, Sayers et Kahn, *La Grande conspiration contre la Russie* reprendra et résumera la somme des aveux extorqués aux condamnés des procès de Moscou pour en fabriquer une « histoire » qui, entre autres, présente les groupes trotskystes de tous les pays comme financés et manipulés par les services de renseignements, donc comme des nids d'espions. Aujourd'hui un universitaire américain et un universitaire française, dont je ne citerai pas le nom par peur de salir le clavier de mon ordinateur, héritiers de Sayers et Kahn, reprennent à leur compte ces fabrication policières en les présentant comme des pages d'histoire.

Les documents ci-dessous extraits du fonds d'archives 17, du RGASPI, dossier 302, éclairent certains aspects de cette machination politico-judiciaire. ■

Un document remarquable

par Marc Golozivine

Le document qui suit est véritablement remarquable, car il éclaire le mécanisme de préparation des procès de Moscou et les raisons des aveux de certains accusés. Ce document est daté du 26 avril 1937 et est constitué d'un commentaire argumenté de Karl Radek (à l'époque condamné au second procès de Moscou à 10 ans de prison) et des aveux faits le même jour, 26 avril 1937, par Guenrikh Iagoda (voir ci-après les extraits du compte rendu d'interrogatoire de Iagoda.) Il est remarquable que le Commissaire aux Affaires intérieures, Iejov, n'ait transmis à Staline que deux jours plus tard ce procès-verbal d'interrogatoire de Iagoda, important à ses yeux, visiblement avec la lettre de Radek. Sur la 1^{ère} page, il y a une note « *Lu St(aline)* ».

Prenant connaissance de dépositions de Iagoda sur son activité dans l'intérêt du « bloc des droitiers et des trotskystes » et tentant d'expliquer la situation, Radek révèle à Iejov ce qu'il a consciemment tu au procès et plus précisément le fait que « *en faisant ces dépositions, j'ai considéré qu'il était de mon devoir de taire le fait que j'étais entré dans le centre trotskyste-zinoviéviste à la demande expresse du commissaire adjoint aux Affaires intérieures de l'époque, G. G. Iagoda, qui m'a transmis cette demande comme un ordre du CC du PC(b)*¹. Convaincu que Iagoda parlait au nom du CC, je n'ai pas jugé possible de dévoiler au procès cette directive secrète du parti, tant que le CC ne m'y autorisait pas. Je considérais que le CC avait le droit de sacrifier un individu s'il pensait que les intérêts du parti l'exigeaient. »

Le document témoigne que les aveux aux procès de Moscou étaient un « amal-

game » où les faits réels d'une lutte oppositionnelle illégale contre Staline étaient mêlés à de monstrueuses affabulations sur les actions de diversion, de sabotage et de terreur. Il témoigne de la consolidation des groupes d'opposition et de leurs liens avec Trotsky.

Cette lettre de Radek montre que le NKVD² a été au courant de ces processus assez tôt, vers 1932.

« *Si vous refusez ou si vous ne répondez pas - dit Iagoda - Trotsky va en conclure que vous avez transmis la lettre au CC. Ils se réorganiseront en conséquence. Nous ne pouvons les arrêter maintenant, car nous ne disposons encore que de renseignements confidentiels. De plus, les arrestations seraient nuisibles. Nous ne frapperions pas les sommets, mais les cadres moyens. Si on prend le temps, on les arrêtera tous.* »

Nous avons souligné les passages qui nous semblent éclairer les provocations du NKVD et ceux où il glisse des éléments de vérité (« *les droitiers... ne sont pas allés plus loin (avec les trotskystes) qu'un échange d'opinion sur la situation* », « *Pas une minute je n'ai été partisan...de la terreur* ». ■

¹ CC du PC(b) : comité central du Parti Communiste (bolchevik). Dans ce texte et les suivants, nous garderons les abréviations qui sont celles de l'original. Dans ce cas, celle de la traduction française : CC comité central et non TsK (Tsentralny komitet). De même pour PC et non KP (Kommunistitcheskaïa partia).

² Pour les institutions spécifiques à l'URSS, l'abréviation est celle des mots russes, souvent entrée, malheureusement, dans tous les dictionnaires, ainsi NKVD Commissariat du peuple aux Affaires Intérieures, en russe narodny Komissariat vnoutrennykh del, de même pour les organes qui l'ont précédé (Tchéka, Guépéou) ou suivi (MVD, KGB) (ndlt)

Lettre de Karl Radek

(condamné à mort du 2^{ème} procès de Moscou) à Iejov.

Commentaires et publication de Marc Goloviznine

Au cam. N.I. Iejov, Commissaire du peuple aux Affaires Intérieures

1. Ci-joint ma déposition sur mes relations avec Iagoda

2. Je réitère ma demande d'une entrevue plus longue avec ma femme, le 30 ou 31 avril ou le 2 mai. Même si la prison ne prête guère à des épanchements lyriques, je voudrais ajouter quelques mots pour appuyer ma demande. Ma femme, non seulement n'est juridiquement responsable de rien, mais pendant toutes les années qui ont suivi sa réintégration dans le parti, elle lui a été fidèle, s'est enthousiasmée de ses victoires. C'est le 1^{er} mai qu'elle passe dans une situation de paria avec son mari, qu'elle croit innocent, emprisonné comme ennemi du peuple. Allégez son sort en l'autorisant à passer quelques heures avec moi ces jours-ci. Je ne demande pas le 1^{er} mai, sachant que les enquêteurs et les agents ont le droit d'être libres au moins une journée par an.

3. Si vous l'y autorisez, faites-en sorte que R. M. Radek¹ soit prévenue de l'entrevue un jour à l'avance pour qu'elle puisse avoir préparé quelques petites choses que je lui ai demandées.

16.04 (1937). Radek

Lu. St(aline)



Karl Radek

¹ Rosa Mavrikievna Radek, la femme de K. B. Radek.

Au Commissaire du peuple aux Affaires Intérieures N. I. IEJOV, de K. B. Radek.

En réponse aux questions qui me sont posées en lien avec les dépositions de G. G. Iagoda, je déclare :

1. Je confirme entièrement toutes mes dépositions sur l'activité du centre zinoviéviste-trotskyiste, sur les instructions de L. D. Trotsky, sur mon appartenance à ce cercle et sur les pourparlers que j'ai menés avec les représentants diplomatiques allemands ainsi que Sokolnikov avec les Japonais. Mais en faisant ces dépositions, j'ai considéré qu'il était de mon devoir de taire le fait que j'étais entré dans le centre zinoviéviste-trotskyiste à la demande expresse du Commissaire adjoint aux Affaires Intérieures de l'époque, G. G. Iagoda, qui m'a transmis cette demande comme un ordre du CC du PC. Convaincu que Iagoda parlait au nom du CC, je n'ai pas jugé possible de dévoiler au procès cette directive secrète du parti, tant que le CC ne m'y autorisait pas. Je considérais que le CC avait le droit de sacrifier un individu s'il pensait que les intérêts du parti l'exigeaient. Ce qui m'a troublé, c'est le fait que les autorités judiciaires ne savaient rien de mes pourparlers avec les Allemands et de ceux de Sokolnikov avec les Japonais, rien de l'accord entre Trotsky et Hess, alors que j'avais transmis les documents à Iagoda et lui avais également parlé des pourparlers de Moscou. Mais je m'expliquais cela en pensant que le CC était convaincu que je ne m'épargnerais pas s'il s'agissait des intérêts du pays et que je raconterais tout moi-même. L'annonce de l'arrestation de Iagoda a ébranlé ma conviction qu'en m'ordonnant de répondre positivement à la lettre de Trotsky il agissait réellement au nom du CC. Ses dépositions² où il dit que je suis venu le voir en juillet 1936 sur instruction de Boukharine et que je lui ai alors parlé des relations de l'organisation trotskyste avec les Allemands m'a convaincu que Iagoda avait dissimulé au CC qu'en mai 1932 il était en contact permanent avec moi, que je l'informais de

tout ce que je savais. Si je suis allé le voir en juillet 1936, ce n'est pas du tout sur instruction de Boukharine, qui ne m'a jamais parlé de relations des droitiers avec Iagoda, mais du fait de mes relations avec lui.

2. Avant de détailler ces relations, je voudrais démontrer toute l'absurdité de la version de Iagoda : l'appartenance de Iagoda au groupe des droitiers était le principal atout de ce groupe contre-révolutionnaire. Les droitiers, faisant bloc avec les trotskystes, ne leur ont jamais révélé la composition d'un seul de leurs groupes terroristes et, plus généralement, ne sont pas allés plus loin qu'un échange

² A l'interrogatoire du 26 avril 1937, G. G. Iagoda a fait la déposition suivante : « *Radek est venu me voir au moment du tournant de l'opération concernant les trotskystes et m'a demandé jusqu'où j'étais prêt à aller dans la liquidation de leur organisation. J'ai informé Radek que la situation était telle qu'il faudrait aller loin, éventuellement jusqu'à la liquidation totale et que je ne pouvais rien y faire me trouvant sous le strict contrôle de Iejov.*

Question : Comment expliquer cette visite de Radek ? Aviez-vous des liens avec lui auparavant ?

Réponse : Non. Je n'avais pas de liens personnels avec Radek, j'étais bien sûr au courant de son rôle dans l'organisation trotskyste, mais j'étais surpris que Radek soit au courant de mon rôle. Radek lui-même a dissipé ma perplexité en me disant qu'il venait de la part de Boukharine.

Question : Que vous a dit Radek de ses liens avec les Allemands ?

Réponse : Il m'a dit que la situation était telle qu'il fallait s'orienter vers les Allemands et qu'il était personnellement en contact avec des cercles gouvernementaux allemands. Il m'a même donné les noms de personnes avec lesquelles il était en contact.

Question : Quels noms vous a-t-il donné ?

Réponse : Je ne m'en souviens plus

Question : Et pourquoi Radek vous a-t-il dit cela ?

Réponse : A vrai dire, je ne le comprenais pas très bien moi-même, mais j'ai eu l'impression que Radek voulait ainsi souligner à quel point il était important de le protéger, dans la mesure où il avait ces contacts avec les milieux gouvernementaux allemands. Cette impression s'est renforcée quand, en me quittant, il a dit que si j'avais besoin de son aide, il était à mon service. C'est ainsi que notre conversation s'est achevée. » (RGASPI fonds 17, inv. 171, pièce 302, feuilles 153-154).

d'opinions sur la situation. Pour quelles raisons Boukharine aurait-il pris le risque de me démasquer Iagoda ? On m'a interrogé très souvent sur les droitiers mais jamais, à l'instruction, on ne m'a présenté de documents sur la découverte de tentatives d'attentat de leur part. Je me l'explique non par l'absence de groupes terroristes chez les droitiers, mais parce qu'ils spéculaient sur le fait que les trotskystes réussiraient à éliminer les principaux dirigeants du parti, après quoi Iagoda, qui connaissait parfaitement la composition des organisations trotskystes, les liquiderait et les droitiers, sans s'être compromis, s'empareraient de la direction. Les groupes terroristes droitiers en eux-mêmes représentaient, semble-t-il, plutôt une réserve qui ne serait entrée en action que si les trotskystes échouaient sans avoir réussi à écarter les dirigeants du parti. Compte tenu de cette tactique, c'eût été de la folie de compromettre Iagoda : si Boukharine m'avait dit que Iagoda était membre de l'organisation des droitiers, il devait compter que j'allais en informer Piatakov, Serebriakov et Sokolnikov puisqu'il ne connaissait pas mes positions réelles. Pourquoi Boukharine aurait-il fait cela ? Pour que je puisse demander à Iagoda, en me réclamant de lui, quelles étaient les arrestations en perspective ? Mais Boukharine aurait pu le demander lui-même et m'en informer « de source sûre », sans nommer Iagoda. Ensuite pourquoi, venant voir Iagoda de la part de Boukharine, me serais-je mis à lui parler des relations des trotskystes avec les Allemands. Si j'allais voir Iagoda de la part de Boukharine, comme droitier, je ne pouvais que supposer que l'activité des trotskystes connue du centre droitier était aussi connue de Iagoda qui - qu'il ait appartenu à ce centre ou pas - était, grâce à sa position, le membre le plus influent de cette organisation contre-révolutionnaire. Que signifie donc ce délire de Iagoda ? Je suis convaincu que Iagoda ne savait pas si, en prison, je lisais ou non les journaux. Admettant que je n'étais pas au courant de son arrestation, il ne craignait pas que je me mette à parler de lui de ma propre ini-

tiative. Mais il craignait qu'on ne m'interroge et, visiblement, considérait que s'il disait lui-même qu'il avait eu des contacts avec Radek, avec l'embrouille de préciser ces derniers temps, alors on ne me poserait pas de questions sur lui. Visiblement, il espérait échapper à ses responsabilités sur la période précédente, c'est-à-dire sur la période de l'assassinat de Kirov. Je ne peux pas m'expliquer autrement l'absurdité de la déposition de Iagoda. Mais, quoiqu'il en soit, il a reconnu avoir eu des liens avec moi.

3. Comment ai-je noué des liens avec Iagoda ? A Genève, j'ai reçu de Trotsky d'abord une copie de sa lettre au bureau politique dans laquelle il accusait le CC de préparer son assassinat. J'ai remis la lettre sous enveloppe au cam.³ Dzivilkovski⁴, secrétaire de la délégation qui avait le lien avec le Guépéou pour qu'elle soit transmise à Moscou (si je me souviens bien, j'ai aussi montré la lettre à Oumanski⁵). J'en ai bientôt reçu une autre, personnelle cette fois, où Trotsky, se référant aux informations fournies par des « amis » sur mon « mécontentement », exprimait l'espoir que je revienne sur le chemin de la lutte contre le parti. Il m'informait que la reconstitution prochaine du bloc de l'opposition sur la base d'une lutte « décidée et effective » contre la direction. La référence de Trotsky à mon « mécontentement » fournie par des « amis » n'avait aucun fondement. Je croyais profondément à la victoire du plan quinquennal et considérais que la ligne du CC était justifiée par l'Histoire. Mais, quand Mratchkovski et I. N. Smirnov ont prédit la faillite certaine (de la politique de Staline), je n'en ai pas informé le CC, pensant que le cours ultérieur des événements les convaincrerait, d'autant plus qu'ils n'ont jamais parlé de la nécessité de reprendre un travail fractionnel. De ce fait, ils ont visiblement tiré la conclusion

³ Signifie camarade (NDLR).

⁴ Probablement Divilkovski Ivan Anatolievitch (1873-1945), diplomate soviétique.

⁵ Probablement Oumanski Konstantin Alexandrovitch (1902-1945), diplomate soviétique et journaliste.

que je (...) et ont lâché Trotsky sur moi. Après avoir lu la lettre, j'ai décidé de la transmettre au CC, bien que la mention de mon « mécontentement » me fût désagréable. Mais j'ai compris que l'allusion à une lutte « effective » signifiait la terreur. Je l'ai envoyée immédiatement au secrétariat du CC mais j'y ai appris que Staline ne pourrait me recevoir dans les jours suivants. En sortant, j'ai croisé Iagoda qui arrivait. Il m'est venu à l'esprit que si la terreur venait de membres du parti, les attentats pouvaient ne pas nécessiter de longs préparatifs, qu'il était dangereux de tarder et j'ai informé Iagoda de la lettre de Trotsky. Il m'a dit très tranquillement qu'il était au courant des pourparlers sur la reconstitution du bloc sur des bases terroristes et m'a donné les noms de Zinoviev, Kamenev, Bakaev, Mratchkovski, Smirnov et Piatakov (le nom de ce dernier m'a secoué, parce que j'avais eu des conversations avec Piatakov en 1929, 1930, 1931 et toujours dans un strict esprit de parti). Iagoda m'a dit que je devais accepter la proposition de Trotsky et entrer dans le groupe pour informer le Guépéou. « *Si vous refusez ou si vous ne répondez pas – m'a dit Iagoda – Trotsky va en conclure que vous avez transmis la lettre au CC. Ils se réorganiseront en conséquence. Nous ne pouvons les arrêter maintenant, car nous ne disposons encore que de renseignements confidentiels. De plus, les arrestations seraient nuisibles. Nous ne frapperions pas les sommets, mais les cadres moyens. Ils les mettent en avant en ce moment. Si on prend le temps, on les attrapera tous* ». Je lui ai répondu que, par principe, je considérais comme une obligation de tout faire pour aider à découvrir la contre-révolution mais que j'occupais deux fonctions importantes que m'avait confié le CC (celui de journaliste aux Izvestia et de responsable du B.M.I (Bureau d'Information Internationale du CC) et ne pouvais accepter cette mission sans accord du CC. Entrer dans l'organisation trotskyste-zinoviéviste pouvait me compromettre. Je lui ai dit que j'en parlerais avec le cam. Staline. Il a catégoriquement insisté pour

que je ne parle à personne, qu'il parlerait lui-même aux secrétaires. Il a argumenté que s'il se passait quelque chose de compromettant, nous en souffririons « *vous et moi* » mais que le CC, c'était le gouvernement, il valait mieux qu'il puisse dire que je ne l'avais pas informé. Il m'a demandé le silence absolu et de venir le voir au Guépéou trois jours plus tard. A cette rencontre, il m'a déclaré que le CC (il n'a pas donné de nom) avait approuvé la proposition qu'il m'avait faite et a ajouté les directives suivantes : 1) Une fois entré dans le bloc, éventuellement à sa direction, se tenir à l'écart de tout travail d'organisation pratique, pour que les trotskystes, en cas d'échec, ne puissent clamer partout que le Guépéou organisait des provocations. 2) Le CC n'attendait pas de moi des informations pratiques sur la préparation des attentats, c'était le travail des agents, mais des initiatives politiques : avant tout le CC voulait que je m'efforce d'engager une correspondance avec Trotsky pour être au courant de ses objectifs. 3) Transmettre à Iagoda toutes les informations et tous les éléments concernant cette affaire. Quand j'ai montré à Iagoda les inconvénients de rencontres avec lui et lui ai proposé d'avoir le lien avec lui par Artouzov⁶ que je voyais au B.M.I., il a catégoriquement refusé. Il m'a astreint au secret complet vis-à-vis de l'appareil du Guépéou, à ne jamais me dévoiler devant cet appareil. « *Nous n'avons pas de garanties que des trotskystes ne s'y dissimulent pas encore. De plus, il devait avoir des éléments de contrôle sur l'appareil que l'appareil ne connaisse pas* ». Il a proposé de nous rencontrer seulement en cas d'absolue nécessité : le mieux était de se trouver au même moment au secrétariat du CC, aux conférences du parti, aux plenums, au théâtre. Il a proposé la technique suivante : avoir à la main les *Izvestia* avec, à l'intérieur, dans une enveloppe, les informations ou autres documents. Il me

⁶ Artouzov Artour Khristianovitch (1891-1937), un des fondateurs de l'espionnage et du contre-espionnage soviétique. A l'époque (1932) chef du bureau étranger (INO) et membre du collège de l'Oguépéou d'URSS.

prendrait le journal, s'éloignerait aux toilettes ou en un autre lieu discret (au secrétariat, il est allé deux ou trois fois dans la salle d'attente du cabinet du cam. Poskrebychev) et me donnerait la réponse plus tard ou immédiatement. Sur la base de ces instructions, j'ai donné à Mratchkovski mon accord pour entrer dans l'organisation et à sa direction. Pour autant que je m'en souviens aujourd'hui, j'ai par la suite rencontré Iagoda six ou sept fois en 1933, 34, 35, 36 pour lui transmettre des informations sur l'activité du centre zinoviévo-trotskyiste et lui remettre des documents. Je vais énumérer ces rencontres. En 1933, je lui ai remis une lettre de Trotsky d'où il ressortait qu'il avait déjà auparavant transmis des directives de sabotage. Dans cette même lettre, il exigeait un rapprochement avec les droitiers. J'ai proposé à Iagoda de m'occuper particulièrement de l'affaire de sabotage. Il m'a répondu que c'étaient des vétilles, qu'ils étaient incapables de rien faire. En tout cas, il m'a demandé de rester calme et de ne pas les presser de questions. « *Vous n'êtes pas à la production et votre trop grand intérêt pour ce sujet attirerait leur attention* ».

En 1934, pendant le congrès du parti, j'ai informé Iagoda que le trotskyste Prigojine⁷, chargé par l'organisation de trouver des gens à Léninegrad pour l'organisation terroriste, m'avait informé de l'existence d'une organisation terroriste zinoviéviste importante. J'ai demandé à Iagoda s'il ne me fallait pas poser à la direction la question de la coordination des actions entre les groupes terroristes trotskystes et zinoviévistes de Léninegrad : je pourrais alors, par l'intermédiaire de Prigojine, être au courant des préparatifs terroristes à Léninegrad. Iagoda m'a rappelé sa directive, soi-disant reçue du CC, m'interdisant de m'approcher des questions d'organisation pratique de l'activité terroriste. « *De plus je suis parfaitement au courant du ramdam de ces gens-là* ». Il m'a donné les noms de Mandelstam, Lévine et, me semble-t-il, Roumiantsev (en tout cas pas celui de Kotolynov⁸, car ce nom m'était inconnu jusqu'aux procès-

verbaux du procès et son exécution). Il a ensuite dit que « *ce Prigogine é(tait) un baratineur excité* », qu'il fallait l'éloigner de Léninegrad, « *sinon avec ses bavardages il va alarmer tout le monde.* » Quelques mois plus tard Prigojine a été transféré de Léninegrad à Moscou. J'ignore si c'était le résultat de quelque machination de Iagoda. Si Prigojine avait été mis par moi en contact avec l'organisation terroriste de Léninegrad comme cela se passait, disons, à Moscou entre Reingold et Dreitser⁹, j'aurais été au courant des préparatifs de l'assassinat de Kirov et aurais pu l'empêcher.

Ayant reçu de Trotsky une directive défaitiste, j'en ai immédiatement prévenu Iagoda, après lui avoir transmis la lettre de Trotsky et demandé des instructions pour agir. Il m'a répondu que c'était clair chez Trotsky depuis le début. Si les Allemands me sondaient, comme les Japonais l'avaient fait avec Sokolnikov, il ne faudrait pas que je sorte du cadre de l'affirmation d'une solidarité, en termes généraux, avec Trotsky. Il était peu probable

⁷ Prigogine Abram Grigorievitch, historien, doyen de la chaire d'histoire contemporaine de l'Extrême Orient à l'Université d'Etat de Léninegrad. Il vivait à Moscou depuis 1934. Arrêté le 11 avril 1935 pour ses liens avec les membres du « groupe trotskyste » de l'institut pédagogique de Saratov, ses anciens camarades d'études à l'Institut des Professeurs Rouges. Le 7 juillet de la même année, il est condamné à un exil de trois ans à Oufa par l'Osso du NKVD (en russe особое совещание conférence spéciale, procédure extra judiciaire, en l'absence de l'accusé, voir note II de l'interrogatoire d'Olga Smirnova ndlt.). Le 7 mars 1937, le Collège militaire de la Cour Suprême le condamne à mort par fusillade pour « participation à une organisation contre-révolutionnaire trotskyste ». Fusillé le 8 mars 1937. A l'été 1936 Prigogine avait fait des aveux détaillés sur son « activité terroriste » à Léninegrad en 1934 qu'il liait aux instructions reçues de K. Radek.

⁸ Mandelstam, Lévine, Roumiantsev et Kotolynov ont été (avec d'autres) jugés et fusillés avec Léonide Nikolaev pour le meurtre de Kirov le 29 décembre 1934.

⁹ I. I. Reingold et E. S. Dreitser, jugés au procès politico-judiciaire du « centre terroriste trotskyste-zinoviéviste » qui a eu lieu à Moscou en août 1936. Reingold a été présenté comme membre de la fraction zinoviéviste et Dreitser de la fraction trotskyste.

que les Allemands engagent à Moscou des discussions sérieuses pour lesquelles ils ne disposaient pas à Moscou de personnes compétentes. S'il apprenait de source confidentielle ou si j'apprenais par Trotsky que les pourparlers avançaient sérieusement, il faudrait envisager la possibilité de proposer à Trotsky que je me rende à l'étranger pour participer aux négociations. Peu après je transmis à Iagoda les informations sur le sondage de Baumann¹⁰ et ma réponse¹¹.

L'assassinat de Kirov a, pendant plusieurs mois, interrompu l'activité du centre et mes relations avec Iagoda. En mai 1935 il m'a dit que « leur » frayeur diminuait et qu'il me fallait reprendre contact avec Sokolnikov et Piatakov. Il m'a donné une courte analyse de la situation de l'organisation terroriste et m'a enjoint de lutter contre les tendances à la dispersion. D'avancer au contraire l'idée de la centralisation de l'organisation terroriste et d'un coup central. « Sinon, ils vont se disperser en tous sens et après, va les attraper ». Je lui ai rappelé la directive qui m'interdisait de prendre des initiatives politiques dans les questions terroristes, mais il a répondu qu'il ne me demandait pas d'organiser une attaque aérienne sur la datcha de Staline. On vous demande seulement que vous tiriez, à la direction politique, les conclusions correctes de la situation. La discussion dans la direction révélera les tendances. J'informais Iagoda des paroles de Boukharine sur les deux conclusions contradictoires que les droitiers tiraient de la situation. Il a éclaté de rire : « C'est Boukharine qui vous mène en bateau. Les droitiers n'ont aucune activité terroriste. Ils veulent que les trotskystes tirent pour eux les marrons du feu ». « Il vous baratine pour se faire mousser. » J'ai eu peur que les instructions de Iagoda ne renforcent l'activité terroriste et je les ai mises en œuvre sous la forme suivante : 1) il faut renoncer à la terreur partielle, aux actions dispersées. 2) faire venir Dreitser, examiner les forces dont on dispose et, en fonction de celles-ci, décider s'il était possible de passer à la terreur centralisée. Quand nous avons décidé avec Piatakov de pro-

¹⁰ Attaché de presse de l'ambassade de presse à Moscou.

¹¹ Dans cette lettre K. Radek parle du sondage de l'attaché de presse allemand comme d'un fait réel. Des centaines de pages, aussi bien des mémoires que des documents, ont été noircies sur les négociations secrètes de Radek avec les représentants de l'Allemagne à Moscou. Au cours de l'instruction, Radek a fait des dépositions détaillées sur ses négociations avec les représentants de l'Allemagne nazie qui auraient eu lieu, soi-disant, avec la « sanction du bloc des trotskystes et des droitiers » et « été portées à la connaissance » du leader des droitiers, N. I. Boukharine. Il convient de remarquer qu'à la confrontation entre Boukharine et Radek qui a eu lieu le 13 janvier 1937, en présence de Staline et d'autres membres du bureau politique, Boukharine, tout en niant sa participation aux négociations, n'a pas nié la présence de représentants allemands à la datcha de Radek, en sa présence :

« **Iejov** : Radek dit dans ses dépositions qu'à l'été 1935, l'attaché allemand Baum et un autre allemand sont venus à sa datcha. Le confirmez-vous ?

Boukharine : Il y eu un cas, mais différent. Il n'y avait pas deux allemands, mais trois. J'étais effectivement avec Radek dans sa datcha. Trois personnes sont arrivées. Il m'a dit : de véritables professeurs fascistes sont arrivés. Je me souviens que l'un d'eux était jeune, blondasse, l'autre d'un certain âge...

Iejov : Donc, vous ne niez pas cela

Boukharine : Non » (RGASPI fonds 17, inv. 171, pièce 315, feuille 105.)

On a l'impression qu'au cours de la « grande terreur » Staline s'est débarrassé non seulement de ses adversaires réels ou potentiels, mais aussi de ceux qui, à sa demande, avaient exécuté de sales besognes, comme, par exemple, « établir un pont » avec l'Allemagne nazie. Ce sort a frappé Radek, mais aussi David Kandelaki, représentant de confiance stalinien en Allemagne qui, en 1935-36, a rencontré des bonzes nazis haut placés. Le 17 juin 1937, au cours de l'enquête menée par Lavrenti Beria, le vieux bolchevik et oppositionnel Chalva Eliava a déposé qu'en 1934, il avait enrôlé l'ex représentant commercial de l'URSS en Allemagne, Kandelaki David, « dans l'organisation contre-révolutionnaire des droitiers » et lui avait « donné pour tâche d'établir des contacts avec les milieux gouvernementaux de l'Allemagne fasciste et de mener des négociations sur l'aide militaire que l'Allemagne pourrait nous (aux droitiers) fournir pour renverser le pouvoir soviétique. En 1935 (...) Kandelaki a dit qu'au cours de ces négociations, se trouvant, dans un cadre privé, avec Goering, Goebbels et Schacht, il avait pris contact avec eux, les avait informés de l'activité contre-révolutionnaire des droitiers et avait obtenu la garantie, en cas de nécessité, d'obtenir un soutien militaire pour renverser au plus tôt le pouvoir soviétique » (RGASPI fonds 17, inv. 171, pièce 315, feuille 105).

poser cette tactique à Serebriakov et Sokolnikov, Piatakov m'a informé que les Sibériens préparaient un attentat contre Eihe et les Géorgiens contre Béria. Nous avons pris la décision de leur interdire de réaliser leurs projets et de « préparer nos forces » pour les actions importantes qui étaient nécessaires.

Après que Piatakov soit revenu de son voyage auprès de Trotsky, j'ai transmis à Iagoda une grande lettre avec les directives de Trotsky concernant un programme déployé de transaction avec les Allemands, j'y ai joint un rapport sur le voyage et fait part de notre décision de convoquer une conférence. Il a fulminé. « *A quoi diable nous servira cette conférence ?* » Je lui ai parlé du désarroi de Piatakov et Serebriakov et lui ai dit que j'espérais qu'il y aurait une crise chez les participants quand ils connaîtraient le programme sans fard de Trotsky : il y aurait une scission, ce qui faciliterait leur liquidation politique. L'intérêt du parti, lui ai-je dit, n'est pas de les fusiller, mais de les liquider. Si une partie d'entre eux avoue et fait amende honorable et qu'on leur fasse grâce de la peine de mort, nous en tirerons un profit politique. Il a répondu : « *Vous reprenez la tactique de 1929, parce que vous avez pitié de Piatakov et des autres. Cette tactique a sauvé les gens qui nous causent maintenant tous ces tracas.* » Il a énergiquement exigé de renoncer à la conférence. « *Il faut laisser mûrir l'abcès* ». Après le rapport de Iagoda au plenum de juin 36, je suis allé le voir à la Lioubianka et j'ai eu une conversation qu'il reconnaît avoir eu, tout en lui donnant un contenu tout à fait invraisemblable. Je lui ai dit que tant de gens avaient été arrêtés que même si Zinoviev, Kamenev et Mratchkovki ne mentionnaient pas mon nom, un cadre moyen pourrait le faire. Comment devrais-je me conduire alors ? Il m'a répondu qu'ils ne donneraient sûrement pas mon nom et que, s'ils le faisaient, le SPO¹² devait le consulter, lui et le CC : c'était Iejov qui dirigeait en fait l'affaire. Vraisemblablement, on dirait que c'était une calomnie.

Si les dépositions étaient « consistantes », peut-être faudra-t-il vous arrêter. Vous nierez tout, quoiqu'on dise ; n'écrivez ni à moi, ni à Staline. Au bout de quelques semaines, nous organiserons votre libération. A ma question sur la conduite à tenir, s'il était question de procès « *puisque à un procès, se déclarer innocent à l'encontre de plusieurs dépositions, c'était poser la question d'une provocation du Guépéou* ». Il a répondu qu'il était absolument certain qu'on n'en viendrait pas à un procès. Si cela arrivait, je devrais me reconnaître coupable, mais pas un mot sur les instructions du CC : « *Risque professionnel d'un révolutionnaire professionnel* ». Reposez-vous sur moi et le CC.

Pendant cette conversation j'ai fait part à Iagoda de ma crainte que Tivel¹³, bien qu'il lui fût interdit de rien entreprendre dans l'enceinte du CC, pût, dans l'atmosphère de nervosité suscitée par les arrestations, tirer sur un des secrétaires. J'ai demandé que lui, Iagoda, exige le remplacement de Tivel au secrétariat par quelqu'un d'autre et Tivel a été transféré à la rédaction du

¹² SPO : en russe sekretno-politicheski Otdel, Département Politique Secret. Au départ il est chargée de la surveillance des groupements politiques, dans les années 30 ses compétences s'élargissent à l'appareil d'Etat et du Parti et à toute la sphère idéologique (littérature, sciences humaines ...). Voir Jacques Rossi *Le manuel du Goulag* éd. du Cherche midi 1997.

GOuGB : Direction Centrale de la Sécurité d'Etat, en russe Glavnoe Oupravlenie Gossoudarstvennoï Bezopasnosti (ndlt)

¹³ Tivel (Levite) Alexandre Iourevitch (Ioulevitch). Né en 1899 à Bakou, membre du PC(b), instruction secondaire. En 1921-1922, secrétaire de la Section orientale du Comité exécutif de l'IC, en 1922-1923 directeur du secrétariat de Zinoviev, en 1923-1924 secrétaire de rédaction de la revue *L'internationale communiste*. Dans les années 1926-1930 directeur de la Section étrangère du CC du PC(b). Au moment où Radek écrit, directeur-adjoint du Bureau d'information internationale du CC du PC(b). Arrêté le 27 juillet 1936. Condamné à mort par fusillade par le Collège militaire de la Cour Suprême pour participation à une organisation terroriste contre-révolutionnaire. Fusillé le 8 mars 1937. Au procès du « centre trotskyste antisoviétique », qui s'est tenu du 23 au 30 janvier 1937, Radek a affirmé que Tivel était membre du groupe terroriste zino-viéviste qui préparait un attentat contre Staline.

Bolchevik où il travaille toujours. Iagoda m'a dit que mes peurs étaient vaines, « *C'est un rat d'appareil qui monte sur ses ergots* ». Il n'aide Antonov et Zags¹⁴ qu'en paroles¹⁵. Inutile de toucher à Tivel, nous effrayerions Sokolnikov. « *Soyez tranquille, il n'arrivera rien* ».

Ce fut ma dernière conversation avec Tivel (avec Iagoda ?? - correction rajoutée au texte). Je ne vais pas analyser dans le détail ce que je viens de dire, je dirai seulement 1) pour moi, il est maintenant hors de doute que Iagoda m'a fait entrer dans une organisation trotskyste non pas pour que le CC soit mieux informé mais, a) pour empêcher que j'informe effectivement le CC, b) pour empêcher que je sache vraiment ce que faisait cette organisation. Il m'a coupé du CC et s'efforçait par tous les moyens de limiter mon champ d'observation dans l'organisation trotskyste. Cela, il le faisait par peur que, voyant les préparatifs concrets d'attentats, je puisse faire tout échouer et prévenir le cam. Staline ou que je puisse me mettre à retenir les trotskystes. En 1935, alors que les arrestations avaient beaucoup affaibli les trotskystes et l'activité terroriste contre-révolutionnaire, il poussait les trotskystes à poursuivre et renforcer leur lutte en avançant le mot d'ordre du coup central que lança aussi Trotsky quelques mois plus tard. Il a fait tous ses efforts pour que je ne puisse pas faire éclater de l'intérieur l'organisation trotskyste. En deux occasions, j'ai eu l'impression qu'il encourageait sciemment les attentats terroristes ou leur préparation : c'est a) quand il a saboté ma tentative de chercher à savoir ce que préparaient les zinoviévistes à Léninegrad au printemps 1934, b) quand il a refusé son aide pour m'aider à éloigner Tivel de l'appareil et du siège du CC.

C'est tout ce dont je me souviens pour l'instant. Peut-être certains détails me reviendront plus tard.

Enfin, une remarque : ce que j'ai dit dans cette déposition ne contredit en rien, sur le plan factuel, mes précédentes dépositions.

Mais il est clair qu'elle ne peut pas ne pas entrer en contradiction avec la position idéologique que j'ai développée devant le tribunal. En reconnaissant mon appartenance au centre trotskyste, mais en cachant que je l'avais fait sur instruction de Iagoda, j'ai dû expliquer que, prenant peur face aux difficultés de 1932, je m'étais engagé sur la voie de la terreur pour obtenir un recul. Mais c'est un mensonge. Pas une minute je n'ai été partisan du recul et de la terreur. Ma grande faute devant le parti est d'être allé exhorter les « oppositionnels », sans aucun mandat pour le faire. Cela découlait de mes liens personnels avec un groupe d'anciens compagnons d'idée.

¹⁴ Zaks-Gladnev Samouil Markovitch (1884-1937). Directeur de la section étrangère de l'agence TASS depuis 1928. De 1929 à 1936 a travaillé aux éditions de l'*Encyclopédie soviétique*. Exclu du PC(b) en 1935 pour activité anti-parti, en lien avec le procès Zinoviev-Kamenev. Arrêté le 17 août 1936, accusé de participation à une organisation contre-révolutionnaire terroriste. Condamné à mort par fusillade le 7 mars 1937 par le Collège militaire de la Cour Suprême de l'URSS. Fusillé le 8 mars 1937. Au procès du « centre trotskyste antisoviétique », qui s'est tenu du 23 au 30 janvier 1937, Radek a affirmé que Zaks-Gladnev (comme Tivel) était membre du groupe terroriste zinoviéviste qui préparait un attentat contre Staline.

¹⁵ A l'interrogatoire du 3 août 1936, S. M. Zaks-Gladnev a déposé : « *Au début 1935, il y avait un groupe dirigeant pour l'organisation d'attentats contre les dirigeants du gouvernement soviétique. Faisaient partie de ce groupe, en dehors de moi, Zaks-Gladnev, Antonov et Toïvo. Tivel faisait aussi partie des dirigeants du groupe terroriste, il travaillait au CC du PC(b), était personnellement lié à Antonov. ... Antonov Mikhail Tikhonovitch, ancien et actif zinoviéviste, était secrétaire adjoint de rédaction en 1927 quand j'étais rédacteur en chef de la Pravda de Léninegrad* ». (RGASPI fonds 17, inv. 232, pièce 232, feuilles 19-20).

A l'interrogatoire du 12 août 1936, A. Iou Tivel (Lévite) a également déposé : « *...Karl Radek connaissait mes liens organisationnels avec les trotskystes et les zinoviévistes Antonov, Chatskine et autres. En fait je n'avais pas établi les liens avec ces gens de ma propre initiative, mais sur ses instructions directes... Je l'ai informé qu'Antonov, de son côté, était lié au zinoviéviste Zaks-Gladnev Samouil Markovitch et à Toïvo Alexandre, ce qui représentait un groupe zinoviéviste constitué qui tendait à se renforcer* ». (RGASPI fonds 17, inv. 171, pièce 233, feuilles 17-21).

N'ayant pas rompu les liens avec Mratchkovski, Dreitser, Smirnov et les écoutant croasser, je leur donnais la possibilité d'informer Trotsky que Radek est une « proie possible ». Trotsky pensait que, même si je n'entrais pas dans le bloc, je n'oserai pas transmettre les lettres au CC pour ne pas éveiller de suspicions sur le contenu de mes conversations avec les trotskystes. Il se trompait. J'étais prêt à transmettre les lettres, tout en étant conscient qu'elles pouvaient éveiller des suspicions sur mon état d'esprit. Mais cette décision était difficile à prendre, je craignais que mon travail honnête dans le parti pendant trois ans se solde à nouveau par un échec. A cause de cet état d'esprit, quand Iagoda m'a dit qu'il avait discuté avec le CC et qu'au lieu de doutes pénibles pour moi du CC sur ma fidélité au parti, j'ai reçu l'ordre de partir en éclaireur contre l'ennemi - j'étais convaincu que c'était bien un ordre du CC - j'ai éprouvé un immense soulagement et, dans cet état d'esprit, je n'ai pas fait preuve d'esprit critique face aux manœuvres de Iagoda, je n'ai pas tenté de vérifier si le CC était au courant des directives que me

donnait Iagoda. Car, même sans la trahison que je n'ai pas un instant soupçonné chez Iagoda, il se pouvait que Iagoda m'utilise comme agent sans en informer le CC pour la seule commodité de son service. J'étais si heureux de la confiance que - croyais-je - m'accordait le CC, que je décidai de me libérer du dernier poids, de rompre le dernier lien sur lequel Trotsky aurait pu compter : j'ai informé le cam. Staline des préparatifs de fuite à l'étranger de Trotsky en 1927. Le cam. Staline ne comprenait pas pourquoi je l'informais de cela ; le sens de mon information était : je ne veux pas qu'il y ait quoi que ce soit que vous ne sachiez pas sur ce qui m'a lié à Trotsky même dans le passé. Tel est le mot de l'énigme du dernier point à éclaircir dans ma conduite. Que je n'ai pas mentionné au procès mes relations avec Iagoda, c'est ce que je ferai à nouveau, si je n'avais pas compris que la duperie de Iagoda à mon égard n'était qu'une partie de la duperie du parti dans l'intérêt de ses ennemis.

26.04.37 K. B. Radek



Interrogatoire de Iagoda

(chef du NKVD de 1934 à 1936), condamné à mort du troisième procès de Moscou, par Nicolas Iejov, son successeur, lui-même arrêté au début de 1939, contraint d'« avouer » qu'il était un agent allemand ... et fusillé (sans procès).

Traduction par Katia Dorey et Jean-Jacques Marie

Ultra-secret

Au secrétaire du CC du PC(b)
Au camarade Staline

Je vous envoie le procès-verbal de l'interrogatoire de Iagoda G. G. en date du 26 avril de cette année.

Ces dépositions ont été obtenues à la suite de longs interrogatoires, de la présentation de toute une série de preuves et de confrontations avec d'autres détenus. A ce jour Iagoda ne fournit pas de dépositions développées sur son activité antisoviétique et de trahison, ni ses liens avec les Allemands et dissimule les noms de toute une série de participants au complot. Il nie aussi sa participation à la préparation d'actes terroristes contre des membres du gouvernement, que signalent tous les autres membres [du complot], Pauker, Volovitch, Gaï et d'autres.

Il faut néanmoins souligner que lors des derniers interrogatoires, Iagoda a néanmoins été obligé d'avouer qu'il était au courant des liens avec les Allemands et de la préparation d'actes terroristes par certains comploteurs.

L'interrogatoire se poursuit.

Le commissaire du peuple aux affaires intérieures de l'URSS, Iejov
Le 28 avril 1937



Iagoda en 1936

125

РАСЕКРЕЧЕНО
СОВЕРШЕННО СЕКРЕТНО

СЕКРЕТАРЮ ЦК ВКП/б/

тов. С Т А Л И Н У

Направляю протокол допроса ЯГОДА Г.Г.
от 26-го апреля с.г.

Настоящие показания получены в результате продолжительных допросов, предъявления целого ряда уликовых данных и очных ставок с другими арестованными.

ЯГОДА до сего времени не дает развернутых показаний о своей антисоветской и предательской деятельности, отрицает свою связь с немцами и скрывает целый ряд участников заговора. Отрицает также свое участие в подготовке террористических актов над членами правительства, о чем показывают все другие участники - ЦАУКЕР, ВОЛОВИЧ, ГАЙ и др.

Следует однако отметить, что на последних допросах, под давлением улик, ЯГОДА все же вынужден был признать, что о связи с немцами и подготовке терактов некоторыми участниками заговора он был осведомлен.

Допрос продолжается.

НАРОДНЫЙ КОМИССАР ВНУТРЕННИХ ДЕЛ
СОЮЗА ССР

(Е Ж О В)

"28" апреля 1937 г.

Interrogatoire de Genrikh Grigorievitch Iagoda du 26 avril 1937.

Déclaration de Iagoda : *Au cours des longues journées d'interrogatoires j'ai en vain tenté de dissimuler mon activité criminelle et traître contre le pouvoir soviétique et le Parti. J'espérais que mon expérience du travail dans la Tcheka me donnerait la possibilité soit de dissimuler entièrement aux enquêteurs la totalité de mon activité traîtresse, soit, si je n'y parvenais pas de réduire l'affaire au rang de crimes de simple droit commun ou d'abus de fonction. J'espérais aussi que mes complices, pour les mêmes raisons, ne se livreraient pas eux-mêmes aux enquêteurs et moins encore moi. Mais, on le voit, tous mes plans ont échoué et c'est pourquoi j'ai décidé de me rendre. Je raconterai tout sur moi et sur les crimes, si pesant que cela soit pour moi.*

Question : *Pourquoi pesant ?*

Réponse : *Parce qu'il me faudra pour la première fois de ma vie dire la vérité sur moi personnellement.*

J'ai passé toute ma vie masqué. Je me suis présenté comme un bolchevik intransigent. En réalité je n'ai jamais été un bolchevik dans l'acception réelle de ce mot. Mon origine petite-bourgeoise, mon absence de formation théorique, tout cela, dès le début de l'organisation du pouvoir soviétique, a créé en moi l'incrédulité sur la victoire finale de la cause du Parti.

Mais je n'avais pas de vision du monde particulière, je n'avais pas de programme particulier. Ce qui dominait en moi c'étaient les principes du carriérisme, et il fallait faire carrière en partant de la situation réelle. Quelle était cette situation ?

Le pouvoir soviétique existait, se renforçait et je me trouvais dans l'appareil du Guépéou. J'étais donc obligé de partir de ces faits concrets.

Grimpant dans la hiérarchie, je devins en 1926 vice-président du Guépéou. C'est à partir de ce moment que débutent mes premières tentatives de jouer à la « grande politique » et que je commence à me représenter moi-même comme un homme capable d'influer sur la politique du parti et de la modifier.

Cela se passait après la mort de Dzerjinski, dans la période de la lutte ouverte des trotskystes contre le Parti.

Je ne partageais ni les opinions ni le programme des trotskystes, mais je suivais attentivement le cours de la lutte, bien dé-

cidé dès le début à me ranger du côté qui triompherait dans cette lutte. D'où la ligne particulière que je suivis dans la lutte contre le trotskysme.

Question : *En quoi concrètement s'exprimait cette ligne particulière que vous suiviez dans la lutte contre le trotskysme ?*

Réponse : *Lorsque la répression commença contre les trotskystes, la question de savoir qui l'emporterait (les trotskystes ou le comité central du Parti communiste soviétique) n'était pas encore définitivement tranchée. En tout cas c'est ce que je pensais. C'est pourquoi, en tant que vice-président du Guépéou, dans ma politique répressive je parlais de mon souci de ne pas irriter les trotskystes contre moi. Lorsque j'envoyais des trotskystes en exil je leur créais des conditions leur permettant d'y poursuivre leur activité et de ne pas se sentir des condamnés.*

Il est bien évident que lorsque la victoire du Parti sur les trotskystes apparut totale, lorsque le parti se rangea derrière le comité central, derrière Staline, je me hâtai moi aussi de me montrer un partisan inflexible du CC, tout en restant, bien entendu, sur les positions antérieures d'incrédulité de la victoire de la ligne du CC, et en restant avec mon masque impénétrable pour le CC.

Si on utilise à mon égard dans une mesure quelconque l'expression d'« homme au double visage » je suis sans doute même un pionnier du double visage...

Question : *Est-ce que votre ligne vis-à-vis des trotskystes vous était dictée du côté de l'organisation trotskyste ?*

Réponse : *Non, en l'occurrence, j'agissais de façon indépendante, de ma propre initiative. J'ai expliqué plus haut quels motifs me guidaient.*

Les choses ont changé quand les droitiers sont entrés sur l'arène de la lutte contre le Parti. Là mon rôle était plus défini : j'étais lié organiquement aux droitiers.

Question : *Mais la question de vos rapports avec les trotskystes n'est pas encore tout à fait claire. Est-ce que vous aviez des liens organisationnels avec les trotskystes ?*

Réponse : *Pendant cette période je n'en avais pas. Ces liens sont apparus sensiblement plus tard quand les trotskystes ont formé un bloc avec les droitiers.*

Question : *Nous parlerons de cela plus tard. Vous vous prépariez à parler de vos liens avec les droitiers.*

Réponse : *J'ai dit que j'avais des liens organisationnels avec les droitiers. Mes relations personnelles avec Rykov, alors président du conseil des commissaires du peuple étaient à l'origine de ces liens.*

En tant que vice-président du Guépéou¹ je rencontrais souvent Rykov, d'abord lors des réunions, puis chez lui à la maison. Il se comportait bien avec moi et cela me flattait et m'en imposait.

J'avais aussi des relations personnelles avec Boukharine, Tomski et Ouglanov (J'étais alors membre du bureau de Moscou du parti, dont Ouglanov était le secrétaire). Lorsque les droitiers se sont préparés à intervenir contre le Parti, j'ai eu sur ce sujet plusieurs conversations avec Rykov.

Question : *Où, quand et quel était le caractère de ces conversations ?*

Réponse : *C'était en 1928 dans le bureau de Rykov. J'ai bien gardé en mémoire le caractère de cette conversation. Il me parla de quelques désaccords concrets de*

Rykov, Boukharine et Tomski avec le Bureau politique du CC sur des problèmes d'exportation d'or et d'achat de blé. Rykov me déclara que Staline développait une politique incorrecte et pas seulement sur ces questions. C'était la première conversation qui avait plutôt comme but de me sonder et de me préparer à des conversations plus franches....

Pendant la période – 1928 jusqu'au milieu de 1929 – où les droitiers ont mené une lutte ouverte contre le parti, on n'exigeait rien de plus de moi.

La situation a changé quand il est apparu que les droitiers avaient subi une défaite dans leur lutte ouverte, quand la tactique des droitiers a pris le caractère d'une lutte illégale contre le parti. Alors ma situation devait changer.

D'abord nous nous sommes mis d'accord avec Rykov pour établir des règles conspiratives, cesser d'aller se voir, de se rencontrer.

Ensuite, puisqu'il s'est bientôt agi d'une activité illégale des droitiers, cela signifiait bien sûr la répression, mon aide ne pouvait plus se limiter à informer.

La direction des droitiers m'a chargé de protéger l'organisation d'une totale faille. En parlant avec Rykov sur ce thème, j'ai défini ainsi ma position : « Vous agissez. Je ne vous toucherai pas. Mais si quelque chose rate, si je suis obligé de recourir à la répression, j'essayerai de limiter les affaires concernant les droitiers à des groupes locaux, je ne dévoilerai pas l'organisation dans son ensemble, encore moins sa direction ».

Question : *Quand avez-vous eu cette conversation avec Rykov ?*

Réponse : *Je ne me souviens pas exactement. Vers la fin 1929 ou le début 1930, me semble-t-il.*

¹ De 1925, date de la mort de Dzerjinski à 1934, le président du Guépéou est Menjinski. Iagoda est son suppléant pendant cette période. (NDLR)

Question : Vous avez témoigné qu'après le passage de l'organisation des droitiers aux méthodes illégales de lutte contre le parti, votre rôle, comme membre de l'organisation des droitiers s'est renforcé et, comme vous en étiez convenu avec Rykov, elle consistait à protéger l'organisation de la faillite.

Comment avez-vous appliqué cette ligne de trahison dans l'OGPOu - NKVD ?

Réponse : Il m'était difficile de protéger moi-même de la faillite l'organisation des droitiers, dans les conditions de leur activité croissante et de leur passage à la lutte illégale contre le parti.

Il était clair pour moi que si je n'avais pas un homme à moi dans l'appareil du Guépéou et surtout dans son Département secret, l'organisation des droitiers pouvait être démantelée, même si je ne le souhaitais pas. Dans ce but, à l'automne 1931 j'ai fait nommer Moltchanov comme chef du Département secret.

Question : Pourquoi précisément Moltchanov ?

Réponse : Pour deux raisons :

1. Je savais que Moltchanov, chef du Département régional du GPOu d'Ivanovo était lié aux droitiers, en particulier à Kolotilov qui était alors secrétaire du Comité régional du PC(b) d'Ivanovo.

2. Moltchanov m'était personnellement dévoué, il était entre mes mains, je pouvais en disposer sans crainte.

Question : Comment saviez-vous que Moltchanov était un droitier ?

Réponse : Je l'ai su par Moltchanov lui-même, je ne me souviens plus en quelle année, en 1929 ou en 1930.

Il est un jour venu d'Ivanovo, est passé dans mon cabinet et m'a raconté qu'à Ivanovo il y avait un groupe de droitiers, dirigé par Kolotilov, que Kolotilov avec lui des conversations spécifiques des droitiers selon lesquels la ligne du CC était fausse, funeste pour le pays.

Moltchanov m'a demandé conseil sur ce qu'il devait faire.

A la façon dont il m'a exposé les opinions droitières de Kolotilov, j'ai senti qu'il appréciait les positions des droitiers. Moltchanov m'a déclaré ouvertement qu'il partageait leurs opinions.

Question : Comment expliquer que le chef du Département régional du GPOu n'ait pas craint de vous exposer à vous, chef adjoint de l'OGPOu ses opinions contre-révolutionnaires de droite. Il connaissait votre appartenance à la droite ou quoi ?

Réponse : Pour éclaircir la raison de sa franchise avec moi, je dois vous raconter un épisode qui a précédé cette conversation avec Moltchanov.

Vers 1927 j'ai reçu des matériaux qui compromettaient Moltchanov. Il s'agissait de crimes de droit commun quelque part au Caucase. Je l'ai fait venir d'Ivanovo, lui ai parlé de ces matériaux. Moltchanov a alors reconnu ces péchés passés et, au cours de sa confession, a avoué encore une faute, celle de s'être attribué une ancienneté dans le Parti qu'il n'avait pas.

Je lui ai dit que j'avais besoin de gens qui me soient personnellement dévoués, que son sort était désormais entre mes mains et que s'il exécutait toutes mes instructions, je ne donnerais pas suite à ces matériaux et qu'il pourrait continuer à exercer les mêmes fonctions à Ivanovo.

Question : C'est-à-dire, pour parler clair, que vous avez recruté Moltchanov grâce à ces matériaux compromettants et que vous l'avez fait au compte de vos objectifs criminels, contre-révolutionnaires.

Réponse : Oui, de fait je l'ai recruté, mais au moment de son recrutement je ne savais pas encore comment je l'utiliserais par la suite.

Question : Comment s'est alors conclu ce recrutement de Moltchanov ?

Réponse : Il a volontiers accepté ma proposition et est retourné à Ivanovo.

Maintenant vous comprenez certainement la raison de la franchise de Moltchanov et pourquoi il n'a pas craint de me parler de ses opinions droitières et de son lien avec l'organisation des droitiers à Ivanovo.

Question : *Quelles instructions avez-vous donné à Moltchanov quand il vous a parlé*

de ses liens avec les droitiers ?

Réponse : *A ce moment-là, je ne lui ai pas dit que j'étais moi-même un droitier mais je lui ai proposé de soutenir en tout la ligne de Kolotilov à Ivanovo. ■*

Pourquoi ils ont avoué

Les mécanismes des « procès de Moscou » des années 1936-1938

par Marc Golozivine

Les procès politiques de Moscou des années 30, où comparaissaient les « vieux bolcheviks », adversaires politiques de Staline, ont ébranlé l'opinion mondiale. D'abord à cause des auto-accusations fantastiques des prévenus qui, de la tribune du procès, reconnaissaient la préparation d'actes terroristes, de sabotage, en intelligence avec les puissances fascistes. Pendant les 80 dernières années, les tentatives pour expliquer les raisons de ces aveux incroyables n'ont pas manqué. Les premières (et les moins vraisemblables) étaient de les expliquer par les tortures physiques et morales infligées aux accusés pendant l'instruction. Pourtant, les accusés présentés aux procès publics où assistaient, entre autres, des diplomates et des journalistes étrangers, ne devaient pas, par leur aspect, faire douter de la sincérité des aveux. Les tortures, on le sait, ne sont pas sans laisser de traces sur l'aspect physique comme sur la conduite de ceux qui les ont subies.

Les explications psychologiques et politiques de ces aveux méritent davantage l'attention, les plus connues étant exposées dans le livre d'Arthur Koestler *Le zéro et l'infini*. Il faut noter que la version de Koestler est politiquement tendancieuse. L'auteur, auparavant proche du mouvement révolutionnaire, a écrit son roman alors qu'il s'était déjà détaché des

idéaux de sa jeunesse. L'une de ses principales idées était qu'il y avait entre les accusés et les juges d'instruction une sorte de « connivence », fondée sur l'idée que les accusés devaient dire ce qu'on exigeait d'eux pour ne pas nuire à l'URSS dans le contexte de la montée du fascisme. C'est ce qu'exprime le dialogue suivant entre l'enquêteur et le vieux bolchevik Roubachov, alors inculpé, héros du roman *Le zéro et l'infini* : « *Vous servez le parti si vous montrez aux masses - par votre exemple personnel - dans quel marais criminel l'activité anti-parti entraîne l'individu. Il y a un type particulier de prévenus qui, sous la torture physique, signent tout ce qu'on veut et se dédieront au procès public. Vous appartenez précisément à ce type de gens entêtés, mais flexibles. On ne peut tirer un profit politique de vos aveux à un procès public que si vous les faites volontairement* ».

J'étais un agent de Staline, le livre de Walter Krivitski, espion soviétique qui avait fait défection, est paru après l'achèvement du roman *Le zéro et l'infini*. Les informations données dans ce livre firent une telle impression sur A. Koestler qu'il a voulu le commenter dans la postface de son roman. W. Krivitski, rapporte notamment, de mémoire, le récit de l'enquêteur du NKVD Abram Sloutski, qui, à la veille du 1^{er} procès de Moscou, a mené l'interroga-

toire des ex oppositionnels trotskystes, S. V. Mratchkovski et I. N. Smirnov dont les dépositions étaient très importantes pour Staline. Nous citons un extrait de ce récit.

« En juin 1935, - écrit Walter Krivitski - tous les préparatifs pour le premier procès public étaient au point. On s'était assuré les aveux de quatorze personnes. Les acteurs principaux -Kamenev et Zinoviev - avaient appris leur rôle et répétaient leur conduite dans la salle du tribunal. Mais deux hommes avaient récusé toutes les accusations, Mratchkovski et Ivan Smirnov, commandant de la 5^e armée pendant la guerre civile.

Staline ne voulait pas commencer le procès sans eux. On les a cuisinés longtemps, sans pitié et sans résultat. Enfin le chef de l'Oguépéou fit appeler mon camarade Sloutski et lui ordonna d'interroger Mratchkovski et de le « briser » à tout prix. Le cœur lourd, mon camarade, qui avait le plus profond respect pour Mratchkovski, me raconta comment il avait joué son rôle d'inquisiteur

... Je l'ai assuré que je ne pensais pas, bien sûr, qu'il était un contre-révolutionnaire. Mais je lui montrais les aveux de ses camarades, pour lui démontrer, pour ainsi dire, jusqu'où ils s'étaient abaissés dans leur haine bestiale du régime soviétique. Nous avons parlé trois jours et trois nuits. Pendant tout ce temps Mratchkovski n'a pas fermé l'œil. J'ai somnolé trois ou quatre heures. Bref, il a bien été forcé d'admettre que personne, à part Staline, n'était à ce moment capable de diriger le parti. Il n'y avait pas, dans les rangs du parti, de groupe assez puissant pour réformer ou briser la machine stalinienne du pouvoir.

Certes, un grand mécontentement s'était accumulé dans le pays dans le pays et menaçait d'exploser, mais s'unir à des gens extérieurs au parti signifiait la fin du système du parti unique et il croyait trop fortement à la dictature du prolétariat pour la mettre en doute même en

pensée. Il était d'accord avec moi qu'un vrai bolchevik devait soumettre sa propre volonté et ses propres idées à la volonté et aux idées du parti et, s'il le fallait, aller bravement à la mort, même à une mort infamante.

En cuisinant Mratchkovski - raconte Sloutski - j'étais moi-même exténué et si ému, que j'ai pleuré avec lui quand, la troisième nuit, nous arrivâmes à la conclusion de la perte des idéaux de la révolution et que seul l'odieux régime stalinien était encore porteur d'un faible espoir de cet avenir radieux sur l'autel duquel nous avions sacrifié notre jeunesse et qu'il ne restait rien, absolument rien d'autre à faire que de tenter de prévenir une vaine explosion de mécontentement des masses désabusées et désorientées. Et pour cela il fallait que les anciens dirigeants de l'opposition avouent publiquement des crimes monstrueux. Mratchkovski demanda à rencontrer Ivan Smirnov, son vieux compagnon et ami. La scène fut bouleversante : les deux vétérans d'Octobre se sont embrassés en pleurant dans mon cabinet.

- Ivan Nikititch, dit Mratchkovski, donnent leur ce qu'ils veulent. Il le faut. A la fin du quatrième jour d'interrogatoire il signa les aveux qu'il fit ensuite au procès »

Pendant de nombreuses années, ce témoignage de Walter Krivitski a été le seul à jeter une lumière sur ce qui s'était passé dans les coulisses des procès de Moscou. Aujourd'hui on peut le comparer aux documents d'archives conservés aux Archives d'Etat de Russie de l'Histoire Sociale et Politique (RGASPI).

Les documents témoignent que l'affirmation de A. Sloutski, selon laquelle qu'il aurait réussi, en juin 1936, à briser la volonté de Mratchkovski par le moyen d'un interrogatoire raffiné, puis ensuite, avec son aide, à influencer I. N. Smirnov, n'est pas exacte. Les copies des procès-verbaux, où figurent les annotations de Staline, montrent que S. V. Mratchkovski

a commencé à faire à A. Sloutski de premiers aveux le 4 juillet 1936, seulement après qu'on lui ait présenté les dépositions écrites de I. N. Smirnov sur la rencontre de ce dernier, en 1930 à Berlin, avec le fils de Trotsky, Léon Sédov, et l'établissement entre eux d'un lien politique. Après quoi Sloutski a interrogé Mratchkovski au moins trois fois (les 10 et 20 juillet et les 13-14 août), pour tenter d'obtenir des aveux plus concrets sur l'activité terroristes des « trotskystes ». Les procès-verbaux d'interrogatoires (dont certains, effectivement, ont duré plusieurs jours) montrent que Mratchkovski a, peu à peu, accepté la version de l'instruction sur la terreur, en faisant des aveux plus détaillés notamment sur les futurs accusés du procès à venir Iou. L. Piatakov et K. B. Radek. Les archives conservent également le procès-verbal de la confrontation entre S.V. Mratchkovski et I. N. Smirnov du 2 août 1934 (et dont, sans doute, Sloutski a informé Walter Krivitski). Cependant, le procès-verbal de la confrontation montre qu'elle ne s'est pas déroulée comme l'a décrit Krivitski. En dépit des aveux de Mratchkovski, Smirnov récuse catégoriquement et conti-

nûment toute « directive terroriste » et sa participation à une activité terroriste. Par ailleurs le ton de cette rencontre laisse peu de place à la version des deux vétérans d'Octobre qui s'embrassent en pleurant. **Nous publions dans la revue le procès-verbal de cette confrontation.**

Il faut ajouter que le texte de l'interrogatoire de I. N. Smirnov, publié dans le sténogramme du procès, a été réduit au minimum, il ne s'agit, en fait, que de fragments épars. En consultant les originaux, qui ont été corrigés et abrégés avant publication, on voit qu'au procès il a continué à maintenir sa ligne de récusation des principales falsifications, les plus monstrueuses. Donc, les accusés des procès de Moscou n'étaient pas tous, loin de là, physiquement et moralement brisés, même après les interrogatoires raffinés de la police secrète de Staline.

Nous reproduisons ci-après un fragment de l'interrogatoire croisé de Mratchkovski et Smirnov qui a eu lieu au premier jour du procès. Le texte est reproduit d'après l'original du sténogramme ((RGASPI fonds 17, inv. 171, pièce 381, feuilles 39-42). ■

La confrontation Smirnov - Mratchkovski (condamnés à mort du 1^{er} procès).

86
186

ПРОТОКОЛ СЕДНОЙ СТАВКИ

СМИРНОВА, Ивана Никитича, с МРАЧКОВСКИМ Сергеем Витальевичем - от 2 августа 1936 года.

Вопрос МРАЧКОВСКОМУ С.В. - Вы показали, что троцкистская организация, в руководство которой Вы, МРАЧКОВСКИЙ С.В., входили, была руководима в 1930-31 г.г. Иваном Никитичем СМІРНОВЫМ.

Вы также показали, что руководимая СМІРНОВЫМ И.Н. троцкистская организация еще до 1932 г., став на путь борьбы с руководством ВКП/б/ и соввласти террором, организовала группы террористов.

Подтверждаете ли ваши показания и что можете добавить о периоде террористической деятельности троцкистской организации 1930-1931 г.г.?

Ответ: - Все ранее данные мною показания я подтверждаю. В 1930 году при поездке Ивана Никитича СМІРНОВА в Берлин, он, СМІРНОВ И.Н., связался там через Льва СЕДОВА с Л.Д. ТРОЦКИМ.

В том же 1930 году или 1931 г. по приезде из Берлина, мне СМІРНОВ И.Н. оказал, что путь реформ в борьбе с ВКП/б/ и советской властью исчерпан, надо переходить к более острым формам борьбы.

Я спросил у СМІРНОВА И.Н., каковы общие установки Л.Д. ТРОЦКОГО.

СМІРНОВ И.Н. в разговоре со мной обосновывал необходимость перехода к террористическим методам

Procès-verbal de confrontation du 2 août 1936.

entre Smirnov Ivan Nikitich et Mratchkovski Sergueï Vitalievitch¹.

Question à Mratchkovski S. V. :

Vous avez témoigné que l'organisation trotskyste à laquelle vous, Mratchkovski S. V., apparteniez, était dirigée en 1930-31 par Ivan Nikititch Smirnov.

Vous avez aussi montré que l'organisation trotskyste dirigée par Smirnov I. N., ayant dès 1932 pris la voie de la lutte par la terreur contre la direction du PC(b) et contre le pouvoir soviétique, a organisé un groupe de terroristes.

Confirmez-vous vos dépositions et que pouvez-vous ajouter sur la période d'activité terroriste de l'organisation trotskyste en 1930-31 ?

Réponse : *Je confirme toutes les dépositions que j'ai faites précédemment. En 1930, lors d'un voyage de Smirnov I. N. à Berlin, Smirnov I. N. a établi un contact avec L. D. Trotsky par l'intermédiaire de Léon Sédov.*

Facsimilé de la première page du compte-rendu de la confrontation entre Smirnov et Mratchkovski

¹ Le CMO n° 24 a publié une *Esquisse de biographie politique* de Mratchkovski écrite par G. P. Elanska.



Mratchkovski

Cette même année 1930 ou en 1931, en arrivant de Berlin, Smirnov I. N. m'a dit que la voie des réformes dans la lutte contre la direction du PC(b) avait fait son temps, qu'il fallait passer à des formes de lutte plus tranchantes.

J'ai demandé à Smirnov I. N. quelle était l'orientation de L. D. Trotsky.

Dans sa conversation avec moi, Smirnov I. N. a fondé la nécessité de passer à des méthodes terroristes de la lutte contre la direction du PC(b) et le pouvoir soviétique, tentant de donner un fondement théorique à la nécessité de la terreur.

En liaison avec cette orientation de Smirnov sur la terreur, nous avons commencé, en 1931, à organiser des groupes terroristes.

L'organisation directe des groupes terroristes mentionnés reposait sur moi, Mratchkovski S. V. et, comme je l'ai appris plus tard, la même tâche d'organisation de groupes terroristes était aussi confiée par le centre trotskyste à Dreitser E.A.

En 1931, mon travail pour l'organisation de ces groupes consistait à repérer des gens.

Nous n'avons engagé dans l'activité terroriste que les membres de notre organisation prêts à sacrifier leur vie en accom-

plissant un acte terroriste.

Nous, le trio dirigeant, appelions ces gens « le groupe des condamnés. »

J'ai personnellement recruté dans ce groupe terroriste Iakov Okhotnikov, Raphail Ioudine et Vladimir Iatsek.

Dreitser E. A. lui, a recruté pour l'organisation d'actes terroristes Dmitri Shmidt, Boulatov, ex militaire, Dmitri Gaevski, Isaak Esterman, B. I. Kouzmitchev, militaire et Leonov I. D.

En 1932, en partant à la construction de la ligne de chemin de fer Baïkal-Amour, j'ai transmis à Dreitser E. A. la liste dont j'ai parlé de ceux qui avaient été recrutés pour l'organisation de la terreur contre Staline.

Question à Smirnov I. N. : *Que pouvez-vous témoigner sur l'activité terroriste de l'organisation trotskyste que vous dirigez ?*

Réponse : *En 1930, je suis effectivement allé à Berlin. Comme je l'ai dit plus tôt, à Berlin j'ai pris contact avec le fils de L. D. Trotsky, L. Sedov.*

Je n'ai pas reçu de Trotsky L. D. de directive de terreur.

En rentrant à Moscou, j'ai informé Mratchkovski S. V. et Safonova A. N. de mon contact avec le centre trotskyste à l'étranger.

Je récusé les conversations sur la terreur dont témoigne Mratchkovski S. V.

Question à Mratchkovski : *Smirnov I. N. dit-il la vérité ou ment-il ?*

Réponse : *Il ment.*

Question à Mratchkovski : *Donc les conversations sur l'organisation de groupes terroristes en 1932 et sur l'organisation de tels groupes par vous et Dreitser sur décision du centre trotskyste ont bien eu lieu ?*

Réponse : *Oui, l'organisation de groupes terroristes en 1931-32 sur décision du centre trotskyste dirigé par Smirnov I. N. a bien eu lieu.*

Question à Smirnov I. N. : *Avez-vous l'intention de dire la vérité ? Mratchkovski S. V. était bien votre plus proche collaborateur dans l'activité illégale trotskyste et membre du centre trotskyste que vous dirigez.*

Votre obstination ne fait que rendre l'enquête plus difficile et aggrave votre situation, vous Smirnov I. N.

Réponse : *Je n'ai dit que la vérité. Mratchkovski S. V. ment. Aucun groupe terroriste n'a été organisé et nous n'avons pas eu de conversation à ce sujet.*

Déclaration de Mratchkovski S. V. : *Tu veux toi, Ivan Nikititch, sortir blanc comme neige de cette sale affaire sanglante.*

Nous avons suivi tes directives, pris la voie de la terreur et nous répondons de nos actes.

Cesse de résister, dis toute la vérité.

Je suis l'organisateur de la terreur contre Staline, tu le sais parfaitement et tu connais tous ceux qui ont été appelé à la terreur et sur lesquels je te faisais des rapports.

Tu connais aussi parfaitement les gens de Dreitser E.A. et tu es au courant de la préparation par Dreitser E.A. d'actes terroristes contre Staline et Vorochilov.

Je ne comprends pas pourquoi tu t'obstines.

Question à Smirnov I. N. : *Vous ne voulez pas faire de dépositions sincères, sans doute parce que vos terroristes, ceux qui n'ont pas été dénoncés par Mratchkovski S. V. et d'autres, sont encore en liberté et préparent leur œuvre sanglante conformément à vos instructions.*

Vous ne voulez pas faire de dépositions sincères aussi parce que nous n'avez pas abandonné le drapeau trotskyste de la terreur contre la direction du PC(b).

Allez-vous faire, enfin, des dépositions sincères sur les décisions du centre trotskyste sur les méthodes terroristes de lutte contre la direction du PC(b) et donner les noms de tous ceux qui ont participé à la terreur ?

Réponse : *Je déclare que je n'ai pas usé de terreur est ce que dit S. V. Mratchkovski est un mensonge.*

Déclaration de Mratchkovski S. V. : *Je déclare que Smirnov I. N. ne veut pas dire la vérité pour sauver sa peau.*

Je déclare à nouveau que l'initiative dans les questions d'organisation des groupes terroristes revenait à Smirnov et que cela remonte à l'époque de son retour de l'étranger en 1930.

Question à Mratchkovski S. V. : *Quelle activité terroriste menait le centre trotskyste en 1932 ?*

Réponse : *En 1932, après l'organisation de groupes terroristes, nous avons, Smirnov I. N. et moi, discuté de la question de fournir des armes aux terroristes que nous avons organisés.*

La question pratique était que les armes que nous avons, inscrites à notre nom, ne pouvaient pas être utilisées pour des buts terroristes, car leur usage aurait pu entraîner la chute de toute l'organisation.

Il a été décidé de n'utiliser pour les actions terroristes que des armes qui n'étaient pas enregistrées comme appartenant à des membres de l'organisation.

Nous présumions que nous réussirions à obtenir les armes nécessaires par des membres de l'organisation qui étaient dans l'Armée Rouge, en particulier par Dmitri Shmidt.

J'ai personnellement rencontré Shmidt D. en 1932, à la représentation de la BAM², et j'ai une conversation à ce sujet avec lui et Shmidt m'a donné son accord pour nous procurer les armes « neutres » indispensables aux actions terroristes.

Cette même année 1932, sur proposition du même Smirnov I. N., notre centre trotskyste a décidé de faire un bloc avec les zinovévistes et les gauchistes pour lutter contre la direction du PC(b) et le gouvernement soviétique.

² BAM : Baïkalo-Amourskaïa Maguistral : voie ferrée Baïkal-Amour (ndlt.)

La plateforme et la base de notre groupe était que nous étions unis sur le principe d'une lutte qui consistait à décider de lutter (sic) par la voie de la terreur contre le pouvoir soviétique et le PC(b).

Les actes terroristes étaient en préparation contre Staline, Vorochilov et Kaganovitch.

Après l'organisation de la direction³ du bloc à laquelle appartenaient : Kamenev L. V., Zinoviev G. E., Smirnov I. N., Ter-Vaganian, V. A., Chatskine L. A., Lominadze B. et comme candidats, Mratchkovski S. V. et Safonova, A. N., Smirnov I. N. m'a chargé de prendre contact avec un des dirigeants de la terreur pour les zinoviévistes, Reingold I. I. et j'ai pris contact aussi avec lui en 1932. Après nous être informés mutuellement, nos groupes terroristes, avec d'un côté, Reingold I. I., de l'autre nos groupes trotskystes, agissaient de façon autonome. J'ai informé Smirnov I. N. de mes contacts avec Reingold I. I.

Je pense que Smirnov I. N. doit cesser de s'obstiner et je lui demande, à lui, Smirnov I. N. de confirmer mes dépositions sur notre activité terroriste.

Déclaration de Smirnov I. N. : *Les dépositions de Mratchkovski S. V. sur la question de la terreur sont une affabulation et une calomnie.*

Déclaration de Mratchkovski S. V. : *Depuis quand suis-je un calomniateur ? Toi, Smirnov I. N., tu ne m'as jamais soupçonné de ne pas dire la vérité.*

Réponse de Smirnov I. N. : *Aujourd'hui, malheureusement, je me suis convaincu que Mratchlovski S. V. pouvait ne pas dire la vérité.*

Déclaration de Mratchkovski S. V. : *Ivan Nikititch, ma vérité t'est désagréable parce que tu dois aujourd'hui en répondre et que tu ne veux pas en répondre parce que tu es un lâche.*

Réponse de Smirnov I. N. : *Je réponds de ce que j'ai fait*

Déclaration de Mratchkovski S. V. : *J'affirme que c'est toi, Smirnov I. N., qui a dirigé l'affaire de la terreur et que j'ai organisé des groupes terroristes conformément à tes instructions.*

Réponse de Smirnov I. N. : *Je n'ai plus rien à répondre.*

Déclaration de Mratchkovski S. V. : *Cam. Moltchanov, je peux plaindre Smirnov I. N., je considérais jusqu'à ce jour Smirnov I. N. comme un homme sincère, décidé et courageux, je me suis maintenant convaincu qu'il était menteur et lâche.*

Réponse de Smirnov I. N. : *Je m'étonne que Mratchkovski S. V. soit tombé si bas jusqu'à inventer des crimes monstrueux attribués à lui-même et à d'autres.*

Déclaration de Mratchkovski S. V. : *Je n'ai jamais été un lâche et si terrible que soit ce que j'ai fait en ce qui concerne la terreur dont j'ai parlé, je considère qu'il est de mon devoir devant le parti et le pays de déclarer que j'ai pris la voie de la terreur sous la direction de Smirnov I. N. qui ne m'a jamais jusqu'à ce jour considéré comme un menteur, ni un lâche, mais comme quelqu'un de droit et je le suis toujours.*

Je déclare encore une fois que Smirnov I. N. pour sauver sa peau a la frousse et ne dit pas la vérité sur l'activité terroriste du bloc contre-révolutionnaire trotskyste-zinoviéviste.

Mes réponses et déclarations sont conformes à mes dires et je les ai lues, S. Mratchkovski

Mes réponses et déclarations sont conformes à mes dires et je les ai lues, N. Smirnov

³ On notera l'usage extensif du mot « centre », ici traduit par direction, plus compréhensible que « centre du bloc », mais le texte russe dit « tsentr bloka ».

Ont mené la confrontation :

G. Moltchanov : Secrétaire-chef du SPO du GOuGB⁴
Commissaire de la Sécurité de 2^o Rang.

Sloutski : chef de la section étrangère du GOuGB du NKVD,
Commissaire de la Sécurité de 2^o Rang.

Shtein : chef de la 1^o section du SPO du GOuGB
Commandant de la Sécurité

Certifié :
Svetlov : Délégué du SPO du GOuGB
Lieutenant-Chef de la Sécurité. ■

⁴ Voir note 11 de la lettre de Radek à Iejov

Procès d'I.N. Smirnov

Présentation et commentaire : Marc Goloviznine

Il faut souligner que I.N. Smirnov a tenté de tenir sa garde, en récusant l'activité terroriste du centre, non seulement pendant la confrontation avec Mratchkovski, mais aussi au procès. Ce qui explique, vraisemblablement, que seuls de courts fragments du sténogramme de l'audience et des interrogatoires d'I.N. Smirnov aient été publiés dans la presse soviétique. Staline n'avait pas intérêt à montrer que tous les prévenus n'avaient pas été « brisés » au cours de l'instruction.

Les passages en gras sont ceux qui ont été publiés dans la *Pravda*.

Smirnov : *J'ai beaucoup parlé de cette question à la confrontation.*

Vychinski : *Je voudrais que vous le disiez ici.*

Smirnov : *J'ai été étonné par les dépositions de Mratchkovski qui, en grande partie, ne correspondaient pas à la réalité.*

Vychinski : *En quoi correspondaient-elles à la réalité ?*

Smirnov : *Ce qui correspond à la réalité est qu'un bloc a été constitué avec Zinoviev et Kamenev, c'est vrai. Que j'ai reçu par Gaven¹ une directive de Trotsky sur la terreur. C'est exact.*

Vychinski : *Vous avez transmis cette directive à Mratchkovski ?*

Smirnov : *J'ai transmis cette directive à Vaganian.*

Vychinski : *Ter Vaganian, vous avez reçu cette directive de Smirnov ?*

Ter Vaganian : *Non, je l'ai reçue, mais pas de Smirnov.*

Vychinski : *Donc Smirnov ment.*

Ter Vaganian : *C'est la logique.*

Vychinski : (en s'adressant à Smirnov) *Vous voyez, Ter Vaganian vous accuse de mentir et vous accusez Mratchkovski de mentir.*

¹ Iouri Petrovitch Gaven (de son vrai nom *Ian Ernestovitch Daouman*, en letton Jānis Daumanis, né le 18 mars 1884 en Lettonie, décédé le 4 octobre 1936 en URSS), révolutionnaire, membre du Parti social-démocrate de Russie, cadre du parti et homme d'Etat soviétique. En 1927-29 fait partie du groupe dit « tampon » des partisans de « l'Opposition de gauche ». Au début des années 30, en poste en Allemagne, a établi un lien illégal et servi de courrier entre Trotsky et ses partisans en URSS. Arrêté le 4 avril 1936. Condamné à mort par fusillade le 3 octobre par le Collège militaire de la Cour Suprême de l'URSS, sous l'accusation de participation à une organisation contre-révolutionnaire trotskyste. Réhabilité en 1958.

Smirnov : *Je dis ce que je sais.*

Vychinski : *Vous étiez membre du centre zinoviéviste-trotskyiste. Vous l'avez reconnu. Sur ce point Mratchkovski ne pêche pas contre la vérité. C'est le premier point. Deuxièmement, le centre était organisé sur la base de la terreur contre les dirigeants du parti et du gouvernement. C'est exact ?*

Smirnov : *C'est exact.*

Vychinski : *Vous avez reçu de Trotsky une directive sur la terreur comme moyen de lutte ?*

Smirnov : *Oui*

Vychinski : *Vous avez transmis cette directive. A qui ?*

Smirnov : *Je l'ai transmise à Vaganian.*

Vychinski : *Et à Mratchkovski ?*

Smirnov : *Je n'ai rien transmis à Mratchkovski.*

Vychinski : *Comment ça, Smirnov ne dit pas la vérité ?*

Mratchkovski : *Non, Smirnov ne dit pas la vérité.*

Vychinski : *Accusé Smirnov, comment expliquez-vous ce que dit de vous Mratchkovski et pourquoi le niez-vous ? Je vous prie de vous expliquer brièvement.*

Smirnov : *Il est impossible d'expliquer cela brièvement.*

(...)

Vychinski : *Mratchkovski a déclaré que vous étiez le dirigeant du groupe terroriste clandestin trotskyste. Est-ce vrai ?*

Smirnov : *Ce n'était pas un centre terroriste, c'était un groupe de trois qui en novembre 1932 a reçu la directive de Trotsky*

et l'a mise à la base de son activité.

Vychinski : *Mratchkovski, Ter Vaganian et vous faisiez partie de ce centre ?*

Smirnov : *J'étais membre de la troïka.*

Vychinski : *Vous êtes entré dans le centre unifié ?*

Smirnov : *Oui.*

Vychinski : *Le centre était organisé sur la base de la terreur ?*

Smirnov : *La directive de Trotsky a été adoptée.*

Vychinski : *Je ne vous parle pas de la directive de Trotsky, je vous demande si vous avez organisé le centre sur la base de la terreur.*

Smirnov : *Alors permettez-moi de m'étendre davantage sur cette question.*

Vychinski : *Répondez à ma question, le centre était-il organisé sur la base de la terreur ?*

Smirnov : *Au début novembre 1932, le centre n'a pas été organisé sur la base de la terreur, mais ensuite s'est engagé sur la voie de la terreur.*

Vychinski : *Donc, il agissait sur la base de la terreur ?*

Smirnov : *Il n'a pas eu le temps d'agir.*

Vychinski : *Nous le savons, ce qu'il a eu le temps de faire ou pas. Le 1^{er} décembre 1934 Serguieï Mironovitch Kirov a été tué et donc l'organisation de cet assassinat a été préparé par le centre ?*

Smirnov : *Je suis entré dans le centre en novembre (1932) et peu après j'ai été arrêté.*

Vychinski : *Cela nous le savons. En novembre (1932) le centre unifié avait comme fondement la directive sur la terreur.*

Smirnov : *Oui, il l'avait.*

Vychinski : *En conséquence, comme dirigeant de ce centre vous dirigiez déjà l'activité qui s'élevait sur cette base.*

Smirnov : *Je dois dire qu'il n'y avait aucune activité à cette époque et qu'il n'y avait rien à diriger.*

Comme on le voit dans ce fragment et dans l'ensemble du sténogramme, Smirnov, tout en niant l'activité terroriste du « centre trotskyste-zinoviéviste », reconnaissait néanmoins qu'une « directive sur la terreur » avait été reçue de Trotsky mais non mise en œuvre. Or, c'est ce sur quoi était construite la version de l'accusation. Dans la partie où Smirnov niait l'activité terroriste, d'autres inculpés le « complétaient ».

En même temps nous voyons que les tentatives de I. N. Smirnov de donner des explications plus détaillées sur l'activité des groupes d'opposition au début des années 30 sont interrompues par le procureur qui exigeait des accusés qu'ils se limitent à reconnaître brièvement, en un mot, leur participation à une activité terroriste. Peut-être est-ce lié au fait que Staline avait ajouté une remarquable résolution sur le résumé de l'acte d'accusation : « *Ne pas s'étendre sur l'aspect in-*

terne au parti, (mettre) l'accent sur l'assassinat de Kirov, qu'ils n'ont pas seulement planifié, ils l'ont tué ». (RGASPI fonds 17, inv. 171, pièce 233, feuilles 161-166).

On voit ici le recours au chantage et aux menaces envers leurs proches également arrêté, utilisé pour faire pression sur I. N. Smirnov et les autres prévenus soumis à l'instruction.

Ainsi, à l'interrogatoire de I. N. Smirnov du 20.05.1936, les enquêteurs ont exigé de lui de détailler ses contacts illégaux avec des trotskystes à l'étranger, en se fondant sur le fait qu'ils auraient découvert que sa fille Olga Ivanovna Smirnova aurait établi le lien de I. N. Smirnov avec l'envoyé de Léon Sedov, Iou. P. Gaven. (RGASPI fonds 17, inv. 171, pièce 224, feuille 134).

Pourtant dans le procès-verbal de l'interrogatoire d'O. I. Smirnova du 3 mai 1936, il n'est pas fait mention de Gaven. Elle a refusé de répondre à la question de l'enquêteur sur les contacts illégaux de Trotsky en 1932. (RGASPI fonds 17, inv. 171, pièce 233, feuilles 164). Nous sommes donc bien en face d'une provocation directe de l'instruction.

Nous publions ci-après le procès-verbal de l'interrogatoire d'O. I. Smirnova (RGASPI fonds 17, inv. 171, pièce 233, feuilles 161-164) ■

Fragments des procès-verbaux des interrogatoires d'Ivan Smirnov en 1936 qui ont précédé le procès.

Question : *Comment votre organisation établissait-elle les liens avec les autres trotskystes ?*

Réponse : *Elle n'établissait rien du tout. Il n'y avait aucune organisation.*

Question : *Nous savons qu'en 1935, alors que vous étiez en prison, vous avez transmis des directives par l'intermédiaire de votre mère.*

Réponse : *Mensonge.*

Question : *Nous avons découvert des trotskystes clandestins dans le PC(b) qui agissaient sous votre direction. Donnez-nous leur nom.*

Réponse : *Je ne connais personne.*

Question : *Quelle était la composition du centre trotskyste que vous avez rétabli en 1930 ?*

Réponse : *Je n'ai rétabli aucun centre.*

Question : *Selon vos instructions, des pourparlers ont été menés avec le groupe Lominadze-Chatskine (un groupe*

condamné lors d'un des nombreux procès à huis clos. Iou. F.)

Réponse : *J'étais alors en prison, je n'ai donc pu transmettre aucune directive à qui que ce soit.*

Réponse : *En mai 1935 vous avez donné la directive d'en finir avec Staline. Il y a des dépositions...*

Réponse : *Mensonge. Je suis opposé par principe à la terreur. Vous le savez.*

Question : *Pourquoi ne donnez-vous jamais une réponse sincère ? Vos complices parlent de terreur.*

Réponse : *Je répète, je n'ai jamais été un terroriste.*

Question : *Mais vous avez échangé des lettres avec Trotsky ?*

Réponse : *Oui. J'ai reçu une lettre de Trotsky où il parlait du fascisme. J'ai répondu, j'ai parlé de la situation dans le pays. Il n'y avait rien d'autre dans ces lettres.* ■

Procès-verbal d'interrogatoire de Smirnova Olga Ivanovna mené le 3 mai 1936

Présentation du document : Katia Dorey

Inutile de chercher le nom d'Olga Ivanovna Smirnova sur un moteur de recherche, même sur yandex, le moteur de recherche russe. Elle est seulement mentionnée dans les biographies de son père, Ivan Nikititch Smirnov, bolchevik dès 1903, dirigeant, à 24 ans, de l'insurrection de Moscou en 1905, le « Lénine de la Sibérie », opposant de la première heure. Olga Smirnova adhère au komsomol à 14 ans, en 1921. Elle soutient l'opposition et est exclue du komsomol (organisation des jeunes communistes) en 1927 « pour activité trotskyste », comme de très nombreux étudiants dès 1927-28 et surtout en 1929. En décembre de la même année elle est arrêtée et condamnée à trois ans de rélegation, d'abord en Abkhasie, puis en Sibérie, à Barnaoul où les températures, négatives d'octobre à avril peuvent descendre en dessous de -40° . Arrêtée à nouveau le 15 janvier 1933, elle est condamnée à une peine de 3 ans de prison qu'elle purge à Souzdal. A sa sortie de prison elle est condamnée à 3 ans d'exil à Alma-Ata, au Kazakhstan, mais elle ne connaîtra que 3 mois et 3 jours de liberté ... très surveillée, du 3 janvier au 6 avril 1936 très exac-

tement. Elle les met à profit pour informer son père de la situation de ses plus proches amis et camarades. De nouveau arrêtée, elle ne lâche rien, ne laisse aucune prise aux enquêteurs comme en témoigne le procès-verbal de son interrogatoire du 3 mai 1936 reproduit ci-après.

Comme l'explique Marc Goloviznine dans son commentaire de la déposition de Smirnov au procès, l'enquêteur affirmera à Smirnov qu'ils auraient découvert les liens de sa fille avec l'envoyé de Léon Sedov, Gaven, en 1932 ... sans pouvoir citer ou montrer la moindre déposition : à la question posée par les enquêteurs sur les liens entre Smirnov et Trotsky en 1932, Olga Smirnova a répondu « *Je ne répondrai pas à cette question, pas plus qu'à toutes les questions qui ne concernent pas mon activité personnelle, ce serait contraire à mes convictions* ». Le mensonge est flagrant.

Olga Smirnova est condamnée à mort et fusillée dès le 4 novembre 1936, à 29 ans. Après son père, fusillé le 25 août de la même année et avant sa mère, d'abord déportée à Vorkouta, fusillée le 9 mai 1938.

761
178

ПРОТОКОЛ ДОПРОСА

С М И Р Н О В О Й Ольги Ивановны,

произведенный 3 мая 1936 года.

СМИРНОВА Ольга Ивановна, рожд. 1907 г. уроженка г. Москвы, из семьи служащего, бывш. член ВЛКСМ с 1921 г., исключенная в 1927 г. за принадлежность к троцкистской организации, к моменту ареста - инженер Казгоспроента.

Проживает в г. Алма-Ата, ул. Красина, д. 70.

В декабре 1927 года была арестована ОГПУ, как участница троцкистской организации и выслана в г. Сухум на 3 года, с последующим переводом в Барнаул, Саратов. В январе 1933 года была арестована вторично за участие в троцкистской организации и постановлением Особого Собрания заключена в Суздальскую тюрьму, сроком на 3 года. По отбытии срока освобождена с прикреплением на жительство в г. Алма-Ата.

ВОПРОС: Вы до последнего времени являетесь участницей троцкистской организации и проводили нелегальную работу по имевшимся у вас заданиям ?

ОТВЕТ: Я до настоящего времени продолжаю разделять взгляды, изложенные в платформе "13-ти" (Троцкого и др.). Никаких заявлений о разрыве с троцкистами я не делала и не собираюсь делать. После освобождения моего из Суздальской тюрьмы НКВД, т.е. с 12 января 1936 года я никакой нелегальной деятельности не проводила.

ВОПРОС: Следствию точно известно, что вы получили от И.Н. Смирнова ряд поручений организационного характера,

SMIRNOVA Olga Ivanovna, née en 1907 à Moscou, d'une famille d'employés, ex-membre du VLKCM¹, exclue en 1927 pour appartenance à une organisation trotskyste, ingénieur au Kazgosproekt au moment de son arrestation.

Vit à Alma-Ata, 70 rue Krassine.

En décembre 1927 arrêtée par l'Oguépéou, comme membre d'une organisation trotskyste et reléguée à Soukhoumi pour 3 ans, puis transférée à Barnaou et Saratov. Arrêtée une seconde fois en janvier 1933 pour participation à une organisation trotskyste et, sur arrêté de la Conférence Spéciale², emprisonnée à Souzdal pour y purger une peine de 3 ans. Libérée à l'issue de sa peine et assignée à résidence à Alma-Ata.

Question : *Vous participez jusqu'à ces derniers temps à une organisation trotskyste et menez une activité illégale suivant les tâches assignées ?*

Réponse : *Je continue à ce jour à partager les positions exposées dans la plateforme de « Treize » (Trotsky et autres)³. Je n'ai fait aucune déclaration de rupture avec les trotskystes et je n'ai pas l'intention d'en faire. Après ma libération de la prison de Souzdal, c'est-à-dire depuis le 12 janvier 1936, je n'ai mené aucune activité illégale.*

Question : *L'instruction sait qu'I. N. Smirnov vous a confié une série de tâches de caractère organisationnel, en particulier de l'informer par des voies illégales de la situation de l'organisation trotskyste.*

Réponse : *Je le nie.*

Question : *Vous avez convenu avec I. N. Smirnov d'une correspondance chiffrée et avez tenu cette correspondance.*

Réponse : *En effet, avant ma libération de la prison de Souzdal, j'ai convenu avec I. N. Smirnov d'une correspondance chiffrée sous forme d'un ordre convenu à l'avance. J'ai de cette façon envoyé une lettre à I. N. Smirnov et reçu de I. N. Smirnov deux ou trois lettres dans lesquelles j'avais des raisons de penser qu'il y avait un texte sous-entendu (mais je n'ai pas su le déchiffrer).*

Question : *En quoi consistait le chiffrement que vous avez établi avec I. N. Smirnov avant votre libération de la prison de Souzdal en 1936.*

Réponse : *Cette correspondance chiffrée consistait à lire la première lettre du cinquième mot tous les quatre mots. Le compte des mots devait s'opérer à partir du dixième mot au début de la lettre. (je ne me souviens pas exactement)*

Question : *Et vous avez convenu d'un procédé de cryptographie ?*

Réponse : *Non, nous n'avons pas convenu d'un procédé de cryptographie.*

Question : *Et dans quel but avez-vous transmis à I. N. Smirnov de l'acide citrique ?*

¹ VLKCM : Union léniniste de la jeunesse communiste de l'Union soviétique, en russe Vsesoiouzny Leninski Soiouz Kommounistitcheskoï molodioji, plus familièrement le komsomol.

² Organe extrajudiciaire prononçant des peines en l'absence de l'inculpé. Terme repris de l'époque tsariste. Il y a eu l'Osso de l'Oguépéou à la fin des années 20 et, à partir de 1934, l'Osso du NKVD dont l'activité, échappant à tout contrôle, va bientôt s'emballer. Voir Jacques Rossi, *op. cit.*, pp 193-194. (ndlt)

³ La « déclaration des 13 », lue officiellement par Trotsky à la réunion du comité central de juin 1926, plateforme de l'Opposition unifiée signée de 13 dirigeants de l'Opposition de gauche (trotskyste) et de la Nouvelle opposition (zinoviéviste) : Mouralov, Evdokimov, Rakovski, Piatakov, Smilga, Zinoviev, Trotsky, Kamenev, Peterson, Bakaev, Soloviev, Lizdine, Avdeev. (ndlt)

Réponse : J'ai envoyé à I. N. Smirnov de l'acide citrique seulement pour son alimentation, bien que je sache qu'il est employé pour l'écriture chiffrée.

Question : Qu'avez-vous fait savoir à I. N. Smirnov dans sa prison de façon chiffrée ?

Réponse : J'ai informé I. N. Smirnov de la situation de Lado Doumbadze et de la mort d'E. Solntsev en relégation. Je ne lui ai parlé de personne d'autre.

Question : Vous reconnaissez que cette façon de communiquer est illégale.

Réponse : Oui, je le reconnais, bien que je ne l'aie utilisée que pour des informations qui n'avaient rien de secret.

Question : Comment avez-vous été renseignée sur la situation de L. Doumbadze et E. Solntsev ?

Réponse : Ania Fridman qui était avec moi en relégation à Alma-Ata m'a parlé de L. Doumbadze, c'est aussi par elle que j'ai appris la mort d'E. Solntsev. De plus, j'ai reçu une carte postale de Doumbadze lui-même où il me disait qu'il était très malade et démuné.

Question : Dans quel but avez-vous transmis des informations à I. N. Smirnov sur les trotskystes en relégation L. Doumbadze et E. Solntsev sous forme chiffrée ?

Réponse : J'ai transmis ces informations simplement comme des nouvelles.

Question : Quelles instructions avez-vous reçues d'I. N. Smirnov avant votre libération de la prison de Souzdal ?

Réponse : Je n'ai reçu d'I. N. Smirnov aucune instruction de caractère organisationnel. I. N. Smirnov m'a demandé de le tenir au courant de qui se passait en URSS.

Question : Vos dépositions ne correspondent pas à la réalité. L'instruction sait que I. N. Smirnov vous a donné toute une série d'instructions de caractère organisationnel.

Réponse : Je le nie.

Question : Vous étiez au courant de contacts d'I. N. Smirnov avec Trotsky en 1932 ?

Réponse : Je ne répondrai pas à cette question pas plus qu'à toutes les questions qui ne concernent pas mon activité personnelle, ce serait contraire à mes convictions.

Question : Avec quels participants d'une organisation trotskyste avez-vous eu des contacts après votre libération de la prison de Souzdal ?

Réponse : J'ai échangé une correspondance avec les relégués : M. Nevelson (à Tourgaï), Ida Choumskaïa (à Aoulie-Ata), L. Doumbadze (à Saraoul) et Vsevolod Patriarka.

De plus j'ai reçu une lettre de Meltser, sous le coup d'une mesure d'éloignement⁴, à laquelle je n'ai pas répondu.

Question : Comment saviez-vous où habitaient les personnes que vous avez nommées ?

Réponse : J'ai su que M. Nevelson était à Tourgaï par la déciste⁵ Guissia Tchaoussovskaïa qui était en relégation à Alma-Ata. J'ai su que Ida Choumskaïa

⁴ En russe « minus » : ceux qui n'avaient pas le droit de résider dans un certain nombre de villes, notamment les capitales. (ndlt)

⁵ Déciste : dès 1919 un groupe se constitue dans le parti bolchevique qui oppose le « centralisme démocratique » (en russe демократический централизм) au « centralisme bureaucratique » de la direction. D'où le nom de déciste (децист en russe). En 1920, ils constituent une fraction, rejoignent l'Opposition de gauche en 1923, mais la quittent en 1926, car ils pensent que l'URSS est devenue un pays capitaliste et qu'il faut construire un nouveau parti. Stoïques pendant les interrogatoires, ils n'avouèrent rien. Exterminés de la même façon que les trotskystes. Les CMO n° 2 ont consacré un article à l'un de leurs dirigeants, Vladimir Smirnov. (ndlt)

était à Aoulie-Ata par une carte postale qu'elle a envoyée à mon nom chez ma mère, R.M. Smirnova, en relégation à Alma-Ata, qu'elle avait rencontrée en se rendant à Aoulie-Ata. Ida Choumskaïa savait que je finissais de purger ma peine à la prison de Souzdal et supposait visiblement que je serais avec ma mère.

Question : Comment Meltser E. connaissait-elle votre lieu d'habitation et comment pouvez-vous expliquer avoir reçu une lettre de Meltser si vous ne la connaissiez pas personnellement ?

Réponse : A en juger par la lettre que j'ai reçue de Meltser, elle a su où j'habitais par Ida Choumskaïa avec qui elle correspondait. Je ne connais pas personnellement Meltser, mais j'ai correspondu avec elle alors qu'elle était encore en relégation à Barnaoul en 1930. Qu'elle m'ait envoyé une lettre, je l'explique par le fait qu'elle aime correspondre.

Question : Pourquoi n'avez-vous pas répondu à la lettre de Meltser ?

Réponse : Je ne voulais correspondre qu'avec mes amis. Je ne connais pas personnellement Meltser.

Question : Comment avez-vous appris l'adresse en exil de Vsevolod Patriarka ?

Réponse : Après avoir été libéré de la prison de Souzdal, en février de 1936, Vsevolod Patriarka m'a envoyé une lettre où il m'informait du lieu d'exil où il se rendait, la ville de Tedjen, au Tadjikistan, c'est là que je lui ai écrit.

Question : Vous avez reçu de I. N. Smirnov l'instruction de maintenir le contact avec les trotskystes qu'il vous a nommés, entre autre avec Patriarka.

Réponse : Non, je n'ai pas reçu de telles instructions de I. N. Smirnov.

Texte lu par moi et certifié exact.
O. Smirnova

A conduit l'interrogatoire :
Bogen :
Chef - adjoint de la 1^o Section du SPO du GOuGB⁶,
Lieutenant-chef de la Sécurité

Certifié :
Panchina : Agent du SPO du GOuGB

⁶ Voir la note 2 de la confrontation Smirnov-Mratchnovski.

Procès-verbal d'interrogatoire de Smilga Ivar Tenissovitch du 3 septembre 1936

Question : *A l'interrogatoire de janvier 1935 vous n'avez pas fait de dépositions sincères sur votre activité contre-révolutionnaire.*

Avez-vous l'intention de faire des dépositions sincères sur votre activité illégale ?

Réponse : *Je n'ai rien à ajouter aux dépositions que j'ai faites en 1934.*

Question : *Avez-vous jusqu'à ces derniers temps été membre du centre terroriste trotskyste ?*

Réponse : *Je récusé cette affirmation.*

Question : *Cette récusation est infondée. Les matériaux de l'enquête sur l'affaire de ce centre prouvent que vous êtes membre du centre terroriste trotskyste. Nous vous proposons de dire la vérité.*

Réponse : *Je ne suis pas membre du centre trotskyste.*

Question : *L'accusé Reingold du centre terroriste de Moscou vous nomme parmi les membres qu'il connaît du centre du bloc l'organisation terroriste zinoviéviste.*

Réponse : *Je récusé cette affirmation.*

Question : *Voici les dépositions de Reingold : « Faisaient partie de la direction du bloc trotskoyste-zinoviéviste : Zinoviev, Kamenev, Smirnov I. N. et Smilga ».*

Réponse : *Je récusé ces dépositions de Reingold.*

Question : *Reingold témoigne notamment que Kamenev a discuté avec vous de votre entrée dans le bloc.*

Réponse : *Je n'ai eu aucune discussion avec Kamenev sur ma participation à la direction du bloc trotskyste-zinoviéviste.*

Question : *Vous ne dites pas la vérité. Vous étiez à Gagri avec Kamenev à la fin de l'été 1938.*

Réponse : *C'est exact.*

Question : *Vous l'avez rencontré ?*

Réponse : *Oui, mais je n'ai eu avec lui aucune discussion sur le bloc des zinoviévistes avec les trotskystes.*

Question : *Après votre rencontre et vos discussions avec Kamenev à Gagri, votre lien avec Kamenev, comme membre du centre du bloc l'organisation terroriste zinoviéviste, a pris un caractère systématique.*

Réponse : *Ce n'est pas exact.*

Question : *Etes-vous resté en contact avec Kamenev en 1933-1934 ?*

Réponse : *Après ma rencontre avec Kamenev à Gagri, au cours des années 1933-1934, je l'ai rencontré quelquefois aux éditions de l'Académie dans le cadre de mes travaux littéraires.*

Question : *Les éditions de l'Académie et vos travaux littéraires n'étaient que la couverture de votre activité commune contre-révolutionnaire.*

Nous vous demandons de faire des dépositions sincères.

Réponse : *Je n'ai eu aucune activité contre-révolutionnaire. Je récusé formellement les dépositions de Reingold.*

Question : *Nous savons que vos relations avec Reingold étaient amicales, il venait chez vous. N'auriez-vous pas eu de comptes personnels à régler ?*

Réponse : *Je n'avais aucun compte personnel à régler avec Reingold, mais je récusé ses dépositions selon lesquelles j'aurais été membre de la direction et du bloc trotskyste-zinoviéviste.*

Question : *Les dépositions de Reingold sont confirmées par celle du détenu Faïvilovitch qui a témoigné : « En 1933, Reingold m'a informé que Smilga avec Zinoviev, Kamenev, Smirnov et d'autres faisaient partie de la direction du bloc trotskyste-zinoviéviste. Reingold m'a dit que Smilga était au courant de toutes les décisions de la direction et en particulier des actions terroristes en préparation ? »*

Réponse : *Je le nie catégoriquement.*

Question : *Vous persistez à donner des dépositions mensongères. Le condamné Ter Vaganian, membre du centre terroriste trotskyste-zinoviéviste a témoigné à l'instruction que dès 1931 I. N. Smirnov a discuté avec vous, de votre participation à la direction de l'organisation trotskyste.*

Réponse : *Ce n'est pas exact.*

Question : *La détenue Kasparova V. D. témoigne également que, en 1931 et en 1932, vous avez eu avec I. N. Smirnov plusieurs rencontres qui avaient un caractère organisationnel trotskyste.*

Réponse : *Je n'ai eu avec Smirnov aucune conversation trotskyste.*

Question : *Le détenu Babakhan témoigne aussi que vous étiez membre de la direction du bloc terroriste trotskyste-zinoviéviste ?*

Réponse : *Je récusé aussi les dépositions de Babakhan.*

Question : *Le détenu terroriste Esterman déclare qu'il a su par Dreitser que vous étiez membre du bloc trotskyste.*

Réponse : *Je récusé également les dépositions d'Esterman.*

Question : *Vous récusé votre participation à la direction du bloc l'organisation terroriste zinoviéviste pour dissimuler votre activité contre-révolutionnaire.*

Réponse : *Je n'ai pas eu d'activité contre-révolutionnaire.*

Question : *Nous disposons aussi du témoignage de Prigojine A. G. sur vos projets terroristes.*

Réponse : *Je n'ai aucun projet terroriste et n'en ai parlé à personne.*

Question : *Prigojine témoigne qu'il vous a rencontré à Léninegrad en 1932. Est-ce exact ?*

Réponse : *Il est possible que, me trouvant à Léningrad, j'ai rencontré Prigojine.*

Question : *Prigojine déclare qu'il était dans votre chambre à l'hôtel Europa.*

Réponse : *Je ne me souviens pas.*

Question : *Sur cette conversation avec vous, Prigojine déclare : « Smilga m'a parlé avec aigreur des dirigeants du parti et du pouvoir soviétique. Il m'a enjoint de me rapprocher des groupes zinoviévistes et trotskystes d'orientation extrémiste de l'existence desquels je l'avais informé ».*

Réponse : *Je n'ai rien dit de semblable à Prigojine.*

Question : *Vous avez parlé à de nombreux trotskystes de la nécessité de passer à la terreur contre la direction du PCU(b). Vous connaissez Sergueï Iejov.*

Réponse : *Je le connais. Je connais Iejov comme trotskyste de la période 1928, quand il était en exil avec Kolpachev. Ensuite, quand il est rentré à Moscou, il est venu quelques fois chez moi.*

Question : *Iejov déclare qu'il a assisté, dans votre appartement, à une réunion trotskyste illégale qui a eu lieu en janvier 1932. En plus de vous et Iejov, Vratchev, Vassiliev, Kozlovski, Dmitri Polouian et Emanouel assistaient à cette réunion.*

Réponse : *Les personnes citées m'ont effectivement rendu visite, mais il n'y a eu chez moi aucune réunion illégale en 1932.*

Question : *Iejov dépose qu'à cette réunion vous avez déclaré que la terreur était le seul moyen de lutte contre la direction du PCU(b).*

Réponse : *C'est un mensonge.*

Question : *Iejov rapporte votre argumentation sur la nécessité de recourir à la terreur : « Smilga a prouvé que toutes les prévisions de crise ont échoué. Ils (le CC du*

PCU(b)) vont réaliser avec succès le premier plan quinquennal. La base industrielle ainsi constituée va permettre de surmonter rapidement les soubresauts momentanés à la campagne. C'est un fait que la ligne stalinienne triomphe dans le domaine économique. Les masses sont enthousiasmées par la construction et chaque jour nous éloigne de l'arrivée au pouvoir qui nous paraissait proche » ...

Réponse : *Je n'ai rien dit de tel.*

Question : *Iejov témoigne encore qu'à cette réunion vous l'avez chargé, comme il partait travailler au Kouzbass, d'y mener un travail de sape, de sabotage.*

Réponse : *Je nie cela catégoriquement.*

Question : *Je vous rapporte la déposition de Iejov :*

« Smilga m'a dit que le charbon était la clé de l'industrialisation. Si Staline réussissait à résoudre la difficile question du charbon, le succès de la production industrielle serait assuré et renforcerait encore plus la situation de Staline. La victoire de l'industrialisation renforcerait la direction stalinienne, ce que nous ne pouvons pas tolérer... Il te faut travailler au Kouzbass de façon à faire échouer le plan ... Smilga m'a donné des directives précises pour mener un travail destructeur au Kouzbass » ...

Réponse : *C'est une calomnie et un mensonge. Je n'ai donné à Iejov aucune directive de ce genre.*

Question : *Votre déni des faits prouvés à l'instruction est injustifié.*

Vous êtes démasqué comme membre du centre de l'organisation trotskyste-zinoviéviste par les dépositions de Reingold, Kasparova, Faïvilovitch, Ter Vaganian, Smirnov, Dreitser et Iejov.

Vous êtes démasqué comme l'un des organisateurs de la terreur contre les dirigeants du PCU(b) par les dépositions de Prigojine et Iejov.

Vous êtes démasqué aussi par les dépositions de Iejov pour l'avoir chargé de mener un travail de sape, de sabotage dans le Kouzbass.

Nous exigeons catégoriquement de vous des dépositions sincères sur tous les points de l'accusation.

Réponse : *Je déments catégoriquement quelque participation que ce soit de ma part en 1929 à l'activité clandestine des trotskystes et des zinoviévistes.*

Je n'ai pris part à aucune direction ou

organisation trotskyste et en ignorais l'existence.

Je n'ai jamais entendu parler de l'existence de centres terroristes et de leur activité.

Sur la base de ma compréhension du sens et du caractère des événements et des processus qui se passent dans le pays, je ne considère pas que le régime politique et social de l'URSS soit socialiste.

C'est pourquoi je reste sur des positions hostiles à la ligne du PC(b) et du gouvernement soviétique.

Texte lu par moi et certifié exact.

3 septembre 1936

Smilga

A conduit l'interrogatoire

Kogan : Chef-adjoint de la 7^{ème} Section du SPO du GOuGB¹

Capitaine de la Sécurité.

Certifié :

Svetlov: Délégué du SPO du GOuGB,

Lieutenant-chef de la Sécurité

¹ Voir note 2 de la confrontation Smirnov-Mratchkovski



Les dirigeants de l'opposition de gauche, premières cibles des procès de Moscou

Au 1^{er} rang, de gauche à droite le second (à droite de Trotsky) est Ivan Smirnov, le quatrième, juste à gauche de Trotsky est Ivar Smilga.

Au 2^e rang juste derrière Trotsky Boris Eltsine, le dernier à droite Ter-Vaganian

Pourquoi Racovski a-t-il craqué ?

Par Jean-Jacques Marie

Après avoir longtemps résisté aux pressions des enquêteurs du NKVD Christian Racovski, le dirigeant de l'opposition de gauche en URSS entre l'exil de Trotsky en 1929 et son ralliement à Staline au lendemain de la victoire du nazisme en Allemagne en 1933, « avoue ». On donne souvent une explication politique de ce recul, celle qu'il donne lui-même en expliquant ses aveux au 3^e procès de Moscou. Il y déclare : « *Une fois à l'instruction, c'était en été, j'ai appris premièrement le déclenchement de l'agression japonaise contre la Chine, contre le peuple chinois, j'ai appris l'agression non déguisée de l'Allemagne, de l'Italie contre le peuple espagnol. J'ai appris les préparatifs fiévreux de tous les Etats fascistes en vue de déclencher la guerre mondiale(...). J'en fus littéralement atterré* »¹.

Certes, mais comme dans la pression exercée sur Mouralov, accusé du 2^e procès de Moscou, un facteur personnel a joué dont on ne parle jamais. Racovski avait une nièce qu'il adorait, Liliana Gevrenova. Pour la protéger, peu avant son arrestation qu'il sent venir, il décide de l'envoyer en Bulgarie. Au poste-frontière le NKVD enlève la jeune fille et l'emmène à la fameuse prison Boutyrka à Moscou, puis s'arrange pour faire passer, apparemment par hasard, la jeune fille devant Racovski à la sortie d'un interrogatoire de ce dernier. Après cette rencontre inattendue Racovski comprend que ses bourreaux ne vont pas prendre de gants avec sa jeune nièce s'il résiste²... Sa survie à elle dépend de lui. ■



Rakovsky et Trotsky vers 1924

¹ *Le procès du bloc des droitiers et des trotskystes antisoviétiques*, Moscou 1938, p 333.

² *Veteran*, 1990, n° 3, p. 6.

Ivan Demoura, le docker ennemi du peuple

Iouri Feofanov¹

Une affaire jugée par le Plenum de la Cour Suprême de l'URSS chargé de la réhabilitation des condamnés dirigeants du Parti et de l'Etat m'a intéressé, je dirais même intrigué. Elle était passée presque inaperçue. Le rapporteur avait transmis le pourvoi du Président de la Cour Suprême, lu une brève note et le vote avait été unanime : annuler la sentence de 1938.

Il s'agissait du sort d'un certain Ivan Petrovitch Demoura. En 1938 il avait été jugé par le Collège Militaire de la Cour Suprême de l'URSS. Ivan, un jeune homme de 24 ans, avait reçu une instruction primaire et travaillait comme docker au comptoir des transports du trust « Amourzoloto »² de Selemdjinsk, et il était inculpé de rien moins que 5 chefs d'inculpation du terrible article 58 du Code pénal de l'époque. Cet article le stigmatisait comme « ennemi du peuple ». Comment ça, me disais-je, en lisant la page et demie du pourvoi ? Un simple docker et une audience du Collège militaire ? Il s'agissait peut-être d'or ? Alors, on pouvait comprendre. Je pris le mince dossier de l'affaire. Non, Ivan Demoura n'avait rien à voir avec l'or. Les accusations portées contre lui étaient infiniment plus sérieuses...

L'« affaire » avait débuté le 4 avril 1938 à Blagovechtchensk. Premier document : Arrêt :

« Moi, Riabov, sergent des services de sécurité du NKVD, délégué adjoint du 3^o département de la direction du NKVD de la région de l'Amour, j'ai examiné les pièces du dossier N^o 14615 et, étant donné que le citoyen Demoura I. P. , né en 1914, docker au comptoir des transports du trust « Amourzoloto »... est accusé, en tant que membre d'une cellule contre-révolutionnaire insurrectionnelle existant à l'agence des transports, cellule de base de l'organisation droitière trotskyste d'espionnage et de diversion du trust « Amourzoloto », d'avoir mené avec d'autres membres un travail de sabotage contre-révolutionnaire et de préparer le renversement armé du pouvoir soviétique, poursuivre en justice le citoyen Demoura I. P. conformément aux articles 58-1a, 58-2, 58-7, 58-8, 58-11 du code pénal de la RSFSR.

Suivait un arrêté mentionnant le contenu des objets placés sous scellés et un questionnaire d'où il ressortait qu'Ivan avait vécu à la campagne jusqu'en 1930, puis avait rejoint la classe ouvrière, qu'il était

¹ Iouri Feofanov, *Reabilitirovan postsmertno*, volume 3, Moscou 1991.

² zoloto : l'or (ndlt).

marié à Nina Davidovna, avait un fils, Anatole, né en 1937, qu'il était syndiqué et soumis aux obligations militaires. Étaient joints sa carte syndicale avec les timbres jusqu'en mars 1938 et son livret militaire.

Après son arrestation le 4 avril, un mois se passe sans aucune information. On peut supposer qu'il avait été employé à rechercher ses complices, à trouver des indices, à démanteler l'organisation droitière trotskyste d'espionnage et diversion et, bien entendu, à démasquer Ivan Demoura.

Seul ce dernier objectif fut atteint ainsi qu'il ressort du procès-verbal de l'interrogatoire tenu le 6 mai de la même année 1938. Il n'est pas long, ce procès-verbal, je vais le citer intégralement, en ne supprimant que les répétitions.

Question : *Vous avez été arrêté comme membre d'une cellule contre-révolutionnaire insurrectionnelle. Vous reconnaissez-vous coupable ?*

Réponse : *Oui, je le reconnais. Je suis membre d'une cellule contre-révolutionnaire insurrectionnelle (suit mot pour mot le texte du sergent de la sécurité Riabov). J'ai été recruté en février 1938 par l'ancien directeur de la base de transbordement du comptoir, Androne Popov, j'ai oublié son patronyme.*

Question : *Expliquez les circonstances de ce recrutement.*

Réponse : *Je connaissais Popov avant d'entrer au comptoir. Nos discussions avaient un caractère politique. Popov dénonçait la faillite du pouvoir soviétique, calomniait la politique du parti et du gouvernement et éveillait ainsi en moi la haine du pouvoir soviétique. Au cours d'une de ces conversations au village, Popov m'a proposé d'entrer dans une cellule dont la tâche était d'organiser un soulèvement armé pendant la guerre contre le Japon, d'exterminer les communistes et les gens dévoués au pouvoir soviétique, puis d'aider le Japon à restaurer le système capitaliste.*

Question : *Quelles missions Popov vous a-t-il confiées ?*

Réponse : *1) Ralentir le chargement et déchargement des marchandises en dégradant la discipline chez les dockers.*

2) Être prêt à tout moment pour l'insurrection armée

Question : *C'est tout ?*

Réponse : *Oui, c'est tout.*

Question : *Avez-vous rempli ces missions ?*

Réponse : *Oui, je les ai remplies. (Pas un mot de plus - Iou. F.)*

Question : *Nommez les membres de la cellule.*

Réponse : *A part Popov, comme membre de la cellule, je connaissais Fedor Zakomarine, un autre docker, j'ai oublié son patronyme. Je ne connais pas les autres.*

Question : *Où se trouvent les armes pour l'insurrection ?*

Réponse : *En ce qui concerne les armes, je ne sais rien.*

Le sergent de la sécurité Alexandrov a signé le procès-verbal sans avoir d'avantage éclairci la question des armes. Pourtant il y avait bien une arme ! Le dossier comprend le procès-verbal de la perquisition effectuée chez Ivan Demoura après son arrestation. Le voici :

« *Moi, Fedotov, agent du NKVD du district de Mazalov, ai effectué la perquisition en présence des témoins.*

Ont été saisis :

1) Un fusil de chasse à canon simple (la voilà l'arme ! Iou. F.)

2) Des cartouches : 20

3) Une carte syndicale

4) Un livret militaire

5) Une attestation de remise de passeport. Rien d'autre n'a été trouvé pendant la perquisition ».

Revenons aux dénonciations d'Ivan Demoura. Le dossier n'évoque ni Popov, qui a recruté Ivan, ni Zakomarine, son complice dans la cellule insurrectionnelle. Et plus généralement, me disais-je, d'où sort cet Ivan Demoura, collaborateur du Japon militariste ? La réponse est dans le procès-verbal d'interrogatoire du docker Fedor Vikoulovitch Metelkine, né en 1889. On l'a, lui aussi, « démasqué », interrogé et il a donné les noms de 15 futurs insurgés, parmi lesquels celui d'Ivan Demoura : deux menuisiers, un tonnelier, un gardien, un comptable, quelques dockers, même un coiffeur.

J'ai eu beau examiner le dossier, je n'ai pas trouvé la moindre preuve supplémentaire. Pas la moindre ! Le dossier était vide. Mais pourtant tout à fait suffisant pour écrire dans l'acte d'accusation :

« *Recruté par Popov, Ivan Demoura a mené un travail de sabotage dans l'entreprise, désorganisé la préparation du fret et sapé la discipline du travail parmi les travailleurs, suscité le mécontentement contre le pouvoir soviétique par son agitation antisoviétique et en répandant diverses affabulations provocatrices. Sur la base de ... il est accusé ... est transmis pour examen...* ». Et à la fin, après la signature des rédacteurs de l'acte d'accusation. « *Note : il n'y a pas de preuves matérielles dans ce dossier* ».

Tout s'est déroulé selon « l'ordre » établi. Il n'y a pas de preuve matérielle. C'est mentionné. Mais pas de preuves non matérielles non plus : pas même une petite anecdote pour étayer l'accusation, pas la moindre affabulation, rien. Ce que j'ai cité, pas un mot de plus.

Et là, je commence à m'interroger, sans parvenir à trouver de réponse. Bon, on en aurait fini avec Ivan Demoura avec la sentence d'une « troïka³ » ou d'une « dvoïka » et son nom aurait été ajouté sur une « liste » à liquider, j'aurais compris. Mais non, le dossier est transmis pour examen à une session du Collège militaire de la Cour Suprême de l'URSS. Sa composition : Le juriste militaire de division I. T. Nikitchenko qui préside le « procès », le juriste militaire de brigade F. F. Karavalkov,

le juriste militaire de 1^{ère} classe F. A. Klimine, avec comme secrétaire le juriste militaire de 1^{ère} classe N.N. Koudriavtsev, avec la participation du procureur général militaire adjoint, le juriste militaire de brigade A. V. Kalouguine. Une « Haute Cour » au sens propre du terme. Pour le docker Ivan Demoura dont la culpabilité se fondait sur les « preuves » que j'ai intégralement citées.

Selon toute vraisemblance, si l'on cherche une quelconque logique, les organes du NKVD d'Extrême Orient avaient besoin d'une affaire retentissante. Et comme il n'y en avait pas, il a fallu l'inventer de toutes pièces. Et là, ça pouvait tomber sur n'importe qui : s'il y a une « affaire », on trouve toujours un accusé. Et pour donner du poids à cette affaire totalement infondée, on a transmis les documents au Collège militaire qui était alors en inspection vers les frontières orientales.

Mais puisqu'il s'agissait d'une Haute Cour, tous les documents sont parfaitement en règle.

15 mai 1938. Procès-verbal de l'audience préparatoire « *Il a été procédé à l'examen de l'affaire Demoura I.P.* (Le nom de famille est imprimé en lettres bleue sur un procès-verbal standard, tapé sur une machine avec un ruban noir. – Iou. F.). *Il a été décidé de juger l'affaire à huis-clos, sans témoins et sans participation de l'accusation et de la défense* ». Le procureur mentionné intervenait en tant que garant du respect de la légalité et non comme partie au procès.

16 mai 1938. Procès-verbal d'audience. « *L'audience est ouverte à 14h* ». Suivent très exactement cinq phrases qui rendent compte du cours du procès. « *Le tribunal s'isole pour délibérer...* » « *La sentence est prononcée à 14h15. La séance est levée* ». Sentence. Elle est écrite à la main d'une écriture hardie : le constat tient en 19 lignes, la résolution en sept. Je vais les citer :

³ dvoïka, troïka : tribunaux expéditifs de deux ou trois personnes (à partir de 1936 uniquement des tchékistes) qui peuvent prononcer des condamnations. à partir des listes qui leur sont soumises. Jacques Rossi, *op. cit.*, p. 277 (ndlt).

« *Le Collège militaire a condamné Demoura I. P. à la peine de mort par fusillade, avec confiscation de tous ses biens. La sentence est définitive et en vertu de l'arrêté du CEC⁴ du 1^{er} décembre 1934 est passible d'exécution immédiate* ».

Le dernier document du dossier porte le sceau « Secret ». « *Note. Conformément à la sentence, Demoura I. P. a été fusillé le 16 mai 1938 à Blagovechtchensk.*

Lieutenant de la sécurité Chevelev, chef du 12^e bureau de la 1^{ère} section spéciale du NKVD de l'URSS ».

Dans le préambule de l'acte d'accusation de l'affaire Ivan Demoura il est écrit : « *A la fin de 1937, la direction régionale du NKVD de l'Amour a découvert et liquidé une organisation contre-révolutionnaire*

trotskyiste de droite qui agissait sur instructions des services d'espionnage japonais et dont l'activité criminelle embrassait tous les secteurs de l'économie (aurifère, forestier, industriel, agricole) ainsi que l'appareil régional du parti et des soviets. Elle s'était fixée pour tâche le renversement du pouvoir soviétique et la sécession de l'Extrême-Orient. Avec l'argent et sur instruction du Japon, elle a, pour atteindre ces buts criminels activement préparé l'insurrection armée, implanté des cellules insurrectionnelles et assuré la formation de terroristes contre les dirigeants du parti et du gouvernement ». ■

⁴ CEC Comité Exécutif Central, en russe TsIK : Tsentralny Iсполnitelny Komitet (ndlt).

Deux affiches contemporaines des procès de Moscou, tirées puis reproduites à un grand nombre d'exemplaires



« Déracinons les espions et saboteurs, agents trotskystes-boukhariniens du fascisme »

L'auteur de cette affiche, Sergueï Dmitrievitch Igoumnov (1900-1942), est mort au combat à Stalingrad où il s'était porté volontaire comme simple soldat.



L'auteur de cette affiche est Victor Nikolaevitch Deni (Denissov), (1893-1946), artiste célèbre, très apprécié de Lounatcharski et de ... Chaliapine. Il est l'auteur de très fameuses affiches de l'époque de la révolution :
Lénine balaie toutes les impuretés de la terre, Un spectre hante l'Europe...

**Traduction
 du poème en vers
 qui accompagne
 l'affiche**

les lettres "G,P, Ou" forment un éclair, et en bas à droite "saboteur contre-révolutionnaire".

L'éclair de la révolution

*L'œil carnassier étincelle. Rictus diabolique.
 Dernier élan d'une main sanguinaire.
 Et fin du saboteur ! Châtié. Transpercé, calciné,
 Foudroyé par la flèche implacable.
 Sache-le bien, ennemi prêt à nuire :
 NOTRE SENTINELLE VEILLE*

13 membres (soit la moitié) du Comité Central du parti bolchevik de 1917, sont éliminés par Staline entre 1935 et 1940¹

Central Committee of the Communist Party in 1917

<http://marxists.org/>



A. Rykov 1881-1938
Soviet Premier
Shot



N. Bukharin 1888-1938
Politburo
Shot



Y. Sverdlov 1885-1919
President CC
Typhoid



J. Stalin 1879-1953
General Secretary
Cerebral Hemorrhage



G. Zinoviev 1883-1936
Politburo
Shot



M. Uritsky 1873-1918
NKVD
Civil War



L. Trotsky 1879-1940
Commissar Red Army
Assassinated



L. Kamenev 1883-1936
Chairman CC
Shot



V. Lenin 1870-1924
Soviet Premier
Stroke



A. Kollantai 1872-1952
Ambassador Norway
Heart Attack



I. Smilga 1892-1938
Military Rev. Comm.
Shot



A. Joffe 1883 - 1927
Commissar Foreign Affairs
Suicide



V. Nogin 1894-1926
CPC
Natural causes



A. Bubnov 1883-1940
Directorate Red Army
Died in prison



F. Dzerzhinsky 1877-1926
Comm. NKVD
Heart Attack



M.K. Muranov 1873-1959
CC
Natural Causes



G. Lomov 1888-1938
VSNKh
Shot



S. Shaumyan 1878-1918
Baku CPC
Civil War



J. Berzin 1890-1935
NKVD
Strangled



V. Milyutin 1884-1937
VSNKh
Shot



S. Artem 1883-1921
Comm. NKVD
Train Crash



E. Stassova 1873-1966
Secretary CC
Natural Causes



N. Krestinsky 1883-1938
Comm. Intl. Affairs
Shot



P. Dzharparidze 1880-1918
Baku CPC
Civil War



G. Sokolnikov 1886-1939
Commissar for Finances
Died in prison



A.S. Kiselev (1879-1937)
VSNKh
Shot

En partant de la gauche :

A la première ligne :

1^{er} **Alexeï Rykov** (fusillé en 1938), 2^{ème} **Nicolaï Boukharine** (fusillé en 1938),
5^{ème} **Grigori Zinoviev** (fusillé en 1936)

A la seconde :

1^{er} **Trotsky** (assassiné en 1940), 2^{ème} **Lev Kamenev** (fusillé en 1936),
5^{ème} **Ivar Smilga** (fusillé en 1938)

A la troisième :

2^{ème} **Andreï Boubnov** (mort en prison),
5^{ème} **Gueorgueï Oppokov-Lomov** (fusillé en 1938)

A la quatrième :

1^{er} **Ian Berzine** (étranglé en 1935), 2^{ème} **Vladimir Milioutine** (fusillé en 1938),
3^{ème} **Nicolaï Krestinski** (fusillé en 1938)

A la cinquième ligne :

1^{er} **Grigori Sokolnikov** (mort en prison en 1939),
2^{ème} **Aleksei.S. Kiselev** (fusillé en 1937)

¹ A noter que 9 autres membres sont morts avant 1930, soit pendant la guerre civile, soit d'accident, de maladies, par suicide (Joffe), et bien sûr Lénine.

Donc, seuls 4 membres sur 26 du Comité Central de 1917 restent en vie en 1940. Toutefois, Staline ne maintient à un poste à responsabilité politique qu'Alexandra Kollontaï (que la carrière diplomatique en Suède met physiquement à l'abri des « Grandes Purges »). Matvei Muranov survit à l'élimination des « Vieux bolcheviks », mais est néanmoins écarté de la politique en 1939. Quant à Elena Stassova, peu à peu mise à l'écart elle aussi, elle échappe à toute arrestation malgré des prises de positions courageuses.

Un chef d'œuvre guépéoutiste oublié : la grande conspiration contre la Russie de Sayers et Kahn

Par Jean Jacques Marie

En juin 1946 sort aux Etats-Unis un livre intitulé *The great conspiracy against Russia* signé par deux folliculaires américains, auteurs déjà de deux ouvrages de propagande soviétique officielle. Cet ouvrage est précédé d'une courte mais dithyrambique introduction du sénateur démocrate américain de Floride, Claude Peper, qui affirme : « *Ce livre devrait être lu et étudié par tous ceux qui sont soucieux de voir la paix établie durablement dans le monde. Tout homme d'Etat américain et anglais doit lire ce livre, ainsi que tout citoyen de ces deux pays* ». En 1947, la traduction en français de cet ouvrage sort aux éditions Hier et Aujourd'hui (maison d'édition du PCF) sous le titre *La Grande*

conspiration contre la Russie ... sans la préface publicitaire du sénateur démocrate qui avait peut-être déjà tourné casaque ; il se révélera en effet bientôt vigoureusement antisoviétique et la guerre froide venait de commencer ...

La base « documentaire » : les procès de Moscou.

Sayers et Kahn nous avertissent dès le premier paragraphe : « *Dans la préparation de cet ouvrage les auteurs ont copieusement utilisé (...) les comptes-rendus in extenso publiés par le Gouvernement soviétique des débats des procès d'espionnage, de sabotage et de haute trahison qui ont eu lieu en URSS depuis la Révolution* », en un mot donc du procès des ingénieurs prétendument saboteurs de Chakhty en 1928 jusqu'au troisième procès de Moscou de mars 1938. Un peu plus loin, page 357, ils répètent cette affirmation : « *La documentation fondamentale sur les agissements des conspirateurs trotskystes et droitiers en URSS est tirée, ici comme dans les chapitres précédents, des comptes rendus officiels des débats des trois procès de Moscou devant le tribunal suprême de l'URSS, en 1936, 1937 et 1938* ». Puis ils ajoutent « *On trouvera des preuves de première main de la conspiration clandestine et du sabotage en URSS dans cette période dans les télégrammes de*



Couverture de deux éditions françaises du livre de Sayers et Kahn : *La grande conspiration. La guerre secrète contre la Russie*, par les éditions Hier et Aujourd'hui, Paris, 1947

Walter Duranty au New York Times, de Joseph Barnes au New York Herald Tribune et dans d'autres journaux de cette époque ». Puis, à ces dépêches de presse résumant le déroulement des procès, ils ajoutent « *Une source indispensable de renseignements est le livre de John Davies, Mission to Moscow : ce livre unique est basé sur les observations personnelles de l'ambassadeur des Etats-Unis en URSS et sur ses rapports officiels au Département d'Etat des Etats-Unis* ».

L'ouvrage de John Davies, publié en français en 1944 à Montréal, est un monument peu publié, mais le libelle de Sayers et Kahn est aujourd'hui encore la source essentielle des écrits ou plus exactement des ragots d'un universitaire américain et d'une universitaire française que la pudeur m'interdit de nommer.

Pourquoi Staline a-t-il besoin de « traîtres » et de « saboteurs » ?

Les procès de Moscou et la dénonciation de traîtres et saboteurs qu'ils orchestrent est pour Staline une nécessité politique. Il a proclamé en 1924 la possibilité de construire en URSS « le socialisme intégral » (!) Mais le réel regimbe : la production est de basse - voire très basse - qualité, la quantité de rebut est énorme, les magasins sont souvent vides sauf les magasins spéciaux réservés à la bureaucratie. Apparaît alors dans le « socialisme » stalinien le responsable de tous ces ratés, qui ne peut qu'être étranger au système lui-même : le saboteur, décoré de qualificatifs divers : bourgeois à la fin des années 20 et au début des années 30, puis « *trotskyiste* » ou « *hitléro-trotskyiste* », plus tard « *titiste* ». En juillet 1957, quatre ans après la mort de Staline, Aristov, alors secrétaire du comité central, décrira le mécanisme : « *Des pièces défectueuses ? Sabotage ! Interruption dans le travail ? Sabotage ! Non-respect de l'horaire ? Sabotage ! Bref toutes les petites infractions dans la production, tout cela c'est du sabotage, tout cela est l'œuvre de saboteurs et d'espions* »¹.

La dénonciation rituelle et hystérique du saboteur et du sabotage découle donc de l'énorme distance qui sépare la théorie proclamée de la réalité économique et sociale et la vie quotidienne de sa représentation officielle. Cette distance est si grande que la responsabilité ne peut en reposer que sur des facteurs extérieurs ou des traîtres, d'où l'importance de l'image de l'ennemi - extérieur et intérieur - dans la propagande du régime.

Le « troisième livre » du volume de Sayers et Kahn s'intitule : *La cinquième colonne en Russie*. De la page 221 à la page 369, il est essentiellement consacré à Trotsky et aux trotskystes et consiste essentiellement en une compilation des aveux dictés et extorqués aux condamnés des trois procès de Moscou, dont certains, rappelons-le en passant, n'avaient jamais été des opposants ni de droite ni de gauche, mais de bons staliniens victimes de la purge permanente dont Staline faisait un instrument de sa politique (Iagoda, Rosengoltz, Tchernov, Grinko, Ikramov, Khodjaev, etc ...) L'un des chapitres en résume bien la teneur générale : *Trahison et terrorisme*.

La colonne vertébrale ... de la « cinquième colonne »

Dans cet ouvrage la colonne vertébrale de la dite « cinquième colonne » est la IVe Internationale dont les auteurs décrivent l'activité comme entièrement dictée par les services de renseignements nazis et japonais (à partir de 1947, à cause de la guerre froide, ces services seront remplacé par la CIA et l'Intelligence Service mais le livre déjà imprimé ne pouvait plus prendre ce virage dicté par le Kremlin et une réédition modifiée aurait souligné l'imposture du livre). On y lit donc :

« *En Tchécoslovaquie les trotskistes travaillaient en collaboration avec l'agent nazi Konrad Heinlein et son parti allemand des sudètes (...)*

En France, Jacques Doriot, agent nazi et fondateur du Parti populaire français était un renégat du Parti communiste et un ami

¹ Molotov, Malenkov, Kaganovitch, 1957, p. 192.

de Trotski. Doriot travaillait en liaison étroite, comme d'autres agents nazis et fascistes français, avec la section française de la IV^e Internationale.

En Espagne, les trotskistes pénétrèrent dans les rangs du POUM, l'organisation de la Ve colonne qui apportait son aide au soulèvement de Franco (...)

En Chine, les trotskistes opéraient sous le contrôle direct de l'espionnage militaire japonais. Leur travail intéressait vivement les officiers de ce service (...). Au Japon les trotskistes étaient appelés « le brain trust du service secret ». Ils formaient des espions japonais dans une école spéciale et leur enseignaient les moyens de pénétrer dans le Parti communiste de l'URSS et de lutter contre les mouvements antifascistes en Chine et au Japon.

En Suède, Nikls Hyg, un des chefs trotskistes avait été subventionné par le financier pro-nazi Ivar Kreuger (...)

Dans le monde entier les trotskistes étaient devenus les instruments par lesquels les services d'espionnage fascistes pensaient pouvoir pénétrer dans les mouvements libéraux et ouvriers à leurs fins propres ».

Une note en tout petits caractères ajoute une précision particulièrement remarquable : « Le journaliste américain Paul Ghali, correspondant du « Chicago Daly News » a rapporté de Suisse le 28 septembre 1944 qu'Himmler, le chef de la Gestapo, se servit des trotskistes de l'Europe comme d'un élément nazi clandestin pour le sabotage et les intrigues de l'après-guerre. Ghali a pu dire que les organisations fascistes de la jeunesse étaient éduquées dans l'esprit du « marxisme trotskiste » (...). Ghali a révélé qu'en France les membres de la milice fasciste de Darnand étaient armés par les nazis pour leur permettre de commettre des actes de terrorisme et d'agir en Ve colonne après la guerre. Cette lie de la population française, ajoutait-il, est maintenant éduquée en vue d'une activité bolchevique dans la tradition de l'Internationale trotskiste sous la direction personnelle d'Himmler. Leur tâche est de saboter les lignes de communication alliées et de tenter d'assassiner les hommes politiques gaullistes (...). Cette constitution de groupes

de terroristes rouges est la plus récente politique d'Himmler : elle a pour but de créer une IV^e Internationale, sérieusement contaminée par les germes nazis. » (p. 365)

Après ce chef d'œuvre résumé des écrits du journaliste qui avait passé une partie de la guerre dans l'Italie de Mussolini, Sayers et Kahn évoquent le meurtre de Trotsky attribué à un Jacson-Mornard présenté comme « un agent trotskiste européen », envoyé à Mexico où Trotsky veut l'envoyer en URSS « dans le but d'y organiser un nouvel état de choses », en passant par la Chine où « il trouverait d'autres agents sur certains bateaux ». Une fois arrivés en Russie ils devaient « amener la démoralisation dans l'Armée Rouge, commettre divers sabotages dans les usines d'armement et autres ». Mais écrivent les deux redoutables historiens « Dans la soirée du 20 août 1940 (...) Jacson assassinait son chef Trotski ». (p. 367) Conclusion : « La mort de Trotski ne laissait plus qu'un seul candidat vivant au rôle de Napoléon en Russie : Adolf Hitler ». (p. 368)

Dans la bibliographie qui suit ce chapitre les auteurs écrivent : « Le livre de Georges Soria, Le trotskisme au service de Franco, étude documentée sur la trahison du POUM en Espagne, renseigne sur le rôle des trotskistes pendant la rébellion fasciste espagnole ». (p. 368)

Beaucoup de flics de provocateurs... mais pas tous !

La mort de Staline va marginaliser ce type de littérature. Le chef d'œuvre de Sayers et Kahn ne sera jamais réédité. L'arrêt des purges massives régulières qui rythmaient son pouvoir et l'abandon par ses successeurs de la dénonciation de traîtres et de saboteurs imaginaires, mais boucs émissaires indispensables de ses échecs, la rend en effet désormais inutile. La bureaucratie va désormais dénoncer le trotskysme comme un courant opportuniste, petit-bourgeois, antiléniniste, etc. Mais cette nouvelle version charrie toujours les résidus de la littérature à la Sayers et Kahn, en particulier dans le PCF, l'un des partis communistes les plus staliniens avec le PC grec et certains PC d'Amérique Latine. Ainsi en 1969 Léo

Figuières, membre du comité central du PCF, publie un ouvrage intitulé *Le trotskisme cet antiléninisme* où l'on peut lire deux paragraphes particulièrement savoureux qui illustrent cette permanence. Sous le titre *Le trotskisme ou l'aventurisme*, il écrit : « *Les adeptes du trotskisme ne sont pas tous des provocateurs des services spéciaux gaullistes ou de la CIA pas plus qu'ils n'étaient indistinctement des agents hitlériens il y a trente ans. Ce qui ne veut pas dire toutefois que dans ces groupes multiples déchirés entre eux il n'y ait pas de nombreux provocateurs de la police ou des agents des services spéciaux*² ». En un mot ce ne sont pas tous des flics et des provocateurs, qui, néanmoins, pullulent dans leurs rangs !

Les relents d'un cadavre en décomposition ... ou Goebbels enrichi.

La chute de l'URSS remise un moment cette littérature au placard. Mais tout cadavre en décomposition dégage des relents de charogne dont l'universitaire américain et l'universitaire française que j'évoquais ci-dessus sont une remarquable - si je puis dire - illustration. Le complotisme à la mode dans certains milieux et groupuscules hérités du stalinisme qui confondent lutte de classe et romans policiers favorise ces remugles. L'exemple d'une « information » (?) publiée sur le site stalinien *Unité communiste* en est un bon exemple.

Sur le site d'*Unité communiste* on trouvait il n'y a pas si longtemps les lignes suivantes :

« *L'hitléro-trotskisme vu par J. Goebbels. Notes extraites du Journal de Joseph Goebbels (1933-1942).*

« *avril 1938. » Notre station de radio clandestine qui émet depuis la Prusse orientale jusqu'en Russie a fait grand bruit. Elle opère pour le compte de Trotsky et presse Staline à réagir. »*

Passons sur le fait qu'il est un peu étrange de voir indiquer une référence aussi vague qu'« avril » sans indication de jour, mais Goebbels n'ayant pas beaucoup écrit en avril 1938, il ne faut guère de temps pour constater que jamais Goebbels ne cite alors le nom de Trotsky. Il écrit simplement à la date du 23 avril 1938 : « *Le Führer est très*

satisfait de notre émetteur secret contre Moscou. Il faut continuer. » ... et c'est tout. Cette prétendue « citation » de Goebbels est un faux grossier. Le faussaire a rajouté Trotsky ... et même la Prusse orientale.

Précisons que Goebbels n'évoque Trotsky que quatre fois dans les quelques 3000 pages de ses *Carnets* et ce uniquement au début de sa carrière, dans le volume un des *Carnets*. Voici ces quatre occurrences :

26 mars 1924 : « *Napoléon est véritablement le type du bourgeois émancipé. Il offre des ressemblances avec Trotsky ou davantage encore avec Lénine* ». (p. 39)

7 juillet 1924 : « *Comment un petit-bourgeois allemand peut-il s'accommoder des idées sanguinaires d'un Karl Marx, d'un Lénine et d'un Trotsky qui parlent de catastrophe mondiale ?* »

21 mars 1929 : « *Hier soir j'ai été éveillé longtemps par la lecture de La Véritable Situation de la Russie de Trotsky. Un livre très intéressant et d'autant plus instructif qu'ici ce Juif vaniteux et destitué dit à demi-mot la vérité. Vaniteux et geignard, comme le sont les Juifs une fois écartés du pouvoir.*

Le problème Lénine-Trotsky n'est pas encore tout à fait clair à mes yeux. Je suppose que Lénine n'a pris ce Juif que parce qu'il n'avait personne d'autre.

L'opposition Staline-Trotsky ne s'explique qu'en termes antisémites. Trotsky a dit aux journalistes il y a quelques jours : « Staline est national, moi je suis international. » C'est bien là le cœur du problème ».

3 avril 1929 : « *Dans l'appréciation de la question Trotsky, je ne peux pas partager l'avis de Hitler. Il ne croit pas à une opposition entre Trotsky et Staline et pense que tout repose sur une ruse des Juifs pour amener Trotsky en Allemagne et à la tête du KPD. (PC allemand). Pour moi cela ne tient pas debout ».*

Après cette note du 3 avril 1929 le nom de Trotsky ne réapparaît plus dans les *Carnets* de Goebbels jusqu'à la fin...

² Léo Figuières, *Le trotskisme cet antiléninisme*, p 204

Ce même auteur d'*Unité communiste* ajoute une seconde falsification à la première ; il écrit, évoquant l'opération Barbarossa 1941 : « *Nous travaillons à présent avec trois radios clandestines en Russie, l'une est Trotskiste, l'autre Séparatiste, la troisième Nationaliste russe et toutes sont tournées contre le Stalinisme. Ce sont des exemples de nos ruses et subtilités* ».

Or on lit seulement dans le tome trois des *Carnets* de Goebbels 1939-1942, page 319, à la date du 1^{er} juillet 1941 : « *Nos trois émetteurs secrets sont désormais en fonction et ne font pas les choses à moitié.* » Le petit trafiquant d'*Unité communiste* a donc à la fois modifié et enrichi le texte de Goebbels ... tout en manifestant une ignorance fâcheuse de la langue de ce dernier. S'il avait lu les *Carnets* de Goebbels (mais on ne saurait sans doute trop demander !) il se serait aperçu que le chef de la propagande nazie ne parle jamais de « stalinisme » mais toujours de « bolchevisme ». L'anéantissement du « bolchevisme » est à dater de juin 1941 un leitmotiv permanent et obsessionnel de ses *Carnets*. Il va jusqu'à qualifier Moscou de « capitale bolchevique » (p 419), évoque « la presse bolchevique » et la « radio rouge » (p 415) mais n'utilise pas les mots staliniens ou stalinisme.

Et Molotov ?

Pourquoi notre stalinien si zélé ne publie-t-il pas sur son blog la phrase prononcée par Viatcheslav Molotov devant le Soviet suprême de l'URSS le 31 octobre 1939 et reproduite dans la *Pravda* du 1^{er} novembre 1939 ? : « *On peut aimer ou ne pas aimer l'hitlérisme. Mais toute personne saine d'esprit comprendra qu'une idéologie ne peut pas être détruite par la force. Il est donc non seulement insensé mais encore criminel de continuer une guerre pour la destruction de l'hitlérisme, sous la fausse bannière d'une lutte pour la démocratie* ».

D'où vient cette falsification ?

Les éditions Christian Bourgois ont publié en 2011 sous le titre *Carnets de l'interprète de guerre* la traduction française des carnets de l'interprète de l'état-major de l'armée

rouge, Elena Rjevskaja, qui a été la première à prendre connaissance du journal de Goebbels ou plutôt d'une partie du texte (de 1932 au 8 juillet 1941, Goebbels dicta la suite du journal à deux sténographes et la partie antérieure à 1932 avait été disjointe par Goebbels). Le manuscrit fut emporté à Moscou. En 1969 les historiens allemands reçurent le microfilm et les allemands publièrent en 1987 le texte complet. Elena Rjevskaja n'émet aucune réserve sur cette édition ...

Mais en 1965, sous Brejnev, elle avait publié à Moscou une première édition de ses carnets de guerre sous le titre *Berlin, mai 1945*, livre traduit dans une dizaine de langues, en général sous le titre *La Fin d'Hitler sans mythe*. Je n'ai pas trouvé trace d'une édition française. Mais, dans son livre de souvenir de *Po sledam soudby moego pokolenia (Sur les traces du destin de ma génération, Syklytvkar 1991)*, la vieille communiste A. Voitolovskaïa, évoque ce livre de Rjevskaja et reproduit une de ces deux citations fabriquées de Goebbels (p. 206).

Ces deux pseudo citations figurent donc dans l'édition russe brejnevienne de 1965 (et sans doute dans au moins l'une des traductions). Est-ce Rjevskaja qui les a fabriquées ? Plus qu'improbable car cette journaliste n'avait aucune fonction dans l'appareil. Ce ne peut être que l'agitprop du comité central et son responsable de l'histoire, omnipotent censeur chargé de contrôler, modifier, altérer tout ce qui concernait l'histoire, le très stalinien Trapeznikov. Une chose est sûre : aucune des deux ne figure dans l'édition russe de 2007 du livre de Rjevskaja ni dans sa traduction française de 2011. Rjevskaja les a supprimées. Et pour cause ... puisque le journal de Goebbels a été publié en intégralité et traduit en français. Tout un chacun peut donc vérifier que les deux « citations » prétendues n'y figurent pas. Cette suppression n'a guère dû lui demander d'effort car ce n'est certainement pas elle qui les a inventées ... ■

L'AFFAIRE ANDRÉ MARTY

L'affaire André Marty

(Membre du Bureau politique et du Secrétariat du PCF exclu en 1952, dénoncé dans L'Humanité comme « flic ») : la brochure de la défense ...

Présentation Jean-Jacques Marie

Le lundi 26 mai 1952, le Secrétariat du PCF se réunit. Dans sa monumentale *Histoire du parti communiste français* Philippe Robrieux raconte : « Léon Mauvais (...) le responsable de la commission de contrôle des cadres, après avoir expliqué qu'il a eu à enquêter sur des faits troublants concernant le fonctionnement même de la direction du Parti, se tourne soudain vers André Marty : pourquoi cache-t-il depuis si longtemps ses désaccords politiques ? Lui demande-t-il (...). Littéralement estomaqué, c'est à peine si l'ex-secrétaire du Komintern parvint à esquisser une mimique ou un geste de dénégation. Léon Mauvais, imperturbable, enchaîne : Georges Beyer n'a-t-il pas déclaré devant la commission d'enquête que Marty lui avait proposé en février-mars 1949 d'éditer secrètement un bulletin intérieur dans le but de lutter pour un changement de ligne politique ? Immédiatement celui qui est encore le numéro 3 du Parti rejette l'accusation. Mais le rapporteur en porte aussitôt une deuxième : « Pourquoi as-tu rencontré Tillon chez Beyer en juillet 1951 ? ». Affolé, André Marty nie la rencontre. On fait alors entrer Beyer¹ dans le bureau et la confrontation commence (...). Accablé, Marty concède péniblement la matérialité du fait ».

André Marty et Charles Tillon, l'ancien chef des Francs-Tireurs et Partisans (FTP) sont accusés d'avoir constitué « un groupe fractionnel tendant à s'emparer de la direction du Parti ».

« Marty a beau nier, préciser que son entrevue avec Charles Tillon avait simplement pour but de représenter à ce dernier « la nécessité absolue de s'occuper d'anciens F.T.P membres du Parti dans la clandestinité (...) il ne peut plus convaincre personne ... »².

L'échec de la manifestation du 28 mai contre le général américain Rigdway, tout juste revenu de la guerre de Corée et nommé à la tête de l'OTAN, l'arrestation de Jacques Duclos à la fin de la journée, son emprisonnement, la campagne pour sa libération repoussent les échéances. Le 24 août, Marty remet au Secrétariat une explication écrite où il rejette toutes les accusations formulées contre lui par Léon Mauvais, en admettant toutefois que son entrevue avec Charles Tillon au domicile de Beyer était une faute.

Lors du débat sur le dossier Marty, l'un accuse ce dernier de n'avoir dans l'un de

¹ Beyer avait appartenu au Comité central et en avait été écarté.

² Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste*, tome 2, 1945 -1972, Paris, Fayard, 1981, p. 309-310.

ses discours « *pas prononcé une seule fois le nom du secrétaire général* ». Un autre reprend la même accusation « *Dans son cours sur la formation du Parti, André Marty n'a pas cité le nom de Maurice Thorez* », qui, vu son âge, n'avait pas joué le moindre rôle dans sa formation. Un autre ajoute : « *Quand nous avons modifié dans les programmes la façon de faire le cours sur l'Histoire du parti, il y a eu un certain mécontentement de la part du camarade Marty quand nous avons décidé qu'on les ferait sur la base de Fils du Peuple* »³, « l'immortelle » autobiographie de Maurice Thorez, rédigée par son secrétaire Jean Fréville et qui relève plus du roman populaire que de l'histoire réelle. Dans la dénonciation c'est à qui sera le plus lèche-bottes vis-à-vis du secrétaire général alors soigné à Moscou par des médecins soviétiques dont certains sont brusquement jetés en prison et accusés de complot !

Philippe Robrieux rappelle : « *de la fin septembre au 2 novembre 1952 cinq autocritiques successives d'André Marty, jugées insuffisantes seront refusées. Plus l'accusé fait de concessions, plus les accusateurs sont exigeants (...). Le 23 octobre le Bureau politique décide de le suspendre de sa qualité de membre du BP (...). Parti en province chercher un logement - on va bientôt lui retirer le pavillon de fonction qui lui revenait en tant que secrétaire du Parti - il trouve à son retour, le 12 novembre, la maison vide. Son épouse Raymonde a littéralement disparu quarante-huit heures auparavant. Faisant appel à son esprit de parti on lui demandera de divorcer ... et elle s'exécutera* »⁴. Le secrétaire de Marty, lui, s'est fait la malle en emportant une partie des archives personnelles de ce dernier.

L'appareil du PCF formé à l'école stalinienne mêle la provocation à la diffamation. Marty aux abois après son expulsion du logement que lui fournissait le Comité central comme à tous les bureaucrates de haut niveau et désireux d'échapper aux sollicitations de la presse bourgeoise, accepte la proposition providentielle de son ex-beau-frère

Taurinya, exclu du PCF, de l'aider à se loger en province et de lui servir de secrétaire bénévole en recevant à son domicile personnel sa correspondance de député. Marty diffuse alors auprès de certains membres du PCF le document, reproduit scanné ci-après, dans lequel il présente sa défense. Quelques semaines plus tard l'hospitalier Taurinya rafle toute la correspondance de Marty et la livre au Secrétariat du PCF. *L'Humanité* informe ses lecteurs de cet acte de courage communiste et annonce la réintégration du livreur dans les rangs du PCF.

Le Comité central des 5-7 décembre 1952 demande à la cellule Entretien-Masséna du 13^e arrondissement de Paris à laquelle appartenait Marty de se prononcer sur son appartenance au parti vu « *ses agissements contraires aux principes, à la politique, à la discipline du Parti et ses liaisons avec des éléments policiers* »⁵.

La cellule obtempère. *L'Humanité* du 25 décembre 1952 publie sa résolution qui se conclut par la demande que Marty soit exclu du PCF, affirme que sa défense « *s'apparente aux procédés des policiers trotskystes* », ce qui ne manque pas de sel quand on se rappelle avec quelle vigueur à Albacete, en Espagne, pendant la guerre d'Espagne Marty faisait la chasse aux trotskystes réels (méritant ainsi le titre de « bourreau d'Albacete »), et la plupart du temps, supposés. Selon *Unir*, alors que la cellule comptabilisait 249 inscrits, la résolution fut votée par 24 voix pour, 2 contre et 2 abstentions⁶.

Le 1^{er} janvier 1953 *L'Humanité* publie un article d'Etienne Fajon intitulé « Les liaisons policières de Marty ». Le 3 janvier 1953, le comité fédéral du PCF de Paris ratifie l'exclusion de Marty.

Dans *L'Humanité* du 10 février 1953, Auguste Lecœur, alors membre du Secrétariat du PCF, publie un éditorial intitulé « La duplicité du policier Marty ».

³ Editions *Unir. Histoire du parti communiste français, op. cité*, tome III, p. 99

⁴ Philippe Robrieux, *op. cité*, p. 329-330

⁵ *Ibid.*, p. 332

⁶ *Ibid.*, p. 101

Un an plus tard, une fois Maurice Thorez revenu d'URSS, Marty sera soumis à un traitement à peu près similaire. Dans *L'Humanité* du 2 mars 1953, Jacques Duclos reprend le refrain : « *Marty a été démasqué comme policier. Quant à Tillon il se tait tandis que l'autre agit ouvertement en flic, travaillant pour la police. Se taire dans une situation pareille c'est approuver (...). Le silence complice de Tillon au moment où le policier Marty développe son activité policière, souligne les liens qui unissent Tillon à Marty* ». Léon Mauvais, Etienne Fajon, Georges Cogniot, l'intellectuel officiel du PCF, reprennent la même chanson. L'un des aspects du stalinisme est la volonté systématique de salir et de discréditer par tous les moyens possibles celui ou celle qui peut ou pourrait exprimer un désaccord ou une divergence. Cette maladie a affecté aussi parfois des appareils ou des appareillons beaucoup plus modestes.

Jacques Fauvet, longtemps rédacteur en chef du *Monde* a commis en 1965 une *Histoire du parti communiste français* où il éreinte Marty : « *L'homme tenait son autorité de sa légende ; il n'avait ni l'intelligence ni l'habileté nécessaires à son exercice. Qu'écarté depuis longtemps des véritables responsabilités, il ait cru enfin trouver sa chance dans l'absence de Maurice Thorez, qu'il ait cherché alors à s'imposer à la direction ou en tout cas à s'y opposer n'est guère douteux ; qu'il n'ait réussi qu'à ajouter au désordre et que, de Moscou, Thorez ait voulu l'écartier pour empêcher le parti d'aller à la dérive n'est pas moins douteux* »⁷.

Donc Thorez serait en l'occurrence le sauveur d'un parti menacé. Pour juger à sa juste valeur cette analyse, il faut lire un peu plus loin l'éloge que Jacques Fauvet dresse de Thorez lorsqu'il évoque la mort de ce

dernier : « *Militant appliqué alors même qu'il était au sommet des responsabilités et des honneurs, il sut toujours, pour vaincre, rechercher l'appui de la base ; internationaliste (...) il a été l'exécutant fidèle de la politique de l'Internationale qui l'avait choisi, formé, soutenu (...). Pédagogue inlassable, il enseigna la révolution faute de la pratiquer et faute de la rénover il mit la doctrine en formules simples. Enfin, si, bon léniniste, il plaça l'organisation au commencement et au centre de toute son action, elle fut aussi la raison et le secret de son long pouvoir ; il passa sa vie à organiser ou réorganiser son parti qui, pour lui plus que pour tout autre, fut vraiment, comme on l'a écrit, son ordre, sa famille et sa patrie* »⁸. Dans l'énorme et officielle *Histoire du parti communiste français*, sous-titrée *manuel*, publiée par la direction du PCF en 1964, l'année de la mort de Maurice Thorez, l'affaire Marty est réduite aux quelques lignes incolores suivantes : « *La session du Comité central, (réuni à Montreuil les 3 et 4 septembre), rend publiques les conceptions nationalistes et opportunistes qui opposaient André Marty au Bureau politique et gênaient l'application de la politique du XII^e congrès* ». Il les « rend publiques ». Point final. Plus d'exclusion, plus de police ...

La publication des documents diffusés en 1952 par Marty a comme fin d'illustrer la manière dont un dirigeant du PCF, mis sur la touche puis calomnié, après cinq autocritiques, peut en ces années de stalinisme hystérique tenter de se défendre auprès de militants de son parti ... avec un succès pour le moins limité. ■

⁷ Jacques Fauvet, *Histoire du parti communiste français*, Fayard 1965, page 250.

⁸ *Ibid*, p. 321

L'AFFAIRE André MARTY

TROIS DOCUMENTS INÉDITS



*L'AVENIR DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS
ET DU PARTI COMMUNISTE*



Correspondance
M^{ME} BOISSON
Boite postale n° 48
PARIS 20^e

Cette brochure est éditée
par un groupe de travailleurs
communistes et sympathisants
dans le seul but
de préserver le Parti Communiste Français
en défendant **André MARTY**
contre une campagne de calomnies sans précédent

dont il faudra savoir
le but et l'origine
afin qu'**ANDRE MARTY REPRENNE SA PLACE**
AU SEIN DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

et continue sa lutte de toujours
contre tous les ennemis des travailleurs
POUR LE SOCIALISME

~~Paris~~ouse, 21 décembre 1952
(impression retardée pour accident)

C'EST UN COUP MONTÉ

« La calomnie contre les militants honnêtes, masquée derrière le drapeau de la vigilance est aujourd'hui le procédé le plus courant pour dissimuler une activité ennemie. Et c'est parmi les calomnieurs qu'il faut chercher plus qu'ailleurs les nids de guêpe des ennemis non encore démasqués. »

(JDANOV - *Compte rendu du 18^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.* (mars 1939).

André MARTY (24 août 1952) AU SECRETARIAT

Le 27 mai, décision a été prise par le Secrétariat du parti que le camarade André Marty précisera par écrit sa position sur les questions ayant fait l'objet du rapport de Léon Mauvais à la séance du lundi 26 mai et de la discussion qui a suivi ce jour et le lendemain 27 mai à ce sujet.

L'arrestation de Jacques Duclos, secrétaire général par intérim, le 28 mai, la période de répression qui a suivi pendant un mois et demi, la remise en marche progressive du fonctionnement normal de la direction, enfin l'approche des congés annuels ont fait reporter à cette date l'exécution de la décision du 27 mai.

I

Le camarade Léon Mauvais a écrit dans son rapport procès-verbal :

« Beyer a déclaré qu'André Marty lui avait exprimé en février-mars 1949 avoir des désaccords avec la politique du parti et lui avait demandé si avec son service, il ne pourrait pas éditer un bulletin destiné aux membres du parti. »

Le camarade Léon Mauvais a ajouté le 26 mai à la réunion du secrétariat :

« Nous (avec Servin et Auguet) avons cherché immédiatement quelles pouvaient être ces divergences; nous avons trouvé que c'est le moment où le Comité Central qui s'est tenu dans le XV^e, salle du Patronage Laïque, a été dominé par le discours de Maurice, répondant à la campagne : « Que feriez-vous si l'Armée rouge venait à Paris ? »

Il est regrettable que le camarade Mauvais n'ait pas inscrit cette déclaration capitale dans son rapport et que j'aie dû l'ajouter.

Car toute mon activité prouve qu'il n'y avait — et qu'il n'y a — aucune divergence politique de ma part avec cette ligne générale du parti.

En effet, ce qui domina toute l'activité politique du parti à cette période, a été fixé d'abord par le procès-verbal du B.P. du 30 septembre 1948 : « Le peuple de France ne fera pas, ne fera jamais la guerre à l'Union Soviétique. »

Le hasard a fait que je sois le premier membre du B.P. à commenter cette orientation, le jour même de sa publication (*Humanité* du 1^{er} octobre 1948). Ce soir-là je pris la parole à Rouen et le lendemain, samedi 2 au Havre. Les explications ont dû être convaincantes, puisque :

a) un navire américain, chargé de tanks étant arrivé le lendemain 3 au Havre, les dockers ont refusé de le décharger et le navire est reparti pour un port belge;

b) quelques jours après, *l'Eclaireur de l'Yonne*, Journal de Jean Moreau, sous-secrétaire d'Etat à l'Air, publiait des déclarations complètement falsifiées, en vue d'entraîner poursuites et arrestation (à mon égard).

Ainsi donc, la bête s'est avouée touchée.

Elles furent portées à la tribune de l'Assemblée, à la deuxième séance du 18 novembre 1948, par Mutter, en mon absence (aucun député communiste n'a d'ailleurs répondu).

Mais l'intervention de Mutter me permit de prendre la parole à la tribune de l'Assemblée Nationale le 23 novembre 1948 et d'exposer toute notre ligne. En outre, cela me permit aussi d'envoyer une rectification au *Figaro* ce qui popularisa une fois de plus la déclaration du B.P. du 30 septembre.

2^o Au mois de janvier 1949, j'ai proposé au Secrétariat :

a) une célébration exceptionnelle du 30^e anniversaire des événements de la Mer Noire;

b) une directive spéciale aux fédérations sur cette campagne (cette directive mettait au premier plan *l'action du prolétariat en France contre l'intervention militaire en Russie*) acceptée intégralement avec seulement quelques légères précisions de Maurice Thorez :

c) l'impression d'une plaquette « Les heures glorieuses de la Mer Noire » et la réimpression de « La révolte de la Mer Noire » systématiquement détruite en septembre 1939 par la police et dans le parti. (Ce travail a été fait dans le délai fixé, et plus de mon travail habituel.)

Les décisions du Secrétariat sur ma proposition ont permis d'approfondir encore la déclaration du Bureau Politique du 30-9-48 et les discours de Maurice Thorez au C. C. de mars 1949.

Donc, il n'y avait et il ne pouvait y avoir de ma part aucun désaccord avec cette ligne du C.C. dont j'ai été un de ceux qui a le plus fait pour l'expliquer.

— Il est regrettable — et anormal — que la commission Léon Mauvais, Servin, Auguel, ne se soit pas aperçu de ces faits.

3^o Dans aucun écrit, dans aucun discours public ou d'assemblées internes du parti, ne peuvent être relevées « de divergences... avec l'orientation générale du parti fixée par le C.C. du printemps 1949 » et avec les C.C., congrès et assemblées nationales qui ont suivi.

— En particulier, le rapport présenté au C.C. du 13 février 1952 (entièrement écrit) a été très légèrement précisé par Jacques Duolot et Etienne Fajon. Je n'avais cependant reçu aucune indication précise pour l'établir et n'ai eu que quatre jours pour l'établir.

Donc, l'accusation de « divergences politiques » est mensongère et à plus forte raison de vouloir « éditer un bulletin pour corriger l'orientation ».

2) A la question posée par moi-même à Beyer au Secrétariat du lundi 26 mai : « Sur quoi reposaient les divergences ? », il a répondu : « Sur des questions d'organisation ».

a) Qui peut expliquer comment on peut corriger des questions d'organisation du parti par un bulletin imprimé clandestinement, hors du parti ? L'absurdité est évidente ! Elle confirme la fausseté de l'accusation ;

b) Beyer déclare, d'après Léon Mauvais, avoir « conseillé au camarade André Marty de poser ces divergences aux B.P. et au secrétariat ».

Le Bureau Politique n'ignore pas qu'il m'est arrivé très souvent d'exposer des conceptions sur l'organisation du parti qui étaient en complète opposition avec celles de la section d'organisation du C.C. dont le responsable était alors Léon Mauvais.

Premier exemple. — Au B.P. et au Secrétariat, j'ai montré à maintes reprises le danger de la décentralisation exagérée — c'est-à-dire du morcellement — des sections du parti dans les arrondissements de Paris et dans les localités de la Seine de 1946 à 1951.

Un arrondissement de Paris constitue, depuis au moins un siècle et demi en effet, une grande ville qui a son administration et surtout ses traditions et sa vie propre. Elle a ses organisations locales (amies ou ennemies), municipalité, comité intersyndical, union locale, groupe de locataires, de caisse des écoles, d'anciens combattants, de déportés, de jeunes, sportives, de vieux, etc...

Si la section du parti est divisée en trois, quatre ou cinq morceaux, il n'y aura plus unité de direction des communistes membres des diverses organisations. Ce sera le chaos et l'impossibilité de mener une action sérieuse. La première conséquence en sera l'affaiblissement de toute l'action du parti.

Chacun se rappelle que j'ai pris souvent l'exemple du morcellement de l'ancienne section unique du 14^e, parce qu'il était particulièrement connu de Léon Mauvais.

J'ai également toujours soutenu que non seulement le morcellement n'aiderait pas à former de nouveaux cadres, mais que ce serait le contraire. J'ai toujours soutenu qu'il était en outre impossible au Bureau de la Fédération de la Seine d'orienter efficacement et politiquement 150 sections représentant 120.000 adhérents, soit plus que l'ensemble du parti en 1924-1936. Et d'autant plus que chaque section présente une situation complètement différente des autres.

Donc, ma conception était directement opposée à celle de la section d'organisation. Cependant, je l'ai exprimée à maintes reprises au Secrétariat et au Bureau Politique.

Je n'ai donc pas eu besoin des conseils de Beyer pour le faire et encore moins d'un bulletin clandestin. Le fait qu'à l'heure actuelle la Fédération de la Seine recrée une seule section par arrondissement de Paris et localité de banlieue montre d'ailleurs que j'avais raison; malheureusement le mal est profond dans certaines sections.

Deuxième exemple. — Dès octobre 1944, j'ai proposé à un B.P., pour rebâtir et orienter le parti en province dans un délai minimum, de réduire au strict indispensable le nombre des membres du B.P. et du C.C. présents en permanence à Paris. J'ai proposé d'envoyer le maximum de membres du B.P. et du C.C. en province, aux points décisifs, pendant tout le temps nécessaire, fut-ce des mois; ainsi les militants les plus qualifiés apporteraient leur expérience sur place et dans la vie aux directions départementales, celles-ci étant évidemment très faibles à la suite de nos énormes pertes de la clandestinité.

J'ai repris souvent cette proposition en rappelant les exemples du parti bolchevik (Staline en 1918 et en 1919, lancement du premier plan quinquennal en 1929-31, guerre 1940-45, etc...).

Bien que mes propositions aient été repoussées, je les ai encore exposées au B.P. en avril 1951 en citant l'exemple du parti italien.

Je n'ai donc pas eu besoin des conseils de Beyer et encore moins d'un bulletin clandestin.

Le seul énoncé de cette « proposition » suffit à montrer son absurdité.

En conséquence, dans le domaine politique (rapport Léon Mauvais) et dans le domaine d'organisation (déclaration Beyer) l'accusation portée par Beyer est contraire à la réalité et aux faits.

3) Il est probablement exact que j'ai convoqué Beyer à mon bureau en 1944, en février-mars 1949. Je n'en ai pas le souvenir exact parce qu'il m'arrivait de le convoquer pour des questions de travail courant, donc peu importantes. Elles se rapportaient soit à des précisions sur des faits durant la période où il travaillait dans mon service, soit sur des questions économiques. C'est pourquoi ces convocations se sont espacées de plus en plus et ont rapidement disparu.

Au cours d'un de ces entretiens, Beyer me déclara qu'objectivement il était accusé d'avoir introduit l'allemand Iltis, agent de la Gestapo, dans le Comité militaire zone-sud des F.T.P. (C.M.Z. arrêté tout entier et liquidé fin avril 1944, un mois et demi avant le débarquement). Je lui dis aussitôt d'aller immédiatement en saisir Maurice Thorez, cette affaire ne me concernant plus.

C'est en effet sur ma proposition qu'en 1945 le secrétariat a décidé une enquête sur les conditions dans lesquelles le C.M.Z. a été liquidé. Une commission spéciale alors présidée par Beyer a établi des faits scandaleux, inadmissibles; un certain nombre de sanctions ont été prises à l'égard d'anciens membres du C.M.Z. Une nouvelle enquête a été ouverte ultérieurement.

Il est donc incompréhensible que Beyer n'ait pas demandé une entrevue à Maurice Thorez pour réfuter la terrible accusation contre lui-même concernant Iltis et pour l'informer de la proposition que je lui aurais faite.

Il est incompréhensible qu'il n'ait même pas écrit au Secrétaire général du parti. Il est aussi incompréhensible qu'à défaut de Maurice, il n'ait pas essayé de voir Jacques Duclos ou Léon Mauvais.

En conclusion, je rejette entièrement et sans restriction l'accusation portée contre moi par Beyer.

II

Entrevue avec Charles TILLON chez BEYER en juin 1951

1° Cette entrevue a été demandée par moi-même à Charles sans lui en donner le motif. Il s'agissait de lui démontrer la nécessité absolue de s'occuper d'anciens F.T.P. membres du parti dans la clandestinité. Or, la femme de Beyer étant la secrétaire de Charles à la mairie d'Aubervilliers, le plus simple était de s'adresser à elle (donc à Beyer). Ce qui fut fait...

C'est dans ces conditions que, le lendemain, j'ai été seul chez Beyer avec Charles et que nous avons parlé de sa situation, donc de son affaire. A ce moment là je ne sais plus où on en était, n'ayant plus été tenu au courant depuis le début de la campagne électorale, c'est-à-dire depuis mai. Le conseil que j'ai pu donner à Charles c'était d'arriver à régler les incidents rapidement. Je lui demandais ensuite de voir la question des ex-F.T.P. et c'est tout;

2° Lorsque Léon Mauvais, après avoir expliqué au secrétariat du 26 mai la première accusation de Beyer, enchaina avec un rendez-vous avec Tillon chez Beyer, j'ai répondu instantanément : « NON ! » Il était clair, en effet, que l'évocation de cette entrevue — comme il l'a fait — visait à démontrer la véracité de la première accusation.

Je doute que des communistes responsables ayant reçu le coup de trique de cette accusation puissent instantanément se rappeler un sujet complètement différent et qui n'avait rien de commun avec ce que Beyer avait lancé.

La preuve : quand j'ai dit non, je ne me rappelais même plus le meilleur des alibis : la campagne électorale et les assemblées qui ont suivi et m'ont

absorbé jusqu'à la fin juin (comme tous les membres dirigeants du parti). Il était matériellement impossible de voir Tillon en pleine campagne électorale ou immédiatement après. Si j'avais eu les intentions que me prêtent Beyer et Mauvais, il était plus simple de voir Tillon chez lui à Aubervilliers à l'occasion d'un meeting par exemple;

3° En ce qui concerne l'entrevue elle-même, c'était évidemment une fausseté. Charles Tillon étant en discussion avec le secrétariat du parti, il eût fallu soit remettre cette entrevue après la solution du conflit, soit demander à Jacques Duclos de voir Charles sur la question pour laquelle j'avais été convoquer Tillon.

Je n'y ai pas songé une minute. Préoccupé par la situation qui pouvait se créer par l'attitude de certains camarades, j'ai voulu clarifier rapidement cette situation avant les vacances (commençant en juillet). C'est pour cette que l'accord avec les intéressés n'ayant pu être fait (délai beaucoup trop court), je me suis trouvé seul avec Charles et, en conséquence, le sujet abordé immédiatement a été son cas.

Je ne demande pas des circonstances atténuantes. J'explique seulement. C'est une faute, je le reconnais.

Je rejette donc l'association artificielle que le camarade Beyer, puis le camarade Léon Mauvais font avec l'entrevue de février-mars 1949.

Il n'est pas loyal de faire de telles associations, à deux ans et demi d'intervalle. Car, avec ce procédé, on peut facilement aligner des dizaines de faits artificiellement réunis pour échafauder dans une période donnée les pires accusations contre n'importe quel membre du Comité Central.

III

Encore un autre exemple de cette association de faits sans rapport les uns avec les autres.

Beyer prétend que son état d'esprit à l'égard d'un membre du B.P., secrétaire de la Fédération de la Seine, Raymond Guyot, serait due à l'expression « canaille » que j'en aurais exprimée à l'égard de R. Guyot. Il est vrai que m'arrive parfois d'employer des qualificatifs violents et exagérés à l'égard des camarades. C'est un de mes défauts que tout le monde connaît.

Mais tout le monde sait également que ces violences de langage s'adressent directement aux intéressés eux-mêmes à la suite de faits qui font explosion mon indignation à tort ou à raison.

b) Il m'est arrivé aussi de saisir le Secrétariat, Jacques Duclos et Maurice Thorez, de faits anormaux en les qualifiant de « canailleries ». Je l'ai fait même par écrit, la plupart du temps pour appeler l'attention sur la gravité de faits révélant l'action de l'ennemi de classe au sein du parti.

Il est parfaitement possible que lorsque Beyer était chargé de ce travail, j'ai employé cette expression. Mais cela n'a aucun rapport avec l'accusation portée.

Là aussi, ce trait d'union posé par Beyer et par Mauvais entre l'entrevue de février-mars 1949 avec Beyer et celle de l'été 1951 avec Tillon est artificiellement.

IV

Le rapport de Léon Mauvais est présenté non pas en exposé des affirmations de Beyer à examiner, mais pour établir que André Marty a mené un travail fractionnel du mois de février-mars 1949 à juin-juillet 1951.

Dans quel but mène-t-on un travail fractionnel ? Evidemment pour tenter de capter à son profit la direction du parti, donc par ambition. Quels que puissent être mes défauts, je n'ai pas celui-là.

Lorsque Mauvais préparait, comme secrétaire d'organisation, une grande mise en scène à la Mutualité pour le 6 novembre 1946, à l'occasion de mon 66^e anniversaire, c'est moi qui lui ai demandé d'annuler ce projet; j'estimais qu'en pleine campagne électorale (élection de l'Assemblée Nationale le 10 novembre 1946) il n'y avait pas lieu d'affaiblir, si peu que ce soit, l'activité générale du parti et les fonds recueillis.

Si j'étais ambitieux, j'aurais laissé faire.

J'ai été élu secrétaire du parti par le C.C. de janvier 1945. Maurice Thorez m'avait demandé préalablement, en compagnie de Jacques Duclos dans la salle des Pas-Perdus du Luxembourg (Assemblée consultative), d'entrer au secrétariat du parti.

J'avais d'abord répondu que je ne voyais pas très bien ce que je pouvais y apporter. J'ai accepté ensuite pour éviter que recommence la campagne menée à l'intérieur du parti essayant de différencier entre eux les membres du B.P.

Si j'étais ambitieux, j'aurais accepté immédiatement.

Le 20 ou 21 janvier 1947, au moment de la constitution du ministère Ramadier, Jacques Duclos m'a proposé d'entrer au gouvernement, comme ministre de la Reconstruction. J'ai répondu que cela ne me paraissait pas utile puisqu'un certain nombre de camarades avaient déjà une expérience de travail au sein du gouvernement.

Si j'étais ambitieux, j'aurais accepté immédiatement.

V

Le rapport de Léon Mauvais, le 26 mai, est présenté en son entier comme un acte d'accusation contre André Marty.

Ce que le rapport de Léon Mauvais ne peut exprimer, c'est le caractère de la discussion au secrétariat le 26 mai (de 16 h. 15 jusqu'à 21 h. 40) et le mardi 27 mai (de 14 h. à 16 h. 30).

Dès le début, il ne s'agissait pas d'éclaircissements à demander à un membre du B.P., secrétaire du parti. Il s'agissait de l'interrogatoire d'un coupable mené à la manière d'un juge d'instruction et bien préparé à cet effet avec confrontations, pluie d'éléments divers, imprévus et n'ayant rien à faire avec l'accusation première. A certain moment, le ton était si violent (Mauvais et Lecœur), qu'il frappait par son caractère anormal. C'était tellement clair que cela m'a permis de me maîtriser et de conserver mon calme (ce qui prouve que j'ai fait quelques progrès).

C'est pourquoi *toute cette affaire est un coup monté*, compte tenu des fautes que je reconnais, celle d'avoir vu Charles Tillon en pleine discussion entre Jacques Duclos et lui.

**

Pourquoi et d'où vient ce coup monté ? Je n'ai pas les moyens de l'établir.

C'est vrai, c'est une faute d'avoir vu Charles durant la période de discussion avec lui.

C'est vrai, c'est une faute de l'avoir vu chez Beyer qui, quoique membre du parti, a été relevé du C.C.

C'est vrai que j'ai pu avoir parfois (quoique mille fois moins qu'avant guerre) des expressions violentes et exagérées sous le coup de l'indignation. Mais aucun membre responsable du parti ne peut admettre d'être interrogé comme un coupable pendant des heures.

Une demande de précision par le Secrétariat aurait pu rapidement faire la clarté sans incident.

Il m'est arrivé, comme tout dirigeant du parti, de subir des critiques très dures au Comité Exécutif ou au Secrétariat de l'Internationale Communiste. Mais il s'agissait toujours de critiques argumentées et d'observations pour convaincre.

Au contraire, dans le cas soulevé, il suffit qu'une accusation soit lancée, malgré qu'aucun fait — hors de ceux cités ci-dessus et réfutés — ne vienne l'étayer pour qu'immédiatement un membre du B.P., secrétaire du parti, soit traité en accusé.

N'aurait-il pas été nécessaire de rechercher dans quel but une telle accusation est portée contre André Marty ?

N'aurait-il pas été nécessaire de rechercher pourquoi elle l'est trois ans et demi après février 1949 ?

C'est pourquoi le caractère anormal, que je n'ai jamais vu dans le parti, des deux longues séances du secrétariat des 26 et 27 mai n'ont pu que me confirmer qu'en remontant à l'origine de l'accusation et au moment où elle a été faite, on trouvera l'ennemi de classe, un coup monté contre la direction du parti.

Je suis fier — et c'est ma plus grande satisfaction — qu'en général, mais particulièrement de 1928 à juillet 1931, j'ai été, au sein du parti et après Pierre Sémard, l'objet des attaques les plus infâmes de l'ennemi de classe, faits établis en son temps par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Je suis fier qu'à d'autres périodes des campagnes de même nature aient été menées au sein du parti à mon sujet.

C'est la preuve que l'ennemi de classe qui sait très bien employer des moyens différents pour atteindre les dirigeants du parti, donc l'ensemble du parti, estime que mon activité lui est nuisible au point qu'il faut enfin se débarrasser de ma présence par le moyen le plus efficace : le discrédit et le déshonneur au sein du parti.

C'est pourquoi l'intérêt du parti exige que toute la clarté soit faite :

— sur les conditions dans lesquelles a été montée cette affaire, compte tenu des fautes et des erreurs que je reconnais ;

— sur les conditions dans lesquelles elle a été portée et menée au secrétariat le lundi 26 mai, au lendemain de l'arrestation extraordinaire et illégale d'André Stil et au moment de l'arrivée de Ridgway à Paris, à la veille des grandes manifestations contre lui et pour la paix en cours d'organisation pour le 28 mai.

ANDRÉ MARTY.

II

CE QU'ON NE DIT PAS

« Il est indispensable de rappeler le magnifique témoignage d'internationalisme prolétarien donné, il y a trente ans, par André Marty et ses compagnons de combat. Ils refusèrent de combattre le pays du socialisme qui depuis a tant fait pour libérer le monde de la barbarie fasciste et qui est, en même temps que le grand exemple, la grande expérience pour des millions d'hommes et de femmes de tous les pays de l'univers. »

Jacques DUCLOS - « *Un grand exemple* »
leader de l'*Humanité*, 19 avril 1949.

André MARTY (2 novembre 1952)

AU BUREAU POLITIQUE

Je me suis engagé à fournir cette note à la séance du Bureau Politique qui m'a suspendu de ma qualité de membre du Bureau Politique (jeudi 23 octobre 1952). Elle était presque entièrement élaborée mardi 28 octobre. Ce jour, j'ai reçu une lettre du camarade Lecœur me demandant « de bien vouloir passer au Comité Central vendredi prochain 31 octobre. Des camarades habités à cet effet par le Secrétariat doivent avoir une conversation avec toi ».

J'arrêtai donc l'élaboration de la note, croyant que des membres du Bureau Politique étaient désignés pour une discussion fraternelle avec moi. Il n'en fut rien; c'est devant la commission d'enquête (Mauvais, Servin, Auguet) que je comparus de 14 h. 30 à 18 heures pour y subir un interrogatoire portant sur toutes sortes de faits, d'accusations émanant de divers camarades et remontant maintenant jusqu'à dix-sept ans en arrière.

C'est pour cela que ce document a été retardé.

MES FAUTES.

1° Je renouvelle, comme je l'ai toujours déclaré, que l'entrevue que j'organisai en été 1951 avec Charles Tillon fut une faute :

a) parce que Charles Tillon, encore en discussion avec le Bureau Politique sur l'activité des communistes dans le Mouvement de la Paix, était ainsi encouragé à résister à l'orientation donnée par celui-ci;

b) parce que, convoqué par moi pour une question secondaire, je lui ai déclaré : « Tu n'as pas complètement tort en voulant, pour le Mouvement de la Paix en France, placer comme un des points essentiels la lutte contre le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest non dénazifiée »;

2° Lorsque la question de l'entrevue avec Tillon m'a été posée le lundi 28 mai par Léon Mauvais au Secrétariat du parti, je l'ai niée.

D'abord parce que, surpris, je ne m'en rappelais plus. En effet, la première question posée par Léon Mauvais avait reposé sur la déclaration de Beyer, prétendant que, dans mon bureau au 44, je lui aurais déclaré en février 1949 avoir des désaccords avec le parti et lui aurais demandé « d'éditer un bulletin pour redresser le parti ».

Mauvais ayant ajouté : « Le Comité Central de février 1949 ayant été dominé par la question de la solidarité avec l'Union Soviétique, les désaccords ne pouvaient porter que sur ce point. » (Lecœur a repris exactement la même accusation dans son rapport à la Mutualité du 29 octobre 1952 — *Humanité* du 30 octobre 1952.)

Or, l'accusation de mettre en doute la solidarité avec l'Union Soviétique ne repose sur rien. Je l'ai démontré dans ma note du 24 août 1952 entre autres, et sans reprendre tous mes articles, discours, etc... depuis toujours, et en particulier mon article-leader dans *l'Humanité* du 19 février 1945 : « A l'Armée Rouge, notre reconnaissance. »

J'ai été le premier à expliquer la décision du Bureau Politique du 30 septembre 1948 (« Le peuple de France ne fera pas, il ne fera jamais la guerre à l'Union Soviétique »), le 1^{er} octobre 1948 à Rouen et le 2 au Havre. Le 3, les dockers de cette ville refusaient de décharger un navire américain chargé de tanks.

— Je l'ai portée à la tribune de l'Assemblée le 23 novembre 1948, en réponse à l'intervention du fasciste Mutter le 18 novembre contre mon discours de Rouen.

— J'ai proposé au Secrétariat la campagne de 1949 (30^e anniversaire des événements de la Mer Noire). Je lui ai soumis la directive d'orientation générale de la campagne presque intégralement adoptée montrant que c'est *l'action de masse de la classe ouvrière en France*, en solidarité avec la Révolution socialiste naissante et attaquée par l'impérialisme français et les autres, qui a été un des éléments décisifs des grands mouvements des soldats et marins refusant de combattre la révolution victorieuse. (« Les heures glorieuses de la Mer Noire », 1949 - 200^e mille.)

Donc, l'accusation de divergence politique sur la question de solidarité avec le pays où les travailleurs sont au pouvoir est contraire à la vérité.

Qu'une telle accusation ait pu m'être lancée sur la seule base d'une déclaration de Beyer (incontrôlable et que j'ai toujours rejetée), m'a assommé. C'est pour cela que j'ai nié l'entrevue avec Tillon et ne l'ai reconnue que lorsque Charles me l'a rappelée.

Il n'en reste pas moins que c'est une faute de l'avoir niée, quelle que soit la raison que je donne et qui explique, mais ne demande pas de circonstances atténuantes;

3^e Il est exact qu'à maintes reprises, par des quolibets, des boutades, une phrase prononcée à un ou plusieurs militants, j'ai mis en cause — volontairement ou non — l'orientation politique du parti ou telle décision d'organisation.

Il est inexact de prétendre que ces déclarations visaient à discréditer la direction du parti.

C'est ainsi que le 25 mai, au départ du défilé du Mur, voyant derrière moi Charles Tillon en conversation avec Raoul Calas, je répondis à une question de Jacques Duclos : « Tillon explique à Raoul Calas la question viticole et Calas explique à Tillon les problèmes de l'Arsenal de Brest et des marins-pêcheurs de Douarnenez. » (Cette plaisanterie portait du fait que Calas, militant de l'Hérault, est chargé de suivre la Fédération du Finistère.)

C'est cependant une grosse faute d'agir ainsi (il est cependant inexact de prétendre que je n'ai pas posé ces questions d'organisation ou d'autres au Secrétariat du Bureau Politique : ma note du 24 août prouve le contraire).

Il est exact également que, sous le coup d'une explosion de mécontentement (justifié ou non), j'ai été injuste ou violent à l'égard de camarades responsables. C'est un défaut grave de ma part, bien connu de tout le parti depuis trente ans. Il serait juste cependant de noter que j'ai fait des progrès considérables depuis l'avant-guerre. Il n'en reste pas moins qu'il est inadmissible de la part d'un secrétaire du parti et même d'un membre du Bureau Politique de ne pas savoir se maîtriser. C'est également une faute parce que les critiques et observations que tout membre du parti a le droit et le devoir de faire doivent l'être dans des organismes réguliers du parti et là seulement.

C'est pour ces trois fautes essentielles que j'ai voté mon retrait du Secrétariat, proposé par le Bureau Politique à la session du Comité Central du 4 septembre 1952. C'est pour cela qu'à cette session j'avais proposé également le retrait du Bureau Politique. D'une part, comme je l'ai dit à ma première intervention, parce que la discipline doit être plus dure pour un dirigeant que pour un militant de base. D'autre part, parce qu'il est évident que je ne pouvais plus assurer les fonctions de membre du Bureau Politique, la dure sanction politique infligée m'enlevant désormais toute autorité.

Cela, je l'ai toujours déclaré ;

4° Cependant, je renouvelle ce que j'ai déclaré dans ma deuxième intervention au Comité Central du 4 septembre : mon entrevue avec Charles Tillon, les conversations que j'ai pu avoir avec lui, les critiques que j'ai pu émettre devant divers camarades, peuvent être considérées *objectivement* comme des actes fractionnels. Mais jamais, durant mes trente ans de parti, je n'ai fait de travail fractionnel sous aucune forme ; et en particulier au cours des années dont il est question.

Ce n'est pas dans une entrevue (très courte) avec Tillon et même dans des conversations avec lui qu'on peut trouver la base d'un travail de fraction, comme en a connu le parti à diverses reprises dans son existence et en particulier avec le groupe Barbé-Celor (1928-1931).

J'ai toujours rejeté l'accusation portée par Beyer en mai 1952 à la commission d'enquête de la C.C.C.P. sur la chute du comité militaire zone sud (avril-mai 1944) prétendant que je lui aurais proposé en février 1949 l'édition d'un bulletin (fractionnel celui-là) pour « redresser le parti ». (Les responsabilités éventuelles de Beyer dans cette chute sont-elles établies ?)

Dès le 26 mai 1952 — et je l'ai écrit dans ma note du 24 août 1952 — j'ai demandé que soit recherché et fixé le but de cette accusation entièrement calomnieuse (et portée par Beyer plus de trois ans après !)

5° La racine politique des fautes commises (entrevue avec Tillon au moment où il est en discussion avec le Bureau Politique — conversation avec Beyer, alors membre du Comité Central mais qui avait été relevé de son poste dans l'appareil du Comité Central — appréciations exagérées, fausses, injustes sur des faits ou des militants responsables) provient de ce que je n'ai pas encore pu me débarrasser complètement d'une très vieille formation due à l'influence du mouvement ouvrier révolutionnaire de Barcelone dans ma jeunesse, maintenue avant et pendant la première guerre mondiale par l'orientation syndicaliste des ouvriers des arsenaux de la Marine de Toulon et de Brest.

C'est pour cela qu'avec de bonnes intentions mon activité a pu gêner à diverses reprises le travail de la direction du parti, malgré l'influence décisive de la révolution d'octobre.

J'ai compris cela à la session du Comité Central des 3 et 4 septembre. C'est pour cela que j'ai voté mon retrait du secrétariat et proposé celui du Bureau Politique (pour la raison indiquée plus haut).

II

Les erreurs politiques qui ont motivé la sanction me retirant du secrétariat sont suffisamment graves pour qu'il soit inutile d'en ajouter d'autres qui n'ont pas existé.

Quelques exemples :

Rôle de l'Union Soviétique. — Jamais je n'ai diminué, ni tenté de diminuer le rôle décisif de l'Union Soviétique dans la guerre antihitlérienne, dans la libération de la France et dans la délivrance des pays de l'Europe de l'Est.

Quand Léon Mauvais a estimé, au secrétariat du 28 mai, que « les divergences politiques d'André Marty avec le Comité Central — prétendues par Beyer — portaient sur la solidarité envers l'U.R.S.S. » j'ai considéré cette appréciation non seulement contraire à la vérité, à toute mon activité de toujours, mais encore comme calomnieuse. Toujours j'ai défendu et appliqué en pratique l'idée fondamentale : les travailleurs — les communistes en tête — ne peuvent qu'être solidaires de l'Union Soviétique, parce que la Grande Révolution Socialiste d'Octobre y a supprimé le capitalisme, régime d'exploitation de l'homme par l'homme.

Autre exemple. — Le document du Bureau Politique (*Humanité* du 4 octobre 1952) écrit : « André Marty estimait que c'était une erreur de dire que l'Armée soviétique avait libéré les pays de démocratie populaire. »

Or, il est évident — même pour les ennemis des travailleurs — que c'est l'Armée soviétique et non l'insurrection nationale qui a libéré ces pays.

De même en ce qui concerne l'*internationalisme prolétarien*, par exemple dans la question allemande : mes articles et discours sont toujours partis — même pendant la guerre — de la différenciation nécessaire entre le fascisme allemand et le peuple allemand, en me basant sur les déclarations du camarade Staline. Toujours ils ont dénoncé le rétablissement de la puissance de Krupp — créateur du fascisme hitlérien, instrument de l'impérialisme allemand — comme une menace terrible pour la paix et pour la France.

C'est même à Chateaubriant (le 21 octobre 1950) que je l'ai rappelé en y opposant notre internationalisme prolétarien si bien exprimé par Timbaud, exprimant sa solidarité avec le parti communiste allemand.

Cela ressort aussi de mon article dans les *Cahiers* de décembre 1950 (30^e anniversaire du parti) où j'explique notre position en 1923 lors de l'occupation de la Ruhr.

Toujours, dès 1945, j'ai insisté sur l'importance exceptionnelle des accords de Potsdam. J'ai démontré maintes et maintes fois que leur application en Allemagne Orientale avait extirpé les racines de l'impérialisme allemand, menace pour la paix et pour la France.

D'autre part, j'ai été le premier au Comité Central et dans le parti à préciser notre position internationaliste prolétarienne dans la guerre d'Indochine.

En effet, de 1946 à 1949, nos propagandistes, nos journalistes, nos députés, en parlant des atrocités commises en Indochine, les mettaient sur le compte d'anciens SS et miliciens engagés dans la Légion. C'est vrai que ces fascistes

ont été des bourreaux atroces. Mais, en ne parlant que de leurs responsabilités, on esquivaient celles des troupes françaises. Or, ce sont des journaux comme *Témoignage Chrétien* qui ont dénoncé les atrocités commises par des soldats ou des gradés français.

En les cachant, le parti avait une position chauvine (seuls des ex-nazis peuvent faire cela, pas des Français !). C'est moi qui ai rétabli la juste position (au Comité Central de septembre 1949) en partant de l'article de Lénine (12 décembre 1914) « De l'orgueil national des Grands-Russiens ».

Je l'ai repris dans mon discours au 12^e Congrès du parti communiste français à Gennevilliers le 3 avril 1950 (brochure à couverture bleue) « Paix au Viet-Nam », pages 24 et 25 — brochure encartée dans *France Nouvelle* du 15 avril 1950 « La guerre au Viet-Nam... en Europe », pages 14, 15 et 16. Je l'ai repris dans bien des meetings.

C'est encore pour avoir été très clair sur notre position internationaliste prolétarienne au grand meeting de la Mutualité du 13 mai 1952 pour le soutien du peuple tunisien et de ceux de l'Afrique du Nord et pour la paix au Viet-Nam, que mon discours est donné comme un des arguments de la demande de levée d'immunité parlementaire me concernant (pages 129, 137 et 138 du document 4415, 21 novembre 1952, de l'Assemblée Nationale). (Pourquoi *l'Humanité* et le secrétariat cachent-ils cela ?)

Ceci ne montre-t-il pas que j'ai réussi à être un bon internationaliste prolétarien suivant les enseignements de Lénine, même quand la direction du parti estompait cette position capitale — sur les questions d'Allemagne et d'Indochine ?

Dans le *Mouvement de la Paix*, sans doute j'ai souvent insisté insuffisamment sur des campagnes comme celle pour la signature de Stockholm. Cela parce que c'était le thème général — et unique — de tous nos orateurs. C'est une faute, parce que cela facilitait la campagne prétendant inutiles les signatures.

En revanche, très rares étaient nos orateurs qui parlaient de la nécessité de l'action de masse des travailleurs. C'est pour cela que j'insistais sur elle.

Concernant la politique du parti, après la libération, la fin de la guerre et ensuite. Jamais je n'ai mis en doute la nécessité de la dissolution des milices patriotiques. Ce n'est pas dans une phrase ou un mot plus ou moins bien interprétés qu'il faut juger une ligne politique, mais dans ce qui est dit et expliqué. Qu'on prenne mes articles et mes discours.

Jamais je n'ai prétendu ou laissé entendre qu'à la Libération le parti aurait dû prendre le pouvoir (pour instaurer le socialisme) comme l'a expliqué Lecœur à la Mutualité le 9 octobre. Les conditions pour cela étaient loin d'être remplies.

Mais puisque cette politique du parti à la Libération est soulevée, il serait utile au parti, au lieu d'accuser André Marty (et Charles Tillon) d'être des « aventuriers », d'examiner si notre politique a été entièrement juste.

Au moment où, sur directive du Comité Central, nous avons accepté à Alger de participer au gouvernement provisoire, j'ai été chargé par la délégation du Comité Central de préciser notre position sur la participation ministérielle. Celle-ci a été exprimée dans la déclaration de la délégation du Comité Central à Alger et dans mon rapport public du 11 avril 1944.

Ils ont été établis après avoir réétudié les enseignements du rapport de Dimitrov et de son discours de clôture du 7^e Congrès de l'Internationale Communiste sur la participation ministérielle (juillet-août 1935).

Elle se résume ainsi (voir *Liberté et France Nouvelle d'Alger*, avril 1944) : La participation ministérielle ne diminue pas, mais accroît « la responsabilité du parti dans le développement de l'action et de l'union dans l'action des masses populaires ».

Dans cette action nécessaire des masses populaires était comprise évidemment celle des peuples asservis dans les colonies, ainsi que je l'écrivais le 29 novembre 1942 dans l'article-directive écrit à ce moment où j'étais secrétaire de l'Internationale Communiste, sous le titre « L'heure de la France a sonné », et que jamais la direction du parti n'a fait imprimer.

J'y écrivais entre autres :

« Enfin les quinze millions d'Arabes et de Berbères d'Afrique du Nord peuvent jouer un rôle inestimable dans la grande lutte contre l'impérialisme hitlérien. Mais pour attirer ces guerriers magnifiques dans les rangs de la nouvelle armée française, ces peuples doivent recevoir le minimum de ce qu'ils ont toujours demandé : égalité de droits et de devoirs avec les Français en Afrique du Nord. Le jour où, en Afrique du Nord, les peuples arabes et berbères auront les mêmes droits que les Français verra un enthousiasme populaire qui amènera dans les armées de la libération de remarquables et courageux soldats... »

(Edition en français à Londres par le Parti communiste de Grande-Bretagne, pages 13 et 14. — Publié intégralement à New-York, en anglais, à la même époque, dans le *Daily Worker*, journal du Parti communiste des Etats-Unis.)

Déjà, nous dénoncions l'infiltration des hommes des trusts — de la trahison nationale — au gouvernement (campagne de *Liberté* et discours à l'Assemblée Consultative d'Alger, 1944).

Dès lors, notre participation au gouvernement à partir de 1944 a-t-elle assez suscité l'action des masses populaires et avant tout de la classe ouvrière ? Certes, il était juste d'appeler à l'effort de tous — ouvriers en tête — pour la guerre contre l'impérialisme hitlérien, puis pour la reconstruction.

Mais y avait-il égalité de sacrifices entre les ouvriers écrasés par le marché noir, les coupures de courant entraînant le travail de nuit, les difficultés énormes de la vie, et les gros industriels en général traîtres, revenant peu à peu, entassant des bénéfices monstrueux ? Tandis que « la saisie des biens des traîtres » (les gens des trusts) (programme de la Résistance), était rapidement enterrée, même dans notre propagande.

Cela n'explique-t-il pas le fait que dans les élections législatives de la région parisienne de 1945 et 1946 nous avons très rarement rattrapé dans les centres ouvriers essentiels le niveau de 1936 ? On a même constaté dans la Seine (Ouest), la Seine-et-Oise (Argenteuil) et d'autres centres ouvriers une nette opposition ouvrière au parti, manifestée par un report de voix sur les listes « internationalistes trotskystes ».

Ne vaudrait-il pas mieux examiner à fond cette question de notre participation passée au gouvernement pour en tirer les conclusions politiques en vue de l'avenir, plutôt que d'accuser Marty (et Tillon) d'aventuriers et d'avoir prétendu que le prolétariat pouvait prendre le pouvoir en 1944 ?

Toujours, j'ai soutenu la nécessité d'appliquer le programme du C.N.R. (ce qui était très loin de la prise du pouvoir par le prolétariat). Or, celui-ci comportait, entre autres, l'amélioration réelle des conditions sociales des travailleurs (aux frais des grands capitalistes traîtres). Et cela ne pouvait être obtenu qu'en n'affaiblissant pas l'action propre de la classe ouvrière. C'est ce que j'ai à ce moment écrit et préconisé dans mes discours, en particulier à

Clichy (Seine) le 10 avril 1945. (Voir *Huma* du 11 avril - « Que le gouvernement s'appuie sur le peuple, »)

En constatant que la Libération commençait à apporter du changement, l'enthousiasme de la classe ouvrière se fut développé et eut refoulé le retour des hommes des trusts traîtres. Et l'on n'eût pas vu dans les élections de 1945-1946 tellement de voix ouvrières se portant sur un « parti trotskyste » dit « communiste internationaliste » en opposition à notre Parti Communiste Français. S'il m'est arrivé de parler à des camarades de cette période (dite des milices patriotiques) c'est dans ce sens et non pas dans celui « d'une prise de pouvoir » par le prolétariat avec quelques bataillons de milices patriotiques.

D'ailleurs, le Congrès des Comités de Libération zone sud tenu en Avignon les 7 et 8 octobre 1944 avait adopté — dans l'enthousiasme — une bonne orientation en posant la réélection par le peuple de tous les Comités de Libération pour l'application réelle du programme du C.N.R.

En ce qui me concerne, et quoique alors membre du Bureau Politique, j'ai appris ce congrès dix jours après par un militant de base rentré à Paris.

Aucun compte rendu n'en a été fait au Bureau Politique. Et, naturellement, aucune suite n'a été donnée.

Il vaudrait mieux poser devant le parti, d'un point de vue critique, l'étude de cette période, sur la base des questions soulevées par Maurice Thorez au Comité Central d'octobre 1947 avec ses enseignements, que d'accuser Marty (et Tillon) de prétendre que le Parti Communiste Français pouvait prendre le pouvoir à la Libération !

L'UNITE DU PARTI DANS LA RESISTANCE

Concernant la candidature à Paris de Jeannette Vermesch, en 1945.

Il m'est reproché d'avoir voulu, à cette occasion, différencier entre les communistes suivant leur affectation dans la Résistance, en France ou ailleurs, et de viser en particulier Maurice Thorez. Je répète qu'on m'a toujours entendu soutenir le contraire. Quel que soit le poste où le parti place ses militants, ils jouent leur rôle, accomplissent leur devoir.

Mes articles du début 1944 sur la préparation de l'Insurrection Nationale (d'août 1944) ou mes interventions (entre autres celle d'août 1952) l'ont toujours démontré : l'insurrection nationale d'août 1944 a été le résultat d'actions multiples commencées dès le début de l'occupation, et chacun a joué un rôle décisif aussi bien en rédigeant un article ou un tract, en l'imprimant, le diffusant, qu'en luttant dans les F.T.P. ou dans les forces armées de l'extérieur.

Il est vrai que la directive du secrétariat, prise sur ma proposition, était d'examiner toute candidature (à une élection ou à une direction du parti) en partant de l'activité de l'intéressé pendant la guerre (1939-1945). C'est en particulier ce qui fut fait en Union Soviétique après la guerre.

J'ai simplement rappelé ce fait au Bureau Fédéral de Paris-Ville.

Il est vrai que j'ai demandé de peser si la camarade Jeannette correspondait à Paris.

J'ai eu le tort de ne pas soulever au Secrétariat ce à quoi je pensais : sa candidature dans le Nord afin d'y aider nos camarades en difficultés. Je ne l'ai pas fait parce que je craignais justement d'être accusé de chercher à atteindre Maurice Thorez. Et c'est tout. La faute commise par moi consiste à ne pas avoir posé « ainsi » la question, et permis de croire à une tentative de différenciation entre camarades.

Concernant l'action de masse.

Le camarade Lecœur a prétendu (jeudi 30 octobre) que André Marty (et Tillon) exprimaient le manque de confiance dans la classe ouvrière.

Le document du Bureau Politique (*Hum* du 4 octobre) me reproche de vouloir le front unique seulement d'en haut.

Ce fut toujours exactement le contraire. J'ai expliqué et dans la presse et dans les discours et dans les écoles, comment se réalise le *Front Unique* pour arriver à l'action de masse.

J'ai cité, entre autres, comme un bon exemple, la grève des métro-bus de mars 1951 : parce que menée par des comités élus sur des revendications préparées par l'ensemble des travailleurs. J'ai rappelé à cette occasion l'analyse de la grève de Rombas par Maurice Thorez (1932).

De même, pour la défense des mal-logés, j'ai exposé quelques exemples et rappelé l'article sur le *Remède du locataire* (de Maurice Thorez, 1932) : défense des revendications du point de vue juridique, mais aussi comités élus d'en bas pour se défendre, par exemple, contre les expulsions.

Mon article dans *l'Humanité* du 7 décembre 1950 exprime tout cela et, j'en reste convaincu, d'une manière juste. C'est sans doute pour cela qu'il a été imprimé par la Fédération de la Seine et distribué à la fête de *l'Humanité* du 2 septembre 1951, comme contribution à l'étude des œuvres de Maurice Thorez.

Dans cet article, entre autres, j'indiquais nettement comment le maintien du Front Unique exige de dénoncer ceux qui tentent de saboter l'action ou de diviser le mouvement (les dirigeants sociaux-démocrates).

Les événements de mai 1952.

Contrairement à ce qui est colporté, jamais je n'ai mis en cause la nécessité des manifestations pour la Paix des 27 et 28 mai et la participation active des communistes à ces manifestations pour la Paix. J'y ai aidé de mon mieux.

Mais j'ai été stupéfait d'apprendre par la presse qu'en de nombreux points des « pancartes de fête » avaient été distribuées aux manifestants. Or, quoique à ce moment secrétaire du parti, j'ignore d'où est venue la tentative de donner à la manifestation du Mouvement de la Paix, contre Ridgway et contre la menace supplémentaire de guerre qu'il apportait, le caractère d'une action à caractère prolétarien pour le socialisme.

De même, c'est par la lecture de *l'Humanité* que j'appris le 4 juin le mot d'ordre insensé : « Grève illimitée ». A ma question : « Quelle commission exécutive du syndicat (ou au moins quel bureau fédéral de syndicat) a pris cette décision ? », aucune réponse n'a jamais été donnée. Et qui l'a fait lancer par *l'Humanité* ?

Ce n'est donc pas moi qui peut être accusé d'être un aventurier et de jouer avec les militants.

Ne serait-il pas mieux, au lieu d'accuser André Marty, de mépriser l'action de masse pour la Paix (Lecœur à la Mutualité), d'analyser à fond les erreurs commises alors et dont les conséquences se ressentent dans la lenteur actuelle à développer une action de masse, entre autres pour défendre le Secrétaire Général de la C.G.T. (Le Léap) menacé du tribunal militaire ?

Pourquoi ne pas examiner cela à fond, d'un point de vue critique et auto-critique ?

Le Bureau Politique a décidé quatre fois que Léon Mauvais et Raymond Guyot présenteraient une analyse du mouvement du 12 février 1952. Au moment où j'ai été relevé de membre du Bureau Politique, le 23 octobre, ce n'était pas encore fait.

Et pourtant, l'étude de tous les grands mouvements de 1952 apporterait beaucoup.

Cela permettrait de trouver pourquoi Pinay a passé sans mal « le rendez-vous de septembre sur les salaires » et comment il tient la classe ouvrière par l'accentuation du chômage, conséquence de sa politique de marschallisation et de guerre, voulue par le grand patronat.

Pourquoi, à la date du 23 octobre, le Bureau Politique n'a-t-il pas encore étudié la leçon à tirer de l'échec subi dans l'élection du deuxième secteur de Paris les 22 juin et 6 juillet 1952 ?

Et pourquoi le Bureau Politique, à la date du 23 octobre, n'a-t-il pas encore étudié et tiré la leçon des grands mouvements des travailleurs belges depuis 1949 (contre le retour du roi traître, contre les deux ans avec succès partiel, contre la libération des tueurs fascistes avec le succès partiel obligeant le Ministre de la Justice à démissionner) ?

Pourquoi ces mouvements ont-ils une telle ampleur en Belgique, avec cependant un Parti communiste relativement faible ? Et pourquoi sommes-nous en retrait, en France, en face de ces grands mouvements de masse ?

Voilà quelques questions brûlantes et capitales à étudier. Les militants, tous les travailleurs de France en seraient passionnés et enthousiasmés, et prendraient confiance en leur force devant les menaces grandissantes de guerre, le développement de la réaction sociale, politique, répressive, en violation même des libertés syndicales et démocratiques, etc...

Les fautes que j'ai commises comme secrétaire du parti et comme membre du Bureau Politique sont graves.

Les sanctions (retrait du Secrétariat et du Bureau Politique) le sont également.

Cependant, j'ai toujours espéré que, suivant nos principes, les moyens me seraient donnés de prouver que, si j'ai commis des erreurs, je me sens capable de montrer dans la lutte quotidienne du parti que, malgré les fautes commises, je puis encore rendre des services au parti et à la classe ouvrière.

D'ailleurs, après l'arrestation de Jacques Duclos (28 mai 1952), tous les membres du Bureau Politique ont constaté qu'en fait je n'étais plus secrétaire du parti, le Bureau Politique étant ostensiblement présidé et dirigé par Auguste Lecœur.

Et cependant, en lisant mes articles et mes discours contre le complot gouvernemental, en particulier celui du Vel' d'Hiv' le 12 juin et ceux de la campagne électorale du deuxième secteur de Paris — durant tout l'emprisonnement de Jacques Duclos (28 mai-4 juillet), personne n'a pu s'apercevoir qu'aux séances du Secrétariat des 26 et 27 mai, j'avais été l'objet d'accusations d'une gravité extrême. La dernière dizaine de mai et le mois de juin étaient déjà une preuve que par mon activité j'allais réparer les fautes commises.

J'espérais donc pouvoir prouver au parti que mon activité générale n'allait pas diminuer : ces 34 jours l'ont prouvé. J'étais décidé à m'efforcer de faire pénétrer la ligne du parti au sein des travailleurs. Malheureusement, dès le lendemain du comité central des 3 et 4 septembre, rien n'a été fait pour me permettre de faire cette preuve. Au contraire.

Dès le 5 septembre, ce fut le boycott absolu de tous les membres du comité central et de l'appareil, le silence de *l'Humanité* sur la belle manifestation de masse pour Henri Martin le 7 septembre à la fête de *l'Humanité* (au stand du 13^e); ce fut la suppression totale de ma collaboration à notre presse (de Paris et de province); l'interdiction de prendre la parole, les directives de ne pas répondre à mes lettres, même quand je demande aux administrateurs de *La Marseillaise* (Marseille) et de *La République* (Lyon) de me faire parvenir les articles d'avril 1952 sur la Révolte de la Mer Noire pour lesquels est demandée la levée de mon immunité parlementaire. On m'a même empêché

d'intervenir sur le budget des travaux publics à l'Assemblée Nationale, le vendredi 24 octobre, *durant 4 minutes* contre les sanctions infligées aux chemi-nots; on m'interdit de paraître dans les différents meetings.

En même temps, ce qu'on appelle « le travail fractionnel Marty-Tillon » a été porté dans les Fédérations, les sections et les cellules, non pas sous forme d'exposé politique, mais avec des déformations voulues et croissantes, des calomnies épouvantables. Les délégués du comité central dans les assemblées départementales s'exprimaient dès les premiers jours en général avec une violence et une haine anormales.

Pendant trois semaines après le Comité Central, il a été répété que j'avais refusé de faire mon auto-critique. La publication de ma deuxième intervention au Comité Central du 4 septembre 1952 a été ensuite qualifiée par le Bureau Politique comme un début d'auto-critique. Il a fallu attendre encore plus de quinze jours pour que les membres du parti sachent que j'avais donné une première autocritique (repoussée par le Bureau Politique) alors qu'il était dit partout que je refusais d'écrire sur les erreurs commises.

Tous mes livres et brochures sont envoyés au pilon. Comme si cela pouvait supprimer 1907 et le 17^e, la Révolte de la Mer Noire, et ce que j'ai pu réaliser à l'Hôtel-de-Ville de Paris de 1931 et 1935, seul contre les fascistes.

Jamais dans l'histoire du parti n'a été menée une telle campagne de dénigrement, de discrédit, contre qui que ce soit. Jamais on n'a vu pareilles attaques, même en 1931 contre le groupe saboteur ennemi Barbé-Celor. Suivant les directives de l'Internationale Communiste, le rapport du Bureau Politique au Comité Central en décembre 1941 que j'ai présenté contre le groupe restait uniquement sur le terrain politique. Cela afin de sauver le maximum de camarades.

L'intérêt du parti et de la classe ouvrière est-il de discréditer à jamais, de déshonorer, de tuer politiquement des militants — moi-même en particulier — quelles que soient leurs fautes? Quelles que soient celles que j'ai commises, j'ai été membre du Bureau Politique depuis 1931, membre du Comité Central depuis 1925. Et personne ne s'est aperçu de rien jusqu'ici! Mon rapport du 13 février au Comité Central considéré comme bon par Jacques Duclos et Etienne Fajon est-il toujours bon, oui ou non? En particulier quand, citant Staline, il montre la différence fondamentale entre un parti communiste et un parti social-démocrate?

Aujourd'hui, on accuse André Marty d'avoir eu l'ambition... de remplacer Maurice Thorez comme Secrétaire général... à 66 ans!

Dans ma note du 24 août, j'ai démontré la fausseté absolue de cette accusation infâme d'ambition.

J'espérais une convocation amicale d'après la convocation du camarade Lecœur pour le vendredi 31 octobre.

J'ai trouvé une commission d'enquête qui m'interrogea sur des faits de toutes sortes, sur la base d'une lettre, d'un récit, d'une accusation. Elle remonte actuellement à 1935.

Et tout cela est parti d'une déclaration de Beyer prétendant qu'en février 1949 je lui aurais proposé de faire du travail fractionnel en éditant un bulletin.

Rien n'est évité pour m'écraser, me démoraliser. Tout le Comité Central m'a vu me tordre d'une crise de foie le 4 septembre. Elle est revenue deux fois. Aucun médecin communiste ne m'a été envoyé.

Sans me prévenir, le 23 octobre, mon garde de corps est enlevé. Sans me prévenir, la garde de nuit est enlevée le 29 octobre, le même matin où une explosion à la mélinite déshiquetait un cafetier à 200 mètres de mon logis. Sans me prévenir, on m'enlève le 29 octobre chauffeur et voiture.

Pourquoi ne pas me dire : « Tu n'as plus droit aux gardes et à la voiture. En as-tu besoin deux ou trois jours pour te réorganiser ? » Non ! On enlève. Et les partants s'en vont sans me remettre les clés de mon domicile !

Jamais un militant, même de ceux qui, de 1923 à 1934 firent, eux, du travail fractionnel, n'a été traité ainsi, calomnié avec une telle haine.

Tout cela pour me pousser à un geste public contre le parti, mon parti, le Parti Communiste Français, le parti de la classe ouvrière. Et qui concentre en lui tous ses espoirs actuels et futurs.

Ce geste, je ne le ferais pas.

Jacques Duclos m'a posé à deux reprises au Bureau Politique cette question infâme : « Pour qui travailles-tu ? » Réponse : « Pour ce que je crois être l'intérêt de la classe ouvrière, inséparable des intérêts du peuple et de la France. »

J'ai pu faire des fautes, des erreurs même très lourdes. J'ai pu conserver et exprimer des positions venant de mon éducation de jeune homme tout entière imprégnée de Barcelone et des actions qui me formèrent, celles des ouvriers syndicalistes des Arsenaux de Toulon et de Brest avant 1914, et non conformes aux principes du parti.

Mais ce n'est pas à 66 ans que je changerai, que j'abandonnerai la voie de la lutte pour libérer la classe ouvrière.

Comme je l'ai demandé le lundi 26 mai, en répondant aux accusations de Beyer, comme je l'ai confirmé dans ma première note du 24 août, l'intérêt du parti, l'intérêt des travailleurs, est de savoir d'où est partie cette accusation première qui a tout déclenché, que j'ai appelée et que j'appelle un coup monté.

En ce qui me concerne, le discrédit est tel après ces deux mois passés de campagne dans le parti, que pratiquement je ne puis plus être considéré comme un dirigeant par les organismes du parti à tous les échelons, depuis le Comité Central aux Bureaux de cellules en passant par les Bureaux fédéraux et les Bureaux de sections.

Mais, comme je l'ai dit le 26 mai, je défendrai jusqu'au bout mon honneur de militant.

*Communiste je suis, communiste je reste jusqu'à la mort.
Et si je puis vivre assez longtemps encore, je le prouverai.*

ANDRÉ MARTY.

III

LA MÉTHODE D'ACCUSATION

« Je t'envoie ces quelques mots avec l'accord d'un jeune camarade membre de ma cellule qui a été comme moi surpris et peiné des accusations et de la décision du parti de t'exclure. Nous avons pensé que les accusations portées contre toi étaient, sinon fausses, du moins amplifiées. J'ai été récemment appelé devant le Bureau de section pour avoir ouvertement pris position pour toi; car sans te connaître beaucoup j'ai lu bien souvent dans « l'Huma » ou l'Avant-Garde tes articles qui étaient du plus pur style révolutionnaire. Je t'ai également écouté avec émotion à la fête de « l'Huma » lorsque tu as pris la parole en faveur d'Henri Martin. » (1)

(1) Septembre 1952 : *L'Humanité* n'en a rien publié.

André MARTY (2 décembre 1952)
AU COMITE CENTRAL

Chers Camarades,

J'ai reçu du Secrétariat Administratif la convocation pour la session des 5, 6 et 7 décembre. Cette convocation ne comportait pas d'ordre du jour, ni de rapporteur. Mais vous aurez certainement à examiner « le cas Marty-Tillon ». Au Bureau Politique du 23 octobre 1952 (qui m'a suspendu de son sein), je me suis engagé à faire une nouvelle note autocritique; elle a été remise le 2 novembre.

Le Bureau Politique ne m'a pas fait connaître son avis; contrairement à mon attente, le Secrétariat ne m'a pas convoqué à son sujet. Le Bureau Politique a donc l'intention de vous soumettre cette dernière note qui marque clairement ma position.

D'autre part, à la réunion d'information de la Mutualité, sous la présidence de Jacques Duclos, le camarade Lecœur a déclaré que « André Marty et Charles Tillon étaient des corps étrangers à la direction communiste ». Cette déclaration a été rendue publique. Or, la direction, c'est le comité central. Ainsi, avant toute décision de sa part, le Secrétariat m'a exclu du comité central.

Je ne puis donc me rendre à une session du Comité Central que lorsque celui-ci aura désavoué cette déclaration injuste et insultante, et confirmé ma qualité de membre du Comité Central. Cela veut dire évidemment mon rétablissement dans les droits et devoirs d'un membre du parti, qui m'ont été retirés par le Secrétariat après le 4 septembre, et en premier lieu celui d'écrire

dans la presse du parti, de prendre la parole en public et à l'Assemblée Nationale pour y défendre les positions du parti.

D'autre part, à la session du 4 septembre, j'ai déclaré qu'il était impossible de me laisser au Bureau Politique car, après de telles attaques, je n'aurais plus aucune autorité dans les organismes du parti. C'est encore plus vrai aujourd'hui.

Je demande donc que vous soit soumise intégralement ma note du 2 novembre.

Je me bornerai à y ajouter les précisions suivantes :

A. — Depuis le 4 septembre, le Bureau Politique a mené une campagne publique sur le cas André Marty et sur le cas Charles Tillon qu'il y a joints arbitrairement. Mais il n'a rien publié de mes notes et même de mes lettres de rectification à la presse bourgeoise et social-démocrate.

Dans ces conditions, il est aisé d'obtenir la condamnation d'André Marty (et de Charles Tillon). Avec une phrase isolée de son texte, on fait dire à un auteur le contraire de sa pensée.

C'est pourquoi je demande que le Comité Central décide de publier intégralement ma dernière note du 2 novembre et aussi ma première note du 24 août, complétant et rectifiant le procès-verbal des séances du Secrétariat des 26 et 27 mai établi par Léon Mauvais.

Le parti constatera, ainsi, que contrairement à ce qui est répété, j'ai toujours fait mon autocritique. Mais je ne puis reconnaître ce que je n'ai pas fait, plus particulièrement ce que le Bureau Politique appelle « le travail fractionnel d'André Marty et Charles Tillon », car il n'a jamais existé.

Entre autres, on m'accuse dans l'*Humanité* d'être « blanquiste » dans le sens d'aventurier; que chaque membre du Comité Central reçoive ma brochure : « Blanqui, révolutionnaire trois fois condamné à mort », et on verra que mon étude est juste dans l'ensemble, Iéniniste.

B. — Il est extrêmement nuisible au parti et à sa direction (Comité Central et Bureau Politique) d'employer les méthodes exprimées dans l'*Humanité* et aggravées dans les réunions intérieures du parti.

D'une part, la presque totalité des faits est presque entièrement falsifiée.

Trois exemples :

1° On écrit : « A Alger, André Marty est allé manger chez un personnage suspect au lieu d'aller chez le secrétaire du parti algérien. » Ce « suspect » est le D^r Wunschendorf (famille alsacienne émigrée après 1870), professeur à la Faculté de Pharmacie d'Alger, ainsi que sa femme. Tous deux ont été chassés de leur chaire par Vichy au début de 1941 parce que communistes, et laissés sans ressources jusqu'en novembre 1942. Le professeur, qui m'a hébergé à Alger en 1943-44 comme Virgile Burel et d'autres députés, a eu un conflit dans une réunion d'intellectuels, « conflit contesté et non réglé » m'a déclaré le camarade Moine, secrétaire du parti algérien. Voilà ce qu'on appelle un « suspect ».

2° Autre exemple. — On écrit dans l'*Humanité* : « André Marty a eu à Alger et à Paris des relations avec deux Egyptiens parents d'un traître. » Le Secrétariat sait bien cependant qu'en 1943-44 Curiel et sa femme tenaient au Caire la seule librairie recevant d'U.R.S.S. tous les livres en langues étrangères et, sur notre demande, nous en approvisionnaient. Le Secrétariat sait bien qu'à son arrivée à Paris, voici un an environ, j'ai reçu Curiel à mon bureau du 44 en présence de Feix, responsable du groupe à l'Assemblée de l'Union Française. Il sait bien qu'après avoir écouté son information, j'ai

refusé de donner la moindre indication, un communiste français n'ayant aucun droit de donner des conseils sur son pays à un communiste égyptien.

Le Secrétariat sait bien que je n'ai plus revu Curiel. Le Secrétariat sait bien que j'ai fait rencontrer trois fois la femme de Curiel en ville à sa demande pour en recevoir des informations sur l'Égypte, transmises aussitôt au groupe communiste de l'Assemblée de l'Union Française.

Dès que Feix m'a informé de la parenté de Curiel avec la personne en question, j'ai rompu tout contact avec lui. Mais le groupe de l'Union Française a vu régulièrement les Curiel des dizaines de fois. Voilà un exemple entre vingt et la déformation des faits pour discréditer André Marty.

3° Troisième exemple. — On écrit dans l'*Humanité* que « André Marty est en relations suivies avec son frère Jean, qui lui-même est lié... au Préfet de Police ». Lecœur qui a lancé deux fois cette accusation, n'a donné aucune indication sur son origine. Mais cela suffit pour la répéter et l'écrire. Lecœur a « oublié » de dire que mon frère est médecin agréé pour les accidents ce qui évidemment, le met en contact avec les services de police de son canton.

J'ai cependant précisé que de 1944 à 1949, j'ai vu trois fois mon frère à Noël pour régler de compliquées affaires de famille. Entre Noël 1950 et mi-septembre 1952, je ne l'ai pas vu une seule fois. Pour raisons personnelles. Je suis allé chez lui — en son absence — en réponse à un coup de téléphone à mon bureau au 44 le 18 août 1952 de mon neveu, m'informant qu'il venait d'avoir un fils. J'y suis revenu mi-septembre (au retour du congé de mon frère parti au début de juillet) avant le départ en province de mon neveu, souper avec lui et avec ses beaux-parents. J'y suis revenu quelques jours après en consultation. Et c'est tout.

Comme je l'ai écrit à Jacques Duclos, j'ai fait porter chez lui mes livres et mes meubles, le 1^{er} décembre, parce que je n'ai pas les moyens de payer les sommes considérables qu'exigerait le garde-meubles pour un tel volume. L'arrangement a été fait par lettre, et je n'ai pas mis les pieds chez lui. Mais il faut constater que *Paris-Press* (entre autres) a écrit dans son numéro du 2 décembre, que le 1^{er} décembre à 13 heures, André Marty est sorti en trombe de chez lui pour sauter dans une auto et aller chez son frère. C'est un mensonge provocateur. A 13 h. 15 ce jour-là, deux jeunes boulistes de la poste de la Garene sont venus me vendre leur calendrier. Je n'ai quitté mon domicile que le soir du 1^{er} décembre à 18 h. 15 un quart d'heure après le départ du camion (et des journalistes qui le suivaient) à pied, pour aller à l'autobus, accompagné d'un cheminot et du camarade Louis Decamps.

Pourquoi ce journal de basse provocation a-t-il écrit ce mensonge, appuyant ainsi la campagne menée dans le parti et dans l'*Humanité* sinon pour tenter encore de me discréditer ?

*
*
*

D'autre part, la deuxième série de faits publiés dans l'*Humanité* et répétée dans le parti repose sur un système de fabrication artificielle d'accusations.

La Commission (Mauvais, Servin, Auguet) cite une déclaration d'un camarade (un) d'après laquelle voici un an, cinq ans, dix ans, quinze ans, André Marty a dit ceci. Si je conteste, comme c'est le cas général, la Commission prétend qu'André Marty ment, mais que le dénonciateur a dit vrai, et on l'écrit dans l'*Humanité*.

Un exemple : Jean Jérôme déclare : « En février 1937, j'ai été envoyé par Maurice Thorez auprès d'André Marty à la base des Brigades Internationales d'Albacète pour lui faire un compte rendu des débats du Comité Central sur le front des Français et la main tendue aux catholiques. André Marty s'est mis dans une violente colère et m'a déclaré : les catholiques il faut les traiter comme on fait en Espagne. »

C'est un mensonge complet.

1° Je ne me souviens en rien d'une entrevue avec Jean Jérôme il y a 15 ans sur le front des Français et la main tendue aux catholiques. Elle est néanmoins possible.

2° Ce qui est sûr c'est que vis-à-vis des catholiques, j'ai eu une position contraire à celle que prétend Jean Jérôme. Pas une unité des Brigades Internationales n'est montée en ligne (les Français en premier lieu) sans avoir reçu de ma part (délégué spécial du Ministre de la Guerre du Gouvernement de la République espagnole) l'indication formelle « *respect absolu des croyances du peuple espagnol, avant tout respect absolu des catholiques et des églises; il vaut mieux cantonner dans la campagne que dans une église.* ». Des milliers d'anciens volontaires peuvent en témoigner. Donc Jean Jérôme ment, mais c'est l'accusateur qui est cru...

3° Je ne crois pas avoir eu le temps de discuter longuement avec Jean Jérôme à ce moment, car février 1937 c'était la grande bataille du Jarama pour encercler Madrid où j'ai passé dix-huit jours en première ligne. C'étaient ensuite les grandes attaques d'aviation sur Valence et Albacète.

4° Mais il est exact que j'ai eu des discussions, même violentes avec Jean Jérôme, parce que le peu de matériel envoyé à la République espagnole (il s'agit de celui venu de pays capitalistes d'Europe) ne valait pas grand-chose et se payait cher : depuis les casques d'infanterie français) percés de rouille et sans coiffe jusqu'aux tanks Renault 1917 incapables de faire cent mètres, et qu'il fallut enterrer. Or, Jean Jérôme appartenait à l'organisation d'aide qui organisait et supervisait ces envois criminels à l'égard du peuple et du Gouvernement de la République espagnole. On comprend qu'il veuille se venger du camarade André Marty qui n'a pas voulu se taire et n'a cessé de dénoncer ces envois qui servaient l'ennemi fasciste. Voilà un des accusateurs d'André Marty.

De tels procédés visent à discréditer André Marty et le parti. Mais ils n'apportent aucune clarté politique dans les questions soulevées.

A l'époque de la lutte contre le groupe Barbé-Celor, l'Internationale communiste a toujours recommandé d'éviter à tout prix de tomber dans la polémique subalterne. Et cependant l'Internationale Communiste avait la preuve du caractère saboteur du groupe.

Le Comité Central constatera qu'en dépit de la violence de cette campagne, des calomnies diffusées et aggravées à l'intérieur du parti, je suis resté silencieux pour ne pas donner des armes aux ennemis du parti. Et cependant, les trois dernières semaines de novembre ont été pour moi un enfer.

C'est pourquoi je demande au Comité Central :

1° Que le parti soit informé de ce que j'ai écrit, ne fût-ce que de ma note du 2 novembre, de celle du 24 août, et naturellement, de celle-ci;

2° Que je sois rétabli dans tous mes droits de membre du parti dont je suis privé depuis le 4 septembre 1952, afin de participer à la grande action du parti contre le gouvernement de misère, de réaction et de guerre.

3° Je commence un traitement médical assez sérieux pour me remettre en état de remplir toutes les tâches que pourra me fixer le parti. Chaque membre du Comité Central comprendra que je prenne quelques précautions pour éviter les provocations que j'ai subies pendant ces trois dernières semaines.

Confiant en la décision du Comité Central,

Avec mes salutations communistes,

ANDRÉ MARTY.

*
**

La décision du Comité Central a été (7 décembre 1952) :

- 1° *André Marty* est relevé du Comité Central;
- 2° *André Marty* n'a plus sa place dans le parti. Sa cellule est saisie aux fins d'exclusion.

IV

PAR ORDRE DÉJÀ EXCLU EN FAIT

André MARTY (12 décembre 1952)
AU CAMARADE SECRETAIRE DE LA CELLULE

« ENTRETIEN MASSENA » - PARIS (13^e)

Cher Camarade,

En réponse à ta convocation pour la réunion de la cellule le 16 décembre, tu écrivis : « L'ordre du jour est fixé conformément aux décisions du dernier Comité Central. »

Cette résolution du Comité Central dit (*L'Humanité* du 8 décembre) : « soumettre le cas d'André Marty à l'examen de sa cellule étant donné que la question de son appartenance au parti est posée ».

Donc, la résolution du Comité Central *vous demande de m'exclure du parti* (ce qu'il avait le droit de faire lui-même. D'ailleurs, depuis le 4 septembre, il m'a interdit toute activité écrite ou verbale, me mettant ainsi en fait hors du parti).

Il m'est impossible de me déplacer actuellement à cause d'un traitement médical dont j'ai informé le camarade Jacques Duclos par lettre du 2 décembre.

Cependant, ma position est exprimée très clairement dans ma note au Bureau Politique du 2 novembre, et dans ma lettre au Comité Central du 2 décembre. Je vous demande d'en prendre connaissance avant de prendre une décision d'une telle gravité pour le mouvement ouvrier et pour le parti.

Je vous demande également de noter qu'en dépit de la campagne de diffamation à mon sujet menée dans le parti et dans *L'Humanité* je n'ai rien dit, ni rien fait qui puisse nuire au parti.

Avec mes salutations communistes.

ANDRÉ MARTY.

QUI MENT ?

UNE RESOLUTION DE LA CELLULE ENTRETIEN-MASSENA

(*L'Humanité* du 18 décembre 1952)

La cellule des cheminots de l'Entretien-Masséna réunie le 16 décembre 1952 :

1° Constate que André Marty n'a pas répondu à la convocation qui lui a été adressée en temps voulu.

2° Dans sa lettre d'excuse qu'il a fait parvenir au secrétaire de la cellule, André Marty insulte le Comité Central, la cellule et le parti tout entier, en tenant pour rien les statuts du parti qui sont la loi pour tous les communistes.

3° Après avoir pris connaissance et discuté des documents envoyés par André Marty, qui ont été discutés au Comité Central des 5, 6 et 7 décembre, constate que dans ces notes, non seulement André Marty ne fait pas son autocritique, mais qu'il développe une plate-forme anti-parti; il calomnie et ment, il s'apparente aux procédés des policiers trotskystes.

4° La cellule affirme son accord avec le rapport de Léon Mauvais caractérisant les désaccords d'André Marty comme étant l'expression d'une politique opportuniste de collaboration de classe et de liquidation du parti.

5° Approuve les décisions du Comité Central de retirer toutes les fonctions d'André Marty à tous postes de responsabilités. La cellule considère en outre qu'André Marty n'a plus sa place au parti.

6° Cependant, considérant qu'André Marty n'est pas présent à la réunion et prétexte qu'il est malade, et pour retirer tout argument à la réaction ainsi qu'à lui-même, la cellule décide de reculer sa décision à la prochaine réunion en convoquant André Marty dès demain.

7° La cellule adresse au Comité Central, au Bureau Politique et au Secrétaire Général du Parti, Maurice Thorez, l'expression de son entière confiance

DECISION DEJA PRISE !

*André Marty au camarade secrétaire de la cellule
Entretien-Masséna, Paris (13°).
Le 20 décembre 1952.*

Cher Camarade,

En réponse à ta lettre du 17 décembre me convoquant à votre réunion du mardi 23 décembre :

Vous avez rendu publique une résolution où vous écrivez :

- « André Marty insulte le Comité Central, la cellule et le parti...
- « André Marty calomnie et ment...
- « Il s'apparente aux procédés des policiers trotskystes.,
- « André Marty n'a plus sa place au parti. »

Et après que cela a été publié dans l'*Humanité* du 17 décembre et dans toute la presse du parti, vous me convoquez !

Vous ne serez donc pas étonnés que je vous demande de faire publier dans l'*Humanité* une note indiquant que vous n'approuvez pas que soient lancées publiquement ces insultes et calomnies contre un membre du Parti Communiste Français depuis bientôt 30 ans.

Après cela, la discussion sera possible aussitôt que mon état de santé le permettra.

Avec mes salutations communistes,

ANDRÉ MARTY.

LE DECRET D'EXCLUSION D'ANDRE MARTY

SANS HESITATION NI MURMURE
(*Humanité* du 25 décembre 1952)

La cellule Entretien-Masséna réunie le 23 décembre, constate à nouveau l'absence d'André Marty malgré les délais accordés et considère que sa dernière

lettre ne peut être une lettre d'excuse puisqu'elle renouvelle ses insultes à l'égard des membres de la cellule et qu'il demande comme condition de sa présence que la cellule renie ses décisions antérieures et désavoue le Comité Central.

La cellule tient à souligner :

1. André Marty développe une plate-forme anti-parti, il calomnie et ment, s'apparentant aux procédés des policiers trotskistes;
2. Ses procédés sont l'expression d'une politique opportuniste de collaboration de classe et de liquidation du parti;
3. Il n'a plus, dans ces conditions, sa place au sein du Parti Communiste Français.

En conclusion, l'ensemble de la cellule, conformément à l'article 35 des statuts, propose l'exclusion d'André Marty.

SOUS L'ŒIL DE RAYMOND GUYOT,

ANDRÉ MARTY EXCLU DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

(Décision présentée par le camarade Karman, secrétaire de la Fédération)

Réuni le 3 janvier 1953 sous la présidence de Madeleine Vincent, secrétaire de la Fédération, le Comité Fédéral de la Seine a eu connaissance de la décision déjà prise le 30 décembre 1952 par le Comité de section du 13^e Gare Salpêtrière, approuvant à l'unanimité la décision de la cellule de l'entretien Masséna. Après le rapport présenté par le camarade Bochet, membre du Bureau Fédéral, le Comité Fédéral de la Seine approuve et ratifie ces décisions et prononce l'exclusion d'André Marty du Parti Communiste Français.

(Humanité, lundi 5 janvier 1953.)

V

A propos de la Politique de la Guillotine

« La politique de la guillotine comporte de graves dangers. « La méthode de la guillotine peut devenir contagieuse. Après « avoir guillotiné l'un, demain on guillotine l'autre, après « demain un troisième. Et finalement que reste-t-il dans le « parti ? »

Joseph STALINE,

1925. — *Problèmes du Léninisme.*

NOUS SAVIONS QUE TU ÉTAIS RESTÉ MARTY

Montpellier, 7 janvier 1953.

Très cher camarade,

Je viens t'apporter moi aussi le courage nécessaire dont tu as besoin dans cette terrible période que tu traverses.

Mon mari et moi, nous savions que tu étais resté Marty, des hommes comme toi ne peuvent changer, ce n'est pas vrai. Le passé héroïque, fait d'abnégation et de dévouement ne peut s'effacer d'un seul trait de plume...

Ecris-nous, camarade, chaque fois que tu te sentiras triste...

J'AI PLEURÉ ET JE PLEURE ENCORE

Paris (6^e), 27 novembre 1952.

Monsieur le Professeur,

...J'ai pleuré et je pleure encore le départ d'un homme qui représentait pour moi la légende elle-même et mieux encore : l'histoire la plus héroïque.

Je pleurais encore en moi-même en mettant dans l'urne le bulletin au nom de Feix. Car je pensais aussi à un autre pour qui j'aurais aimé voter une fois de plus, si cela eût été encore possible. Son nom était pour moi le symbole d'un peuple.

J'ai sangloté... et vous pouvez lui dire de ma part, s'il vous arrive de le revoir, comme on pleure dans le 13^e et ailleurs...

VI

André MARTY mérite la reconnaissance et le respect.

I. — A JACQUES DUCLOS

Je vous envoie ci-inclus copie de la lettre que j'ai adressée à la cellule où j'étais inscrit. Je ne vous félicite pas sur la façon dont vous administrez un parti qui fut le plus grand parti de France.

Je suis peiné et déçu de tant d'efforts ainsi gaspillés.

V. VUILLEMIN,

Marin de la Mer Noire

*très fier d'avoir été parmi ceux que l'on a appelés :
«Un moment de la Conscience humaine ».*

II. — ANDRÉ MARTY N'A PAS DÉMÉRITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE

31 Décembre 1952.

Camarade,

Après étude sérieuse des rapports du Comité Central, je suis arrivé à cette conclusion : que le camarade Marty n'a pas démerité de la classe ouvrière.

Les procédés pour le discréditer sont monstrueux.

Une propagande effrénée en avait fait le « chef » (!) des marins de la Mer Noire : cela n'est pas exact.

Une autre propagande cherche à en faire un policier.

Il n'est ni l'un ni l'autre.

C'est un brave homme qui a consacré sa vie à la cause de la classe ouvrière et au progrès de l'idée communiste.

Il mérite la reconnaissance et le respect de ceux qui luttent pour une humanité meilleure. Les années de prison, les infirmités que cela entraîne avec l'âge, sont les seuls profits de son action de militant.

Il est présentement plus misérable que le plus misérable d'entre nous.

Tu voudras donc, chère camarade, aviser les membres de la cellule que j'avais adhéré au Parti Communiste Français, mais que je me refuse à faire plus longtemps partie du parti de Maurice Thorez.

Tout cela ne changera rien à mon comportement et ne me retirera rien de l'estime que j'ai pour les militants de base.

Fraternellement,

V. VUILLEMIN.

Quel bel exemple de courage civique que celui de Virgile Vuillemin :

(Virgile Vuillemin fut, à 20 ans, comme matelot-mécanicien, élu par l'équipage du cuirassé « France » son premier délégué lors de la mutinerie de Sébastopol (19-23 avril 1919.)

TABLE DES MATIERES

I — <i>C'est un coup monté!</i> ... (24 août 1952)	8
II — <i>Ce qu'on ne dit pas</i> (2 novembre 1952)	10
III — <i>La méthode d'accusations</i> (2 décembre 1952)	21
IV — <i>Exclusion commandée</i>	26
V — <i>A propos de la politique de la guillotine</i>	29
VI — <i>André Marty mérite la reconnaissance et le respect</i>	30

EN GUISE DE PREFACE

" COMMUNIQUE DE PRESSE (4 février 1953)

Le journal "PARIS PRESSE L'INTRANSIGENT" de ce jour, daté du 5 février 1953, publié sous le titre "ANDRÉ MARTY REpond AU PARTI" une série de documents que j'ai eu l'occasion d'adresser au Secrétariat du Parti Communiste Français.

Ces documents, strictement intérieurs au Parti Communiste Français, n'ont été communiqués à personne par moi-même, sauf le dépôt fait par moi à Toulouse en novembre et en décembre chez M. TAURINYA.

Il est à noter que la publication dans "PARIS PRESSE" de ces documents étaye la campagne de diffamation sans précédent menée à mon sujet au sein de la classe ouvrière.

A noter enfin que cette publication est faite le jour même où devant la sous-commission des immunités parlementaires j'ai défendu la ligne du Parti Communiste Français, ainsi que Jacques DUCLOS et les autres députés poursuivis, desquels je me suis déclaré entièrement solidaire.

André MARTY, député de Paris "

N'EST-IL DONC PAS CLAIR QUE LA CAMPAGNE CONTRE ANDRÉ MARTY EST MENEe DES DEUX COTES A LA FOIS : PAR LA HAUTE BOURGEOISIE ET LE GOUVERNEMENT - PAR LES CERCLES DIRIGEANTS DU P.C.F. ?

Le Comité de Redressement Communiste de
Toulouse

EN GUISE D'INTRODUCTION

" COMMUNIQUE DE PRESSE (4 février 1953)

Le journal "PARIS PRESSE-L'INTERSIGÉANT" de ce jour, daté du 5 février 1953, publie sous le titre "ANDRÉ MARTY HEROÛL À U. R. KTI" une série de documents que j'ai eu l'occasion d'adresser au Secrétariat du Parti Communiste Français.

Ces documents, strictement intérieurs au Parti Communiste Français, n'ont été communiqués à personne par moi-même, sauf le dépôt fait par moi à Toulouse, en novembre et en décembre, chez M. LAUKINYA. Il est à noter que la publication dans "PARIS PRESSE" de ces documents étaye la campagne de diffamation sans précédent menée à mon sujet au sein de la classe ouvrière.

À noter enfin que cette publication est faite le jour même où devant la sous-commission des immunités parlementaires j'ai défendu la ligne du Parti Communiste Français, ainsi que Jacques DUCLOS et les autres députés poursuivis, desquels je me suis déclaré entièrement solidaire.

André MARTY, député de Paris "

N'EST-IL DONC PAS CLAIR QUE LA CAMPAGNE CONTRE ANDRÉ MARTY EST MENEÉE ÉGALEMENT PAR LE GOUVERNEMENT ?

Le Comité de Redressement Communiste de Toulouse

ERRATA

page 6, 5ème et 6ème lignes: au lieu de "en 1944" lire "au 44"

page 7, 14ème ligne à partir du bas: au lieu de "je ne sais plus",
lire "je ne savais plus"

page 7, paragraphe III, 5ème ligne: au lieu de "j'en aurais exprimée"
lire "j'aurais exprimée"

" " " " 6ème ligne: au lieu de "à l'égard des camarades"
lire "à l'égard de camarades"

page 29, date de la 2ème lettre : au lieu de "27 novembre 1952"
lire "27 décembre 1952"

ERRATA

- page 6, 5ème et 6ème lignes: au lieu de "en 1944" lire "au 44"
" 14ème ligne à partir du bas: au lieu de "je ne sais plus"
lire "je ne savais plus"
page 7, paragraphe III, 5ème ligne: au lieu de "j'en aurais exprimées"
" " 6ème ligne: lire "j'aurais exprimée"
page 29, date de la 2ème lettre: au lieu de "à l'égard des camarade"
lire "à l'égard de camarades"
" " 27 novembre 1952"
lire "27 décembre 1952"

A étudiez - A diffuser

LENINE : L'Etat et la Révolution.

LENINE : La maladie infantile du Communisme.

LENINE : Le Socialisme et la Guerre.

STALINE : Les problèmes économiques du Socialisme en U.R.S.S.

STALINE : L'Homme, le capital le plus précieux.

STALINE : Pour une formation Bolchevik.

KALININE : L'éducation communiste.

Georges DIMITROV : Un homme, un révolutionnaire.

Prix : 50 francs.

L'affaire Tillon :

présentation et commentaires d'un extrait du livre de Pierre Daix, *Les hérétiques du PCF* (Paris, 1980)

Par Frank La Brasca

En complément de la brochure et du dossier sur l'Affaire Marty-Tillon de 1952, nous avons jugé utile de republier ici un extrait d'un ouvrage de Pierre Daix citant à son tour des passages d'une évocation de Charles Tillon du procès bien particulier auquel il fut soumis.

Pour que les lecteurs puissent tirer tous les enseignements de nature historique et politique de ces témoignages, nous les avons assortis de notes détaillées.

Pierre Daix¹, *Les hérétiques du PCF*, Paris, Robert Laffont, [« Les hommes et l'histoire » *Collection dirigée par Georges Liébert et Emmanuel Todd*], 1980, Chapitre 23 : Fin de la fascination, p. 257- 267: 263-267

L'Aveu d'Arthur London² publié au lendemain de l'invasion de la Tchécoslovaquie, le PCF dut y acquiescer sans trop de réserves. Il n'en fut pas de même, on s'en doute, pour le film de Costa-Gavras³ et Yves Montand⁴ sorti en 1970. C'est en 1971 que parut le premier équivalent français de L'Aveu, Un « procès de Moscou » à Paris de Charles Tillon⁵, préfacé par Raymond Jean⁶ adhérent de 1968 au PCF [...] ce témoignage n'a pas eu toute la portée qu'il méritait. Et pourtant, il a joué un rôle décisif dans la destruction de la fascination exercée par le PCF et dans celle de la protection

de ses secrets. Pour la première fois, un dirigeant du PCF donnait à comprendre et ses mécanismes internes réels, et son histoire, reliant l'après-guerre à la guerre et aux débuts du Parti (...) Charles Tillon analyse les mécanismes mêmes du secret, l'enchaînement des blocages qui autorisent les mensonges politiques fondamentaux sur l'histoire du PCF :

« Entrons dans le monde assez secret qui vit à l'intérieur du PCF. Peu de gens comprennent les véritables mobiles et les dessous d'une exclusion publique de caractère politique dans le PC. Deux raisons à cela. La première ? Chaque fois que la direction du Parti veut rejeter de son sein un militant connu, elle commence par une procédure d'enquête contre lui, à partir de laquelle il se voit mis dans l'impossibilité de s'exprimer hors la présence de quelques membres de sa cellule qui met tout en œuvre pour lui interdire une déclaration contraire à ce qui lui est imputé. La seconde ? Si le militant privé de tous moyens de défense à l'intérieur du Parti, rejetant son bâillon, essaye de parler tout de même en dehors du Parti, il tombe inexorablement sous le coup de la pire des sanctions : il est dénoncé aussitôt comme hérétique, qui s'exclut de lui-même et mérite tous les qualificatifs choisis pour essayer de le séparer de la masse du Parti. »

[...]

Tillon va également jusqu'au bout de sa propre critique :

« (...) Si j'ai pu vivre muet depuis dix-huit ans, j'ajoute que ce fut sous la persécution de mes souvenirs. C'est au nom de mes propres responsabilités de stalinien victime du stalinisme que je dois rendre des comptes. Ceux qui ont peur du passé ne sont-ils pas malades du passé par peur de l'avenir ? »

C'était aller infiniment plus loin que Garaudy⁸ dans l'examen indissoluble des responsabilités personnelles du dirigeant et des méthodes stalinisées du Parti. C'était aussi entamer le processus de restitution aux communistes français de leur histoire, puis, par le démontage du procès politique de 1952 contre Marty⁹ et lui-même, mettre à nu les ressorts et les mobiles des accusateurs qui, vus du dehors, pouvaient passer jusque-là pour des marxistes français. [...] relatant la séance du Bureau politique où Marty et lui reçoivent le rapport concocté par les procureurs et que Léon Mauvais¹⁰ lit, Tillon égrène seulement des impressions, des colères : « Marty réclamait qu'on enquête aussi sur les ragots inventés contre lui par Billoux¹¹ et Fajon¹² à propos de leur travail en commun à Alger au temps de De Gaulle et de Giraud¹³. C'était toute l'histoire du Parti en Espagne et dans la guerre qui devait être mise en lumière ... Duclos¹⁴ prenait un air effaré et regardait Frachon¹⁵ ... Il y aurait en effet bien des choses à dire. Mais ce soir, n'était-ce pas deux témoins qu'on étrangeait. Duclos, Frachon et moi avions partagé les mêmes périls. J'étais plus exposé qu'eux, moins protégé par devoir ; mais, quand en violation des règles de sécurité, ils venaient chez moi pour les réunions du secrétariat à Limours¹⁶ (où je vivais sous une fausse identité), les liens de la plus fraternelle confiance nous unissaient en même temps que des secrets qu'aucune torture ne m'eût jamais arrachés, ni un seul mot qui valût un poil de leur peau. Cette confiance partagée aux temps les plus cruels me faisait mesurer la loyauté de Duclos, devenu président d'une farce de justice. »

Tillon contre-attaque, et sur le fond :

« Vous tenez absolument à me condamner en prétendant que je fus toujours opposé à la désertion (de Thorez¹⁷) en 1939, qui entraîna son départ pour l'URSS à travers l'Allemagne, alors que j'étais un des trois membres du Comité central restés sur la brèche aux côtés de Duclos à Paris. (...) Vous ne savez donc pas que, lorsque Gottwald¹⁸ se cachait avec sa famille dans un hôtel de Prague, après l'entrée des Allemands dans les Sudètes¹⁹, c'est moi qui fus chargé de me rendre auprès de lui pour lui rappeler au nom de l'Internationale que, quand son pays est menacé d'être envahi, le Secrétaire général d'un parti communiste doit aller vivre à Moscou afin que les directives de l'IC passent par son aval ? »

Frachon et Duclos sont alors vivants. Tout cela est écrit et publié par un homme qui ne désespère pas encore tout à fait d'un sursaut, au moins de Frachon. Tillon garde encore cette réserve qui lui permet de faire appel, publiquement certes, du procès de 1952, mais toujours, au bout du compte, au Parti. C'est seulement le silence de Frachon et de Duclos jusqu'à la tombe qui achèvera de le libérer. Il n'emportera pas les secrets de l'histoire du Parti avec lui.

Déjà c'est dit dans Un « procès de Moscou » à Paris [...] :

« Je vois ici des Résistants²⁰ dont j'ai partagé les angoisses et qui me tiennent aujourd'hui au bout de l'arme de l'« autocritique » comme au bout d'un pistolet, alors qu'ils ont, par esprit de coterie, rendu des fonctions à des lâches de 1940, à des hommes décidés à rester en prison sous Laval²¹, à ceux qui se désolidarisèrent de leur parti en prison. Et je citai un nom qui fit s'ébrouer des naseaux sur les tables²². On aurait pu me demander simplement de quitter le Bureau politique. [...] Mais c'est d'un procès à scandale dont vous avez besoin. Le Parti, le Parti ? Il m'appartient aussi le Parti, et à quelques-uns vous m'en dépouillez d'un coup : de quel droit ? Je sentais des larmes plus fortes que ma volonté ... (...) Je n'oublierai jamais cette tempête intérieure qui me possède un mo-

ment, la bouche ouverte, prêt à déchaîner un tumulte alors que les visages cireux de ceux qui me haïssaient, tendus vers moi, exigeaient que je les prenne encore au sérieux. Par un effort à en vomir, je fus lâche, une seconde fois. Je n'avais qu'à ne pas me taire quand tout le Paris libéré n'était qu'une radieuse espérance capable de toutes les vérités ... Sous l'occupation, rien ne comptait que la solidarité dans le combat, sans souci du passé. Il ne s'agissait que de se battre pour sauver l'avenir ... A la Libération, oui, on parlerait ... La vérité sauvée serait vraie ... Et puis la Résistance, apparaissant au grand jour en effaçant nos tourments, avait aussi gommé la mémoire. On avait pu remettre le vin nouveau dans les vieilles outres de 1939. »

Frachon, né en 1893, a donc soixante-dix-huit ans quand il lit ces lignes et je ne puis supposer qu'il ne les a pas lues. Et il n'a rien dit. Au moins les hommes qui s'apprétaient à comparaître devant Dieu cherchaient-ils jadis à libérer leur conscience. Frachon, athée militant, ne l'a pas fait. Le Parti a été le plus fort. Moi, quand j'ai lu ce livre, je ne savais pas encore mettre derrière ces allusions, ces signaux, tout ce que Tillon voulait réveiller, éveiller. Mais j'ai compris l'essentiel du message et il a été décisif pour moi. Il m'a éclairé, pour la première fois, sur ce que mes vingt-trois ans avaient jugé parfois incohérent dans le comportement de mon patron dans le Parti, en 1945-1947, mon patron qui avait été le chef du soldat de dix-neuf ans que je m'étais voulu, quand la lutte armée s'improvisait avec des marginaux dans le PCF de l'été 1941, un PCF mal, très mal remis encore des compromissions de 1940. A l'interruption de séance ...

« Quand je rentrai dans le fournil où Duclos pâtissait la fraternité, le deuxième secrétaire s'était assis entre les tables aux côtés de Frachon. Leurs comparses bavardaient en

sourdine les mains sur le bec. Marty écrivait encore. Je me plantais devant ceux avec qui nous vidions à chaque réunion clandestine la bouteille de cognac que Raphaël²³, l'agent de liaison, apportait avec lui. Duclos me fixa l'air inquiet. En me courbant, je lui dis : 'Vous savez ce que nous avons de commun ensemble, de la Résistance, vous me connaissez mieux que les autres, mais puisque tout est fini, je te dis, Duclos tu es plus salaud que les autres'. »

[...]

Le lendemain, Tillon alla voir Duclos. Il en rendit compte ainsi dans une lettre adressée au Comité central :

« Pour rétablir la vérité sur les faits essentiels qui me sont reprochés, j'ai dû rappeler les événements et évoquer des questions qui ne peuvent être divulguées sans l'autorisation du Parti. Or, le camarade Jacques Duclos a considéré que ces questions relatives à la période de la clandestinité et à celle qui a suivi la Libération ne devaient pas être évoquées pour la réfutation de l'ensemble de l'accusation portée contre moi devant le Comité central et ses invités. »

Tillon garda le silence. Il ne se trouva personne en 1971 au Comité central pour avoir la curiosité de demander des explications à Duclos ou à Frachon sur ces questions qui ne pouvaient "être divulguées". Personne pour s'émouvoir du degré de bassesse chez les dirigeants révélé par ce livre. Personne pour s'interroger sur l'exclusion de Charles Tillon en 1970. Il y a bien eu un stalinisme français, avec les mêmes infamies que l'originel. Personne n'ouvrira le dossier. En 1980, Marchais²⁴ s'offre même le luxe d'enranger la servilité du Comité central de 1971, affirmant froidement que l'exclusion de Tillon, n'ayant jamais été ratifiée par le C.C., n'a pas eu lieu. ■

¹ Pierre Daix (1922-2014) adhère au Parti Communiste à l'âge de 17 ans (1939) et est l'un des organisateurs de la manifestation des étudiants contre l'occupant nazi du 11 novembre 1940. Arrêté une première fois en février 1941, il est libéré puis arrêté à nouveau en janvier 1942, emprisonné à Fresnes et Clairvaux, puis déporté à Mathausen en mars 1944. A la Libération, il devient chef de cabinet du ministre PCF de l'Air, Charles Tillon (voir note 5 ci-dessous), puis après l'éviction des ministres PCF du gouvernement en 1947, directeur-adjoint de la maison d'éditions du Parti (« Les Éditions Sociales »), directeur-adjoint du quotidien « Ce Soir ». En 1948, il est aussi rédacteur-en-chef des « Lettres Françaises », publication culturelle du Parti à la tête de laquelle se trouve Louis Aragon dont P. Daix devient le collaborateur et l'ami. En 1967, il épouse en troisièmes noces Françoise London, fille d'Artur et Lise London (voir note 2 ci-dessous). Il commence à prendre ses distances avec la direction du PCF à la suite de l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie à Prague le 21 août 1968. Outre l'ouvrage dont nous donnons ici un extrait et une très riche production d'ouvrages concernant l'histoire de l'art moderne et notamment Picasso dont il a écrit une biographie, il a consacré plusieurs livres à son expérience de militant communiste, puis d'opposant à la direction du Parti : *J'ai cru au matin. De Staline à Soljenitsyne, le long chemin d'un intellectuel communiste*, Paris, Robert Laffont [Collection « Vécu »], 1976 ; *La crise du PCF*, Paris, Le Seuil, 1978 ; *Le futur indocile*, Paris, Robert Laffont [« La vie selon ... » Collection dirigée par Max Gallo], 1979 ; *Tout mon temps. Révision de ma mémoire*, Paris, Arthème Fayard, 2001 ; *Les combattants de l'impossible. La tragédie occultée des premiers résistants communistes*, Paris, 2013.

² Artur London (1915-1986), militant et dirigeant communiste tchécoslovaque, il est emprisonné dès l'âge de 14 ans en raison de son militantisme. Dès 1934 il est envoyé à Moscou pour être un des dirigeants de la section jeunesse de l'Internationale Communiste. L'année suivante, il rencontre à Moscou Elizabeth Ricol dite Lise (1916-2012), militante communiste française d'origine espagnole, qui deviendra son épouse en 1945. Dès avril 1937, le couple se retrouve en Espagne dans le cadre des Brigades internationales. Lise est la secrétaire-interprète d'André Marty à Albacete, tandis qu'Artur devient l'un des dirigeants des Brigades et participe avec la direction du Parti Communiste d'Espagne et du Parti Socialiste Unifié de Catalogne à la répression contre les trotskystes ou supposés tels et les anarchistes. Rentré en France, Artur devient un des dirigeants des groupes de la Main d'Œuvre Immigrée et le responsable du Travail anti-allemand. Il est arrêté en 1942 et déporté à Mathausen, tandis que Lise sera arrêtée à son tour quelques jours plus tard et déportée à Ravensbrück, puis à

Buchenwald. Après la Libération le couple va vivre en Tchécoslovaquie où en 1949, London devient vice-ministre des Affaires Étrangères de la jeune « démocratie populaire ». En 1951 il est suspecté de menées antinationales et condamné en 1952 lors du procès intenté à Rudolf Slánský à la suite d'aveux qui lui sont arrachés sous la torture. Réhabilité en 1956, il quitte la Tchécoslovaquie en 1963 et rejoint Lise à Paris. En 1968, les deux militants publient en français *L'Aveu. Dans l'engrenage des procès de Prague* (Paris, Gallimard) qui est adapté l'année suivante au cinéma par le metteur en scène franco-grec Costa-Gavras (voir note 3 ci-dessous).

³ Costa-Gavras (1933), réalisateur spécialisé dans le cinéma politique, il a tourné notamment les films *Z* (1969) sur la dictature des colonels en Grèce (avec Jean-Louis Trintignant), *L'Aveu* (1970, avec Yves Montand – voir note 4 ci-dessous –), *État de siège* (1972) sur les menées de la CIA dans la lutte contre les *Tupamaros* uruguayens (avec Y. Montand), *Section spéciale* (1975) sur la justice sous le régime de Vichy (avec Michel Lonsdale), *Missing* (1982) sur le Chili de Pinochet (avec Jack Lemmon).

⁴ Yves Montand (1921-1991, de son vrai nom Ivo Livi), chanteur et acteur français très célèbre qui a tourné avec la plupart des grands réalisateurs français. Il a longtemps été avec son épouse l'actrice Simone Signoret (1921-1985, de son vrai nom Simone Kaminker), un compagnon de route du PCF et de l'URSS, avant de devenir dans les années 1980 un défenseur ouvert du « capitalisme libéral ».

⁵ Charles Tillon (1897-1993), mécanicien dans la Marine à bord d'un navire de transport de troupes, il se solidarise avec les mutineries des marins de la mer Noire qui refusent d'intervenir à Odessa contre les bolcheviks et parmi lesquels se trouve un certain André Marty (voir note 8 ci-dessous). Arrêté et condamné à cinq ans de travaux forcés, il est libéré pour raisons de santé en 1921 et adhère à cette date au PC tout en occupant aussi des responsabilités syndicales dans la CGTU dont il devient membre du bureau confédéral en 1931. En 1932 il devient membre du Comité central du PC et fera partie de cette instance jusqu'en 1952, date du déclenchement de l'Affaire Marty-Tillon. De 1932 à 1936, il est également membre suppléant du Bureau politique, il sera par la suite titularisé dans cette fonction en 1944 et jusqu'à la date fatidique de 1952. Pendant l'occupation, il fait partie avec Frachon et Duclos (voir notes et ci-dessous) du secrétariat du Parti et fut le chef des FTP fondés en 1942 sous l'autorité d'un Comité Militaire National. A la Libération il occupa de septembre 1944 au 2 mai 1947 (date du départ des ministres communistes) sous les cinq gouvernements qui se succédèrent, divers postes ministériels et fut chargé de l'Air, des Armements, puis de la Reconstruction. A la suite de

désaccords avec Jeannette Thorez-Vermeersch (1910-2001), l'épouse toute puissante du secrétaire général Maurice Thorez (voir note ci-dessous), il est quelque peu marginalisé dans la direction du PCF. C'est le 26 mai 1952 qu'éclate l'Affaire Marty-Tillon. Mis en cause, mais de manière plus légère qu'A. Marty, il ne fut pas contrairement à ce dernier, exclu du Parti, mais simplement démis de toutes ses responsabilités et ne fut exclu formellement que le 3 juillet 1970 suite à de nombreuses prises de position publiques contre la normalisation en Tchécoslovaquie et la politique de la direction du PCF. Son ouvrage autobiographique sur la fameuse « Affaire », *Un « procès de Moscou » à Paris* cité ici, parut à Paris (Éditions du Seuil) en 1971.

⁶ Raymond Jean (1925-2012) écrivain, critique et universitaire français, membre du PCF, collaborateur des revues « Europe » et « La Nouvelle critique ». Son roman le plus célèbre (*La lectrice*, Aix-en-Provence, Actes-Sud 1986 fut adapté pour le cinéma en 1987 par le réalisateur Michel Deville avec l'actrice Miou-Miou dans le rôle principal). Il avait été à l'Université d'Aix le Professeur, puis le soutien de Gabrielle Russier (1937-1969), enseignante dont le suicide défraya la chronique.

⁷ Les points de suspension entre crochets désignent des coupes effectuées dans le texte de P. Daix, tandis que ceux placés entre simples parenthèses indiquent les coupes auxquels ont procédé les deux auteurs cités ici (P. Daix et Charles Tillon).

⁸ Roger Garaudy (1913-2012). Il adhère au PC en 1933. Professeur de philosophie, il est arrêté en 1941 et interné en Afrique du Nord jusqu'en février 1943. Il est ensuite rédacteur-en-chef à Radio-Alger et collabore avec A. Marty à l'hebdomadaire du PCF « Liberté ». A la libération, il est élu membre du Comité central du PCF en 1945 et député du Tam (1945-51), de la Seine (1956-58), puis Sénateur de 1959 à 1961. Il poursuit une carrière universitaire aux Universités de Clermont-Ferrand et de Poitiers et devient l'idéologue officiel de la direction du Parti. Dans ce cadre, il dirige le Centre d'Études Marxistes (CERM) et la revue théorique du Comité central du PCF « Les Cahiers du communisme ». Ébranlé par les événements de Tchécoslovaquie en 1968, il prend ses distances avec le Parti et est finalement exclu en juin 1970. Après un bref rapprochement avec les milieux écologistes issus de 1968, il se convertit à l'islam et prend des positions de plus en plus proches de celles de l'extrême-droite révisionniste.

⁹ André Marty (1886-1956), Ingénieur mécanicien de la Marine nationale, il est l'un des animateurs de la mutinerie des marins de la mer Noire en mars-avril 1919 qui se solidarisent avec la révolution bolchevique et se révoltent contre l'intervention des cuirassés et torpilleurs français à Odessa. Il est ar-

rêté et condamné à vingt ans de travaux forcés. Il devient aussitôt un héros pour ce qui va constituer le mouvement communiste international et est même élu symboliquement au soviet de Moscou par les ouvriers de l'usine « Dynamo ». Il finit par être gracié en juillet 1923 et adhère au PC SFIC en se désaffiliant de la Franc-Maçonnerie. Il fut élu député de Seine-et-Oise en mai 1924, il est élu au Comité central en janvier 1925. Emprisonné à plusieurs reprises pour son action antimilitariste, il finit par être condamné à cinq ans de prison en 1929 et est élu la même année au Bureau politique. En 1931 il devient le délégué du PC de France à la Komintern, puis est intégré à son Comité Exécutif l'année suivante. Rentré en France en 1933 il est chargé de superviser « L'Humanité ». Au VII^e et dernier Congrès de l'Internationale (1935) il est élu au secrétariat auprès de son secrétaire général, le bulgare George Dimitrov. En 1936, il fut élu député du XIII^e arrondissement de Paris, mais fut envoyé en Espagne par l'Internationale comme inspecteur général des Brigades Internationales. Son rôle dans la chasse aux trotskystes et autres opposants de gauche à la politique stalinienne lui valut le surnom de « bourreau d'Albacete » et le portrait peu flatteur que fit de lui Ernest Hemingway dans le fameux roman *Pour qui sonne le glas ?* Après avoir quitté l'Espagne avec les Brigades Internationales, il fut appelé à Moscou en août juste 5 jours avant la signature du Pacte germano-soviétique du 23 août 1939. Il épousa le tournant patriotique de juin 1941 et après la dissolution de la Komintern en mai 1943 et fut envoyé à Alger en octobre de la même année où il fait partie de l'Assemblée consultative provisoire et retrouve Fernand Grenier (1901-1992) et François Billoux (voir note 11 ci-dessous). Il est de retour en France en septembre 1944 et est nommé secrétaire du Parti au X^e Congrès de juin 1945, devenant ainsi le n°3 de la hiérarchie du PCF derrière Maurice Thorez (voir note ci-dessous) et Jacques Duclos (voir note 14 ci-dessous). Il retrouve son siège de député du XIII^e arrondissement. Ses rapports avec Thorez et J. Thorez-Vermeersch ayant toujours été tendus, il est peu à peu écarté de façon insidieuse de la direction réelle du Parti au début des années 1950 jusqu'à ce qu'éclate fin mai 1952 la célèbre « Affaire » (voir dossier ci-dessus p. 68). NB Les archives personnelles et la bibliothèque d'André Marty ont été léguées au grand historien du mouvement ouvrier Jean Maitron (1910-1987) qui a cédé la bibliothèque de 3 500 livres et brochures à l'Institut Français d'Histoire Sociale et les archives au Centre de Recherches et d'Histoire des Mouvements Sociaux et du Syndicalisme. Pour un complément d'informations et de documentation, il est essentiel de se référer à l'article MARTY, André, Pierre du monumental *Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social (DBMOMS)* (maintenant intégralement en ligne), <https://maitron.fr/spip.php?Article=24200>, notice MARTY André, Pierre par Jean Maitron, Claude Penneret

(notice rédigée par Claude Pennetier après le décès de J. Maitron, mais avec le dossier qu'il avait constitué), version mise en ligne le 8 janvier 2009, dernière modification le 16 octobre 2019.

¹⁰ Léon Mauvais (1902-1980), tourneur sur métaux, il milite d'abord dans la CGTU et n'adhère au PC qu'en 1925. Élu à la direction parisienne du syndicat en 1928, il est révoqué pour sa participation à la grève du 1^{er} mai. En 1929 il est élu membre du Comité central du PC dont il restera membre jusqu'en 1972. En 1930 il est à Moscou et devient membre du Bureau exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge. De retour en France, il est élu au Bureau confédéral, puis au secrétariat de la CGTU. Dans le CC du PC il est membre de la Commission des cadres, une responsabilité centrale dans l'appareil bureaucratique du Parti. Conseiller municipal du XIV^e arrondissement de Paris. Mobilisé pendant la guerre, il fut déchu de son mandat électif, puis arrêté en 1940. En juin 1941, il parvient à s'évader avec Fernand Grenier (voir note 8 ci-dessus) de Châteaubriand et devient un des responsables du PC en zone sud. En novembre 1944, il regagne Paris et est nommé responsable à l'organisation du Parti. Il est élu membre suppléant du Bureau politique en 1945 et devient titulaire en 1947 et le demeure jusqu'en 1964. Lié à Benoît Frachon (voir note 15 ci-dessous) secrétaire confédéral de la CGT, il en devient membre du bureau confédéral en 1953. Il joue le rôle d'accusateur dans l'Affaire Marty et c'est lui qui présente le rapport du Bureau politique sur cette question au cours de la session du CC de Gennevilliers (5-7 décembre 1952) qui préconisa la destitution de Marty accusé de « liaisons avec des éléments policiers » et de C. Tillon de toutes leurs fonctions de direction dans le Parti.

¹¹ François Billoux (1903-1978), jeune employé de commerce à Roanne, il adhère très jeune d'abord à la Jeunesse Socialiste (à l'âge de 14 ans), puis à la SFIO et à la CGT en 1919. Après le congrès de Tours, il devint responsable des JC de la Loire et monta dans l'appareil du Parti côtoyant notamment son aîné Benoît Frachon à la tête de la fédération de ce département, avec d'autres jeunes militants appartenant comme lui à la fraction de gauche et dont certains comme Maurice Thorez (voir note 17 ci-dessous) ou Ambroise Croizat (1901-1951. Ministre du Travail et de la Sécurité sociale de 1945 à 1947) deviendront célèbres. A l'été 1924 il est délégué au Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes et assiste au V^e Congrès de la Komintern. Nommé à des responsabilités nationales au sein de la JC, il s'installe à Paris où il collabore avec Jacques Doriot (1898-1945), alors l'un des principaux dirigeants et homme de pointe de la lutte anticolonialiste et antimilitariste. Lors des grèves de Douarnenez, en novembre 1924, il côtoie aussi Charles Tillon. Mobilisé, il poursuit sous les drapeaux son action antimilitariste et, une fois démobilisé, il est élu au

Comité central du PC en août 1925.

Il intègre le groupe gauchiste formé par Henri Barbé (1902-1966), Pierre Celor (1902-1957) et d'autres membres des JC encouragé en sous-main par l'Internationale pour contrôler la direction du Parti. En 1928, il assiste à Moscou au VI^e Congrès de l'IC. En 1929, il fut même momentanément intégré au Bureau politique et secrétaire de la CGTU. Il est à multiples reprises condamné pour ses activités antimilitaristes et entre dans la clandestinité. Mais en 1931, la politique stalinienne de l'Internationale opère un virage et les membres du groupe sont soumis à un procès durant lequel certains de ses membres dont F. Billoux et Raymond Guyot (1903-1986) qui deviendra par la suite l'un des principaux dirigeants du PCF et qui se trouve être le beau-frère d'Artur London (voir note 2 ci-dessus). Complètement retourné, F. Billoux, selon une sinistre tradition qui sera à maintes reprises confirmée par la suite, notamment lors de l'Affaire Marty-Tillon, est chargé de dénoncer les prétendues menées antiparti de ses anciens camarades. Destitué momentanément de toutes ses fonctions de direction, il fut envoyé à Marseille, où il fut l'un des principaux organisateurs de la lutte du PC contre la SFIO qui y était bien implantée. A partir de 1934, il épouse le tournant « unitaire » imprimé par l'Internationale et par la nouvelle direction du Parti incarnée par Maurice Thorez (voir note 17 ci-dessous), non sans quelques réticences. Ses talents d'organisateur aboutirent à un net renforcement du PC à Marseille et dans la région et il fut élu député en 1936, puis devint membre titulaire du Bureau politique en 1937, fonction qu'il occupa jusqu'en 1973. Dès février 1937, il fait de fréquents voyages en Espagne et collabora avec A. Marty (voir note 9 ci-dessus) à l'organisation des Brigades Internationales. Au moment du Pacte germano-soviétique, F. Billoux, sans rompre avec la ligne de l'Internationale, tente de défendre les positions antifascistes de la période précédente, mais il est tout de même déchu de son mandat de député. Depuis sa prison, conformément à la ligne de la direction du Parti, il adresse une lettre à Pétain et demande à être entendu comme témoin au procès intenté à Riom aux dirigeants politiques et militaires de la III^e République. En mars 1941, il est transféré avec les 27 députés communistes déchus dans la prison d'Alger, dont il fut libéré en février 1943. En février 1944, il est nommé Commissaire d'état, puis ministre dans le Gouvernement Provisoire de la République Française et, après la Libération de Paris, il devint Ministre de la Santé publique le 10 septembre 1944. Par la suite, il occupa divers postes ministériels importants : Ministre de l'Économie nationale en 1945, puis de la Reconstruction et de l'Urbanisme en 1946-1947, puis ministre de la Défense nationale jusqu'au départ des ministres PCF du gouvernement. Pendant la guerre froide, il occupa des postes de premier plan à la direction du Parti et est chargé à partir de

1948 des questions idéologiques. Selon l'article très documenté rédigé par Antoine Olivesi dans le *DBMOMS* (<https://maitron.fr/spip.php?article=16741>, notice BILLOUX, François. Pseudonymes : LAUDIER, G. FAUDET, autres pseudos Leclair, Roche, Roger, Joseph (dans les planques), H. Lero (dans les *Cahiers du Bolchévisme*) par Antoine Olivesi, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 8 décembre 2015, dont nous nous inspirons dans cette note, le rôle joué par Billoux, fidèle porte-voix de M. Thorez (voir note 17 ci-dessous) qui était alors à Moscou pour raisons médicales, dans l'Affaire Marty-Tillon aurait visé à occulter la faillite de la politique gauchiste qui avait culminé dans l'organisation de la violente manifestation du 28 mai 1952 contre la venue en France du général commandant-en-chef des forces de l'ONU en Corée, Matthew Ridgway (1895-1993), qui avait abouti à l'arrestation de Jacques Duclos (voir note 13 ci-dessous), alors premier dirigeant en fonction du PCF. Ajoutons qu'en 1972, au début de la période euphorique de l'accord matérialisé par le Programme commun de la gauche, les Éditions sociales publièrent un essai autobiographique de F. Billoux (*Quand nous étions ministres*, Paris, Éditions sociales, 1972) qui connut un regain de publicité auprès des militants dans la période qui suivit l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République et la participation de quatre ministres communistes dans le gouvernement Mauroy (1981-1984).

¹² Étienne Fajon (1906-1991). Instituteur. Il adhère au PC en 1927 et est élu député de Paris en 1936. En 1940, il est déchu de son mandat comme les députés communistes en raison de son action subversive, condamné à cinq ans de prison et incarcéré en Algérie. Libéré en février 1943, il remplace F. Billoux nommé Commissaire d'état (cf. note 11 ci-dessus). à l'Assemblée consultative provisoire. Nommé membre du Comité central en 1932 (il le restera jusqu'en 1990), puis membre du Bureau politique de 1945 à 1979 et du secrétariat du Parti de 1954 à 1956, puis de 1970 à 1976. A la mort de Marcel Cachin (1869-1958), il occupe la poste de Directeur de « L'Humanité » (1958-1974), il a été député de 1936 à 1940, de 1945 à 1958, puis de 1962 à 1976. En 1948, il fut avec Georges Cogniot (1901-1978), représentant du PCF à Prague au Kominform.

¹³ Henri Giraud (1879-1949), général d'armée en 1936. Il commande la 7^e, puis la 9^e armée pendant l'offensive allemande de 1940. Emprisonné, il est envoyé en captivité à Koenigstein près de Dresde. Il s'évade en avril 1942 et, toujours fidèle à Pétain, s'efforce de trouver une troisième voie entre la Collaboration et la résistance gaulliste. Contacté par les Américains, après le débarquement de ceux-ci en Afrique du Nord dans le cadre de l'opération *Torch* (novembre 1942) il devient Commandant-en-chef et

co-responsable avec Charles de Gaulle (1890-1970) du Comité Français de Libération Nationale à Alger. A la suite de sa rivalité avec de Gaulle, il est peu à peu mis de côté et s'efforce sans succès de créer en France un mouvement d'opposition au gaullisme et au PCF. Charles de Gaulle, sous-secrétaire d'état à la guerre et à l'armement du 6 au 16 juin 1940 dans le gouvernement de Paul Reynaud (1878-1966) sous la Présidence d'Albert Lebrun (1871-1950), Chef de la France libre (18 juin 1940-1^{er} août 1943), Président du Comité National Français du 24 septembre 1941 au 3 juin 1943, puis du Comité Français de Libération Nationale du 3 juin 1943 au 3 juin 1944, du Gouvernement Provisoire de la République Française de 3 juin 1944 au 20 janvier 1946. A nouveau Président du conseil sous la Présidence de René Coty (1882-1962) du 1^{er} juin 1958 au 8 janvier 1959, il est élu premier Président de la V^e République dont il est l'inspirateur le 8 janvier 1959, réélu le 19 décembre 1965, il quitte volontairement le pouvoir le 28 avril 1969 suite à la victoire du « non » au referendum du 27 avril sur la régionalisation.

¹⁴ Jacques Duclos (1896-1975). Ouvrier-pâtissier. Il est mobilisé en avril 1915 et participe à la bataille de Verdun où il est blessé, puis à celle du Chemin des Dames où il est fait prisonnier en avril 1917 et envoyé dans un camp en Allemagne. Il adhère à la CGT et à l'Association Républicaine des Anciens Combattants, puis au PC dès sa fondation. Il est élu au Comité central dès 1926, puis au Bureau politique et au secrétariat en 1933. Il demeurera membre de ces instances jusqu'en 1964. Dans le même temps, il effectue aussi des missions importantes au compte de l'Internationale et de l'Internationale Syndicale Rouge. A partir de 1934, il accompagne le tournant du Front populaire et en 1935 il est élu membre du Comité exécutif de l'Internationale et devient un des dirigeants du mouvement communiste mondial. Il est chargé de la supervision politique du Parti Communiste d'Espagne et se rend souvent en Espagne durant la guerre civile. En septembre 1939, il quitte la France pour la Belgique d'où il va diriger le PC français dissous sur la ligne dictée par l'Internationale suite au Pacte germano-soviétique. Il fait partie avec Benoît Frachon (voir note 15 ci-dessous), Arthur Dallidet (1906-1942) et Maurice Tréand (1900-1949) de la direction clandestine du Parti. Alors que Frachon et Dallidet quittent Paris pour le Sud de la France, il engage en juin-juillet 1940 avec Tréand des pourparlers avec les autorités d'occupation pour faire réparer « L'Humanité » selon la consigne de l'Internationale qui par la suite désavouera ces pourparlers. Jusqu'en août 1944, il sera avec Frachon et Tillon (voir note 5 ci-dessus) le principal coordinateur des différents centres de la résistance communiste. Suite à la maladie de Maurice Thorez (voir note 17 ci-dessous) parti se soigner à Moscou en 1950, il devient de fait le principal dirigeant du PCF et une des grandes figures du mouvement

communiste international, y compris après le XX^e Congrès du PCUS et la déstalinisation. Candidat aux élections présidentielles de 1969, consécutive à la démission du général de Gaulle (voir note 13 sur Henri Giraud ci-dessus), il arrive en troisième position à l'issue du premier tour, recueillant un score historique de 21,3% qui constitua le dernier grand succès électoral du PCF. Auteur assez prolifique, il a notamment publié sept volumes de *Mémoires*, Paris, Fayard, 1968-1973, qui sont un exemple d'instrumentalisation partisane de l'histoire contemporaine.

¹⁵ Benoît Frachon (1893-1975), ouvrier métallurgiste, il milita d'abord dans les milieux libertaires et socialistes révolutionnaires proches de *La guerre sociale* de Gustave Hervé (1871-1944), il se lança alors dans l'action syndicale et revendicative et se rapprocha des militants de la SFIO partisans de la révolution d'Octobre, puis adhéra au PC et participa à la constitution de la CGTU dont il allait devenir un des principaux dirigeants. En 1928, il fut délégué au VI^e Congrès de l'international Communiste de juillet-septembre 1928 où il fut nommé membre suppléant du Comité exécutif. A son retour en France il entra au Bureau politique du PC. Au tournant des années 30 il participa à l'élimination du groupe gauchiste Barbé-Celor (voir note 11 sur François Billoux ci-dessus) et en 1931 il devint secrétaire de la CGTU en remplacement de Gaston Monmousseau (1883-1960) qui rejoint l'Internationale Syndicale Rouge à Moscou. Dans le Parti, il plaide pour une ligne moins sectaire et qui s'adresserait à l'ensemble de la classe ouvrière, y compris la partie encore sous l'emprise du réformisme. C'est donc favorablement qu'il accueillit le revirement de 1934, la réunification syndicale de mars 1936. Il démissionna alors du Bureau politique du Parti et devint un des quatre secrétaires confédéraux de la CGT réunifiée. Il dénonça, en accord avec Léon Jouhaux les accords de Munich. Déchu de son mandat confédéral en raison de l'acceptation par la direction du PC du Pacte germano-soviétique, il entra alors dans la clandestinité et il devint un des trois dirigeants de la Résistance communiste sur le sol français avec J. Duclos et C. Tillon comme on peut le voir dans les notes précédentes consacrées à ces deux dirigeants. A la Libération, il retrouva L. Jouhaux à la tête d'une puissante CGT provisoirement réunifiée et après la scission de Force Ouvrière (1948) devint le seul secrétaire général de la centrale et le demeura jusqu'en 1967, date à laquelle il en fut nommé Président jusqu'à sa mort. Considéré comme partisan de l'unité de la classe ouvrière, il se tient à l'écart des virages les plus sectaires du PCF, tout en ne prenant jamais ouvertement le contre-pied de la direction, comme cela est bien démontré dans le récit que fait ici Tillon du silence qu'il observe pendant l'Affaire de 1952. En 1968, les Éditions sociales publient en deux tomes une sélection de ses articles : B. Frachon, *Au rythme des jours, 1944-1967*.

¹⁶ Limours, localité de la région parisienne (aujourd'hui dans le département de l'Essonne 91) où se cachait Tillon.

¹⁷ Maurice Thorez (1900-1964). Dans son enfance il a été en contact avec son grand-père maternel, mineur et militant guesdite. En 1919 il adhère à la fois à la CGT et à la SFIO. Au moment du Congrès de Tours, il fait son service militaire, mais est proche des majoritaires qui fondent la Section Française de l'Internationale communiste. Militant de la Jeunesse communiste, il est remarqué par Boris Souvarine (1895-1984) et est alors proche des positions défendues par Trotsky dans *Cours nouveau*. Mais selon un comportement qui se manifestera par la suite en plusieurs circonstances analogues, il s'abstient de le soutenir lorsque Souvarine entre en conflit avec la direction du Parti. Protégé par Suzanne Girault (1882-1973), la compagne de l'homme fort de l'époque Albert Treint (1889-1971), propulsé à la tête du parti par le Président de l'Internationale Gregori Zinoviev (1883-1936), il est élu au C.C. puis au B.P. en 1925. Mais quand la direction Treint-Girault entre à son tour dans l'opposition en liaison avec la rupture de l'alliance Zinoviev (1883-1936) -Kamenev (1883-1936) et Staline (1879-1953), il poursuit son ascension dans la direction du Parti et de l'Internationale. D'abord proche du groupe sectaire des « jeunes » dirigé par Barbé et Celor (cf. note 11 ci-dessus), en 1930 il lance la campagne contre le « groupe » et devient alors le secrétaire général et le dirigeant incontesté du Parti (1931). Désormais il épouse tous les tournants de la politique de la direction bureaucratique stalinienne : du Front populaire au Pacte germano-soviétique. Mobilisé en 1940, il reçoit l'ordre de désertir le 3 octobre et passe toute la période de la guerre à Moscou d'où il continue à être la référence pour les dirigeants restés sur le sol national. A la Libération, il devient naturellement un des principaux ministres des gouvernements de Gaulle 1 et 2, Félix Guoin, Georges Bidault et Paul Ramadier de 1944 à 1947. Comme cela est précisé dans le texte de P. Daix, il est malade et soigné à Moscou au moment de l'Affaire Marty-Tillon et laisse donc le n^o2 Jacques Duclos (voir note 14 ci-dessus) piloter le Parti en son absence. Revenu en France, il est plus que réticent devant la déstalinisation qui fait suite au XX^e Congrès du PCUS en 1956, puis finit par s'y rallier. Il reste jusqu'à sa mort le 11 juillet 1964 à Varna (Bulgarie). Le Parti organise pour lui d'impressionnantes funérailles qui montrent que son culte qui perdurera d'ailleurs dans le PCF, bien après sa disparition (dans les années 1980, les dirigeants qui l'avaient connu ne se référaient à lui que sous le nom de « Maurice » avec des trémolos de déférente émotion dans la voix, demeurait intact en dépit de la critique officiellement adoptée de celui de la personnalité de Staline. Pour plus d'informations nous renvoyons bien entendu à la monumentale biographie critique qu'a publiée

sur lui, l'historien Philippe Robrieux (1936-2010), ancien secrétaire de l'Union de Étudiants Communistes au début des années 1960 : *Thorez, vie secrète et vie publique*, Paris, Fayard, 1975.

¹⁸ Klement Gottwald (1896-1953), Il est des fondateurs du Parti Communiste Tchécoslovaque fondé en 1921. En 1925 il est membre de son Comité central et devient un de ses principaux dirigeants en liaison avec la direction de l'Internationale

¹⁹ Sudètes, région de la Bohême et de la Moravie à population allemande dont l'annexion au Reich est exigée par Hitler et concédée par la France et la Grande-Bretagne lors des accords de Munich du 29 septembre 1938. Cette reculade censée assurer la paix pour « mille ans » selon la promesse fallacieuse d'Hitler, précipita au contraire la course à la seconde guerre mondiale qui éclata un an plus tard.

²⁰ Ici, P. Daix fournit la note suivante que nous reproduisons : « Dans le contexte, il s'agit de Duclos et de Frachon, à l'exclusion des autres membres du B.P. qui, soit n'étaient pas dans la Résistance intérieure (à Alger ou à Moscou) ; soit se trouvaient en zone sud comme Guyot et Mauvais. Mais cette allusion exige, pour être saisie, qu'on connaisse l'histoire de la direction du Parti. » (cf. P. Daix, *Les hérétiques du PCF, op. cit.*, note 6 du paragraphe 23, p. 334).

²¹ Pierre Laval (1883-1945), avocat de militants syndicalistes, P. Laval commence sa carrière très à gauche et est élu député SFIO de la Seine-St Denis dès 1914, il sera ensuite maire d'Aubervilliers de 1923 à 1944. Après la première guerre mondiale, il quitta la SFIO et fit partie de nombreux gouvernements de la Troisième République de 1925 à 1930. En 1931, il devint Président du Conseil et le sera ensuite par trois fois de en 1931-32, puis du 7 juin 1935 au 22 janvier 1936, à la veille du Front populaire. Le 2 mai 1935 est signé par le Président de la République française Albert Lebrun le Traité franco-soviétique d'assistance mutuelle que Laval, alors ministre des Affaires Étrangères du gouvernement de Pierre-Émile Flandin a négocié avec Staline, lequel le 15 mai suivant fait la fameuse déclaration (« Monsieur Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité ») qui est évidemment approuvée avec enthousiasme par le PCF qui abandonne ainsi officiellement sa politique antimilitariste, antérieure ce qui se traduisit dès le 20 mars 1936 (c'est-à-dire avant même le soutien sans participation gouvernementale au gouvernement impérialiste français du Front populaire), par l'abstention des députés communistes sur un projet gouvernemental d'émission de bons du Trésor destiné à renforcer les fortifications militaires de l'Est de la France. Ce virage significatif de la politique militaire du PCF sus-

cite l'opposition d'une partie du mouvement ouvrier, notamment de la gauche révolutionnaire de la SFIO dirigée par Marceau Pivert et Daniel Guérin sous l'impulsion desquels se forma en mai-juin 1935 un Centre de Liaison et d'Action contre la Guerre ; contre l'Union Sacrée au Comité provisoire d'organisation duquel participent deux ex-dirigeants du PCF : Henri Barbé et Jacques Doriot (cf. note 11 ci-dessus). Après la débâcle de mai 1940, Laval fut d'abord Président du Conseil du régime de Vichy du 16 juillet au 13 décembre 1940, puis, après avoir été écarté en raison de sa trop grande complaisance envers les exigences nazies, il est rappelé à ce poste le 18 avril 1942 et s'y maintient jusqu'au 19 août 1944, se rendant complice des exactions les plus extrêmes perpétrées par les nazis, notamment contre les juifs et les résistants. Emmené par les occupants avec les derniers représentants les plus fanatiques de la Collaboration à Sigmaringen, il s'enfuit ensuite après la défaite définitive des nazis et trouve momentanément refuge en Espagne où Franco finit par le livrer au gouvernement provisoire de De Gaulle. Condamné à mort par la Haute Cour de justice le 9 octobre 1945, il est fusillé le 17 octobre à la prison de Fresnes.

²² Cette allusion n'est éclaircie ni par Tillon ni par Daix. On a tout lieu de croire qu'elle vise Marcel Cachin qui emprisonné à la Santé adressa au colonel Boemelburg, chef de la police militaire nazie à Paris, une lettre de 19 feuillets dans laquelle il disait désapprouver les attentats individuels commis contre des officiers nazis qui lui valut d'être libéré le 17 octobre 1941 (rappelons que l'attentat du Colonel Fabien - Pierre Georges 1919-1944 - au métro Barbès avait eu lieu le 21 août de la même année et que quelques jours après la libération de Cachin, le 20 octobre exactement, eut lieu l'attentat de Nantes qui déboucha sur l'exécution en représailles des otages des Châteaubriand les 22 et 27 octobre. Le fait que le vieux dirigeant du PCF qui, rappelons-le, n'en avait pas moins été partisan de l'Union sacrée durant la première guerre mondiale, ait retrouvé toutes ses fonctions au B.P. du PCF et à la direction de « L'Humanité » à la Libération, n'avait pas été sans soulever quelques remous dans le Parti. Sur ces circonstances, on se reportera à l'article en ligne du Maitron (<https://maitron.fr/spip.php?article18297>, notice CACHIN Marcel [CACHIN Gilles, Marcel] par Guillaume Bourgeois, Jean Maitron. Notice revue par Gilles Candar pour la période antérieure à 1920 et par Claude Pennetier pour la suite, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 14 avril 2020). Quant à celle qui précède et qui vise « les lâches de 1940, des hommes décidés à rester en prison sous Laval », elle est sans doute dirigée contre Julien Racamond (1885-1960), important dirigeant de la CGTU puis de la CGT réunifiée qui après avoir refusé de s'évader comme le lui avait proposé le Parti en 1940, fut libéré par les

nazis en 1942 dans des conditions qui permettent de penser qu'il avait désavoué les attentats. A la Libération, il retrouva pourtant des fonctions importantes à la direction confédérale de la CGT et les conserva après la scission avec FO jusqu'en 1953, sans doute en considération du fait qu'il représentait en sa personne la continuité avec la CGT d'avant 1914 dont il avait été un jeune militant (cf. l'article de Jean Charles dans le Maitron en ligne, <https://maitron.fr/spip.php?Article127903>, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 28 octobre 2019).

²³ Raphaël : il ne nous a pas été possible d'identifier plus précisément ce personnage dont Daix nous dit (*Les hérétiques du PCF, op. cit.*, p. 266) qu'il l'a revu après la Libération.

²⁴ Georges Marchais (1920-1997). On a pu parler à son propos d'« énigme » en se référant à son ascension jusqu'au secrétariat général du Parti, alors que, largement en âge de le faire, il n'avait pas participé à la Résistance. Il commence en effet sa vie militante en tant que syndicaliste à la fédération CGT de la métallurgie et n'adhère au PCF qu'en 1947. Remarqué par l'épouse de M. Thorez, Jeannette Thorez-Vermeesch (1910-2001), il devient secrétaire de la fédération PCF de la Seine-Sud (précisément celle des époux Thorez). Il devient membre suppléant du C.C. en 1956 (l'année du XX^e Congrès et de l'intervention soviétique en Hongrie), puis membre titulaire et membre du B.P. en 1959. En 1961, il est nommé secrétaire à l'organisation en remplacement de Marcel Servin (1918-1968), écarté de la direction du Parti en cette même année 1961 avec Laurent Casanova (1906-1972), lors d'une « affaire » qui semble reproduire le procès fait à Marty-Tillon quelques années auparavant, procès auquel les deux « dissidents » de 1961 avaient d'ailleurs largement contribué. Il devient le second de Waldeck-Rochet (1905-1983) secrétaire général du Parti ayant succédé à Thorez. La maladie (que certains mettent en liaison avec le choc ressenti par certains dirigeants « novateurs » devant l'intervention en Tchécoslovaquie d'août 1968) de Waldeck Rochet, font de G. Marchais le véritable

secrétaire général du Parti à partir de 1970, poste qui lui est officiellement attribué par le XX^e Congrès de décembre 1972. Georges Marchais devient alors avec François Mitterrand (1916-1996) et le radical de gauche Robert Fabre, l'un des principaux promoteurs du Programme commun de la gauche qui essuie cependant un échec lors des élections législatives de 1978. Commence alors une période d'intense division entretenue par la direction du PCF, inquiète de se voir supplantée par le nouveau Parti socialiste issu du Congrès d'Épinay de 1971 qui culmine avec la campagne de Georges Marchais à l'élection présidentielle de 1981. G. Marchais devient alors une sorte de caricature de lui-même en reniant sa brève infatuation pour les vellétés eurocommunistes qu'il avait momentanément encouragées avec ses partenaires du Parti communiste italien et du Parti communiste espagnol. Après sa défaite cinglante au premier tour de l'élection présidentielle où il obtient le score historiquement bas de 15 % qui prélude à l'effacement progressif d'influence électorale du PCF jusqu'aux scores minuscules de la période présente, Marchais amorce un tournant unitaire dans lequel les quatre ministres communistes qui entrent au gouvernement de Pierre Mauroy (1928-2013) se plient avec docilité à la politique antisociale pratiquée à partir de 1982. Dans les années qui suivent, le PCF continue à perdre en influence et subit de plein fouet les conséquences de la désagrégation progressive du camp « socialiste », jusqu'à la dissolution de l'URSS en 1991. Politiquement fragilisé par les nombreuses défections qui affectent le PCF du fait des oscillations de sa politique, physiquement affaibli par la maladie, G. Marchais abandonne le secrétariat général au XXVIII^e Congrès de 1994 et est remplacé à ce poste par Robert Hue. Nommé président du Parti, mais de fait marginalisé par ses échecs répétés auxquels beaucoup attribuent le déclin du PCF, il meurt le 16 novembre 1997 à Paris. La déclaration citée ici par P. Daix peut être considérée comme emblématique du bureaucratisme obtus et politiquement déloyal dont Marchais n'a pas été, hélas, le seul représentant à la direction du Parti né à Tours il y a presque un siècle.

**TEXTES INÉDITS
(EN FRANCE)
DE LÉON TROTSKY**

Léon Trotsky : A propos de l'obligation du travail (janvier 1920) (texte quasi inédit)

Présentation du document Jean-Jacques Marie

La débandade en octobre 1919 de l'armée de Ioudenitch au nord dans son offensive sur Petrograd et celle de Denikine au sud dans son offensive sur Moscou, la capture à l'est, peu après de Koltchak, qui avait un instant contrôlé toute la Sibérie et la dislocation de l'armée verte de Makhno en décembre paraissent annoncer la fin prochaine de la guerre civile, dont le bilan est accablant : l'Armée rouge a perdu 980 000 hommes dont les deux tiers ont succombé à leurs blessures mal ou pas soignées, bandées avec leurs *portianki* (chaussettes) crasseuses, au manque de médicament, à la faim, au froid, aux poux, à la gangrène, au typhus, à la dysenterie. Le Commissariat à la guerre passe de l'organisation du combat à la gestion routinière d'une armée dont il faut réduire les effectifs. Une question hante alors Trotsky : que faire des trois millions de soldats démobilisables dans un pays exsangue, dévasté, et ruiné. Où et comment les employer alors que l'industrie est détruite. Les réduire au chômage, au banditisme endémique ? Trotsky pense alors appliquer les méthodes d'organisation du temps de guerre pour la période pacifique qui s'ouvre et utiliser les soldats démobilisables de l'Armée rouge à la reconstruction du pays. Il fait cette proposition, le 12 janvier 1920, devant la fraction communiste du Conseil central des Syndicats qui a repoussé ses premières propositions d'organisation d'armées du

travail en janvier 1920. Le 15, il insiste auprès du chef d'état-major par télégramme : il faut systématiquement mettre au travail les unités en voie de démobilisation. Le 16 janvier la *Pravda* publie le décret transformant la 3ème armée en 1ère armée révolutionnaire du travail, que Trotsky installe dans l'Oural, vieux foyer industriel de la Russie. Le 27 janvier, il est nommé président de la commission interministérielle sur la mise en oeuvre de l'obligation du travail qui réunit les représentants de sept commissariats du peuple et des syndicats. La 2ème armée, puis la 7ème sont à leur tour transformées en « armées du travail » et affectées à la coupe et au ramassage du bois, à l'extraction de la tourbe, au transport du blé réquisitionné, au nettoyage des voies ferrées et des routes enneigées.

Mais, malgré la certitude, alors assez rare, d'être nourris, les soldats renâclent, reconvertis en travailleurs ; la moitié d'entre eux ne se présentent pas au travail et désertent. Convaincu que seule l'obligation du travail peut sauver le pays de la ruine, Trotsky menace de châtier les déserteurs du travail comme ceux de l'Armée rouge, mais ne met pas sa menace à exécution.

Trotsky reprend ses thèses sur l'organisation du travail et les fait adopter au 9^{ème} congrès du parti communiste du 29 mars au 4 avril 1920.

Le volume 3 du recueil *Comment la révolution s'est armée*, dont seuls les volumes un et deux ont été traduits en français, comporte le texte de ces vingt-cinq pages sur *L'organisation du travail*. Ce texte reprend pour l'essentiel celui de son rapport au 9^{ème} congrès du parti. Il est intégralement reproduit dans le chapitre 8, intitulé *Les questions d'organisation du travail* (p. 195-263) du livre *Terrorisme et communisme* publié en russe en juin 1920 et en français en 1963 par l'Union générale d'éditions (10-18), aujourd'hui introuvable sauf en bibliothèque.

En 1936 dans la *Révolution trahie*, dont il achève la rédaction à la veille même de l'ouverture du premier procès de Moscou, Trotsky reprend le problème de l'organisation du travail. Il écrit :

« A l'économie de temps, dit Marx, se réduit en définitive toute l'économie », c'est-à-dire la lutte de l'homme contre la nature à tous les degrés de civilisation. Réduite à sa base primordiale, l'histoire n'est que la poursuite de l'économie du temps de travail. Le socialisme ne pourrait se justifier par la seule suppression de l'exploitation ; il faut qu'il assure à la société une plus grande économie de temps que le capitalisme. Si cette condition n'était pas remplie, l'abolition de l'exploitation ne serait qu'un épisode dramatique dépourvu d'avenir. La première expérience des méthodes socialistes a montré combien vastes sont leurs possibilités. Mais l'économie soviétique est encore loin d'avoir appris à tirer parti du temps, cette matière première la plus précieuse de la civilisation. L'importation de la technique, principal moyen de l'économie de temps, ne donne

pas encore sur le terrain soviétique les résultats qui sont, normalement les siens dans sa patrie capitaliste »¹.

Il cite ensuite une phrase de Molotov affirmant en janvier 1936 : « *Le niveau moyen du rendement du travail ... chez nous est encore sensiblement inférieur à celui qu'il est en Amérique et en Europe.* » Il ajoute : « *Il eût fallu préciser : ce niveau est trois, cinq et jusqu'à dix fois inférieur à ce qu'il est en Europe et en Amérique, ce qui fait que le prix de revient est chez nous beaucoup plus élevé ...* »². La productivité du travail en URSS sera, en effet, toujours au minimum quatre fois inférieure à celle des principaux pays capitalistes.

Ce sera l'une des causes majeures de la faiblesse de l'économie soviétique face à l'économie des principaux pays capitalistes et donc de la chute de l'URSS. Les ouvriers soviétiques réagiront en effet à la très médiocre situation matérielle (conditions de travail, de logement, de salaire ... etc), que la bureaucratie leur impose, par une sorte de gigantesque grève perlée ou de grève à l'italienne qu'ils traduisaient par une phrase que j'ai entendue en URSS dès mon séjour en 1961 : « *On cessera de faire mine de travailler quand ils cesseront de faire mine de nous payer* », grève à l'italienne qu'ils ne pouvaient traduire en protestation politique vu la violence avec laquelle la bureaucratie et son gigantesque appareil répressif interdisait toute forme d'organisation indépendante, même microscopique.

¹ Léon Trotsky *La Révolution trahie*, 10-18, p. 82

² Ibid, p. 83

Document

Léon Trotsky : Sur l'organisation du travail.

L'organisation du travail est, par essence, l'organisation de la nouvelle société : toute forme de société connue de l'histoire est fondamentalement une organisation particulière du travail. Alors que chaque société passée était une organisation du travail dans l'intérêt d'une minorité, qui organisait sa propre contrainte exercée par l'État sur l'écrasante majorité des travailleurs, nous tentons pour la première fois dans l'histoire du monde d'organiser le travail dans l'intérêt de la majorité des travailleurs elle-même. Cela n'exclut toutefois pas l'élément de contrainte sous toutes ses formes, des plus douces aux plus sévères. L'élément de l'obligation, de la contrainte étatique, non seulement ne disparaît pas de la scène historique mais, au contraire, continuera de jouer, pendant une période considérable, un rôle extrêmement important.

En règle générale, l'homme s'efforce d'éviter le travail. L'amour du travail n'est pas du tout une caractéristique innée : il est créé par la pression économique et l'éducation sociale. On peut dire que l'homme est un animal assez paresseux. C'est sur cette qualité, fondamentalement, que le progrès humain est, dans une large mesure, fondé, parce que, si l'homme ne s'efforçait pas de dépenser sa force avec économie, n'essayait pas d'obtenir le maximum de biens au prix du minimum d'énergie, il n'y aurait eu aucun développement de technique ou de culture sociale. Ainsi, de ce point de vue, la paresse de l'homme est une force progressive. Le vieil Antonio Labriola, le marxiste italien, a même décrit l'homme du futur comme « un fainéant génial et heureux ». (...)

L'histoire a connu le travail de l'esclave. L'histoire a connu le travail du serf. L'histoire a connu le travail réglementé des guildes médiévales. Dans le monde entier domine aujourd'hui le travail salarié que les journalistes jaunes de tous les pays opposent, comme la forme de liberté la

plus élevée, à « l'esclavage » soviétique. Nous au contraire, nous opposons à l'esclavage capitaliste le travail socialement réglementé sur la base d'un plan économique, obligatoire pour tout le peuple et donc obligatoire pour chaque travailleur du pays. Sans cela, il est impossible même de penser à la transition vers le socialisme. L'élément de contrainte matérielle ou physique peut être plus ou moins important : cela dépend de nombreuses conditions, du niveau de richesse ou de pauvreté du pays, de son héritage du passé, de son niveau culturel, de l'état des transports et de l'appareil administratif, et ainsi de suite. Mais l'obligation, et par conséquent la contrainte, est une condition nécessaire pour brider l'anarchie bourgeoise, socialiser les moyens de production et de travail et reconstruire l'économie sur la base d'un plan unique.

Pour le libéral, la liberté, en dernière analyse, signifie le marché. Le capitaliste peut-il ou non acheter la force de travail à un prix raisonnable ? C'est pour lui l'unique mesure de la liberté du travail. Cette mesure est fautive non seulement par rapport à l'avenir, mais aussi par rapport au passé.

Il serait absurde d'imaginer que, à l'époque du servage, le travail s'effectuait entièrement sous la pression de la contrainte physique, comme si un surveillant se tenait avec un fouet derrière le dos de chaque paysan. Les formes médiévales de la vie économique sont nées de conditions de production définies et ont créé des formes définies de la vie sociale, auxquelles le paysan s'est habitué et qu'il a, à certaines époques, considéré comme justes, ou du moins comme inaltérable. Chaque fois que, sous l'influence d'un changement de conditions matérielles, il a manifesté de l'hostilité, l'État lui a imposé sa puissance matérielle, révélant ainsi le caractère obligatoire de l'organisation du travail. (...)

La relation du capitaliste avec le travailleur n'est pas du tout fondée uniquement sur le contrat « libre », mais comprend de puissants éléments de régulation étatique et de contrainte matérielle. La concurrence entre les capitalistes a conféré une certaine réalité, très limitée, à la fiction de la liberté du travail. (...)

Toute l'histoire de l'humanité est l'histoire de l'organisation et de l'éducation de l'homme collectif pour le travail, dans le but d'atteindre un niveau de productivité supérieur. L'homme, comme je me suis déjà permis de le dire, est paresseux : c'est-à-dire qu'il s'efforce instinctivement d'obtenir la plus grande quantité possible de biens pour le moins de dépense d'énergie possible. Sans cet effort de sa part, il n'y aurait pas eu de développement économique. Le développement de la civilisation se mesure à la productivité du travail humain et chaque nouvelle forme de relations sociales doit être jugée à l'aune de cette pierre de touche.

Le travail « libre », c'est-à-dire le travail salarié, n'est pas apparu d'un seul coup sur la terre de Dieu, armé de tous les attributs de la productivité. Il n'a acquis un haut niveau de productivité que progressivement, à la suite d'une application prolongée de méthodes d'organisation et d'éducation du travail. Cette éducation reposait sur les méthodes et les pratiques les plus diverses, variables d'ailleurs d'une époque à l'autre. Tout d'abord, la bourgeoisie a chassé à coups de trique le paysan de la campagne sur la grande route, après l'avoir dépouillé de ses terres, et quand il ne voulait pas travailler à l'usine, elle le marquait au front au fer rouge, le pendait, l'envoyait aux galères - et, finalement, elle apprenait au vagabond chassé de la campagne à s'installer à la machine de la manufacture. À ce stade, on le voit, le travail "libre" se distingue encore peu du travail du forçat, à la fois par ses conditions matérielles et par sa situation juridique.

À différentes époques, la bourgeoisie a combiné, dans des proportions différentes, le fer rouge de la répression avec les

méthodes d'influence idéologique, principalement la prédication par les prêtres. Dès le XVI^e siècle, elle réforma l'ancienne religion catholique, qui défendait l'ordre féodal, et s'appropriä, avec la Réforme, une nouvelle religion dans laquelle l'âme libre était associée au libre-échange et au travail libre. Elle trouva de nouveaux prêtres, qui devinrent les commis spirituels et les pieux contrôleurs de la bourgeoisie. La bourgeoisie adapta l'école et la presse, la mairie et le parlement à la formation idéologique de la classe ouvrière. Les différentes formes de salaires - salaires journaliers, salaires aux pièces, contrats, conventions collectives - ne sont que des méthodes changeantes de dressage du prolétariat dans les mains de la bourgeoisie. S'y ajoutent toutes sortes de moyens pour encourager au travail et inciter au carriérisme. Enfin, la bourgeoisie a appris à contrôler même le syndicalisme, c'est-à-dire les organisations de la classe ouvrière elle-même, et les a largement utilisées, notamment en Grande-Bretagne, pour discipliner les travailleurs. Elle a domestiqué leurs dirigeants et, par leur intermédiaire, a convaincu les travailleurs que l'organisation d'un travail pacifique, l'accomplissement irréprochable de leurs obligations et la stricte obéissance aux lois de l'État bourgeois étaient une nécessité. Le taylorisme, dans lequel se combinent des éléments d'organisation scientifique du processus de production et les méthodes les plus concentrées de cadences infernales, est le couronnement de tout ce travail.

Il est donc clair que la productivité du travail salarié n'est pas une donnée, toute prête, présentée par l'histoire sur un plateau. Non, c'est le résultat d'une longue et obstinée politique de répression, d'éducation, d'organisation et d'encouragement de la bourgeoisie à l'égard de la classe ouvrière. Peu à peu, la bourgeoisie a appris à extirper des travailleurs une quantité toujours plus grande de produits du travail, et l'un des instruments les plus puissants entre ses mains a été la proclamation du travail salarié comme le seul travail libre, normal, sain, productif et salubre.

Aucune forme juridique de travail garantissant en soi sa productivité n'est jamais apparue dans l'histoire et ne peut exister. L'enveloppe légale du travail correspond aux relations et aux concepts de l'époque. La productivité du travail se développe, sur la base de la croissance des forces techniques, par l'éducation au travail, par l'adaptation progressive des travailleurs à des moyens de production en mutation et à de nouvelles formes de relations sociales.

La création de la société socialiste signifie l'organisation des travailleurs sur de nouvelles bases, leur adaptation à ces bases, leur rééducation par le travail, avec un objectif inchangé : l'augmentation de la productivité du travail. La classe ouvrière, sous la direction de son avant-garde, doit elle-même se rééduquer, sur la base du socialisme. Celui qui n'a pas compris cela ignore l'ABC de la construction socialiste.

Quelles méthodes possédons-nous donc pour rééduquer les travailleurs ? Des méthodes incomparablement plus étendues que la bourgeoisie n'en possédait et, de plus, des méthodes honnêtes, directes, ouvertes, qui ne sont infectées ni par l'hypocrisie ni par le mensonge. La bourgeoisie devait recourir à la tromperie en présentant « sa » forme de travail comme libre, alors qu'en réalité, il s'agissait non seulement d'un travail imposé par la société, mais aussi un travail d'esclave. Car c'était le travail de la majorité dans l'intérêt de la minorité. Nous, en revanche, nous organisons le travail dans l'intérêt des travailleurs eux-mêmes et nous ne pouvons donc avoir aucune raison de cacher ou de masquer le caractère socialement obligatoire de notre organisation du travail. Nous n'avons ni besoin des contes des prêtres, ni de ceux des libéraux, de ni ceux des kautskistes. Nous disons directement et ouvertement aux masses qu'elles ne peuvent sauver le pays socialiste, le relever, l'amener à son épanouissement que par le biais d'un travail strict, d'une discipline inconditionnelle et de la ponctualité de chaque travailleur. (...)

La principale arme spirituelle de la bourgeoisie est la religion ; nous, nous donnons aux masses une explication franche de l'état actuel des choses, la diffusion des connaissances en histoire naturelle et en technologie, l'initiation des masses au plan économique général de l'État, sur la base duquel doit être mobilisée toute la force de travail dont peut disposer le gouvernement soviétique. (...)

Nous avons conservé, et nous continuerons de le conserver pendant longtemps, le système des salaires. Plus nous avancerons, plus son importance consistera simplement à faire en sorte que tous les membres de la société reçoivent tous les biens nécessaires ; il cessera ainsi d'être un système de rémunération. Mais pour le moment, nous ne sommes pas assez riches pour cela. Notre tâche principale est d'accroître la quantité de biens confectionnés ; toutes les autres tâches doivent être subordonnées à celle-ci. En cette période difficile, le système des salaires nous sert avant tout non à garantir l'existence individuelle de chaque travailleur, mais à évaluer la contribution de ce travailleur individuel à la république ouvrière.

Par conséquent, les salaires, en espèces et en nature, doivent être conçus pour correspondre le plus étroitement possible à la productivité du travail individuel. Sous le capitalisme, le travail à la pièce et le travail à forfait, l'application du système de Taylor, etc., avaient pour but d'accroître l'exploitation des travailleurs en leur extorquant un surprofit. Dans une production socialisée, les salaires aux pièces, les primes, etc., visent à augmenter le volume du produit social et, par conséquent, à élever le niveau général de prospérité. Les travailleurs qui contribuent plus à l'intérêt commun ont droit à une part plus grande du produit social que les paresseux, les tire-au-flanc et les désorganisateur. (...)

L'émulation repose sur l'instinct vital de la lutte pour l'existence qui, dans le système

bourgeois, revêt le caractère de la concurrence. L'émulation ne disparaîtra pas, même dans la société socialiste développée, mais plus les biens nécessaires à l'existence seront garantis et plus elle acquerra un caractère de plus en plus désintéressé, purement idéologique. Il s'exprimera dans la tentative de rendre le plus grand service possible à son village, à son district, à sa ville, ou à la société dans son ensemble, et de recevoir en retour la renommée, la gratitude, la popularité ou, enfin, la satisfaction intérieure de la conscience du travail bien fait. Mais dans la pénible période de transition, dans les conditions de pénurie extrême de biens matériels et de développement encore insuffisant du sentiment de la solidarité sociale, l'émulation doit inévitablement être, dans une mesure plus ou moins grande, liée à la recherche d'objectifs personnels de consommation.

Voilà, camarades, la somme des moyens dont dispose l'État ouvrier pour augmenter la productivité du travail. Comme on le voit, il n'y a pas de solution toute faite ici. Nous ne la trouverons écrite dans aucun livre. Car un tel livre ne saurait exister. Nous commençons seulement, avec vous, à écrire ce livre avec la sueur et le sang des travailleurs. Nous disons : ouvriers et ouvrières, vous avez pris le chemin du travail réglementé. Ce n'est que sur cette voie que vous construirez une société socialiste. Devant vous se trouve une tâche que personne ne réalisera pour vous : la tâche d'accroître la productivité du travail, sur de nouvelles bases sociales. Si vous n'accomplissez pas cette tâche, vous périrez. Si vous l'accomplissez, vous rendrez l'humanité plus grande de toute une tête. ■

Correspondance Trotsky-Andreu Nin

Présentation Jean-Jacques Marie

Ses conversations avec les délégués espagnols lors des 2^e, 3^e et 4^e congrès de l'Internationale communiste avaient amené Trotsky à se lier avec le militant catalan Andreu Nin. Ce dernier, instituteur de son métier, avait d'abord adhéré aux Jeunesses socialistes puis à la grande centrale syndicale anarchiste, la CNT dont il était devenu en 1921 l'un des secrétaires nationaux. En 1921 il fait partie de la délégation que



Andreu Nin

la CNT envoie au 3^e congrès de l'Internationale. Il se prononce en faveur de l'adhésion de la CNT à l'Internationale, à laquelle la majorité de la délégation anarchiste s'affirme finalement hostile. Peu après, Moscou décide de rassembler les syndicats dirigés par des militants communistes, comme la CGTU en France à la suite de l'exclusion des communistes et des anarcho-syndicalistes de la CGT, en une Internationale syndicale rouge (l'ISR ou Profintern). Nin reste à Moscou, adhère au Parti communiste russe, devient l'un des secrétaires de cette ISR. En 1926 il rejoint l'Opposition unifiée et dirige, avec Victor Serge, sa commission internationale. En 1928 il est, comme tous les membres de l'Opposition qui refusent de capituler devant Staline comme les y invitent Kamenev et Zinoviev, exclu du parti communiste

soviétique. En septembre 1930, alors même que se tient le congrès de l'ISR, Staline le fait expulser d'URSS. Dès que Trotsky apprend son arrivée à Barcelone, il entame avec lui une correspondance de quatre lettres, qui seront saisies par la police lors de l'arrestation de Nin à la fin de 1930. Elles n'ont pu être traduites par la police car au ministère de l'Intérieur personne ne savait le russe.

Quelques dizaines d'opposants du PC espagnol ont constitué au début de 1930 l'Opposition de gauche espagnole qui publie à Valence un bimensuel, *Contra la corriente*, dont un des premiers numéros est saisi pour un article de Trotsky annonçant la prochaine révolution espagnole et analysant ses racines.

Lorsque Nin arrive à Barcelone Trotsky est, depuis plus d'un an, exilé sur l'île de Prinkipo en face d'Istanbul. Il s'attache depuis le début de son exil à former l'opposition de gauche internationale. Il compte d'abord s'appuyer, pour la France, sur Alfred Rosmer, l'un des initiateurs du combat en 1915 contre l'Union sacrée puis membre du comité exécutif de l'Internationale communiste. Rosmer prend d'abord en charge avec Pierre

Naville la formation de la Ligue communiste, à laquelle adhère bientôt Raymond Molinier ancien militant du parti communiste, qui se dresse vite contre Naville en qui il voit un intellectuel bavard. Leur conflit, dans lequel Rosmer se range du côté de Naville, paralyse la Ligue communiste. Trotsky y consacre une grande part de sa correspondance avec Nin. Le 6 avril 1930, s'est finalement tenue à Paris la conférence réclamée par Trotsky depuis des mois pour proclamer la formation de la Ligue communiste internationale et nommer un secrétariat international provisoire de trois membres, dont Alfred Rosmer.

La conférence n'a pas adopté le moindre texte au prétexte que les délégués italiens et belges, sceptiques, ont fait « une demi-défection » selon Rosmer. Mais que signifie une conférence qui n'adopte aucun

texte ? Le 3 avril, Trotsky écrit : « *si j'ai bien compris, à la suite de la demi-défection des autres ... on l'a solidement complétée* »¹. Neuf mois de perdus ! Au cours de l'été, Rosmer commence à s'éloigner. Trotsky s'inquiète.

Dans cette situation l'arrivée en Espagne de Nin, un militant expérimenté qui vient de passer neuf ans en URSS, qui a pris part jusqu'au bout aux combats de l'Opposition, qui a affronté l'appareil stalinien, est un souffle d'air pour Trotsky, qui se hâte de lui écrire pour l'informer des difficultés auxquelles se heurtent l'Opposition internationale encore balbutiante et surtout la Ligue communiste, que, las des conflits suscités par Molinier, Rosmer va bientôt abandonner. Trotsky, on va le voir, fonde beaucoup d'espoirs sur Nin...

Quatre lettres écrites par Trotsky à Andreu Nin en 1930².

Traduction : Jacqueline Trinquet



Trotsky a son bureau.

¹ Pierre Naville, *Trotsky vivant*, Paris, Maurice Nadeau, rééd. 2004, p.78. Damien Durand, *Opposants à Staline*, Grenoble, La pensée sauvage, 1988, p 230.

² Extraites de *Perseguint Andreu Nin*, de Pelai Pagès, Editorial Base, Barcelone, 2019.

Première lettre. 13 septembre 1930

Cher ami,
 (...) Même si votre séjour à Paris est de courte durée, vous pourrez naturellement vous mettre au courant de tous nos problèmes. Il y a de grands motifs de satisfaction. Nos succès sont indéniables et il existe de nombreux symptômes qui indiquent que la quantité commence à se transformer en qualité. Mais il y a aussi des phénomènes inquiétants. Le principal est celui des tensions internes, spécialement en France. La Ligue française occupe en ce moment une position centrale dans l'Opposition internationale ; de ce fait, ses tensions internes se transmettent à d'autres sections nationales. Je ne doute pas qu'à Paris vous serez mis au courant de la lutte interne dans la Ligue, et c'est pour cela que je considère qu'il est indispensable que je vous donne mon point de vue sur cette question.

Quelles sont les causes de cette lutte ? Jusqu'à présent l'Opposition avait le caractère des groupes littéraires et de propagande, isolés. Maintenant l'Opposition est en train de se transformer en une organisation politique. Ce passage d'une étape à l'autre donne lieu à des regroupements internes dont les membres eux-mêmes ne sont pas toujours conscients. Nous avons un acquis de grande valeur dans le groupe *La lutte de classes* : il n'existe pas en Europe beaucoup de groupes marxistes comme celui-là, d'une telle expérience théorique et d'une telle qualité intellectuelle. Je fonde de grands espoirs dans ce groupe. Mais ce groupe présente également de sérieux défauts qui s'expliquent par ses origines. Il s'agit d'un groupe strictement intellectuel, sorti depuis peu de cercles littéraires, sans lien avec les ouvriers, sans connaissance du monde ouvrier et sans expérience de travail de parti et de vie d'organisation. Ce groupe, et plus particulièrement le camarade Naville, se caractérise par une attention insuffisante vis-à-vis des questions strictement politiques et organisationnelles et par une tendance à faire des déductions excessivement précipitées et abstraites et il est d'une susceptibilité

totale et inacceptable face à toute critique venant d'autres camarades qui ne sont pas des intellectuels et qui s'attachent plus au côté pratique.

Dans le second groupe se détache le camarade Molinier, qui n'est pas un théoricien, qui n'est pas un intellectuel, mais un homme pratique et énergique, qui se consacre beaucoup aux tâches et qui prend des initiatives, même si parfois elles sont de façon démesurément passionnée. Molinier fait partie du mouvement depuis longtemps et, bien que sur le terrain intellectuel et théorique, il ne soit pas, et de loin, à la hauteur de Naville, sur des questions politiques, de psychologie de parti et d'organisation, il est plus fort, du moins pour le moment, tandis que Naville n'acquiert pas l'expérience nécessaire. Durant cette année, Naville a défendu des positions incorrectes sur une série de questions très importantes, freinant ainsi fortement le développement de l'Opposition, aussi bien française qu'internationale. Sur toutes ces questions, Molinier avait une position plus juste mais il lui manquait des capacités intellectuelles et théoriques pour fonder son point de vue. Molinier était soutenu par ceux qui accordent une importance particulière à l'aspect pratique et organisationnel. Autrement dit, il n'y a pas deux tendances sur des questions de principe, mais, pour ainsi dire, deux types d'armes dans l'armée de l'Opposition. Si Naville et d'autres hommes montraient plus de maturité politique, ils pourraient établir des rapports appropriés et organiser un partage adéquat du travail. Mais, malheureusement, il n'en est pas ainsi. Dès l'instant où l'Opposition a cessé d'être un « esprit » et qu'elle a commencé à devenir aussi un corps, ce corps a commencé à présenter des contraintes aux intellectuels et à les irriter, les représentants du pur « esprit ». A quoi bon les questions, les objections, les débats, les délibérations si « l'esprit » sait mieux ce qui est nécessaire. C'est ainsi qu'a commencé la lutte entre l'esprit et le corps. J'espérais que dans ce conflit le camarade Rosmer adopterait la position d'un

médiateur et d'un arbitre tranquille et dépassionné. Malheureusement, il s'est trouvé entraîné dans la lutte du côté des intellectuels. Cette circonstance a rendu extraordinairement plus aigüe la situation.

On a tenté d'écarter Molinier de la direction et même de l'expulser de la Ligue. Il semble que Naville n'a pas écarté cette idée actuellement et qu'il se dirige dans cette direction. Je ne sais pas jusqu'à quel point cela est exact. Dans des conflits de ce genre les exagérations venant des deux camps sont totalement inévitables. Mais je n'exclus pas que Naville essaie d'arriver à ses fins, c'est-à-dire, à une scission de fait.

Molinier est actuellement avec moi. Le camarade O. l'accompagne, ce camarade dont Naville lui-même dit du bien. Le camarade O. examine la situation de façon dépassionnée et correcte, il mesure très bien la valeur de Naville et de tout son groupe pour le mouvement et, il considère que, dans ce conflit, Naville n'a absolument pas raison. O. confirme pleinement que Molinier et son groupe ne veulent pas arriver à la scission, ni à l'expulsion de Naville de ses positions de direction. Leurs objectifs sont les suivants : a) garantir des rapports normaux et sains à l'intérieur de l'organisation ; b) garantir l'attention nécessaire aux questions d'organisation, pratiques et de propagande politique. Et, en ce sens Molinier, bien qu'il se soit trompé dans une série d'interventions, a, sans aucun doute, raison.

Tout au long de la longue correspondance que j'ai eue avec Naville, celui-ci n'a jamais pu formuler en quoi consistaient ses différends avec Molinier. Au contraire, il va même jusqu'à nier ses divergences avec Molinier, tout en accusant Molinier d'avoir un caractère insupportable, d'être chaotique et fantasque, etc. Cette façon de voir le conflit de la part de Naville vient du fait que lui-même n'a pas conscience ni des origines ni de la cause qui ont provoqué ce conflit. S'il en était conscient, la rivalité s'évanouirait ou, tout du moins, s'adoucirait fortement.

C'est la seconde fois que Molinier vient ici. Les conversations que nous avons ensemble m'ont de nouveau convaincu que Naville est

très partial et injuste dans sa façon de voir les choses. Sur de nombreuses questions, Molinier exprime plus d'intuition que ne le fait Naville, et, de plus, c'est une personne très dévouée au mouvement. Et ce serait un véritable crime de permettre de l'écarter ou de l'expulser. Je considère que notre objectif, c'est-à-dire, celui des camarades qui jouissent d'une certaine autorité et qui se trouvent en marge du conflit, doit consister à garantir une intervention correcte et normale des deux groupes sur la base des principes de la démocratie de parti. M. ne souhaite rien d'autre. Il veut simplement qu'on cesse de le harceler, lui et ses camarades. Je considère qu'il faut obtenir cela de Naville et de toute l'organisation.

C'est pourquoi j'ai demandé à Naville de venir me voir. Les deux camarades qui sont là l'attendent. J'ai le ferme espoir que Naville viendra et que nous parviendrons à ce qu'ils se mettent d'accord, plus particulièrement avec l'aide des camarades qui ont le plus de prestige, et naturellement vous en faites partie.

J'ai déjà dit plus haut que Rosmer avait été entraîné dans la lutte aux côtés de Naville. Rosmer pense que je suis contre Naville. En réalité, il n'en est rien. S'il s'agissait de mettre Naville de côté, moi je le défendrai avec toute l'énergie et l'intransigeance possible. Mais il ne s'agit absolument pas de cela. En réalité, c'est le groupe de Naville qui veut écarter le groupe de Molinier, et cela signifierait une grande perte pour le travail pratique et surtout cela imposerait que la Ligue soit soumise à l'arbitrage du groupe des intellectuels, ce qui est totalement inacceptable. C'est pourquoi je considère que nous ne pouvons faire aucune concession sur cette question.

Quelques mots encore sur l'organisation internationale. Actuellement elle est fort peu structurée. La conférence préalable d'avril s'est tenue de façon très chaotique et à cette date, personne ne sait encore quelles résolutions ont été votées. Nous avons envoyé, il y a quelques jours un certain nombre de propositions à Naville. Je vous prie d'en prendre connaissance. Pour l'essentiel ce sont les points suivants. Nous avons besoin :

- a) d'un Bureau de direction international et
b) d'un secrétariat administratif.

Le Bureau, malheureusement, sera encore dispersé dans plusieurs pays (Rosmer, Landau et moi). Le secrétariat, dans la mesure où il s'agit d'un organe en permanence actif, doit siéger à Paris et être l'organe exécutif du Bureau international. Si vous étiez resté à Paris ou si vous devez revenir, je considérerais comme indispensable que vous fassiez partie et du Bureau et du Secrétariat. Mais pour l'instant il nous faut y renoncer sauf en ce qui concerne le secrétariat. Nous proposons d'organiser à partir d'ici un secrétariat formé par trois personnes : Naville, le camarade cité plus haut O. et un camarade italien. Ce secrétariat, sous la direction générale du bureau international, doit s'occuper de tout le travail quotidien de communication, d'information, etc., et doit rédiger le Bulletin. Entre les mains du secrétariat sera concentré la préparation pratique et directe du congrès européen de l'Opposition et, plus tard, celle du congrès mondial.

Actuellement, tout ce travail, a lieu en même temps que la lutte à l'intérieur de la Ligue française. Les deux groupes recrutent leurs partisans au niveau international. En particulier, cela s'est manifesté dans l'émigration hongroise, dont une partie commence à saboter, pour des motifs partisans, une initiative très importante et précieuse, à l'initiative des deux camarades qui sont actuellement avec moi.

Si à Paris vous vous occupez de ces affaires internes (et je pense que vous serez obligé de le faire), il est indispensable que vous écoutiez les deux parties. Je vous serais très reconnaissant de m'envoyer vos impressions. Un salut chaleureux à vous et à toute la famille. Un salut chaleureux de nous tous.

Bien à vous, L. Tr.

PS. J'espère que vous m'écrirez sur tout ce que vous savez sur l'URSS, le parti, l'opposition, les déportés, etc.

La deuxième lettre. Trotsky l'écrit lorsque Nin arrive à Barcelone

29 octobre 1930

Cher ami,

(...)

L'information que vous m'envoyez conjointement présente un grand intérêt pour moi. J'espère fermement que vous m'enverrez la suite et que vous tiendrez compte du fait que j'ai très peu d'information sur ce qui se passe au pays. Je vous prie, surtout, de m'informer sur tout ce que vous savez des révoltes paysannes et des faits sanglants de Riazan. Les nouvelles me parviennent de seconde et de troisième sources et, donc, ont besoin d'être vérifiées. Votre information a une valeur supplémentaire car elle ne se réfère pas seulement aux faits mais, par ailleurs, elle reflète le contexte politique et psychologique, et c'est ce qui manque si souvent.

Ceux qui suivent Smirnov et qui disent que nous avons dénoncé son plan génial, trompé

le parti, la classe ouvrière, pour servir les plans de l'Opposition, ont une position réellement curieuse. En réalité, ces gens-là voulaient seulement tromper l'Opposition et, en partie, eux-mêmes : ils voulaient donner une justification « noble » et « révolutionnaire » aux défaitistes, en considérant, à juste titre, que s'ils facilitaient l'acte lui-même de la capitulation, à l'avenir, personne n'essaierait ni ne pourrait voir si le « défaitiste » s'acquitte des obligations auxquelles il s'est engagé. C'est pourquoi, j'attends avec grande impatience votre information complémentaire.

Maintenant deux mots sur la situation en France. J'ai eu dernièrement la visite de camarades français, parmi lesquels Naville et Molinier, c'est-à-dire, les représentants les plus actifs des deux groupes qui ont un litige. Nous avons analysé dans le détail, toutes les questions, et nous sommes arrivés à un accord unanime, qui va

dorénavant faciliter le travail et en particulier permettre la préparation du congrès dans des conditions normales. Le travail en France suit un bon rythme, mais une scission, et même, une lutte interne qui se prolonge, pourraient paralyser le travail de la Ligue pour longtemps. J'ose penser que cela ne se produira pas.

Ces derniers temps il est clair que l'organisation de l'Opposition la plus forte est celle qui existe en Grèce. Vous pourrez bientôt lire à ce sujet des informations dans la presse de l'Opposition. L'organisation grecque a de l'influence dans les syndicats professionnels ; elle compte dans ses rangs environ un millier et demi d'ouvriers et elle influence jusqu'à dix mille adhérents dans les syndicats.



Trotsky entre le couple Naville à Prinkipo en 1929

En ce qui concerne la situation générale en Espagne et en particulier dans les rangs des communistes, j'espère pouvoir lire bientôt un article de vous, ou une série d'articles, dans la presse de l'Opposition. Ce que j'ai écrit, moi, à ce sujet a un caractère excessivement général.

Comme je connaissais peu la situation du pays,

j'ai été obligé de me servir d'informations de seconde main, par ailleurs très peu nombreuses. Le camarade Lacroix m'a écrit, un jour, qu'il n'était pas d'accord avec certaines des thèses de mon article. Je n'ai pas engagé la discussion parce que je ne me sentais pas en terrain sûr. Je compte me consacrer à la question espagnole et à d'autres questions politiques d'actualité, très bientôt, dès que j'aurai terminé le livre d'histoire ; j'espère le finir cette semaine. Je compte sur votre aide en ce qui concerne l'Espagne. Tout d'abord, j'aimerais que vous m'envoyiez des informations sur la situation de chacun des groupes et des organisations communistes. Quel est le programme de chacun d'eux ? A quelle organisation ou plateforme internationale appartiennent-ils ? Pour quels motifs et dans quelles circonstances

ont-ils été exclus du parti ? Et en particulier, à laquelle appartient Maurin³ ? Avec quel objectif a-t-il publié le rapport de Staline, d'une ignorance impudente, sur les marxistes agrariens⁴ ... ?

Vous me dites que l'Opposition de gauche en Catalogne n'est absolument pas puissante. Comment est-elle dans les autres provinces ?

Si je ne peux répondre à votre question, d'une grande importance, sur l'unification des différentes organisations communistes, c'est justement par ce que je ne sais rien

³ Maurin, né en 1896 en Aragon dans une famille de la petite paysannerie, après des études secondaires, enseigne comme instituteur à Lleida. En 1920, il adhère à la CNT. Il devient membre du Comité régional de Catalogne en 1921 et est choisi, ainsi que Nin, comme délégué à Moscou au Congrès de fondation de l'Internationale syndicale rouge (ISR). Rentré en Catalogne en octobre 1921, il devient secrétaire du Comité national de la CNT. Il est arrêté en 1922. A sa libération, il anime les Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR) qui représentent la minorité pro-bolchévique dans la CNT, qui publie un hebdomadaire « La Batalla ».

En juillet 1924, après son retour du 3^{ème} Congrès de l'ISR, les Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR) décident d'entrer dans le Parti communiste espagnol (PCE) et Maurin devient président de la Fédération catalano-baléare du parti, exclue de ce dernier en 1929, qui en 1931 fusionne avec le petit parti communiste catalan pour former le Bloc ouvrier et paysan (BOC) dont il devient le leader et qui se range aux côtés de l'Opposition de droite du communisme international. Maurin prend ses distances vis-à-vis de l'Opposition de gauche. Nin rompt alors avec lui.

Il est ensuite l'un des animateurs de l'Alliance ouvrière en Catalogne et il reprend à ce moment-là contact avec Nin.

A partir de 1934, Maurin contacte plusieurs partis nationalistes catalans ainsi que Nin qui dirige la Gauche communiste d'Espagne avec Juan Andrade, afin de les regrouper en un nouveau parti. Le Parti ouvrier d'unification marxiste, POUM, produit de la fusion du BOC et de la Gauche communiste d'Espagne est constitué en septembre 1935. Joaquim Maurin en est le dirigeant jusqu'à son arrestation en Galice, en 1936 au début de la guerre civile ...

Libéré en 1946, il part en 1947 rejoindre sa famille aux Etats-Unis où il restera jusqu'à sa mort, en 1973. Il se tourne vers la social-démocratie et pendant la guerre froide se range aux côtés des Etats Unis.

⁴ Désignation des disciples de Boukharine pour qui le socialisme (dans un seul pays ...) devait se construire en prenant appui sur la petite paysannerie favorable au maintien de la propriété individuelle.

sur elles. De toute façon, cette question doit être étudiée également d'un point de vue international.

Vous connaissez probablement le camarade tchèque Mihalic. Nous avons échangé pendant longtemps une correspondance. Il se considère partisan de mes idées mais en même temps il lui semble indispensable d'unifier toute l'Opposition en une seule organisation. Dans la pratique, cela impliquerait l'unification avec l'Opposition de droite, dont fait partie l'organisation des brandleristes. Pleinement d'accord avec nos camarades tchèques, je me suis totalement prononcé contre ce plan. Il est clair que nous pouvons créer nos propres cellules à l'intérieur de l'Opposition de droite, qui se vante de son système démocratique et de la « liberté d'opinions ». Mais ce travail ne peut se faire avec succès que si nous restons complètement indépendants en tant qu'organisation. Il serait impardonnable que nous adoptions la discipline de l'Opposition de droite, tout en jouant le rôle d'opposition dans l'Opposition. C'est en ce sens que j'ai écrit au cam. Mihalic. Je n'ai pas réussi à le convaincre. Il n'est pas entré dans l'Opposition de gauche, il reste dans l'Opposition de droite, il collabore au journal de Noprát, dans lequel, entre autres, il traduit mes articles, tout en exprimant son désaccord à l'égard de notre intransigeance vis-à-vis de l'Opposition de droite.

J'ai cité cet exemple sans pour autant l'appliquer à l'Espagne car je n'ai pas d'éléments concrets pour le faire. Je voulais simplement illustrer l'importance qu'a pour nous le critère international.

Pour parler de mes livres, je serai, naturellement très content de vous concéder tous les droits qui vous reviennent. Je me réfère à *Histoire de la Révolution*. Ma traductrice allemande se charge des traducteurs étrangers. J'espère qu'elle n'a donné à personne la traduction en espagnol. Aujourd'hui même je lui enverrai une demande en ce sens.

Malheureusement je ne peux pas vous envoyer *Comment s'est produit la révolution* ? Car je ne dispose que d'un exemplaire, dont j'ai absolument besoin pour pouvoir continuer mon travail historique. Je vais essayer d'en trouver un second exemplaire bien que pour l'instant cela me semble très difficile, dans la mesure où les staliniens soumettent mes livres à une véritable persécution.

Est-il vrai que mon petit ouvrage *Mes péripéties en Espagne* a été publié en Espagne ? J'ai reçu, il y a très longtemps, une proposition de l'éditeur pour que j'écrive la préface. Et il disait qu'il s'adressait à moi de votre part. J'ai aussitôt répondu à sa requête et je lui ai envoyé la préface par courrier recommandé. Je n'ai pas reçu de réponse de sa part. Nous avons ensuite demandé des nouvelles et de mon ouvrage et ma préface, sans plus de succès. Vous peignez un panorama très déprimant de la situation de l'Opposition de gauche en URSS. Naturellement, je n'ai pas la moindre illusion à ce sujet. Mais justement il y a peu de jours nous avons reçu une lettre de Russie qui présente un tableau moins sombre. L'auteur de la lettre connaît mieux la province que Moscou. Il parle des sympathies qui vont grandissant dans les usines et les ateliers et des exigences qui s'expriment pour une tactique plus courageuse et plus résolue. (...)

(La suite presque ... jusqu'à la fin de la lettre est en grande partie pratiquement illisible).

Votre tournée à travers l'Espagne m'intéresse beaucoup. Donnez-moi plus de détails, s'il vous plaît.

Vous ne parlez pas de votre santé. Et, si je ne me trompe pas, après mon expulsion, vous avez subi une seconde opération. Quels en sont les résultats ? (...)

Mes meilleurs souvenirs à vous et à vos filles.

Bien à vous, L.Tr.

La 3^{ème} lettre de Trotsky a été écrite en novembre, et porte toujours essentiellement sur les problèmes dans l'Opposition de gauche française

21 novembre 1930

Cher ami,

J'ai reçu votre lettre du 12 novembre et un supplément très intéressant qui me sera très utile pour le numéro 17 du *Bulletin*. C'est seulement maintenant, grâce à votre lettre, que j'ai pu me faire une idée plus ou moins claire de l'état des forces communistes en Espagne, en particulier sur la position du camarade Maurin. Quelques mots au sujet de ce dernier.

Par Naville, je savais que Maurin était venu à Paris, où il avait eu des contacts avec Souvarine et il n'avait fait aucun effort pour avoir des contacts avec nous. Vous savez, naturellement que Souvarine fait partie de nos ennemis les plus furieux et les plus perfides. Il y a plus d'un an, il m'a envoyé une longue lettre idéologique, plutôt un texte, où il exposait ses idées. Ce travail montre qu'il n'a pas seulement abandonné les rangs du bolchévisme comme courant politique mais le marxisme comme doctrine. Dans la presse bourgeoise, il publie des écrits, sous divers pseudonymes, en faveur de Staline. Tout cela m'a mis en garde lorsque j'ai su que Maurin n'a pas seulement des liens familiaux avec Souvarine mais également des liens politiques et en voyant qu'il n'a fait aucun effort pour nous contacter tout simplement comme camarades, ce que naturellement j'aurais bien apprécié ; et, finalement, à son retour de Paris, en Espagne il a commencé à publier un journal, dans lequel il a publié un rapport de Staline. Dans la mesure où le camarade Maurin n'est pas un débutant, il a un passé politique et c'est un homme hautement qualifié, j'ai pu tirer de tous ces faits, une conclusion bien concrète sur sa position politique. Naturellement, vous pouvez mieux que moi le savoir, vous connaissez mieux les personnes et les circonstances, et si vous dites que vous avez l'espoir que Maurin peut être un des nôtres, je ne peux que m'en réjouir d'avance.

Il est également fort possible qu'en Espagne

la situation des organisations et des groupes communistes soit si particulière que la meilleure voie est l'unification de tous les groupes qui n'ont pas encore pris une position déterminée, afin de développer ensuite un travail à l'intérieur de la nouvelle organisation. Mais je ne vois pas très bien comment et par quels moyens vous pensez réaliser ce travail : vous avez peut-être l'intention de créer dès le début une cellule de base d'opposition de gauche qui, ensuite soumise à la discipline de l'organisation unifiée, mènerait une activité de fraction ? J'aimerais bien que vous me disiez quel sont vos plans et vos intentions à ce sujet.

Ces derniers temps nous avons reçu quelques lettres de personnes déportées et entre autres une lettre très longue, écrite depuis une cellule disciplinaire. Cette dernière donne une vue considérablement plus positive que celle découlant de vos informations. Les divergences à l'intérieur des cellules disciplinaires n'existent plus, Il y est mené un grand travail théorique et le moral est bon. Cette lettre sera publiée dans le prochain numéro du *Bulletin* et vous pourrez ainsi la lire. Elle provient d'un camarade très sérieux que je connais très bien.

Je ne pense pas que vous puissiez lire actuellement les journaux soviétiques ; ceux-ci donnent également une vue un peu plus optimiste que vos écrits. En ce moment *la Pravda* et tous les autres journaux sont pleins d'attaques furibondes contre l'Opposition. Les coups sont dirigés surtout contre Boukharine, Rykov, Tomski et autres. Mais, dans le même temps, dans toutes les résolutions, les articles, les écrits des correspondants, etc, sans exception on y parle de réveil, de renaissance, de rénovation, etc., des « trotskystes » et des « semitrotskystes ».

Passons maintenant aux affaires françaises. Un nouveau conflit vient de surgir, dans le secteur que j'ai toujours considéré comme le plus préoccupant : celui des syndicats.

Comme vous le savez sûrement, ce travail était mené par le camarade Gourget, pratiquement sans contrôle de la Ligue. Vous devez savoir comment fonctionnent les groupes français du genre de ceux de Monatte : chaque groupe se charge d'un travail déterminé, chaque groupe fait comme bon lui semble, de temps en temps ils se retrouvent tous ou seulement quelques-uns, ils échangent des propos et chacun part de son côté. Autrefois j'ai pu contempler cette scène Quai de Jemmapes⁵. Des éléments de cette dynamique se sont également traduits dans *La Vérité*.



LA VERITE du 15 août 1929 : Gourget et Rosmer, parmi les signataires.

L'organisation est conçue comme une fédération d'individualités libres dont le devoir est de ne pas se gêner les unes les autres. Vous comprenez bien que j'exagère, mais vous connaissez bien ce milieu pour reconnaître la réalité qui se cache derrière les plaisanteries. C'est dans ces conditions que le camarade Gourget dirigeait le travail de l'Opposition unitaire. Les articles et les notes publiés dans *La Vérité* et les lettres du camarade Gourget lui-même (nous avons toujours eu une correspondance régulière) me faisaient craindre que l'essentiel de son travail se résume à des conversations diplomatiques avec certains dirigeants isolés

du mouvement syndical en particulier et essentiellement les dirigeants de l'Union des travailleurs de l'enseignement. Pendant son séjour à Prinkipo, Naville avait confirmé que Gourget, malgré toutes ses qualités, travaillait plus ou moins en marge de la Ligue et essentiellement d'un point de vue diplomatique.

Et c'est sur cette base que le conflit a surgi. Le 20 devait avoir lieu à Paris le Congrès de l'Opposition Unitaire⁶. En vue de ce Congrès, Gourget, avec d'autres opposants qui ne sont pas membres de la Ligue, a créé une large plateforme d'opposition syndicale. Dans une réunion de la direction de la Ligue, Molinier a demandé que soient exposées les différentes thèses, ce que fit Gourget, en rechignant. Les thèses ont provoqué une réaction critique non seulement de la part de Molinier mais aussi de Naville et de Gérard, qui considérèrent que, dans l'état, elles étaient inacceptables. A la suite de cela, Gourget présenta sa démission par écrit (il refusa de se présenter à la réunion de la direction). En prétendant que la Ligue voulait placer l'Opposition unitaire sous son autorité. La nature des relations qui doivent exister entre la Ligue et l'Opposition unitaire est une question à part. Mais dans ce cas il ne s'agissait pas de l'assujettissement de l'Opposition unitaire vis-à-vis de la Ligue, mais du contrôle de la Ligue et de la direction par rapport au travail mené par un de leur membre. La démission provoqua la démission de Rosmer et toute une série de nouvelles frictions, de difficultés et de conflits.

⁵ Pendant la guerre de 14, Trotsky et les militants russes hostiles à l'Union sacrée se réunissaient dans une boutique du quai de Jemmapes avec les militants français de même orientation : Pierre Monatte, Alfred Rosmer, Alphonse Merrheim, Auguste Bourderon, Henri Guilbeaux, Fernand Loriot (NDLR).

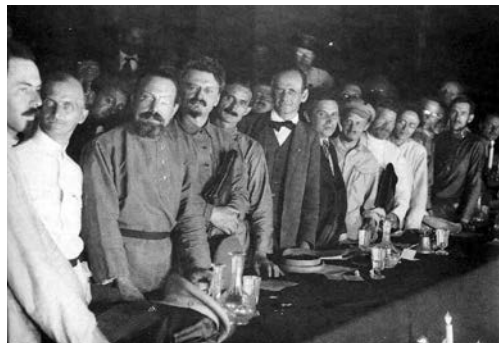
⁶ Opposition unitaire : regroupement d'opposants de gauche à la direction de la CGTU. Voir à ce sujet le texte de Trotsky intitulé *Les erreurs des éléments droitiers de la Ligue dans la question syndicale*, où cette question et la position de Pierre Gourget, sont longuement analysées et discutées in Léon Trotsky, *Le mouvement communiste en France*, p. 379-389 (NDLR)

J'ai reçu les thèses de Gourget. Il s'agit d'un document totalement impossible, dans tous les sens du mot, tant du point de vue de son contenu que de sa forme. Si la Ligue avait approuvé ce document cela aurait signifié la déconsidérer à tout jamais. (*fragment illisible*). Le programme de Gourget (ou le compromis de Gourget) est une plateforme, éclectique et pleine de contradictions, d'une nouvelle fraction qui serait en concurrence avec la Ligue dans les syndicats. En quelques mots, il s'agit de la chose la plus absurde que l'on peut imaginer.

Il est clair que l'Opposition unitaire n'a pas à être composée uniquement de membres de la Ligue. Plus il y aura de personnes, de sympathisants, de demi-sympathisants, de personnes qui n'ont pas d'idées bien arrêtées, mieux ce sera. Il faut faire preuve de beaucoup de tact par rapport à tous ces éléments. Il faut « leur expliquer patiemment », selon la formule que vous utilisez par ailleurs. Mais pour « expliquer patiemment » il faut qu'il y ait (*fragment illisible*) au début du mois d'avril 1917, ou plus exactement le 4 avril, quand Lénine employa la formule « expliquer patiemment », il s'est adressé à l'organisation du parti, en disant : « *J'irai seul contre tous, comme Liebknecht, si vous faites la plus petite concession aux partisans de la poursuite de la guerre* ». Ces deux formules sont intimement liées dans l'activité de Lénine. Pour avoir la possibilité « d'expliquer patiemment » aux ouvriers organisés dans des syndicats, il ne faut pas faire la moindre concession à la théorie du syndicalisme, qui est en France le camouflage le plus commode, le plus respecté et le plus pernicieux de l'opportunisme pseudo prolétaire. Et justement, les thèses de Gourget représentent une combinaison éclectique de la théorie du syndicalisme et de la phraséologie communiste.

Si nous admettons que dans l'Opposition unitaire (OU) il existe un nombre quelque peu significatif d'éléments ouvriers qui ne se trouvent pas encore au niveau de la plateforme syndicale de l'Opposition de gauche, on peut et on doit former avec eux un bloc ou une coalition ou une formation

large sur la base d'une certaine plateforme pratique, tout en conservant le droit de faire de la propagande en faveur des idées de la Ligue. Mais élaborer une plateforme éclectique d'une nouvelle fraction politique et refuser à la Ligue le droit de contrôler l'activité de ses propres membres c'est, vous en conviendrez, une grosse bêtise. Le fait que le camarade Rosmer soutienne Gourget est très lamentable, mais n'est pas pour moi totalement inattendu. Vous savez que Rosmer est un de mes vieux amis, il a vécu avec nous pendant quelques mois et j'ai pu parler avec lui de tout cela.



Alfred Rosmer, (deuxième après Trotsky) au IIe congrès de la III^e Internationale.

Le fait qu'il n'ait jamais en réalité été membre du parti, et que les cinq dernières années il se soit éloigné de tout mouvement, n'est pas sans conséquences. Il a les mêmes habitudes que Monatte : se retrouver une fois par semaine, échanger des impressions sans prendre aucune décision, laisser chacun faire son travail et que les événements suivent leur chemin.

Rosmer m'a écrit deux fois pour me dire qu'il considère avoir accompli sa mission et que continuer lui semble difficile, qu'il faut laisser la place aux jeunes, etc. Moi, naturellement je me suis opposé à cet état d'esprit, et d'autant plus qu'il assurait qu'il n'existait aucune divergence significative, ni par rapport à la Ligue ni vis-à-vis de moi. Et malgré cela, maintenant il a démissionné. Hier je lui ai écrit une lettre à ce sujet. Si j'avais la moindre possibilité, naturellement, j'irais le voir de suite pour m'entretenir personnellement avec lui et pour essayer de changer son état d'esprit, mais comme cela est pour moi totalement impossible (je suis

en train de vous transmettre le contenu de ma lettre à Rosmer), je lui demande de venir quelques semaines ici à Prinkipo, pour essayer de parvenir à un accord ou à un compromis. Si nous n'y parvenons pas, nous pourrions nous séparer au niveau politique sans altérer l'amitié personnelle, car, si Rosmer abandonne l'Opposition de gauche, il serait écarté, de fait, du mouvement révolutionnaire en général, comme cela était le fait déjà ces cinq dernières années.

Voici donc la situation en France. Bien sûr, ce serait mieux s'il n'en était pas ainsi. Mais il faut prendre cela tel quel. Le développement de l'Opposition en Europe occidentale a eu lieu dans des conditions où les informations et les liaisons ont manqué à tel point, que le hasard y a joué un très grand rôle qui a été souvent pernicieux. Nous le voyons en France, en Belgique et dans d'autres pays.

(Suit un fragment en partie illisible)

L'objectif des dernières années à l'étranger a consisté à démanteler ces fictions, à éclaircir les malentendus du début, à dessiner les bases de l'Internationale de gauche (...). Pendant ces deux années il a fallu se consacrer davantage à préparer le terrain plutôt que construire. Mais c'était un travail de préparation inévitable, si on prend en compte que le terrain en question était rempli à ras bord non seulement par les ordures de l'appareil officiel mais également par les divergences et le chaos de toute sorte de groupuscules d'opposition fortuits et bigarrés. Il y a deux ans, une opposition de gauche réelle avec une base idéologique déterminée et capable de défendre cette base idéologique n'existait nulle part. Le meilleur groupe était peut-être le groupe américain justement parce qu'il avait été formé il y a peu de temps, grâce à l'élan tout frais donné par le VI^e Congrès, et il n'avait pas encore eu le temps de se dégonfler. (Vous dites que le camarade Cannon n'est pas assez actif ; c'est possible ; les plus actifs sont Shachtman, Abern et en général les jeunes). Si nous prenons en compte les conditions mentionnées, je considère qu'au cours de ces deux années nous avons remporté des succès très importants dans tous les pays. Nous avons des sections et des publications

à peu près dans vingt pays, et, de plus, maintenant la solidarité ne repose pas sur des souvenirs communs et d'anciennes relations personnelles mais sur l'analyse marxiste des événements les plus importants au niveau mondial pendant cette dernière période (époque des épigones⁷) et sur la capacité d'avoir une orientation à propos des événements actuels. On compte maintenant sur une série de livres dans toutes les langues importantes, des livres qui permettent d'avoir une orientation vis-à-vis de l'histoire du développement des idées de l'Opposition.

Dans votre lettre il y a cette phrase : « *Un schisme en France serait catastrophique pour nous* ». Naturellement, tout schisme est douloureux. Naturellement, l'éloignement du camarade Rosmer représenterait un coup pour *La Vérité* et quant à moi, j'ai l'intention de tout faire pour l'éviter. J'écrirai aux camarades français dans ce sens, ainsi qu'au camarade Rosmer. Mais, malgré cela, je dois dire qu'aucun schisme ne doit être catastrophique pour nous. Je ne veux pas pour autant polémiquer avec votre lettre (*à la suite passage illisible*).

La base est posée. Mais la préparation de cadres dans le mouvement de l'Opposition représente encore un grand problème. Ce problème a deux faces. D'abord, il faut « apprendre » la patience d'expliquer, c'est-à-dire renoncer à l'orgueil absurde de l'Opposition face à l'avant-garde prolétarienne, c'est-à-dire d'abord vis-à-vis des partis communistes officiels, qui dans la plupart des pays représentent une force importante et qu'on doit tenir en considération partout. Pour expliquer patiemment, sans tomber dans l'abattement, il faut avoir une politique d'objectifs à long terme.

(Suit un paragraphe illisible...)

Si vous décidez de traduire *La révolution permanente*, je vais vous en envoyer un exemplaire en russe et la préface qui n'est pas incluse dans le livre, mais qui a été publiée dans le *Bulletin* avec le titre « deux

⁷ Epigones : nom sous lequel Trotsky désigne les successeurs et héritiers présomptifs de Lénine (NDLR)

conceptions ». Et si vous décidez de traduire l'*Histoire de la révolution*, je vous enverrai le manuscrit russe.

(A partir de là, lettre manuscrite).

Votre situation matérielle m'inquiète beaucoup. Malheureusement, en ce moment je n'ai pas d'argent. Mon *Autobiographie*, excepté en Allemagne, a eu bien peu de résultats. L'éditeur français m'a méchamment trompé (et je n'ai pas encore reçu un centime d'Espagne). Les Américains m'ont également escroqué et, (*illisible*) un grand revers (j'avais versé un fond de 10 000 dollars (...) à Paris).

Aussi, ce que je peux vous proposer actuellement c'est très peu de chose.

Marguerite R. m'a parlé de l'avance qui vous a été faite. Vous pouvez ne pas rendre cet argent, je l'assumerai.

C'est avec grand plaisir que je vous cède les honoraires qui me reviendraient comme auteur de *La révolution permanente*, si vous vous décidez de la traduire, en plus de ce qu'on pourrait vous payer, naturellement, pour la traduction. Tout cela c'est bien peu, mais dès que la question de l'*Histoire* sera mise au clair, je ferai en sorte que ce soit davantage.

Recevez une forte poignée de mains de ma part et une chaleureuse salutation de nous tous.

Bien à vous L. Tr.

La dernière des lettres (la quatrième) confisquée par la police chez Andreu Nin avait été écrite par Trotsky une semaine après la précédente.

29 novembre 1930

Cher camarade Nin,

Je m'empresse d'écrire quelques observations complémentaires à ma lettre précédente, car je me considère - et j'espère que vous le comprendrez et que vous le partagerez - hautement intéressé d'établir un terrain d'entente avec vous et de garantir une nécessaire unité de positions et d'actions.

Je vous ai décrit avec force détails mes inquiétudes à propos du camarade Rosmer et de la lettre que je lui avais écrite ; si vous vous en souvenez, je lui demandais de venir me voir en cas de divergences politiques, étant donné l'absolue impossibilité pour moi d'aller le voir. Une communication avait précédé cette lettre à propos de la destitution du camarade Rosmer et le retrait de son nom comme rédacteur en chef du journal. Dans le dernier numéro (un très bon numéro de 6 pages), effectivement son nom n'y figure pas. Mais j'ai reçu de lui un télégramme, où il dit, « ni destitution, ni divergences politiques ». Vous comprendrez aisément ma joie.

De toutes façons, je dois vous dire que je ne suis pas tout à fait certain que ce télégramme signifie que les malentendus soient totalement surmontés. Je vous ai déjà dit que

le camarade Rosmer n'a pas une bonne opinion du camarade Molinier, une opinion qu'il ne justifie pas pour des raisons politiques mais pour des raisons personnelles. A propos des sympathies et des antipathies personnelles nous n'y pouvons rien. Malheureusement, la question personnelle s'est depuis longtemps déplacée sur le terrain politique, dans la mesure où les camarades Rosmer, Naville et d'autres ont essayé de destituer Molinier de sa place de secrétaire de l'organisation de Paris et lui interdire l'entrée à la direction de la Ligue. Ils avaient alors, essuyé un échec, car la majorité s'était manifesté en faveur de Molinier. Moi je n'ai connu cette histoire qu'une fois passés les événements, informé par Naville et d'autres. J'avais exigé une raison politique afin de pouvoir comprendre. Il m'a été répondu que la raison était purement personnelle. Mais lorsqu'ensuite j'ai essayé, d'analyser scrupuleusement et en prêtant beaucoup d'attention sur toutes les raisons du conflit, je suis arrivé à la conclusion que, derrière les conflits personnels il y avait une lutte entre deux tendances embryonnaires. Le point scandaleux dont je vous ai parlé dans ma dernière lettre s'est trouvé mêlé aux conflits personnels, dans le sens justement où dans

la partie qui comprenait la position la plus incorrecte, se trouvait Gourget, membre du groupe Rosmer, et dans l'autre, Molinier. Afin que vous soyez au courant de tous les détails, je dois vous dire que Gourget et Molinier sont venus me voir ensemble dès mon arrivée à Constantinople, et précisément, Gourget parlait alors de Molinier non seulement en de bons termes, mais avec enthousiasme comme d'un camarade extraordinairement et dévoué et désintéressé, bien qu'un peu « écervelé ». J'ai été obligé, ces derniers mois, de constater que, lorsque Molinier était en désaccord avec Naville ou Gourget, c'est lui qui avait toujours raison vis-à-vis d'eux. Dans ces conditions, moi je n'avais aucun fondement ni aucun droit d'intervenir contre Molinier. J'ai tenté un essai de réconciliation qui m'a pris beaucoup de temps. Malheureusement, il me semble que le camarade Rosmer est mécontent de mon rôle de conciliateur, bien que la Ligue ait ratifié officiellement à Paris la « paix de Prinkipo ». C'est pourquoi le télégramme « ni destitution, ni divergences politiques » m'a tellement plu, même s'il ne m'a pas totalement tranquilisé.

Je me souviens, aussi, d'un passage de votre lettre qui ne me semble pas très clair lorsque vous faites allusion à l'arriération des ouvriers espagnols et à la nécessité de leur faire connaître les idées de base du communisme avant d'arriver aux points de l'Opposition de gauche. Cette affirmation peut être source de malentendus ; j'admets tout à fait que ces malentendus peuvent provenir totalement de moi, comme résultat d'un certain formalisme.

La vérité c'est que je ne m'imagine pas pouvoir faire une conférence sur le communisme aux ouvriers les plus arriérés sans poser le problème en même temps de l'Opposition de gauche. En Espagne, par

ailleurs, c'est inévitable pour le seul fait qu'il existe un parti officiel et parallèlement, quelques groupes d'opposition : le conférencier devra dans tous les cas expliquer pourquoi il propose d'entrer dans un groupe et non dans un des autres groupes. Dans toute réunion rassemblant des ouvriers on peut rencontrer un militant socialiste ou un anarchosindicaliste qui rappellera la scission dans les rangs communistes ou qu'en URSS on arrête des communistes, que Rakowski a été envoyé en Sibérie, que Trotsky a été expulsé du pays, etc. Evacuer ces questions par des formulations générales du marxisme et du communisme ne sera possible en aucun cas. Ainsi, le militant de l'Opposition de gauche, sous la pression des communistes officiels ou des socialistes et des anarchistes, serait dans une position défensive, c'est-à-dire, la position la moins avantageuse de toutes. Si j'avais à faire une conférence aux ouvriers les plus arriérée d'Espagne ou d'un autre pays, je dirais approximativement cela : « *Dans le courant communiste il en existe plusieurs. Moi j'appartiens à tel courant et je vais vous dire de quelle manière mon courant pose les problèmes de la classe ouvrière* ». En conclusion, j'inviterais les ouvriers à entrer dans l'organisation d'accord avec ce que j'aurais exposé. Sinon, la propagande et l'intervention militante auraient un côté académique, il leur manquerait un axe organisateur et, finalement, cela aiderait les adversaires, c'est-à-dire les centristes et les droitiers. Excusez-moi d'exposer avec tant d'insistance des choses aussi élémentaires. Mon objectif est celui évoqué précédemment : la clarté.

Je n'ai pas encore reçu de réponse de la traductrice allemande. J'attends votre réponse. Recevez une forte poignée de main. Bien à vous, L. Tr. ■

**DEUX MOMENTS
DE LA GUERRE
DÉCLENCHÉE
PAR HITLER
CONTRE L'URSS
EN JUIN 1941**

L'éphémère Etat fasciste ukrainien

Par Jean-Jacques Marie

En 1929, des nationalistes ukrainiens sous la direction du colonel Andriy Melnyk, ancien chef d'état-major de l'Armée populaire ukrainienne pendant la guerre civile (de janvier 1919 à la fin de 1920) fondent en exil l'Organisation nationale ukrainienne (OUN) dont Stepan Bandera est l'un des principaux dirigeants. En 1920 à la suite de la défaite de la contre-offensive de l'armée rouge contre la Pologne qui avait envahi l'Ukraine en avril 1920, la Pologne a mis la main sur une partie du territoire historique de l'Ukraine. Bandera, outre sa haine hystérique des « bolcheviks » et des juifs porte une haine presque aussi vigoureuse aux Polonais. Il se charge dans l'OUN de la propagande antipolonaise.

Moins de trois mois après l'accès au pouvoir des nazis, l'OUN organise en avril 1933 une conférence à Berlin. C'est le début d'une étroite coopération entre les nationalistes ukrainiens et les nazis. Bandera et ses fidèles, dont Iaroslav Stetsko est l'un des plus notables, sont partisans de l'assassinat politique. Installés en Pologne ils organisent le meurtre de personnalités politiques polonaises. Bandera fait ainsi assassiner le ministre de l'Intérieur polonais Bronislaw Pieracki en 1934. Deux fois condamné à mort par la



Andriy Melnyk

justice polonaise pour cet assassinat et quelques autres, il voit dans les deux cas sa condamnation commuée en peine de prison. Cette étrange mansuétude est sans doute le produit d'une négociation entre les nazis, qui, rêvant de mettre un jour la main sur l'Ukraine, ont besoin de Bandera et de ses hommes, et les services polonais prêts à aider toute action dirigée contre l'URSS. Melnyk et ses partisans manifestent quelques réserves

sur la pratique systématique de l'assassinat politique. Stepan Bandera s'enflamme. Le 10 février 1940 lors d'une conférence de l'OUN tenue à Cracovie, occupée par la Wehrmacht depuis sa victoire sur la Pologne, il scissionne. Dès lors existent une OUN dite M du nom de Melnyk, et une OUN dite B du nom de Bandera.

L'armée allemande envahit l'Union soviétique le 22 juin. Ce même jour Bandera, installé à Cracovie, proclame un Comité national ukrainien. Le 30 juin la Wehrmacht prend Lvov (Lviv en ukrainien), évacuée depuis trois jours par les troupes de l'armée rouge. Un bataillon dit Sonderformation Nachtigall (ou régiment Rossignol), formé d'environ 300 ukrainiens membres de l'OUN (B) a participé à la prise de la ville comme détachement de la Wehrmacht. Un autre



Stepan Bandera

régiment ukrainien constitué de banderistes est intégré à la Wehrmacht : l'Organisation Roland. Le soir même, sans demander l'accord des autorités civiles ou militaires allemandes, Stepan Bandera proclame à Lvov, un gouvernement ukrainien, censé gouverner une Ukraine indépendante. Il nomme un premier ministre, Iaroslav Stetsko et réunit en même temps un « conseil » politique ukrainien dont sont exclus les partisans de Melnyk.

« L'application en Ukraine des méthodes allemandes d'extermination de la youpinerie est rationnelle »

Ce dernier, dans une courte autobiographie rédigée en hâte dans les jours qui suivent et adressée aux autorités allemandes pour convaincre les nazis de sa fidélité, dont certains nationalistes ukrainiens tentent en vain de nier l'authenticité, déclare en particulier : *« Moscou et la juiverie sont les principaux ennemis de l'Ukraine et les porteurs des idées internationalistes destructrices du bolchevisme. Tout en considérant comme l'ennemi principal Moscou qui maintient de force l'Ukraine en esclavage, je considère néanmoins comme nuisible et hostile le destin des youpins qui aident Moscou à maintenir l'Ukraine en esclavage. C'est pourquoi je pense qu'il faut exterminer les juifs et je juge rationnelle l'application en Ukraine des méthodes allemandes d'extermination de la youpinerie, qui exclut son assimilation »*. Dans la lignée de cette déclaration, le 7 juillet sur ordre des chefs de l'OUN (M) de la région 45 juifs sont massacrés à Borovtsy et 64 à Kisselev. Stetsko fait lire deux fois à la radio, le 30 juin, une proclamation annonçant le rétablissement d'un Etat ukrainien indépendant. Il y déclare : *« L'Etat ukrainien rénové collaborera étroitement avec le Reich national-socialiste, qui, sous la direction d'Adolf Hitler fonde un ordre nouveau en Europe et dans le monde,*

aide le peuple ukrainien à se libérer de l'occupation moscovite.

L'Armée révolutionnaire nationale ukrainienne qui se constitue sur la terre ukrainienne, combattra aux côtés de l'armée allemande alliée contre l'occupation moscovite pour un Etat Ukrainien Synodique Souverain et pour un ordre nouveau dans le monde entier ».

Dans la foulée l'OUN (B) ainsi d'ailleurs que l'OUN (M) créent des détachements de combat qui attaquent les troupes soviétiques en déroute et prennent le contrôle de plusieurs districts avant même que la Wehrmacht ne les occupe. Leurs détachements s'emparent ainsi de Ternopol (ou Ternopil) la ville natale de Stetsko. Dans le village de Krasnoie ils abattent une quarantaine de soldats soviétiques.

Le pogrom de Lvov

Dès sa proclamation comme premier ministre Stetsko crée une milice ukrainienne chargée du maintien de l'ordre. Sa première action est dirigée contre les juifs : le NKVD ayant abattu plusieurs centaines de prisonniers politiques ou des droit commun avant d'évacuer la ville, la milice, avec l'aide de soldats allemands,



Iaroslav Stetsko

rassemble des juifs pour nettoyer les cellules où les victimes ont été abattues, et transporter les cadavres au cimetière. Après quoi elle les fusille ou les fait lyncher par la foule en état d'hystérie.

Cette première action déclenche un pogrom, dont Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri donnent un récit bref mais précis dans leur *Barbarossa* : *« Dans les rues l'on humilie, dénude, roue de coups et parfois viole les femmes. Les hommes sont contraints de nettoyer les rues, de manifester de façon grotesque leur amour des Soviets (qu'ils aiment nécessairement dans le mythe nazi du judéo-bolchevisme, nda) de ramper ou marcher à quatre pattes. Beaucoup sont*

abattus souvent de façon bestiale ». Les deux auteurs précisent : « *Dans cette affaire l'on observe une sorte de division du travail : les Allemands sont les instigateurs du pogrom ; les nationalistes ukrainiens les organisateurs, la foule les exécuteurs* ». Le pogrom de Lvov est comme le disent les deux auteurs de *Barbarossa* « *le premier acte souverain de l'Etat ukrainien* »¹.

Mais c'est aussi le dernier. Hitler ne veut pas d'un Etat ukrainien même fantoche et ultra-collaborateur. Il prévoit de faire mourir de faim 30 millions de soviétiques dont bon nombre d'ukrainiens et de réduire les autres en esclavage pour nourrir l'armée et la nation allemandes. Il déclare d'ailleurs « *Les Ukrainiens sont aussi fainéants (...) que les Russes* » et appartiennent comme eux « *à la famille des lapins* »² ... On ne saurait imaginer un Etat et un gouvernement de lapins.

Le secrétaire d'Etat allemand Kundt convoque à Cracovie Bandera et Stetsko. D'emblée il leur déclare qu'il est inadmissible de prendre une quelconque initiative dans une zone d'occupation militaire sans demander l'autorisation aux autorités allemandes à moins ajoute-t-il, que la radio où a été lue la proclamation ne soit « *une radio russe, menant une entreprise de désinformation* »³. Lors de la discussion avec ce Kundt, Bandera déclare, au nom de l'OUN et donc de Stetsko : « *L'OUN est entrée dans la guerre partiellement dans les rangs de la Wehrmacht allemande et partiellement comme organisatrice d'un soulèvement sur les arrières des armées bolcheviques, remplissant ainsi une tâche de la Wehrmacht* »⁴. Kundt confirme ... mais cette aide ne donne aucun droit à Bandera et à ses amis de l'OUN de prendre la moindre décision qui ne soit pas soumise à l'accord préalable des autorités allemandes.

Les collaborateurs en prison.

Le 3 juillet, Stetsko tente sans succès de transmettre une lettre à Hitler pour lui demander de soutenir son gouvernement. Le 5 juillet la police allemande arrête Bandera,

alors installé à Cracovie, l'emmène à Berlin où il est soumis à une batterie d'interrogatoires. La police allemande arrête aussi Stetsko et ses principaux collaborateurs deux jours après. Bandera et Stetsko sont jetés en prison à Berlin avant d'être transférés au camp de concentration de Sachsenhausen, dans le quartier des VIP (politiques) en janvier 1942, ainsi, bientôt, que leur concurrent, Melnyk.

Les autorités allemandes dissolvent immédiatement la milice créée à Lvov par Stetsko mais ne peuvent évidemment se passer de collaborateurs aussi dévoués et aussi farouchement antisémites. Ils mettent sur pied dès le 15 août 1941 une police ukrainienne auxiliaire de la police allemande, et dirigée par deux ukrainiens banderistes : Vladimir Pitouleï et Lev Ogonovski qui, avec la bénédiction des autorités allemandes, organisent une méticuleuse chasse aux juifs : le 25 mars 1942, ils raflent et abattent 2 254 juifs. Le mois suivant, ils fusillent 6 000 juifs sur ordre du commandant (allemand, bien entendu) de la ville.

Un modeste début

Ce n'est là qu'un modeste début. Les Ukrainiens de la police auxiliaire mise en place dans toutes les villes d'Ukraine participent à la campagne d'extermination des juifs déclenchée par les nazis. Ils se sont particulièrement distingués lors du massacre de Babi Yar à la fin de septembre 1941 où 32 700 juifs furent massacrés en trois jours. Selon l'historien russe Sergueï Tchouïev, peu après la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine, le nationaliste ukrainien V. Chouratiouk aurait déclaré : « *Je suis fier de ce que parmi les 1 500 exécuteurs de Baby Iar il y ait eu 1 200 policiers de l'OUN et seulement 300 allemands* »⁵.

¹ Jean Lopez et Lasha Okhtzemuri, *Barbarossa*, p. 431

² *Les collabos*, Pluriel / L'Histoire 2011, p. 52

³ Sergueï Tchouïev, *Ukrainian legion*, Moscou, p. 212

⁴ *Ibid* p. 209

⁵ Sergueï Tchouïev, *op.cité*, p. 215

La violence et le pillage déchaînés par les nazis en Ukraine tournent bientôt la population, surtout la paysannerie, contre eux. Les paysans ukrainiens attendaient des nazis qu'ils liquident les kolkhozes, ce que propose à la fin de septembre 1941 Alfred Rosenberg ministre du Reich pour les territoires occupés. Hitler juge manifestement plus pratique de rafler les récoltes dans quelques grandes exploitations que dans une myriade de petites et ordonne le maintien des kolkhozes.

A la fin de 1942, l'OUN (B) crée une armée insurrectionnelle, l'UPA, qui rassemble bientôt plus de 60 000 hommes, combat d'abord les partisans soviétiques mais s'engage bientôt dans une lutte sur deux fronts, contre eux puis contre l'armée rouge et contre l'armée d'occupation allemande. Le 27 septembre 1944 les nazis libèrent Stetsko et Bandera, puis, le 17 octobre Melnyk, et les Allemands les invitent à former un comité national ukrainien. Melnyk en rédige le projet mais refuse de le présider. Le dit comité est proclamé le 12 mars 1945. A cette date Stetsko, Bandera et Melnyk ont prudemment fui l'Allemagne nazie en pleine déroute.

Stetsko reprend du service ... au service de la « démocratie »

A peine la « guerre froide » a-t-elle commencé que Stetsko reprend du service.

Avec l'aide politique et matérielle de la CIA, il crée une organisation antisoviétique, « Le bloc des nations antibolcheviques », installée bien entendu à Munich où sont concentrées la majorité des organisations antisoviétiques financées par la CIA ou le Sénat américain. Il en conserve la présidence jusqu'à sa mort en 1986. Entre temps, en 1959, un agent soviétique a empoisonné Stepan Bandera, lié au lendemain de la guerre aux services de renseignements britanniques.

Au lendemain de la prétendue « révolution » de Maïdan, largement financée par les services américains⁶ en 2014, une statue de Iaroslav Stetsko a été érigée à Ternopil (ou Ternopol), la ville où il naquit. Des statues de lui ont été élevées dans deux autres villes d'Ukraine. ■

⁶ Rappelons que lors d'une conférence tenue à Washington le 13 décembre 2013 à laquelle participait la diplomate américaine Victoria Nuland, un représentant des autorités américaines signala que les Etats-Unis avaient investi 5 milliards de dollars dans le soutien à l'opposition dite « démocratique » en Ukraine, dirigée par l'oligarque richissime et corrompu Porochenko. Quelques semaines plus tard, lors du Maïdan, Victoria Nuland présente à Kiev déclare paisiblement qu'il n'était pas question pour les Etats-Unis d'avoir dépensé ces 5 milliards de dollars pour rien. La « démocratie », on le voit, n'a pas de prix ... mais elle a un coût.

**Au fil d'un lecture :
Staline chef de guerre ...
ou la guerre conduite par un nul**

Les « qualités » inoubliables et coûteuses de Joseph Staline chef de guerre, détaillées par Jean Lopez et Lasha Okhtmezuri.

Par Jean-Jacques Marie

Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri ont publié en août 2019 *Barbarossa¹ 1941. La guerre absolue*, qui raconte les six premiers mois de la guerre entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique sur 900 et quelques pages...

Un an et demi après avoir signé un pacte de non-agression avec Staline, le 18 décembre 1940, Hitler signe la directive dite « Barbarossa » qui prévoit l'attaque prochaine et bientôt victorieuse de l'Union soviétique : « *Les forces armées allemandes doivent se tenir prêtes, y compris avant la fin de la guerre avec l'Angleterre, à abattre la Russie soviétique en une campagne rapide* », qui doit être bouclée d'ici la fin de 1941, six mois au plus après le déclenchement, le 22 juin 1941, d'une invasion qui prend par surprise un Staline, toujours lent à réagir, sauf pour déclencher l'une de ses sanglantes chasses aux sorcières. La gigantesque fresque dessinée par Jean Lopez et Laska Otkhmezuri donne un tableau à ce jour sans équivalent des six

premiers mois de cette guerre entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, marquée par l'incroyable sauvagerie de la Wehrmacht et par la panique d'un Staline obtus, dont les décisions stupides (attaques frontales, assimilation de tout recul à une trahison, sanglante purge du corps des officiers et des généraux... etc.) déciment l'armée rouge.

L'ouvrage est sous-titré : *1941 la guerre absolue*. Hitler envisage en effet d'exterminer 30 millions de soviétiques, dont tous les juifs, de détruire Moscou et Leningrad et de réduire, dans les territoires annexés par le Reich, les survivants à l'état d'esclaves. Aussi, dès les premiers jours de la guerre, la Wehrmacht massacre-t-elle à loisir les civils pour créer le climat de terreur indispensable. Dès le 27 juin à Bialystok, ville qu'elle occupe, rappellent les auteurs « *sans tirer un coup de feu* »

¹ Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri, *Barbarossa, 1941. La guerre absolue*, Passés composés, 956 pages, 31 euros.

(p. 9). La Wehrmacht assassine plus de 2 000 juifs « fusillés dans les maisons et les rues, assommés ou brûlés vifs dans la synagogue » (ibid) et ce n'est qu'un modeste début. Ainsi le général Erich Hoepner explique à ses officiers : « Le combat doit avoir pour but la destruction de la Russie actuelle et c'est pourquoi il doit être mené avec une dureté inouïe. Chaque engagement doit être mené, dans le plan et l'exécution, avec une volonté de fer pour obtenir l'anéantissement complet et impitoyable de l'ennemi. En particulier aucune grâce ne sera accordée aux porteurs de l'actuel système russo-bolchevique » (p. 279).

Chacun s'en souvient, en moins de cinq mois la Wehrmacht arrive aux portes de Leningrad et de Moscou. Les deux auteurs consacrent un chapitre à examiner les principales causes de cette catastrophe. Le titre du chapitre est éclairant : *Recette soviétique pour un désastre*. Ils rappellent d'abord que Staline en juin 1937 avait liquidé tous les chefs militaires susceptibles demain de prendre en mains le destin d'un pays menacé par son incapacité suicidaire. Cette purge du haut commandement, accusé bien entendu de comploter avec l'état-major allemand débouche sur une gigantesque saignée : « En 543 jours de terreur 506 officiers généraux ont trouvé la mort sous la torture ou sous les balles du NKVD. Durant les 1448 jours de la guerre contre le Reich il en tombera 287 du fait de l'ennemi » (p. 224). Pour décimer l'armée rouge Staline est donc presque deux fois plus efficace qu'Hitler.

Il ne s'arrête pas là. Les deux auteurs ajoutent :

« A la veille de l'assaut allemand, l'aviation sera encore une fois décapitée avec l'arrestation de Stern, le patron de la DCA, d'Alexeev, commandant adjoint de l'aviation dans le district militaire balte, de Levine, son homologue à Leningrad, d'Arjenoukhine, patron de l'aviation d'assaut, de Poumpour, commandant du district de Moscou, de trois ingénieurs militaires, enfin du commandant en chef de l'aviation rouge, Pavel Rytchagov. Ce

dernier retrouvera en prison son épouse, la pilote multi décorée Maria Petrovna Nesterenko, ses deux prédécesseurs Alexandre Loktionov et Yakov Smuchkevitch, ainsi qu'Ivan Proskurov, commandant de l'aviation stratégique, probablement un des officiers soviétiques les plus prometteurs (...). Tous seront fusillés sans procès le 28 octobre 1941, en compagnie de deux généraux - dont un avec son épouse - et d'un colonel d'artillerie » (p. 226).

A ce tableau sanglant d'un bourreau de sa propre armée les deux auteurs ajoutent un portrait accablant indiscutable de Staline chef de guerre. « Il ne comprend pas grand-chose aux opérations telles qu'elles se déroulent concrètement (...). Il néglige les questions d'organisation, donne à la rotation des personnels une vitesse destructrice, réduit à rien les contraintes de temps, d'espace, de logistique, ignore la fatigue des hommes et des machines, sous-estime l'ennemi. Il impose ses décisions, souvent réduites à des slogans - attaquer, reprendre - sans tenir compte des avis compétents. Enfin il communique à ses généraux un terrifiant dédain des pertes humaines. Bref, il fait montre dans les affaires militaires comme dans les questions agricoles ou industrielles d'une brutalité sans borne. (...) En 1941, ses bévues, ses obsessions, ses slogans sont responsables de plusieurs millions de pertes ». (p. 547-548).

Le bilan de ce sombre tableau est aussi terrifiant que l'analyse de la parfaite incompetence et de la sanglante fureur dévastatrice de celui qui se nommera Maréchal et généralissime : « Aucun soldat de la Seconde guerre mondiale n'a été autant maltraité par les siens que le Soviétique. (...) Aucun n'a connu des pertes comparables. Aucun ne s'est rendu ou n'a déserté à pareille échelle. Aucun n'a aidé l'ennemi avec autant d'empressement : de 1941 à 1945, entre 1,3 et 1,5 million de citoyens soviétiques combattront dans la Wehrmacht ou la SS, ou serviront la police allemande, près d'un million d'autres, les Hiwis, auxiliaires volontaires seront hommes à tout faire

dans ses armées. Aucune armée, aucun régime, enfin, n'a en telle quantité fusillé ou sommairement abattu ses propres soldats. » (p. 550)² Pour Staline, qui, en 1937 avait, par l'une de ses antiphrases rituelles, qualifié l'homme de « *capital le plus précieux* », le soldat n'est que chair à canon. Les officiers aussi. Pour camoufler ses échecs accablants, Staline de juillet à décembre 1941, fait fusiller plusieurs centaines d'officiers et 33 généraux, dont un ancien de la guerre d'Espagne, le général Pavlov qui commandait le front ouest, enfoncé grâce entre autres à une longue série d'erreurs militaires de Staline lui-même. Staline porte ainsi en partie la responsabilité des 27 et quelques millions de morts que la guerre a coûtés à l'Union soviétique.

Ces quelques précisions prennent tout leur relief pour le lecteur de l'article publié par Lavrenti Beria dans la *Pravda* du 21 décembre 1949 à l'occasion du 70^e anniversaire du « *plus grand homme de tous les temps* » si l'on en croit la légende qui figurait devant son buste qu'il avait fait ériger sur le sommet du mont Elbrouz au nord du Caucase : « *Chez notre chef le génie s'allie à la simplicité, à la modestie,*

à un charme personnel incomparable ; l'intransigeance envers les ennemis du communisme à une grande sensibilité et à une sollicitude toute paternelle pour l'homme ».

Mais parfois les ruses de l'existence effacent les flons-flons de la propagande. Ainsi en 1951, Staline fait affecter 33 tonnes de cuivre (métal dont l'URSS n'est alors guère riche) à l'érection d'une statue colossale de lui-même, le long du canal Volga-Don en un endroit presque désert de la région de Stalingrad.

Les arbres étant assez rares dans ce triste paysage les oiseaux de passage se perchent souvent sur sa tête. Le responsable de ce lieu de culte, effrayé à l'idée du sort qui l'attend si les traces de fiente venaient la souiller, la fait surmonter d'un grillage électrique branché sur une ligne de courant à haute tension. Les oiseaux continuent à s'y poser, meurent électrocutés et leurs cadavres tapissent le sol au pied de la statue géante : mieux qu'un symbole ... ■

² Soi-dit en passant, Hannah Arendt en affirmant que le régime totalitaire « reposait sur les masses » confond, en ce qui concerne le régime stalinien, l'histoire réelle et la propagande...

DEUX DOCUMENTS RARES

Le problème de l'« émancipation de la femme » au troisième congrès ouvrier de Marseille (octobre 1879), qui débouche sur la fondation de la Fédération des travailleurs socialistes de France. Présentation du document Jean-Jacques Marie

En octobre 1879, huit ans après l'écrasement sanglant de la Commune de Paris, où Alphonse Thiers avait vu la fin du socialisme, se tient à Paris un congrès ouvrier qui réunit toutes les organisations ouvrières constituées à l'époque, des chambres syndicales aux petits groupes politiques ouvriers, socialistes ou anarchistes, en passant par les mutuelles et les coopératives ouvrières. Le congrès se proclame « congrès ouvrier socialiste de France » et se conclut par la fondation de la Fédération des travailleurs socialistes de France. L'OURS (office universitaire de Recherches socialiste) a consacré en 1979 deux numéros à ce congrès (les n°102 et 103), dont sept ans plus tard Benoît Malon, membre du Conseil général de la Commune de Paris en 1871 (après avoir créé plusieurs sections de la première Internationale de 1865 à 1870 en France), puis maire de Batignolles pendant la semaine sanglante de mai, écrira : « De 1871 à 1879, pendant les huit années de la répression versaillaise et de l'éclipse du socialisme français, il semblait que la démocratie sociale internationale fût décapitée. De là, lorsque furent connues les résolutions du congrès de Marseille, la joie éclatante des socialistes

de toutes les nations et le concert de malédictions de toute la presse capitaliste européenne »¹.

Le congrès s'ouvre le 20 octobre par une séance présidée par trois ouvriers et deux ouvrières, dont Hubertine Auclert, de Paris. Dans son rapport introductif Jean Lombard, secrétaire de la commission d'organisation, affirme : « *La constitution d'un Etat ouvrier, voilà ce à quoi nous devons songer avant tout. Le Quatrième-Etat doit s'affranchir et remplacer le Tiers-Etat si puissant aujourd'hui* ».

Et il insiste sur « *L'utilité de l'organisation d'un parti de travailleurs complètement séparé de tous les partis politiques et groupant tous les prolétaires entre eux pour les profondes réformes inhérentes à l'établissement de leur classe dans la société (...). Tout demande et tout réclame l'organisation de ce parti de travailleurs qui est un besoin du temps, une idée de l'époque et l'intérêt des prolétaires, lesquels n'ont qu'à se redresser définitivement contre le vieil état de choses et le renverser* »².

¹ L'OURS, n° 103, p. 17

² L'OURS, n° 102, p. 19-20



Hubertine Auclert en 1910

Le 22 octobre, le congrès débat de la situation des femmes. Hubertine Auclert lit un rapport, très applaudi, dont nous reproduisons ci-après quelques passages significatifs³. Dans le débat qui suit ce rapport plusieurs ouvriers et ouvrières dénoncent la nette infériorité des salaires féminins sur les salaires masculins. Un unique délégué, Charles Cival, délégué de la chambre syndicale de la bijouterie et de l'horlogerie marseillaise, se prononce contre l'émancipation de la femme, mais, précise le document de l'OURS, « *malheureusement on ne connaît pas ses arguments car le congrès, jugeant inadmissible sa position a refusé de le laisser achever son rapport et a refusé de le publier* »⁴.

Le congrès nomme une commission, composée de quatre ouvrières (dont Hubertine Auclert) et cinq ouvriers, pour rédiger une résolution à soumettre au congrès qui en débat lors de sa dernière séance consacrée au vote des résolutions. Celle consacrée à l'émancipation de la femme, présentée par Hubertine Auclert au nom de la commission ouvre la séance. Elle est très claire :

« Le congrès, considérant que l'homme et la femme sont équivalents devant la nature, considérant qu'ils sont aussi indispensables l'un que l'autre à la perpétuation de la société, déclare qu'ils doivent régir ensemble cette société et partager l'exercice des mêmes droits, tant dans la vie publique que dans la vie privée.

Le congrès, partant de ce principe, l'égalité absolue des deux sexes, reconnaît aux femmes les mêmes droits sociaux et politiques que les hommes.

Qui dit droit dit responsabilité : la femme doit travailler n'étant pas moins tenue de produire que l'homme, vu qu'elle consomme, le congrès émet le voeu qu'il y ait pour les deux sexes même facilité de production et application rigoureuse de cette formule économique, à production égale, salaire égal »⁵.

La résolution est adoptée à l'unanimité⁶.

LES PROBLEMES DE LA FEMME

La séance du 22 octobre 1879 a été consacrée à la femme. Hubertine Auclert donna lecture du rapport sur la femme où elle déclare en particulier :

« ... Une république qui maintiendra les femmes dans une condition d'infériorité ne pourra pas faire les hommes égaux. Avant que vous, hommes, vous conquerriez le droit de vous élever jusqu'à vos maîtres, il vous est imposé le devoir d'élever vos esclaves, les femmes, jusqu'à vous.

« Beaucoup n'ont jamais réfléchi à cela. Aussi bien, si dans cette imposante assemblée, je posais cette question : Êtes-vous partisans de l'égalité humaine ? Tous me répondraient : oui ... Car ils entendent en grande majorité, par égalité humaine, l'égalité des hommes entre eux. Mais si je changeais de thème, si pressant les deux termes – sous lesquels l'humanité se manifeste, je vous disais : Êtes-vous partisans de l'égalité de l'homme et de la femme ? Beaucoup me répondraient : Non. Alors que parlez-vous d'égalité, vous qui êtes vous-mêmes sous le joug, voulez garder des êtres en-dessous de vous. Que vous plaignez-vous des classes dirigeantes, puisque vous faites, vous dirigés, la même œuvre à l'égard des femmes que les classes dirigeantes ?...

³ Ibid, p. 24-25

⁴ Ibid, p. 25

⁵ L'OURS, n° 103, octobre 1979, p. 15

⁶ Je ne sais si le citoyen Charles Cival était présent lors du vote ...

« Sachez-le, citoyens, ce n'est que sur l'égalité de tous les êtres que vous pouvez vous appuyer pour être fondés à réclamer votre avènement à la liberté. Si vous n'asseyez pas vos revendications sur la justice et le droit naturel, si vous, prolétaires, vous voulez aussi conserver des privilèges, les privilèges du sexe, je vous le demande, quelle autorité avez-vous pour protester contre les privilèges des classes ? Que pouvez-vous reprocher aux gouvernements qui vous dominent, vous exploitent, si vous êtes partisans de laisser subsister dans l'espèce humaine des catégories de supérieurs et d'inférieurs ?

« Craignez d'être accusés par vos maîtres de leur disputer des prérogatives dont vous êtes jaloux ! Proclamez l'égalité entre les êtres que le hasard de naissance fait homme ou femme ; ou si vous l'osez, niez-la, cette égalité, et, en bons logiciens, reconnaissez votre infériorité native, le droit pour les classes dirigeantes de penser, d'agir, de jouir à votre place.

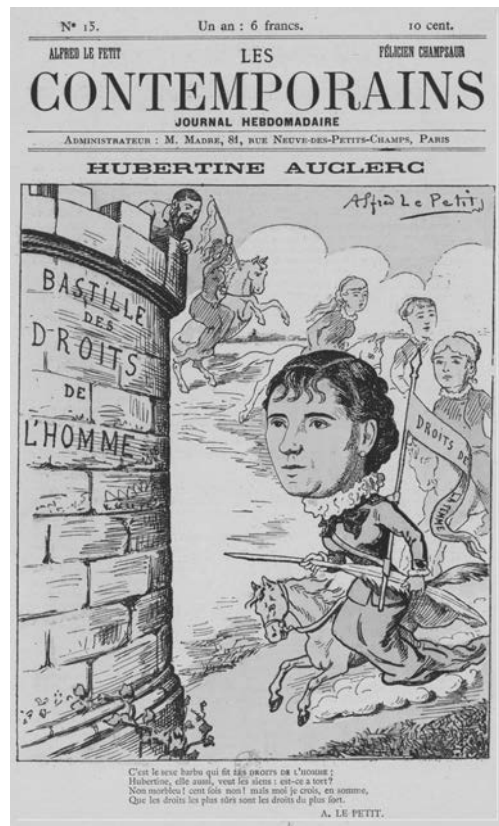
« Finissez-en avec ces questions d'orgueil et d'égoïsme. Le droit de la femme ne vous ôte pas votre droit. Mettez donc franchement le droit naturel à la place de l'autorité : car si, en vertu de l'autorité, l'homme opprime la femme, par le fait de cette même autorité, l'homme opprime l'homme.

« J'ai parlé pour le plus grand nombre. Je m'adresse maintenant à ceux qui se déclarent partisans de l'égalité de l'homme et de la femme, mais dont le mot d'ordre est : chut ! Ne perdons pas notre temps à nous occuper de ce détail. Un détail ! L'exploitation d'une moitié de l'humanité par l'autre moitié ! Dans une société future, continuent ces prétendus socialistes, les femmes auront leurs droits. Ils imitent en cela les prêtres qui promettent aux déshérités de la terre des jouissances au ciel. Ni les déshérités de la fortune, ni les déshérités du droit, ni les pauvres, ni les femmes ne pourront se contenter toujours de vaines promesses...

« Tout travail devant être rétribué, quand la femme prend soin du ménage et des vêtements, elle a le droit de toucher la moitié du prix auquel est évalué ce travail.

« L'homme ne recevrait pas sans payer de services d'une étrangère : il n'est que juste qu'il indemnise, pour sa part, la compagne de son labeur.

« Peut-être trouverez-vous étrange que je fasse ces divisions entre mari et femme. C'est qu'avant tout, j'ai souci de la dignité humaine. C'est que je crois qu'un homme estimera sa femme, qu'une femme cessera de se croire obligée de son mari, quand, au point de vue économique, tous deux seront réciproquement indépendants ... ».



Caricature d'Hubertine Auclerc en Jeanne d'Arc, d'Alfred Le Petit (*Les Contemporains*), N° 15, 1881,

Quand l'URSS voulait adhérer à l'OTAN

Le 31 mars 1954 le ministre des affaires étrangères de l'URSS Viatcheslav Molotov reçoit l'ambassadeur de France Louis Joxe, l'ambassadeur de Grande Bretagne Reiter et l'ambassadeur des Etats-Unis en URSS Bohlen et remet à chacun un exemplaire d'une note du gouvernement soviétique à leurs gouvernements.

Le texte de cette note a été publié en 1998 en annexe de l'ouvrage du général Gribkov qui avait commandé en chef les troupes du pacte de Varsovie. Il y est fort rarement fait allusion...

Le texte de la note

« Le gouvernement soviétique juge nécessaire d'attirer l'attention des gouvernements de France, d'Angleterre et des Etats-Unis sur le point suivant.

Le gouvernement soviétique a conduit et conduit de façon conséquente une politique de paix et d'amélioration des relations entre les Etats. Cela s'est reflété dans les propositions que le Gouvernement soviétique a avancées à l'ONU concernant la réduction générale des armements des Etats, ainsi que l'interdiction de l'arme atomique et des autres formes d'armement de destruction massive.

La résolution de la tâche de la réduction générale des armements ainsi que l'interdiction de l'arme atomique ainsi que des autres types les plus dangereux d'armements de destruction massive allégerait énormément le lourd fardeau que supportent aujourd'hui les peuples en liaison avec la course aux armements qui se poursuit ; cela éloignerait le danger de voir de grandes découvertes scientifiques comme

celle de l'énergie atomique utilisées à des fins destructrices. La résolution de cette tâche serait d'une grande importance pour renforcer la paix et la sécurité des peuples. A ce jour, on le sait, on n'a pas réussi à obtenir des accords internationaux sur ces questions à la suite des difficultés rencontrées. Cette circonstance néanmoins ne doit pas diminuer la portée des efforts des Etats et avant tout des grandes puissances qui ont une responsabilité particulière dans le maintien de la paix mondiale, pour obtenir de tels accord. En ce qui concerne l'URSS elle insistera encore à l'avenir sur la nécessité de parvenir à une réduction significative des armements et des forces armées des Etats et pour arriver à obtenir un accord garantissant le refus de recourir à l'énergie atomique à des fins de destruction et d'anéantissement massif des hommes. Il ne peut faire de doute que l'utilisation des bombes atomiques et des bombes à hydrogène dans la guerre provoquerait des malheurs innombrables pour les peuples et signifierait un anéantissement massif de la population pacifique, la

destruction de villes qui sont les centres de l'industrie contemporaine, de la culture et de la science, et en particulier des centres les plus anciens de la civilisation.

En liaison avec cela il est indispensable avant tout de souligner l'importance des questions sur le renforcement de la sécurité en Europe, dans la mesure où le maintien de la paix en Europe a une signification décisive pour le maintien de la paix dans le monde entier et pour interdire une nouvelle guerre mondiale.

Guidé par ce souci, le gouvernement soviétique, lors de la conférence des ministres des affaires étrangères de France, d'Angleterre, des Etats-Unis et de l'URSS a soumis une proposition sur « Le maintien de la sécurité en Europe » et avancé en liaison avec elle un projet de bases d'un « Accord paneuropéen sur la sécurité collective en Europe ».

Ce projet prévoit la création d'un système de sécurité paneuropéen. Peuvent en être parties prenantes tous les Etats européens indépendamment de leur structure sociale, dont l'Allemagne ; donc jusqu'à la réunification de l'Allemagne la RDA et la RFA pourraient en être membres. En cas d'agression armée contre l'un des signataires l'Accord prévoit de fournir une aide à l'Etat soumis à l'agression, par tous les moyens utilisables, y compris l'emploi de la force armée.

La création d'un système paneuropéen de sécurité collective mettrait fin à la formation en Europe de groupes militaires d'Etats opposés les uns aux autres.

C'est précisément pourquoi le gouvernement soviétique a plus d'une fois attiré l'attention des gouvernements de France, d'Angleterre et des USA sur le danger découlant de la formation de groupes militaires d'Etats. Le gouvernement soviétique a en particulier attiré l'attention sur ce point en liaison avec les plans de création de la prétendue « Communauté européenne de Défense » qui débouchent sur le rétablissement du militarisme allemand, avec toutes les conséquences dangereuses qui en découlent pour la cause de la paix en Europe, en particulier pour la sécurité des voisins de l'Allemagne occidentale.

Comme on sait, les plans de création de la « Communauté européenne de Défense » prévoient la constitution d'un groupement militaire clos, l'organisation d'une « Armée européenne », formée par les forces armées de la France, de l'Italie, de la Belgique, de la Hollande, du Luxembourg et de la RFA. Le rôle principal est dévolu aux forces armées de la RFA dirigées par des généraux hitlériens, malgré les engagements pris par la France, l'Angleterre, les USA et l'URSS sur le refus de la résurrection du militarisme allemand.

On sait aussi que les cercles dirigeants de la RFA se fixent comme but la démilitarisation de la RFA¹ et la mise en œuvre de mesures débouchant sur la constitution de forces armées régulières et ne jugent pas nécessaire de dissimuler leurs buts agressifs vis-à-vis des Etats voisins.

De plus, comme jamais auparavant, il est nécessaire que tous les Etats qui aiment la paix et au premier chef les grandes puissances, déploient tous leurs efforts pour empêcher une nouvelle guerre. C'est précisément pourquoi l'idée de la sécurité collective en Europe, surtout après la conférence de Berlin, a obtenu le soutien de toute une série d'Etats et de larges milieux internationaux.

Lors de la discussion qui s'est menée à Berlin sur la conclusion d'un « Accord paneuropéen » sont apparues des divergences qui n'ont pas permis d'obtenir un accord. Le gouvernement soviétique juge indispensable de prolonger l'examen de cette proposition.

En liaison avec la discussion de la proposition sur la sécurité collective en Europe, certains ont souligné qu'il n'était pas désirable que les USA restent en dehors de l'Accord. Considérant cette circonstance et prenant en considération la part prise par les USA pendant la deuxième guerre mondiale dans la lutte commune contre l'agression hitlérienne et la responsabilité

¹ Molotov entend par là le retrait des forces militaires étrangères (françaises, anglaises, américaines) encore stationnées en RFA (NDLR).

que portent les USA avec l'URSS, la France et l'Angleterre pour la régularisation de la situation d'après-guerre en Europe, le gouvernement soviétique, de son côté, ne voit pas d'obstacle à un règlement positif de la question de la participation des USA à un « Accord paneuropéen sur la sécurité collective en Europe. »

Lors de la discussion à Berlin de la proposition soviétique a été abordée la question de la place et du rôle de l'OTAN en liaison avec la constitution d'un système de sécurité collective en Europe. Les représentants des USA, de l'Angleterre et de la France affirment que le traité de l'Atlantique nord a un caractère défensif et n'est dirigé contre aucun Etat ou groupe de gouvernements. Les représentants officiels des USA, de l'Angleterre ont répété ce type de déclaration aussi après la conférence de Berlin à propos de la proposition soviétique de créer un système paneuropéen de sécurité collective.

La position de l'URSS sur l'OTAN est bien connue. Le gouvernement n'a pas partagé et ne peut pas partager le point de vue selon lequel cet accord a un caractère défensif.

L'URSS part du constat que l'OTAN forme un groupement fermé d'Etats, ignore la tâche consistant à prévenir une nouvelle agression allemande et, dans la mesure où, parmi les grandes puissances membres de la coalition antihitlérienne, l'URSS n'en est pas membre, l'OTAN ne peut pas ne pas être considéré comme un accord agressif dirigé contre l'URSS.

En liaison avec cela, se fondant sur les principes constants de sa politique de paix et s'efforçant de réduire la tension dans les relations internationales le gouvernement soviétique s'affirme prêt à examiner en commun avec les gouvernements intéressés la question de la participation soviétique au traité de l'Atlantique nord.

Dans la mesure où les gouvernements de la France, de l'Angleterre et des USA affirment leur aspiration à atténuer la situation internationale² et à renforcer la paix, on pourrait s'attendre à ce qu'ils aient une attitude positive vis-à-vis de la prise de mesures visant à garantir une situation dans laquelle le traité de l'Atlantique nord acquerrait un caractère réellement défensif et où seraient créées les conditions excluant la possibilité d'entraîner telle ou telle partie de l'Allemagne dans des groupements militaires. Dans ce cas, l'OTAN cesserait d'être un groupement d'Etats, militaire fermé, et serait ouverte à l'association d'autres Etats européens, ce qui, avec la constitution d'un système effectif de sécurité collective en Europe aurait une signification très importante pour le renforcement de la paix.

Pour le gouvernement soviétique les questions que cette situation poserait pourraient recevoir une solution satisfaisante pour tous les Etats intéressés dans l'intérêt du renforcement de la paix et de la sécurité des peuples.

² Le rédacteur voulait sans doute écrire « *la tension internationale* » ... mais le texte porte « *la situation internationale* » (« *mejdounaronna obstanovka* »).

